

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC CE NUMÉRO

et le choix commenté
des programmes de la radio
et de la télévision pour la semaine

Nouvelles manifestations Attentats anti-arméniens : Le général Jaruzelski en Pologne un défi au gouvernement

à Moscou

Le général Jaruzelski est à Moscou, au lendemain de deux journées difficiles pour le régime de Varsovie : la fête du travail et l'anniversaire, le 3 mai, de la Constitution démocratique de 1791. La date choisie pour cette visite de travail peut apparaître comme un test imposé par le Kremlin à l'homme de la normalisation, à moins que le général Jaruzelski n'ait lui-même voulu montrer sa force et son assurance en acceptant ce défi.

Dans les deux cas, le résultat obtenu n'est guère brillant. Les Polonais ont manifesté par dizaines de milliers leur attachement à Solidarité, le 1^{er} mai, et deux jours plus tard des milliers d'habitants de Varsovie et de Gdansk ont à nouveau affronté la police.

Certes les défilés officiels ont rassemblé des foules bien plus considérables, mais les dirigeants du Kremlin savent mieux que personne quelle valeur on peut leur accorder. Et la présence de M. Lech Walensa au sein d'une astucieuse « contre-manifestation » à Gdansk apparaît comme un véritable affront, après tous les efforts qui ont été déployés pour faire de lui une « non-personne ».

Peut-être le recours massif aux forces de répression (les matrasques ont été particulièrement brutaux le 3 mai) sera-t-il apprécié à Moscou comme le signe d'une salutaire énergie. Mais, à l'opinion, la Pologne reste l'ennemi malade du bloc soviétique. Le virus démocratique ne révèle très résistante.

Cela dit, le général Jaruzelski peut à juste titre se prévaloir des résultats de la médecine qu'il a appliquée sans relâche à son pays depuis 1981. Le « cours des événements » s'est bien « renversé », comme l'avaient alors exigé les dirigeants soviétiques. On a beaucoup spéculé sur les inquiétudes qu'aurait pu susciter à Varsovie le remplacement de Ionuț Andreș par M. Tchernenko, supposé moins sensible à certaines « finesses » de l'actuelle équipe dirigeante. Rien ne prouve que ces hypothèses soient fondées. De toute manière, au-delà des questions de personnes, les intérêts des hommes au pouvoir à Moscou et à Varsovie restent fondamentalement les mêmes.

La visite du général Jaruzelski devrait être largement consacrée aux questions économiques. La Pologne a besoin des matières premières soviétiques et se trouve en même temps lourdement endettée à l'égard de l'URSS, laquelle a souvent le sentiment d'avoir assez « donné » ; après tout, la population soviétique se contente sans grogner d'un niveau de vie bien inférieur à celui des Polonais.

Peut-être le général Jaruzelski cherchera-t-il aussi à obtenir le feu vert qui lui permettrait de se débarrasser de l'irritant problème des prisonniers politiques. Leur nombre augmente régulièrement, et les plus connus refusent de quitter leur cellule pour l'exil. Et leur libération conditionne toujours pour certains pays - à commencer par les États-Unis - cette reprise des échanges économiques et des crédits que Varsovie souhaite tant. La presse polonaise elle-même constate qu'une reconversion massive de l'économie en direction du COMECON serait vouée à l'échec.

Vider enfin les prisons pourrait aussi faciliter la tâche à d'autres pays occidentaux qui hésitent à renouer franchement avec un régime maniant la matrasque tout en s'affirmant fidèle à une politique de réforme et de démocratisation. Ce qui donne parfois des résultats étonnants : qui donc a soigneusement présidé, le 3 mai, au milieu d'une ville noire de policiers, à la commémoration de la Constitution libérale de 1791, sinon, quelques heures avant son départ pour Moscou, le général Jaruzelski lui-même ?

Varsovie juge « offensante » la « satisfaction » du Quai d'Orsay

Près de sept cents personnes ont été interpellées au cours des « contre-manifestations » du 1^{er} mai en Pologne, et plus de la moitié d'entre elles seront poursuivies, a-t-on annoncé officiellement à Varsovie. De nouvelles interpellations ont été opérées au cours des rassemblements du jeudi 3 mai, notamment à Varsovie et à Gdansk.

Selon le porte-parole du gouvernement, le nombre des prisonniers politiques atteignait 472 au 30 avril : il s'agit pour l'essentiel de détenus qui attendent leur procès, certains depuis plus de deux ans. Leur nombre augmente régulièrement.

M. Urban, interrogé sur les mauvais traitements que subissent certains de ces prisonniers, a reconnu que deux détenus grévistes de la faim étaient alimentés artificiellement, l'un deux, M. Andrzej Slowik, par la force. En même temps, il a affirmé que la situation en Pologne était redevenue « normale ». Il n'y avait aucune raison de permettre à la Croix-Rouge internationale de rendre visite aux détenus politiques.

(Lire la suite page 6.)

L'une des trois explosions d'Alfortville visait le monument commémorant le génocide de 1915 inauguré dimanche dernier par M. Franceschi

La Turquie a déposé toute responsabilité, vendredi 4 mai, dans les trois attentats anti-arméniens commis jeudi à Alfortville. Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a déclaré que « la Turquie n'avait rien à voir avec le terrorisme ». Il a évoqué la possibilité que ces attentats soient le fait de « criminels arméniens qui pourrissent les avoir perpétrés afin qu'on s'en accorde ».

Terrorisme arménien, répliquent anti-arméniens, reconnaissance du génocide arménien de 1915 par la France, protestations indignées de la Turquie, pressions de groupes terroristes arméniens sur le gouvernement français depuis 1981... Depuis onze ans, le dossier des rapports entre la France, la Turquie et la communauté arménienne a cessé d'être simple. Il a donné naissance, au fil des années, à quatre sous-dossiers :

1) La dégradation des relations franco-turques. L'une des origines des mauvaises relations entre les deux pays date du 11 février 1973. M. Comiti, alors secrétaire d'État à

la jeunesse et aux sports, avait présidé, en compagnie de M. Gaston Defferre, maire de Marseille, l'inauguration d'un monument à la mémoire des Arméniens tués en 1915 sous l'empire ottoman. La cérémonie avait entraîné une vive réaction de la Turquie, qui avait rappelé son ambassadeur en consultation.

Plus profondément, la Turquie reproche à la France de reconnaître le génocide de 1915. En 1979, M. Jean-Claude Sayer, délégué français à la commission des droits de l'homme à l'ONU, déclarait ainsi : « S'agissant de l'histoire du peuple arménien, comme de celle de tous les peuples, les faits sont les faits. Il n'est dans le pouvoir de quiconque de les modifier ou de les faire oublier ». La France, dans une enceinte internationale, donnait acte au peuple arménien des souffrances et des massacres qu'il avait subis au début du siècle. La crispation d'Ankara n'en devenait que plus nette.

LAURENT GREILSAMER.

(Lire la suite page 11.)

LE SALON DE LA SÉCURITÉ A PARIS

L'argent de la peur

Finie la cuisine rutilante, ces robots qui séduisaient les Jacques Tati de Mon oncle, ces machines à tout faire devenues les déesses du « home, sweet home ». Cela, c'était la modernité d'hier, aujourd'hui devenue quotidienne, la révolution domestique au parfum d'ouïre-atlantique, l'éclatement des premiers salons des arts ménagers des années 50. Finis ces temps d'insouciance : désormais, il s'agit de domestiquer nos peurs. Le nec plus ultra du foyer familial de cette fin de siècle a donc pour nom « radar de pré-alarme », « bouton anti-panique », « sirène autoalimentée », « double contact choos ouverte », « centrale d'alarme ». Et qui vous propose ces produits aux noms de code exotiques (DELTA 6, RADAP, RBS 80, C2Z...) ? Un « leader de l'électroménager » justement, Electro-lyx Océanix, dont le département sécurité, en expansion constante, met à votre disposition des « ensembles modulaires de protection de votre appartement ».

La sécurité est devenue un marché, et nos peurs sont un commerce, que consacrent actuellement, à Paris, les premières assises européennes « Alarme-sécurité ». Rassemblant vingt-cinq groupements d'entreprises, ce salon, placé sous le patronage du ministère de l'Industrie et de la Recherche, est organisé par le Syndicat des industries de matériels audiovisuels électroniques (SIMAVELEC) et le Syndicat national des instal-

lateurs d'alarme (SYNIAL). Il veut manifester la professionnalisation d'un secteur industriel récent, dont les promoteurs affirment qu'il n'est pas composé d'amateurs et de forbans. Les peurs sont donc bien entrées dans l'ère marchande : le bassin « sécurité » appelle le métier et, en retour, les professionnels ne se font pas prier pour entretenir nos craintes. Regardez, par exemple, l'affiche publicitaire des « alarmes au vol » Talco : elle vous montre combien vos maisons sont poreuses, sans défense, pénétrables de partout, en brochant le croquis d'une petite habitation cambriolée par pas moins de neuf entrées différentes. Finie la maison clean des « branchés » des années 50, vive la maison safety !

Qu'on est loin de l'image des sociétés de gardiennage louches - il en est sans doute encore, - des gardes mal fagotés accompagnés de chiens-loups hargneux ! Non, la sécurité, vous disent aujourd'hui ces professionnels, c'est affaire de technicité, d'électronique et d'informatique. A ces assises, l'Agence de protection et de sécurité (APSI), avec ses photos de stand de tir - « la compétence ne s'improvise pas », - fait figure de butte réconfort. La majorité des exposants vous font entrer dans une autre ère, celle des consoles, des écrans, des boîtiers, des cartes magnétiques...

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 10.)

Le plan câble du gouvernement

L'aventure commence

LIRE PAGE 16 LES ARTICLES DE JEAN-FRANÇOIS LACAN ET D'YVES AGNÈS

Un entretien avec le ministre de la formation professionnelle

« Nous avons aujourd'hui les moyens de mener une politique adaptée à la modernisation de notre appareil productif »
nous déclare M. MARCEL RIGOUT

LIRE PAGE 20

LE LIVRE DES LIVRES



3 volumes en souscription chez votre libraire

DICTIONNAIRE DES LITTÉRATURES
DE LANGUE FRANÇAISE

Sous la direction de Jean-Pierre de Beaumarchais, Daniel Couvy et Alain Rey

Bordas

Panama en quête d'un président

Le scrutin du 6 mai marquera le retour des civils
après seize ans de pouvoir des militaires

Une élection présidentielle a lieu dimanche 6 mai dans trois pays d'Amérique latine : au Salvador (le Monde du 4 mai), en Equateur et au Panama.

Panama. - « Nicky, le peuple est avec toi... ». Une forêt de drapeaux rouges, bleus, blancs, jaunes et or ondulent devant la tribune où Nicolas Ardito Barletta, candidat « officieliste » à l'élection présidentielle du dimanche 6 mai, a pris place. Des milliers de personnes remuées par les six formations politiques qui soutiennent « Nicky », dont le Parti révolutionnaire démocratique, PRO, fondé par feu le général Omar Torrijos en 1973, sont massées dans la cour de la place principale de Penonome, capitale du Cocle, dans le nord de Panama.

Un meneur de jeu encourage la foule, attentive et curieuse. « Tous vers la victoire. Face au passé, non... ». A la tribune, Maria Consuelo de Barletta, bon chic, bon genre, est aux côtés de son mari, qui parle de chômage, de crise mondiale, et préconise un « gouvernement du peuple pour le peuple ». Puis « Nicky », non sans succès, adopte le style populiste et véhément indispensable ici. « Cama-

De notre envoyé spécial
MARCEL NIEDERGANG

radez, personne ne nous enlèvera notre triomphe. C'est l'ovation

Agé de quarante-cinq ans, ancien ministre de la planification de 1973 à 1978, l'ère Torrijos - l'homme fort disparu dans un accident d'avion en juillet 1981 - M. Barletta est vice-président de la Banque mondiale pour l'Amérique latine et les Caraïbes depuis 1978. L'homme est modeste, intelligent, de bonne volonté. Economiste diplômé de l'université de Chicago, il analyse lucidement les crises d'Amérique latine et les soubresauts provoqués par les injonctions du Fonds monétaire international. Il espère que la reprise aux États-Unis et une « politique de crédits plus raisonnable » permettront à certains pays d'Amérique latine, et d'abord à Panama, de « sortir du tunnel dans trois ans ». Sa priorité ? « Lutter contre le chômage en encourageant le secteur privé et les investissements ». Il faut, dit-il, « bâtir une vraie démocratie » et « rendre au pouvoir civil la prééminence sur les militaires ». Il ajoute : « La Force de défense (nouveau nom de la

Garde nationale, qui a été le principal facteur de pouvoir de 1968 à aujourd'hui) existe. Il faut coopérer avec elle. Il admet encore qu'il y a eu « des erreurs » et des « cas de corruption » dans le précédent gouvernement, mais qu'il faut conserver les aspects positifs en matière économique et sociale du torrijisme. « Nicky », désigné comme candidat à l'issue d'un congrès houleux du PRD, est manifestement un orphelin inconsolable d'Omar Torrijos, dont la forte personnalité a dominé la vie publique de Panama pendant treize ans. Il entend cependant rester lui-même : un homme d'expérience, sans liens précis avec aucun parti, et disposant de très bonnes relations aux États-Unis. « C'est un défi. La tâche est rude, dit-il. Mais je suis résolu à y consacrer toutes mes forces si je suis élu... »

La tâche est rude, en effet. M. Barletta dispose sans doute pour sa campagne de l'appareil de l'État, des « bonnes dispositions » de la Force de défense, de l'appui du PRD, qui exalte la figure, restée populaire, d'Omar Torrijos, d'une coalition de partis, l'Union nationale démocratique, qui regroupe des « clientèles » importantes.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Peine

Un maçon breton au chômage qui avait saccagé les locaux des ASSEDIC parce qu'on ne s'intéressait pas à son sort a été condamné jeudi, à Rennes, à une peine de prison avec sursis, au remboursement des dégâts (680 000 francs !) mais aussi à faire gratis pro Deo des travaux dits « d'intérêt général », à raison de deux cent quarante heures étalées sur dix-huit mois.

Voilà donc un homme qui se réclamait un emploi et qui se trouve condamné à travailler.

BRUNO FRAPPAT.

LE MONT-SAINT-MICHEL PATRIMOINE MONDIAL

Au péril de la mer

La notion de patrimoine a de multiples facettes. A chacune de ces facettes correspond un péril, et, à chacun de ces périls, un ensemble de réponses plus complexes qu'on ne l'imagine souvent, puisque, dans un même et louable but, deux solutions contradictoires peuvent être parfois proposées. On avait un bon aperçu de cette complexité la semaine dernière au Mont-Saint-Michel, où s'étaient rendus, pour ne citer que les noms les plus officiels et les plus immédiatement utiles par les discours prononcés, M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, et tout ce que le patrimoine, ses directions et associations,

nationales et internationales, peuvent compter de beau monde.

Le but de cette journée, un 28 avril, était donc multiple, touchant tous les aspects de la sauvegarde du Mont-Saint-Michel et de son caractère insulaire. Deux surprises étaient réservées. L'une de taille, puisqu'il s'agit de la publication des premiers décrets modifiant le système qui établit les zones de protection autour du patrimoine architectural et urbain. Le décret était paru la veille. L'autre symbolique : c'était l'hommage rendu à Yves-Marie Froidevaux, architecte en chef des monuments historiques, mort l'an passé et qui avait en charge la préservation et la restauration de l'abbaye.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(Lire la suite page 14.)

La gauche en question

Les difficultés s'accumulent pour la gauche. Claude Roche en attribue la raison, pour une bonne part, au fait que l'autorité du gouvernement s'est affaiblie au profit de celle de l'administration. Marcel Debarge, de son côté, pense qu'un immense effort de volonté, de clarté et de rigueur est nécessaire si le pouvoir veut surmonter la pesanteur et l'inertie qui menacent son action.

Crise de la démocratie ou démocratie de la crise ?

COMMENT ne pas comprendre l'amerume et le désespoir des sidérurgistes lorrains ? Voilà plus de quinze ans que, de plan de modernisation, ils voient fondre leurs effectifs, disparaître une à une leurs usines, leur paysage, leur culture. Pourquoi croiraient-ils que la présente dégradation sera la dernière ? Les précédentes saignées étaient, elles aussi, les dernières...

Sentiment d'avoir été floués, en particulier par le gouvernement, le leur, issu des élections de 1981 : sentiment d'impuissance devant l'avancée de la crise ; croyance naïve en des solutions diverses du genre « il n'y a qu'à... », dont ceux qui les avancent par démagogie savent bien le manque total de sérieux : est-ce si anormal ? L'homme peut-il vivre et se battre sans espoir ?

Pourtant, que faire d'autre ? Le gouvernement, au-delà de la mise en cause des promesses trop rapides de 1981, pouvait-il, quant au fond, agir autrement ? Oui et non.

Oui, s'il s'était comporté comme ses prédécesseurs, en pratiquant la fuite en avant : il aurait d'abord lancé une grande campagne pour expliquer que la sidérurgie n'avait plus d'avenir, puis il aurait mitonné dans ses arrière-cabinets quelque plan de réduction modérée de la production doublé d'un immense plan de modernisation. Ses chantiers auraient ensuite expliqué qu'il était parvenu de

justesse à éviter le pis et à sauver une situation très compromise...

Moyennant quoi, dans deux ans tout au plus, on se serait trouvé devant des problèmes identiques, mais aggravés...

Non, si le gouvernement avait l'intention d'assurer réellement l'avenir de la sidérurgie française et de sauvegarder les chances de reconversion de la région Lorraine, au prix que coûte actuellement au contribuable la tonne d'acier produite, et sachant que les ressources à consacrer à cette activité ne sont pas extensibles, le choix était simple : ou bien consacrer les ressources disponibles à la prolongation d'une survie artificielle, ou bien les employer à une modernisation et à une reconversion rapides impliquant dans l'immédiat le sacrifice de milliers d'emplois et d'installations insuffisamment performantes.

De façon abstraite, un tel choix se pose en termes clairs : faut-il sacrifier le présent à l'avenir, ou l'avenir au présent ? De façon pratique, il se pose en revanche en termes humains insupportables pour un socialiste.

Pourtant, il faut choisir. Le long terme et le court terme, qui se concilient spontanément, quoique non sans problème, en temps de vaches grasses, sont souvent antinomiques en temps de crise : aggrément de demain, c'est compromettre le surlendemain, gravement.

Y a-t-il néanmoins lieu de s'étonner de voir tant de gouvernements

par MARCEL DEBARGE (*)

préférer la facilité de la première période au réalisme efficace de la seconde ? C'est le contraire qui se serait produit. Les comportements conscients de cet ordre ne sont pas fréquents en politique. Or, dans une démocratie qui connaît des élections libres au moins une année sur deux, effectuer des choix radicaux, ou le constate tous les jours, à méconnaissance de toutes sortes de catégories d'électeurs et à prendre, par conséquent, une option pour un revers lors de la prochaine échéance.

La réponse des conservateurs

La conclusion des réflexions qui précèdent n'est pas forcément réjouissante : au moins à première vue : faire face sérieusement à la crise est-il compatible avec la démocratie, au moins au sens que cette notion revêt dans les pays occidentaux, c'est-à-dire celui de régime de liberté où existent deux partis ou deux conditions opposées représentant des forces approximativement équivalentes sur le plan électoral, et où la majorité dépend par conséquent du choix de quelques centaines de milliers d'habitants ?

Sans vouloir à ce sujet se livrer à des comparaisons entre les divers (*) Sénateur de la Seine-Saint-Denis, maire du Pré-Saint-Gervais, secrétaire national du PS.

pays européens - elles seraient au demeurant très instructives - force est de constater que la réponse des éléments conservateurs, sur le fond, est négative. Persuadés que la solution de la crise passe par des mesures drastiques, donc impopulaires, ils se contentent à ce sujet de généralités dépourvues de portée pratique, mais prennent en revanche des à présent leurs dispositions pour mettre en place demain un « Etat fort », un certain climat : les redondances inopines sur l'insécurité et le laxisme judiciaire, l'insuffisance des effectifs et des pouvoirs policiers, les discours antisindicalistes et anti-communistes, l'offensive contre la notion même de démocratie, ne s'exercent, au fond, que comme cela.

Une telle évolution est-elle inévitable ? Certains, y compris dans les rangs de la majorité, en sont persuadés.

Sûrs que la politique suivie est correcte, parce qu'elle seule permet de construire un avenir véritable, ils n'en sont pas moins persuadés qu'elle apparaît suicidaire : ils s'apprêtent à finir la tête haute, tandis que d'autres, au vu des malheurs humains qu'elle implique le « réalisme », se réfugient dans l'imprécation ou le refus de l'évidence.

Ce scénario n'est pourtant pas le seul possible. Si la crise économique génère une crise de la démocratie, elle pourrait tout aussi bien engendrer une démocratie de la crise. A quelques conditions.

La première, la plus importante, c'est la conscience des réalités au sein de la population. Non pas la conscience « idéologique », pleine de double langage, qui caractérise tant d'organisations - la crise est grave, il faut des sacrifices, mais nous avons déjà donné... (quand ? combien ? on ne le saura jamais...) - mais une conscience profonde de la réalité, de la gravité, de la masse des problèmes, et une acceptation des implications qui entraînent immédiatement le début de leur solution. Non pas une conscience extérieure, toute d'apparence, mais une conscience intérieure : une conscience populaire adulte, celle-là même qui est la seule garantie que la démocratie n'est pas une routine, une bonne habitude, mais une conquête toujours recommencée.

Faciliter la prise de conscience

La seule question qui, dès lors, se pose à l'homme de gauche est celle-ci : comment faciliter cette prise de conscience ?

Les faits eux-mêmes, bien entendus, se chargent en partie du travail. Quand l'homme de la rue voit tout à tour l'échec des solutions plus ou moins démagogiques qu'on lui a présentées, son bon sens lui suggère que la solution véritable sera probablement douloureuse, et ceux qui persistent à dire le contraire perdent tout crédit. N'est-ce pas là, d'ailleurs, une des explications de fond de l'affaiblissement continu du Parti communiste français ? Ses propres partisans ne croient qu'à moitié aux « solutions » que préconisent cette organisation et, au dehors, nul n'y adhère vraiment...

Le temps est donc venu où il est possible d'expliquer les choses sans fard, la vérité tout en étant enclin à décourager. Autrement dit, un tel discours était aussi réaliste qu'utile : ou bien il se heurtait, au mur des certitudes tranquilles, ou bien, au mieux, il n'était accepté que « théoriquement » : on n'en mesurait pas - on refusait d'en tirer - les conséquences pratiques pour soi-même.

Mais la conscience adulte de la crise au sein de la population n'est que la première condition d'une démocratie de la crise. Il y en a d'autres.

La seconde condition est de ne plus tenir désormais, parallèlement au discours réaliste, des propos sans assise sérieuse. Sans sombrer dans un pessimisme excessif, voire complaisant, il n'est pas utile de s'assurer des objectifs qu'à l'évidence on ne pourra pas atteindre. Il n'est pas davantage utile d'affirmer qu'on vise le « maintien du pouvoir d'achat moyen » dans la fonction publique, alors que cette notion ne signifie rien pour l'homme de la rue et que, à l'évidence, le pouvoir d'achat de certaines catégories pourrait diminuer, la priorité, rappelons-le, étant l'emploi - est-ce donc si scandaleux ?

Bref, là aussi, le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire, non de « donner la pilule ». Mais ce courage, à son tour, implique d'autres. Il faut donc aller jusqu'au bout. Allons-y.

Pour la clarté des choix

La première conséquence d'un discours gouvernemental réaliste et pleinement honnête doit être la clarté des choix. C'est quand les ressources sont limitées qu'apparaissent les vraies priorités. Pourquoi ne pas afficher celles-ci ?

Peut-on parler, par exemple, de priorité pour l'éducation nationale quand on annule un milliard de crédits d'investissement inscrits pour elle au budget ?

Il en va de tout ainsi. Les actes sont des choix, autant les expliquer clairement sans prudence le public pour moins fin qu'il n'est. Comme, dans la crise, tout le monde est susceptible d'être frappé, le silence sur les choix n'a qu'un effet : il permet aux corporatismes, au nom de la « vigilance », de se donner à cœur joie, de faire courir les bruits les plus insensés et de dire l'important qu'il. En outre, c'est dans les choix qu'on peut le mieux percevoir les différences entre une politique de droite et une politique de gauche, entre une politique de cynisme au détriment des plus faibles et une politique de prise en charge des problèmes de ces derniers. La clarté est ainsi la condition sine qua non de la démocratie.

La seconde conséquence du discours réaliste est encore plus importante. Ce que la population attend de ses dirigeants, en tout temps et spécialement en période de difficultés, c'est qu'ils dirigent. Si la clarté des choix est la condition indispensable d'une direction ferme, l'existence d'administrations bien tenues en main en est une autre, également importante. Or, de ce point de vue, nous sommes loin du compte. Plus que le sabotage délibéré organisé par quelques éléments quasiment factieux - il existe, mais marginalement - c'est la pesanteur, l'inertie de tant d'administrations qui menacent l'action du gouvernement : c'était déjà vrai sous le précédent septennat. Un immense effort de volonté, le désir d'aller sur le terrain expliquer ce qu'on veut aux agents locaux, tout en prenant en compte leurs aspirations, paraissent indispensables. Un pouvoir de gauche qui se claquemurerait sous les lambris des palais nationaux ou ceux des préfectures serait privé de la moitié de sa force de frappe.

Cette observation a une portée plus générale. Ce que ses électeurs attendaient notamment - principialement ? - de la gauche au pouvoir, c'était d'abord un autre comportement, une autre attitude, plus proche d'eux. Curieusement, une des rares personnes à avoir compris ce message est celle que sa fonction éloigne le plus de la population : c'est-à-dire le président de la République. Peu d'hommes auront en ce siècle concilié avec tant d'effort et de proximité des « simples gens » et la majesté liée au pouvoir occupé.

La rigueur dans la justice, la fermeté dans son action : la gauche n'a pas d'autre voie pour convaincre, résister, et donc durer.

Le dépérissement

par CLAUDE ROCHE (*)

au long de sa carrière politique, tous les programmes sur lesquels il s'est présenté, la grande majorité des blocs politiques qui l'ont fait élire adhèrent à cette conception. Une chose est de la trouver rigoureuse, une autre de souligner que le gouvernement a cédé sur ce qui - pour lui - fondait l'exercice concret de la démocratie. Et cette liste s'allonge longuement : il est normal que le pouvoir cherche à modifier ses appuis institutionnels, que ce soit sous la forme du compromis tenté avec la hiérarchie catholique ou du coup de chapeau à l'appareil de la CFDT (1).

Il ne faut donc pas chercher, dans le monde des idées modernistes, cette convergence (d'autant que l'évolution du monde catholique n'en offre pas spécialement l'image), mais plus matériellement dans le poids croissant d'un appareil d'Etat dont le contrôle par les institutions élues du pays est de plus en plus formel. Les sympathies réciproques de l'appareil CFDT et de la technocratie sont connues : ce que l'on sait moins, c'est la contradiction profonde entre les principes d'un Etat laïque et le mécanisme d'auto-nomination par lequel la technocratie impose sa logique au pouvoir politique. De ce point de vue les recules de Savary apparaissent comme singulièrement dangereuses, parce que non maîtrisées.

Un pouvoir étranger à la gauche

Les - rares - débats sur ces problèmes qui apparaissent dans la presse soulignent l'évolution présidentielle du régime, souvent présentée comme naturelle et correspondant aux vues des Français. Mais cette présentation est largement formelle : sauf à maintenir la fiction d'un président maître (comme tenu des contraintes constitutionnelles extérieures) de sa propre évolution, on est conduit à conclure que l'évolution politique actuelle témoigne, de la part du gouvernement de gauche,

d'une adaptation, d'une acceptation d'un pouvoir qui lui est étranger. Quand on connaît la stabilité idéologique de l'individu Mitterrand, on a peine à penser que quelques défectifs aient conduit à reconsidérer sérieusement l'ensemble de ses conceptions politiques.

On comprend mal que, aux prises avec les nécessités de la rigueur, Mitterrand ait éprouvé le besoin d'ébranler la base politique la plus fidèle, qui plus est, spécialement avec la politique économique suivie.

Les thèses sur la présidentialisation - ne vous en faites pas, bonnes gens, nous ne faisons que changer de forme de démocratie, d'ailleurs les Etats-Unis (2) n'en sont-ils pas le nouveau modèle ? - cachent une réalité profondément ressentie par le peuple de gauche : alors que ses partis, mandatés en ce sens, possèdent tous les postes électifs importants, la gauche a été incapable de mettre en œuvre une logique politique capable de s'imposer à celle de la technocratie. De là à tirer la conclusion que les élections ne servent désormais qu'à changer les hommes, il n'y a qu'un pas, que certains, désormais, franchissent. N'oublions pas que les analyses les moins optimistes (pour les socialistes) du résultat des élections de mai-juin 1981 soulignent la profondeur du rejet du système et du style giscardien, et à l'instar de son gouvernement technocratique.

Que, dans ce cadre, le gouvernement fasse jouer l'article 49-3, comme il en aurait l'intention, pour imposer le plan Savary est très dangereux. Une partie de l'électorat ne pourra que juger très sévèrement un parti qui, majoritaire, se voit imposer le plan Savary sans le respect de sa conception des institutions. Il s'agit là pour un parti politique d'une question de principe. La masse des militants socialistes a bien peu de goût, hélas ! pour les débats institutionnels : elle ne voit pas le risque que cette situation génère ; le dernier parti important porteur de la tradition républicaine (rappelons

(*) Collaborateur de la revue En Jeune.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de

PARFUMS

PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE

SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4007-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER	
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 56 c. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 85 dr. ; Italie, 60 l. ; Liban, 375 P. ; Libye, 6,50 dr. ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 65 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,25 kr. ; Suisse, 1,50 fr. ; Thaïlande, 162 ba.	

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Lasserre, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1959) ; Jacques Fauvet (1959-1982)

Impression : S. du Indus PARIS-20

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS			
3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messagerie)			
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG	381 F	685 F	979 F
IL - SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F
1 536 F			

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal ou virement bancaire doivent joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (dans les semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à fournir leur adresse une semaine ou deux avant leur départ.

Jouir de la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LU

« LE DUEL GIRAUD-DE GAULLE » de Guy Girard de Charbonnières

Alger entre deux généraux

LORSQUE Darien est assassiné à Alger, le 24 décembre 1942, Giraud est « commandant civil et militaire ». Il se réclame du maréchal Pétain. Il a derrière lui les grands foyers de l'Afrique française : Nogues à Rabat, Boisson à Dakar. Et l'armée d'Afrique, que réarment les Américains. De Gaulle, à Londres, a peu de troupes, des alliés anglais qu'il exaspère, des Américains qui le détestent. Mais il a l'appui de presque toute la Résistance française. Il considère Giraud comme une marionnette des Américains ; Giraud le considère comme un traître du communisme.

En quelques mois de l'année 1943, de Gaulle va mettre Giraud sur la touche et présider à Alger le gouvernement provisoire. Guy Girard de Charbonnières, alors jeune diplomate, rallié à la France libre, envoyé de Londres à Alger en avant-garde, fait du « duel » entre les deux gé-

néraux un récit sans concessions. Sans concessions à Giraud, sans concessions à de Gaulle. Celui-ci, dans ses Mémoires de guerre, transforme en manœuvres déshonorées des recules, des bouderies et des maladroites, ce que Guy Girard de Charbonnières, n'ont fait que retarder son triomphe final. « Il n'aime pas gagner, il aime vaincre », dit de lui son vieil ennemi Alexis Léger.

Le général Catroux, « patron » de Charbonnières, est un habile politique, sous des dehors de vieux guerrier moudon. Et capable de sembler durement de Gaulle, sans cesser de le servir. Ses Mémoires à lui aussi donnent quelques péripécies difficiles. Les généraux se défont traditionnellement des diplomates. Peut-être pas assez.

JEAN PLANCHAIS.

★ Le Duel Giraud-de Gaulle, Plon, 250 p. 75 F.

Le Monde

étranger

ASIE

Inde

Les forces de l'ordre obtiennent la reddition d'extrémistes sikhs retranchés dans trois temples au Pendjab

De notre correspondant

Delhi. — Pour la première fois depuis le début des troubles dans le Pendjab, seize extrémistes retranchés dans trois gurdwaras — des temples sikhs — ont été arrêtés, jeudi 3 mai, sans violence, après un accord entre la police et la hiérarchie religieuse sikhs. Les trois sanctuaires, situés dans la région de Ferozepur, à une centaine de kilomètres au sud d'Amritsar, la ville du Temple d'or, étaient occupés depuis près d'une semaine par les forces nationales de sécurité.

Quoi qu'en dise aujourd'hui le principal parti sikh, l'Alli Dal, c'est la première fois qu'une épreuve de force entre extrémistes et gouvernement se termine à l'avantage de ce dernier. L'affrontement s'est déroulé en trois phases.

Première phase : poursuite par la police après un échange de coups de feu, un petit groupe d'autonomistes se réfugia le 26 avril, avec ses armes, dans trois gurdwaras. Les forces de sécurité décidèrent, avec l'accord de Delhi, le blocus total des temples. Plus de trois cents fidèles, dont des femmes et des enfants, sont restés à l'intérieur des sanctuaires par les extrémistes.

Deuxième phase : le Saint Harchant Singh Longowal, président contesté de l'Alli Dal, lui-même retranché depuis plus d'un an dans l'enceinte du Temple d'or, lance un ultimatum au pouvoir central : si le siège n'est pas levé le 4 mai au soir, l'Alli Dal ordonnera « aux masses sikhs » de marcher sur le district, concerné et les « volontaires du sacrifice » seront mis en branle pour libérer par la force les innocents pélerins enfermés. Le ministre de l'intérieur, M. P.C. Sethi, en appelle à son tour à la hiérarchie religieuse sikh, responsable de la gestion et de l'administration des gurdwaras du Pendjab. Il offre de lever le siège et de laisser tout le monde sortir à condition que chacun se soumette à une fouille et une vérification d'identité.

Troisième et dernier temps : trente-cinq et soixante-seize personnes quittent volontairement les lieux. Seize d'entre elles, dont le président local de l'association des étudiants sikhs (AISSF), interdite depuis deux mois par le gouvernement, sont arrêtées. A l'intérieur des temples, la police du district, essentiellement sikh, saisit une douzaine d'armes à feu et des munitions.

La tactique inaugurée par les forces de l'ordre a payé. L'Alli Dal a annulé son projet de marche sur les temples. Beaucoup de sikhs se sont publiquement désolidarisés des extrémistes, et, selon New-Delhi, la communauté sikh de la région a assuré le gouvernement qu'elle n'autorisera pas l'utilisation de ses gurdwaras par les extrémistes.

Vendredi matin, la majorité des quotidiens indiens invitaient ouvertement les autorités à répéter l'opération chaque fois que cela serait nécessaire. Certaines personnalités nationalistes hindoues, et la direction de la secte des Nirankaris — un mouvement réformiste sikh haï des orthodoxes des gurdwaras — réclamaient l'application immédiate d'un blocus identique au Temple d'or d'Amritsar, sanctuaire et quartier général des principaux mouvements extrémistes. L'opération serait évidemment d'une tout autre ampleur, puisque ce ne sont pas quelques centaines, mais plusieurs milliers de sikhs qui occupent en permanence le lieu saint (dont deux ou trois cents armés).

PATRICE CLAUDE.

● **DOUBLE MEURTRE AU PENDJAB.** — Un ancien commissaire divisionnaire adjoint de la police du Pendjab et son garde du corps ont été tués par balles, le lundi 30 avril, à Amritsar, la ville sainte des sikhs, annonce l'agence Press Trust of India. La femme et la fille du policier ont été grièvement blessées. — (Reuters.)

LA VISITE DE M. NAKASONE

Delhi souhaite développer ses relations économiques avec Tokyo

De notre correspondant

Delhi. — Pour la première visite en Inde depuis vingt-trois ans d'un chef de gouvernement nippon, Delhi avait veillé à bien faire les choses. Arrivé jeudi 3 mai à Bombay, M. Yasuhiro Nakasone aura, après une série d'entrevues avec M. Gandhi, le privilège rare de s'adresser aux deux Chambres réunies du Parlement indien.

Les relations entre les deux nations n'ont jamais été si vraiment mauvaises ni particulièrement cordiales. Pour les Japonais, l'Inde est un immense pays en développement, économiquement trop fermé à l'étranger, et politiquement trop proche de Moscou. Les Indiens considèrent l'empire du Soleil Levant comme un royaume du capitalisme sauvage, aligné sur Washington. L'un des objectifs du voyage de M. Nakasone est de rectifier ces images par trop caricaturales. Le souhait du Japon de jouer désormais un rôle moins discret dans les affaires politiques internationales en général, et asiatiques en particulier, suppose aussi une visite à Delhi, première puissance du sous-continent et siège actuel du mouvement des non-alignés.

Tout en ayant noté que M. Nakasone a réitéré au début de la semaine dernière à Islamabad son « soutien total » au Pakistan face à l'intervention soviétique en Afghanistan, les Indiens ont visiblement décidé pour leur part de dépasser leurs « divergences de vues » avec Tokyo, pour mettre l'accent sur l'aspect économique de leurs relations bilatérales. Ils attendent des Nippons un accroissement des crédits d'aide et de coopération, et un réajustement d'une augmentation des échanges commerciaux.

L'assistance japonaise au développement indien (environ 320 millions de francs en 1982) est deux fois plus faible que celle consentie au Pakistan voisin, et le Bangladesh, également réputé pro-américain, reçoit plus d'un milliard et demi de francs du Japon. Troisième partenaire commercial de l'Inde, derrière les États-Unis et l'Union soviétique, Tokyo a déjà donné son accord pour doubler,

à 20 milliards de francs d'ici à 1988, la valeur des échanges entre les deux pays.

Les Japonais, par l'intermédiaire de Toyota, Nissan, Kawasaki, Honda, Yamaha et surtout Suzuki occupent une position dominante dans l'industrie automobile indienne. Mais Delhi souhaite leur ouvrir d'autres secteurs de son économie. Le nucléaire notamment, où l'on espère signer un accord de coopération non militaire sur le modèle de celui conclu récemment entre Pékin et Tokyo, et le pétrole, où l'Inde cherche à mettre en concurrence les Italiens et les Japonais pour la construction d'un oléoduc de 1 700 kilomètres à partir du gisement de Bombay-High.

P. C.

LA SECONDE JOURNÉE DE LA VISITE DE JEAN-PAUL II EN CORÉE DU SUD

« Pardonnez à ceux qui ont péché contre vous » a demandé le pape aux habitants de Kwangju

De notre envoyé spécial

Kwangju. — « Kwahwang Manze! » (Dix mille ans de vie au pape!) « Viva il Pappa! ». C'est par ces mots scandés en chœur de longues minutes par une foule compacte que Jean-Paul II a fait son entrée dans le stade de Kwangju. Il y commençait ce vendredi 4 mai, en y célébrant une messe, la seconde journée de sa visite en Corée du Sud. Près de soixante-dix mille personnes l'attendaient. Une foule où dominait le blanc des robes traditionnelles de cérémonie des femmes, tête couverte d'une mantille également blanche, agitant de petits drapeaux aux couleurs du Vatican et des portraits de Jean-Paul II. Puis a

été entonné ce chant polonais d'allégresse *Sto Lat*, réservé à ceux que l'on fête. Le pape a commencé à célébrer la messe en un coréen « très compréhensible » disaient nos voisins ravis.

D'emblée, un contact s'était établi entre cet « empereur de la religion » (selon les idéogrammes traduisant le mot « pape ») et cette foule de Kwangju, la ville meurtrie de l'histoire moderne de la Corée.

Avant d'arriver au stade, le pape avait parcouru la ville, passant devant le fameux bâtiment provincial repeint en blanc qui fut le bunker

des insurgés de mai 1980. Tout le long des rues une foule de gens simples parmi lesquels beaucoup de paysans portant le vêtement traditionnel, composé d'une sorte de gilet et d'un pantalon bouffant, et de nombreux enfants. La ferveur mais aussi une certaine gravité se lisait sur les visages. « Jamais, depuis les incidents [de mai 1980] le peuple de Kwangju n'avait ainsi envahi les rues », nous dit un habitant.

Sans doute Kwangju, l'un des trois archidiocèses de Corée (avec ceux de Séoul et de Taegu où Jean-Paul II se rend samedi) était-elle une étape obligée du voyage papal. Il n'en reste pas moins que cette visite a aussi une signification particulière de compassion... C'est d'ailleurs le thème de la « réconciliation » que le pape a choisi pour son homélie.

« Libérez-vous de la rancœur, a exhorté Jean-Paul II, pardonnez à ceux qui ont péché contre vous, (...) le monde les profondes blessures qui meurtrissent vos cœurs et vos âmes après des expériences personnelles et des tragédies récentes, et je sais qu'elles sont difficiles à dépasser d'un point de vue simplement humain, spécialement pour vous habitants de Kwangju. »

Des mots qui ont sans doute apaisé certains, mais qui pour d'autres sont apparus trop faibles. A Kwangju, Jean-Paul II était parvenu à une certaine compréhension de la population traumatisée et son souci de ne pas prendre parti dans ce qui est une affaire intérieure coréenne.

Les familles des victimes avaient notamment demandé que le pape se rende au cimetière où reposent une centaine des morts des événements de mai 1980. Comme l'explique un prêtre, cela aurait pu paraître une provocation, et l'on préféra y renoncer.

L'Eglise tente avant tout, à Kwangju, d'avoir une action de réconciliation. Au départ, elle ne manifesta certes pas son approbation au gouvernement mais se garda toutefois de se ranger du côté des éléments les plus radicaux. « Depuis par cette attitude, précise notre interlocuteur, l'Eglise a marqué des points dans une ville qui n'est pas plus catholique que les autres. » Récemment, le cardinal de Séoul n'en a pas moins pris parti en faveur d'un prêtre qui hébergeait des étudiants recherchés pour les manifestations de Kwangju et qui avait été arrêté.

Les événements de Kwangju demeurent assurément une épine dans la chair du président Chun. Certes, beaucoup de Coréens, sans doute la majorité, n'ont pas épousé la cause des insurgés, même si leurs demandes paraissent légitimes. Mais beaucoup éprouvent une obscure sympathie pour cette

ville courageuse perdue au milieu des rizières.

Aujourd'hui, Kwangju est calme. Beaucoup d'immeubles nouveaux sont apparus, et les rues ont été refaites, tout semble effacé. A l'université, les étudiants racontent que depuis deux mois les autorités ont relâché un peu leurs contrôles en vue de la visite du pape et que la police a disparu du campus. Mais ils savent qu'ils ne peuvent en sortir. Depuis trois ans, leur slogan est : « Rappelez-vous mai 1980! »

Manifestations d'étudiants

Les étudiants, qui sont traditionnellement en Corée le fer de lance de la contestation, ont bien essayé à Séoul de manifester, arborant un ruban noir en signe de « deuil de la démocratie », mais ils sont maintenus à l'intérieur des universités. Jeudi, lorsque le pape était au séminaire, quelques heures à peine après son arrivée, une agitation à l'université voisine de Sungkyunkwan fut réprimée à coups de bombes lacrymogènes dont les effluves incommodèrent certaines personnalités accompagnant Jean-Paul II. Les étudiants manifestaient pour la liberté de la presse et contre les mesures d'enrôlement automatique dans l'armée de ceux d'entre eux pris dans des manifestations : en trois ans, six de ces mesures se sont suicidées, affirme-t-on dans les milieux universitaires.

Commentant la visite du pape à Kwangju, une jeune catholique de vingt-deux ans, dont le frère fut emprisonné dix-huit mois à la suite de l'insurrection, nous dit : « Nous sommes un peu déçus par la rapidité du passage du pape dans la ville : sa visite semble une abstraction. Surtout, le pape n'est pas allé au cimetière. Peut-être ne sait-il pas qu'il existe des pressions sur les familles des morts de mai 1980 pour qu'elles enlèvent du cimetière la dépouille de leurs parents. Leur présence est un rappel apparemment gênant pour les autorités. » Effectivement, dans les cimetières de Kwangju, une vingtaine de sépultures ont été déplacées. « Aujourd'hui, poursuit la jeune catholique, nous sommes nombreux à craindre que, après la visite du pape, les autorités serrent la vis à nouveau, comme ce fut le cas en Pologne et aux Philippines : c'est d'ailleurs pourquoi certains d'entre nous n'étaient pas favorables à ce voyage. »

Au cours d'une journée placée sous le signe de la compassion, le pape devait se rendre, après Kwangju, à Sorokdo, une petite ville au sud de la péninsule où se trouve une léproserie. Jean-Paul II a développé le thème de la souffrance source de dignité, en évoquant la fraternité qui régit parmi ces lépreux se réclamant de religions diverses.

PHILIPPE PONS.

L'INSURRECTION ET LA RÉPRESSION DE MAI 1980

« Citoyens, l'armée attaque votre ville... »

Une voix de femme répercutée par les haut-parleurs de la ville avait soudain déchiré le silence de la nuit : « Citoyens de Kwangju, l'armée attaque votre ville, défendez-vous. »

Il était 3 heures du matin, le 27 mai 1980. A peine la voix, entrecoupée de sanglots, recommençait-elle à lancer son message qu'elle fut submergée par le déchaînement d'un tir nourri de mitrailleuses lourdes, d'explosions de grenades et le grondement des chenilles des véhicules blindés sur l'asphalte.

Dans le ciel embrasé par des fusées éclairantes, une vingtaine d'hélicoptères avaient pris sous le feu croisé de leurs armes le bâtiment provincial où s'étaient retranchés quelque deux cents insurgés.

A terre, surgis de camions arrivés sous leurs feux éteints peu avant l'attaque, les parachutistes entraient en action, « arrosant » à leur tour les bunkers des insurgés du feu de leurs armes automatiques. L'assaut dura une trentaine de minutes. Puis on n'entendit plus que des coups de feu sporadiques. Lorsque l'aube commença à poindre, le centre de Kwangju donnait le spectacle d'une ville en état de guerre.

Façades criblées de balles, véhicules retournés, corps sans vie étendus sur le sol... Ça et là, par groupes, des jeunes, assis la tête dans les genoux, les mains liées dans la dos, étaient tenus en joue par des soldats. Maison par maison, commençait les perquisitions. Tout élément suspect était immédiatement emmené vers les locaux de l'armée pour interrogatoire. Quelques cinq cents personnes furent ainsi interrogées. L'assaut avait fait une vingtaine de morts, qui venaient s'ajouter aux quelque deux cents victimes de la répression du début de l'insurrection de la ville.

L'insurrection de Kwangju, petite ville de huit cent mille habitants, marque le point culminant — et la fin — de cette période de libéralisation que connaît la Corée dans les mois qui suivirent l'assassinat du président Park Chung Hee, en octobre 1979 : ce que l'on appelle le « printemps de Séoul ».

Tout avait commencé à Kwangju le 18 mai lorsque, après la proclamation de la loi martiale

sur l'ensemble du pays pour mettre fin aux manifestations étudiantes, une vingtaine de personnalités politiques furent arrêtées. Parmi elles figuraient M. Kim Dae Jung, le symbole de l'opposition au régime Park, dont la popularité n'avait cessé de croître dans les dernières semaines. Le jour de l'arrestation de M. Kim, qui était originaire du sud de la province de Cholla, dont Kwangju est capitale, les manifestations d'étudiants dans cette ville redoublèrent d'intensité. La brutalité extrême de la répression mit la population, jusqu'alors spectatrice, du côté des manifestants. Dans la nuit du 20 au 21 mai commençait une véritable insurrection aux cris de « à mort Chun », le général Chun Doo Hwan, alors chef des services secrets civils et militaires, l'homme fort de l'époque, aujourd'hui président de la République.

A l'aube du 21 mai, après une nuit d'affrontements meurtriers entre l'armée et la population, celle-ci s'était non seulement rendue maîtresse de la ville mais encore s'était emparée d'armes et d'une vingtaine de véhicules blindés. Les combats avaient duré toute la nuit. A l'hôpital on pouvait avoir une idée de leur violence en voyant le nombre des blessés. Tous étaient grièvement atteints : certains par balles mais beaucoup avaient eu les membres brisés à coups de gourdins. D'autres souffraient de profondes blessures au visage ou au thorax : les parachutistes avaient en effet chargé la foule à la baïonnette. Des témoins racontaient des scènes de violence inouïe : cadavres d'étudiants pendus aux arbres par les pieds, femmes à la poitrine entaillée à coups de baïonnette...

Le calme est revenu à Kwangju, mais la cruauté de la répression a laissé les stigmates profonds. Même si, au cours de la semaine où la population eut le contrôle de la ville, se dessinaient des citoyens sérieux entre les éléments plus radicaux et ceux qui étaient partisans de trouver un accord avec le pouvoir du général Chun, les habitants de Kwangju, aujourd'hui silencieux, n'en portent pas moins dans leur mémoire les souvenirs de la répression dont ils furent victimes.

Ph. P.

Corée du Nord

APRÈS AVOIR REÇU LE CHEF DU PC CHINOIS

Le président Kim Il Sung se rendra à Moscou

Le secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Hu Yaobang, était attendu ce vendredi 4 mai à Pyongyang, où il se rend en visite officielle à l'invitation conjointe du président Kim Il Sung et de son fils, M. Kim Jong Il. Les entretiens porteront principalement sur les démarches diplomatiques en cours visant à un règlement pacifique de la question coréenne. M. Hu devra notamment informer ses interlocuteurs nord-coréens des résultats enregistrés sur ce sujet lors des conversations du président Reagan à Pékin la semaine dernière.

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, s'est, pour sa part, rendu au début de la semaine à Séoul pour y rendre compte aux dirigeants sud-coréens des récents entretiens sino-américains.

On sait que la Corée du Nord a proposé au mois de janvier dernier l'ouverture de conversations tripartites entre Pyongyang, Séoul et Washington sur la recherche d'un règle-

ment de la situation dans la péninsule coréenne. La Corée du Sud souhaite l'établissement préalable d'un dialogue bilatéral entre les deux Corées. Le président Reagan a exprimé, pour sa part, sa préférence pour des conversations quadripartites, c'est-à-dire auxquelles participerait la Chine. Pékin a, jusqu'à présent, exprimé son soutien entier à la formule proposée par les Nord-Coréens.

Le président Kim Il Sung, de son côté, se rendra dans la seconde quinzaine du mois de mai en URSS et dans plusieurs pays d'Europe de l'Est. C'est la première fois que le président nord-coréen se rend en visite officielle à Moscou depuis 1961. Il a, en revanche, été reçu en avril 1975 et en septembre 1982 en visite officielle à Pékin.

A Panmunjon, cependant, sur la ligne de démarcation entre les deux Corées, les délégations de Pyongyang et de Séoul se sont séparées

sans résultats lundi dernier à l'issue d'une seconde série de discussions sur l'éventuelle formation d'une délégation sportive commune aux Jeux olympiques de Los Angeles. La date d'une nouvelle rencontre doit être fixée ultérieurement.

Chine

● **LE VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES PROCHAINEMENT À MOSCOU.** — M. Qian Qichen, vice-ministre des affaires étrangères, rencontrera à Moscou au cours du mois de mai le ministre adjoint soviétique des affaires étrangères, M. Mikhail Kapitsa, apprend-on de source diplomatique occidentale à Pékin. M. Qian Qichen se rendra probablement à Moscou après la visite en Chine à la mi-mai du premier vice-président du Conseil soviétique, M. Ivan Arkhipov. — (Reuters.)

France terre d'asile et de rejet

Tahar Ben Jelloun

Hospitalité française

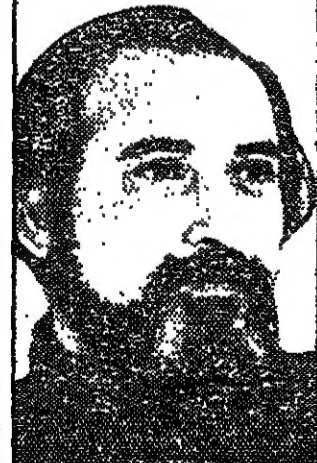


Photo Samir Dridi

58 F

Un éloquent plaidoyer de la raison... paisible et ferme.

Michèle Gazier / Télérama

Une manière de s'accuser... l'auteur y livre un témoignage d'une grande sincérité. Entièrement crédible, parce que sans haine.

Jacques Meunier / Le Monde

Un livre, plein de modération et de tendresse, de chaleur et d'humour. Bernard Thomas / Le caducard enchaîné

L'Histoire immédiate au Seuil

AMÉRIQUES

Panama en quête d'un président

(Suite de la première page.)

Nicky, a pour lui sa jeunesse, un air de sincérité qui impressionne favorablement, et il a réussi à « décaler » son personnage de technocrate et de fonctionnaire international. Selon les sondages confidentiels - mais donnés comme sérieux - du PRD et de l'ambassade américaine, il vient en tête des intentions de vote. En revanche, selon les mêmes sondages, la coalition qui le soutient ne serait pas majoritaire dans la prochaine Assemblée. Le PRD, en particulier, perdrait des voix et des sièges.

Le principal adversaire de Nicky est un mythe vivant : Arnulfo Arias, âgé de quatre-vingt-trois ans, trois fois élu à la présidence de Panama, trois fois renversé. La dernière fois, c'était le 11 octobre 1968, après onze jours de pouvoir seulement. L'excuseur s'appelait Omar Torrijos, commandant de la Garde nationale. Avec sa haute stature, sa chevelure blanche et frisée coiffée d'un bonnet noir, son sourire immuable, Arnulfo Arias porte son âge avec une verve apparente. Mais il parle peu, ne se montre guère, et il n'a pratiquement pas fait campagne. C'est inutile, dit-il. C'est trop facile. Je me présente contre des voleurs et des gens sans conscience...

Arnulfo, comme on le désigne ici, est un monument historique. C'est le patriarche : il a commencé sa carrière en janvier 1931 et participant à un coup d'Etat artisanal et folklorique dirigé par une société secrète influencée par des ordres initiatiques. Arnulfo a gardé de cette époque un goût prononcé pour un langage érotique qui impressionne les masses populaires.

Nommé ministre plénipotentiaire en Europe avant la deuxième guerre mondiale, il connaît l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste - et il est loin d'être insensible à la montée des puissances de l'Axe. Rentré à Panama, élu président pour la période 1940-1944, il accorde le droit de vote aux femmes (pour les municipales) et crée la Sécurité sociale. Il révisé la Constitution et prévoit d'enlever la nationalité panaméenne... aux immigrants d'origine afro-antillaise. En pleine guerre mondiale, en 1941, il refuse d'accorder des facilités militaires aux Etats-Unis dans la zone du canal et s'oppose même à l'armement de navires de commerce arborant le drapeau panaméen.

Après treize mois de gouvernement et de « guérilla » contre les Etats-Unis, il est déposé par la Garde. Revenu à la présidence en 1949, il y reste un peu plus longtemps : dix-sept mois et demi. Chassé du palais, il s'écrit : « Je reviens ». Il revient en 1968, après des élections turbulentes et confuses. Renversé par Omar Torrijos, réfugié à Miami, il suit avec mépris l'expérience populiste et nationaliste de son « tombeur ». Arnulfo Arias est un obstiné, un homme sûr de son destin. Malgré toutes ses ambiguïtés et ce passé de « nazi » que ses adversaires lui jettent à la figure, malgré son âge et son côté « rétro », il est le symbole d'une volonté de rejet de - seize ans de système -, d'un ras-le-bol justifié par les difficultés de la vie quotidienne et les « scandales » qui ont éclaboussé le régime. La plus notable, celle de la Sécurité sociale, a provoqué la chute d'Aristides Royo, président choisi par Omar Torrijos avant sa disparition pour assurer la continuité.

« S'il n'y a pas fraude »

A en croire l'homme de la rue, Arnulfo va l'emporter aisément. « S'il n'y a pas fraude ». La tradition de la fraude électorale est si ancrée dans ce pays que les Panaméens ont peine à croire que le scrutin du 6 mai puisse être régulier. C'est, pourtant, les garanties paraissent sérieuses. Arnulfo Arias, candidat à la présidence pour l'Alliance démocratique d'opposition (ADO), dispose de l'appui du journal qui monte : la Prensa. Il a choisi, pour premier vice-président, choisi un de ses amis, M. Carlos Rodríguez, installé à Miami, où il fait des affaires. Le second vice-président sur la ticket d'Arnulfo Arias est le leader combatif et intelligent de la démocratie chrétienne, M. Ricardo Arias Calderon. « Nous allons gagner », dit celui-ci avec assurance. Il fait réviser les rapports entre la Garde et le pouvoir civil. L'intervention de l'Etat dans l'économie est excessive et l'endettement extérieur est trop lourd. Nous devons adopter un nouveau modèle de développement. Et le seul gouvernement doit être celui des civils. Omar Torrijos a convaincu les militaires qu'ils étaient les auteurs progressistes de la nation. En fait, ils ont peur de perdre leurs privilèges... Selon M. Arias Calderon, « les jeunes, les

hommes, les plus pauvres, sont pour Arnulfo Arias ».

La politique panaméenne a toujours été d'une grande complexité : c'est à la fois Byzance et Florence. « Presque deux tiers des électeurs n'ont jamais voté », dit M. Carlos Ivan Zuniga, président du Parti d'action populaire (PAPO), de tendance social-démocrate, qui se flatte d'être le seul parti réellement « antimilitariste ». Bon orateur, ancien président de la fédération des étudiants de Panama, M. Zuniga rejette aussi bien le candidat « officiniste » que celui de l'opposition, M. Arnulfo Arias. Mais ses chances sont, a priori, faibles. Tout comme le sont celles du général Paredes, ancien commandant de la Force de défense, à la retraite, et qui s'est brouillé avec ses anciens compagnons d'armes. Machiavel n'est pas loin des couloirs du palais présidentiel et des bureaux des officiers, qui affichent tous leurs diplômes de l'école des Amériques (centre de formation à la lutte antiguerrilla dans la zone du canal de Panama).

D'autres petits partis sont sur les rangs comme le Front du peuple uni (FREPU) ou le Parti du peuple (communiste) : ils ont contribué à recouvrir les murs de Panama et des villages de l'intérieur d'une exceptionnelle floraison de placards de propagande électorale. Leur poids est négligeable. Les grands thèmes internationaux (relations avec les Etats-Unis, application des traités Carter-Torrijos de 1977 sur l'avenir du canal, situation en Amérique centrale) sont remarquablement absents de la campagne. Les Panaméens ne se sentent pas concernés par la montée des périls en Amérique centrale.

Ils se jugent et sont d'ailleurs « différents », plus proches du monde caribbe que des pays de l'isthme. Mais les Etats-Unis observent, eux, avec une grande attention ces élections dans une petite nation où leurs intérêts stratégiques sont très importants (des appareils de reconnaissance américains qui survolent quotidiennement le Salvador et le Nicaragua partent de la base Howard, à côté de Panama). Officiellement les Américains sont « neutres » et souhaitent que le scrutin soit « régulier ». En fait, leurs sympathies vont plutôt à Nicky. Cet appui sera-t-il utile au candidat « officiniste » ?

MARCEL NIEDERGAANG.

PROCHE-ORIENT

Le dialogue jordanien-palestinien a repris une « vitesse de croisière »

Correspondance

Amman. - Avec la visite de deux jours que le président du comité exécutif de l'OLP, M. Yasser Arafat, vient d'effectuer à Amman, le dialogue jordanien-palestinien a repris une « vitesse de croisière », tout en s'en tenant cependant à des objectifs limités : essentiellement la consolidation des relations entre le Royaume et la résistance, et le renforcement du soutien aux « Palestiniens de l'intérieur », notamment à travers le comité mixte chargé de gérer le fonds alloué aux territoires occupés par le sommet arabe de Bagdad en 1978 : 100 millions de dollars par an pour la Cisjordanie et 50 millions pour la bande de Gaza.

Lors de leurs premiers entretiens en février dernier, après dix mois d'interruption des pourparlers jordanien-palestiniens, M. Yasser Arafat et le roi Hussein avaient décidé d'envoyer des délégations auprès des gouvernements arabes pour convaincre ces derniers de verser régulièrement leur quote-part. En effet, en 1983 seuls l'Arabie Saoudite et le Koweït ont tenu leurs engagements (45 millions de dollars). Sur le plan « bilatéral », M. Arafat a révisé jeudi soir lors d'une conférence de presse qu'il avait été « informé » à son arrivée, par les responsables jordaniens, de la libération de quarante-six prisonniers palestiniens le jour même. Ces derniers étaient détenus sous l'accusation d'atteinte à la sécurité du Royaume.

En revanche, en ce qui concerne la recherche d'une solution à la crise du Proche-Orient, aucun élément nouveau ne paraît pour le moment devoir émerger des entretiens jordanien-palestiniens.

Pressé de réagir, jeudi soir, aux exhortations des notables modérés de Cisjordanie et de la bande de Gaza qui souhaitent une initiative jordanien-palestinienne pour un règlement de la question des territoires occupés, M. Arafat a rappelé qu'il « avait mis au défi les Israéliens de négocier avec l'OLP sous les auspices des Nations unies » et que les Israéliens avaient rejeté ce défi. Le chef de l'OLP se refusait à sa déqualification quelques jours plus tôt, à Koweït.

M. Arafat a exprimé également

Les relations avec la Syrie

Les ambitions modestes que se sont données les dirigeants jordaniens et palestiniens s'expliquent notamment par la persistance des divergences entre le chef de l'OLP et les dirigeants du Front populaire et démocratique de libération de la Palestine. Les pourparlers entre Abou Jihad et les représentants de ces deux organisations, le mois dernier à Alger, n'ont pas permis d'aplanir ces divergences et doivent reprendre le 9 ou le 10 mai.

M. Arafat a catégoriquement rejeté toute participation des organisa-

tions palestiniennes pro-syriennes - la Saïta, le FPLP commandement général d'Ahmad Jibril, et le Front de lutte populaire - à la prochaine réunion de « réconciliation » à Alger. En revanche, ces organisations « auront le droit de participer au conseil national palestinien, qui étudiera leurs cas », a-t-il ajouté. A propos de ses relations avec la Syrie, le chef de l'OLP a affirmé qu'il avait accepté toutes les tentatives de médiation entreprises jusqu'à présent par l'Union soviétique, l'Arabie Saoudite, le Yémen du Nord, le Yémen du Sud et l'Algérie.

Il n'en a pas moins condamné très sévèrement l'assassinat, jeudi matin à Chypre, de M. Hanna Mokbel, secrétaire général de l'Union des journalistes arabes et membre de l'Union des journalistes et écrivains palestiniens, en affirmant : « Nous savons d'où sont venus les meurtriers. Ils ont un bureau à Damas, et je demande à nos frères syriens d'appréhender ceux qui ont perpétré ce crime ». Selon certains observateurs, M. Arafat faisait allusion au groupe Abou Nidal.

EMMANUEL JARRY.

Liban

M. Berri pose ses conditions pour participer au gouvernement Karamé

De notre correspondant

Beyrouth. - Les démarches pressantes de la Syrie n'ont pas suffi jusqu'à présent pour sortir de l'impasse créée par le refus de M. Berri, chef de la milice chiite Amal, de siéger dans le gouvernement d'union nationale de M. Rachid Karamé, où deux portefeuilles lui sont attribués : la justice et les ressources hydrauliques et électriques.

De retour à Beyrouth après trois journées à Damas où il n'a cessé de conférer avec le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, le dirigeant chiite a en effet réitéré ses critiques acerbes à l'encontre du

cabinet Karamé, « ce fait accompli », soulignant : « Nous ne sommes pas prêts à participer à la perpétuation du pacte de 1943 qui permet un renforcement du confessionalisme politique ». Il a réitéré que les « accords de Damas » négociés avant la formation du gouvernement « privaient clairement qu'Amal de son statut de minorité et le PSP trois (...). Or les deux principaux partis de l'opposition (Amal et le PSP) sont écartés des portefeuilles politiques ».

Une petite phrase de M. Berri permet un flor de réconciliation esquissée cependant la solution susceptible de dénouer la crise : « Nous proposons la création d'un ministère pour les affaires du Liban du Sud, et d'un autre pour la reconstruction. Si l'Etat y répond positivement, nous sommes prêts à participer au gouvernement ».

M. Berri aura fait preuve d'une remarquable résistance aux sollicitations syriennes. La brièveté de ses deux derniers entretiens jeudi avec M. Khaddam - dix et quinze minutes - en témoigne. M. Joumblat, qui a participé à toutes les réunions entre son allié chiite et le vice-président syrien, se déclare solide de M. Berri. Mais, paradoxalement, le « maximaliste » qu'il est ne pose pas cette fois de problème alors que le « modéré libéral » qu'est censé être M. Berri se montre intraitable.

Un autre problème, « maronite-maronite », celui-là, se pose avec M. Soleiman Frangé qui conteste l'exclusivité de la représentation de la communauté arabe dans le cabinet Karamé à ses ennemis du Front libanais, surtout après qu'il est lui-même à la conférence de Lausanne, dégage les marges d'une situation bien compromise. Bien qu'il soit représenté au gouvernement par son gendre, M. Abdallah Racy (grec orthodoxe), il ne s'estime pas satisfait. Il exige également l'élimination du barrage des forces libanaises de Berbera, passage obligé de toutes les personnes se rendant de son fief, le Liban du Nord, à Beyrouth ou vice versa. Les réserves de M. Soleiman Frangé sont considérées comme plus faciles à surmonter que le refus de M. Berri. Mais on sait aussi que l'ancien président de la République est homme à s'en tenir à une position de principe.

LUCIEN GEORGE.

DIPLOMATIE

M^{me} Thatcher s'entretient à Paris avec M. Mitterrand des difficultés de la CEE

M^{me} Thatcher est arrivée ce vendredi 4 mai, en fin de matinée, à Paris, où elle devait participer à un déjeuner de travail avec M. Mitterrand à l'Elysée, l'essentiel de l'entretien étant consacré à la préparation du conseil européen de Fontainebleau. Après avoir, mercredi, reçu à Chequers le chancelier Kohl, le premier ministre britannique avait indiqué que sa marge de manœuvre demeurerait très étroite, et qu'il n'entrerait pas dans ses intentions de revenir sur les exigences budgétaires qui ont déjà contribué à l'échec des deux précédents sommets, à Athènes en décembre 1983 et à Bruxelles en mars dernier. M^{me} Thatcher avait, en outre, précisé que, à ses yeux, ces rencontres bilatérales ne pouvaient suffire à trouver la solution du contentieux communautaire.

Tout en soulignant que « l'Angleterre a le plus à gagner de l'Europe », M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, a estimé, ce vendredi matin à France-Inter que « l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses fait son chemin ». Si la

Grande-Bretagne, a-t-il ajouté, « ne veut pas suivre tel ou tel aspect » de la politique communautaire, « il n'est pas impensable que ses partenaires poursuivent sans elle dans une voie bien déterminée ».

A Bruxelles, la Commission européenne a approuvé jeudi l'avant-projet de budget général de la CEE pour 1985. Ses recettes seront inférieures de plus de 2 milliards d'ECU à ses dépenses, selon ce document, qui doit être soumis au Parlement et au conseil des ministres des Dix le 23 mai.

A Lisbonne, où il a rencontré jeudi M. Soares, le premier ministre italien, M. Craxi, s'est prononcé en faveur de l'adhésion du Portugal et de l'Espagne à la Communauté. Cette perspective a été jugée « inquiétante », en raison de la concurrence qu'elle entraînera pour certains de leurs propres produits, par les pays M.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique), qui réexaminent actuellement à Suva (Îles Fidji) la convention qui les lie à la CEE. - (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

PROTESTATION DU PS. - Le Parti socialiste a manifesté, dans un communiqué, « sa réprobation et son inquiétude devant l'escalade que viennent d'engager les troupes d'occupation soviétiques en Afghanistan ». Ces attaques, ajoute le texte, « s'accompagnent (...) de bombardements en tapis à partir d'avions opérant à haute altitude. Ces méthodes, qui nous ramènent à l'époque de la guerre du Vietnam, provoquent sans nul doute d'importantes pertes civiles. Une délégation du PS devrait être reçue, ce vendredi 4 mai, à 16 heures, à l'ambassade soviétique à Paris.

Etats-Unis

KATHY BOUDIN CONDAMNÉE A LA DÉTENTION A PERPETUITÉ. - Kathy Boudin, ancien membre du groupe d'extrême gauche américain Weather Underground, a été condamnée, jeudi 3 mai, à la détention à perpétuité pour partici-

pation à un hold-up commis en 1981 au cours duquel trois personnes avaient été tuées.

La militante blanche avait vécu pendant douze ans dans la clandestinité, après avoir gagné une certaine célébrité dans les années 60 pour ses activités extrémistes et sa participation au mouvement de libération des Noirs. - (AFP.)

RÉDUCTION DU BUDGET MILITAIRE. - Le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, a déclaré jeudi 3 mai qu'il acceptait une réduction de 13,9 milliards de dollars du budget du Pentagone prévu pour l'année fiscale 1985 débutant le 1^{er} octobre prochain. Cette révision ramène à 7,8 % le taux de croissance réelle projeté pour le prochain budget militaire américain par rapport à l'année fiscale 1984 en cours. Le projet initial présenté début février par la Maison Blanche avait fixé une croissance de 13 % et un budget global de 305 milliards de dollars. - (AFP.)

LES TROIS ISRAËLIENS DÉTENUÉS EN SYRIE. - Les autorités israéliennes ont accueilli avec satisfaction le fait que Damas ait accordé le statut de « prisonniers de guerre » aux trois membres du bureau de liaison israélien détenus en Syrie. La Croix-Rouge pourra, en effet, entrer en contact avec eux. Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charek, a, pour sa part, réitéré les déclarations israéliennes selon lesquelles les trois hommes « s'étaient égarés » et a affirmé qu'ils étaient armés lors de leur arrestation mardi. - (AFP.)

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger.
Exemplaires spécimens sur demande

«Ci vuole Craxi» dice l'Economist

Whatever you read you can't ignore The Economist.

WEEKLY FROM LONDON • OBJECTIVE ANALYSIS • INSIGHTFUL VIEWS • WORLD POLITICS • CURRENT AFFAIRS • INTERNATIONAL BUSINESS • FINANCE • SCIENCE • TECHNOLOGY • ECONOMIC INDICATORS • BUSINESS AFFAIRS • COUNTRY AND INDUSTRY SURVEYS • BOOKS • LETTERS

AFRIQUE

Cameroun

Trente-cinq responsables de la tentative de coup d'Etat auraient été exécutés

Trente-cinq personnes accusées d'avoir participé à la tentative de coup d'Etat du 6 avril à Yaoundé auraient été condamnées à mort lundi soir 30 avril et exécutées mardi 1^{er} mai, au terme d'un procès à huis clos mené par un tribunal militaire, a annoncé, jeudi 3 mai, l'Agence France-Presse, faisant état de différentes sources non officielles concordantes.

Le procès se serait ouvert au quartier général des forces terrestres, à Yaoundé, le vendredi 27 avril, et aurait pris fin lundi. Pendant sa durée, un service de sécurité très important avait été mis en place autour du quartier général, où siège le tribunal militaire.

Les autorités camerounaises gardent un mutisme total, et on indique, de source diplomatique française, que ces exécutions font l'objet, dans la capitale camerounaise, de rumeurs persistantes. Elles se seraient déroulées à Mbalmayo (ville située à 48 kilomètres au sud de Yaoundé). Depuis plusieurs jours, cette localité est pratiquement coupée du reste du pays, les communications téléphoniques ayant été suspendues et la circulation interdite.

Dans la matinée du 6 avril, des éléments de la garde républicaine, commandés par le chef de ce corps, le colonel Ibrahim Saleh, avaient tenté de renverser le régime du président Paul Biya. Ils avaient réussi à s'emparer de la radio nationale et de l'aéroport de Yaoundé pendant quelques heures, avant que l'armée camerounaise, commandée par le général de division Pierre Sékou, ne lance une contre-offensive. A l'issue de deux jours de combats, les troupes loyalistes avaient repris le contrôle des points stratégiques de la capitale.

Selon un bilan officiel, les combats avaient fait 70 morts, dont 4 civils et 8 éléments « loyalistes », et 52 blessés : 1 053 putschistes ont été arrêtés et 265 gendarmes portés « disparus ». Selon différentes sources diplomatiques concordantes, ce bilan apparaissait largement sous-estimé. Dans un message à la nation, M. Biya avait annoncé que les responsables de la tentative de coup d'Etat seraient « sans délai traduits devant le tribunal militaire afin d'être jugés et punis, conformément

aux lois ». Pendant l'enquête, le ministre des forces armées, M. André Tchoungui, ainsi que le général Sékou, avaient affirmé que l'ancien chef de l'Etat camerounais, M. Ahmadou Ahidjo, était à l'origine du putsch. Ils avaient également souligné que tous les mutins étaient originaires de la région nord du Cameroun, comme M. Ahidjo. Ces exécutions - si elles sont confirmées - ne constitueraient pas une surprise, car on s'attendait que des sanctions très dures soient prises contre les mutins. Plusieurs ministres camerounais, ainsi que des conseillers du chef de l'Etat incriminaient M. Biya à faire des « exemples ».

Le 28 avril dernier, M. Ahidjo et deux officiers de son entourage avaient été condamnés à mort par le tribunal militaire de Yaoundé, au terme d'un procès - public - au cours duquel ils avaient été accusés de « complot contre la sécurité de l'Etat ». Ils avaient cependant bénéficié d'une mesure de grâce présidentielle, leurs peines étant commuées en « détention ». Cette mesure de clémence prise par M. Biya avait été qualifiée de marque de « faiblesse » par plusieurs responsables politiques camerounais.

Tunisie

M. Mzali cherche à désamorcer la crise à l'Université

De notre envoyé spécial

Tunis. - Une délégation d'enseignants de l'université de Tunis a été reçue, jeudi 3 mai, par M. Mohamed Mzali, premier ministre, après qu'une assemblée générale de ces enseignants eut décidé, mercredi, de prolonger d'une semaine une grève commencée lundi. A l'origine de ce mouvement qui associe professeurs et étudiants, se trouvent les incidents survenus le 27 avril (le Monde du 3 mai). Ce jour-là, M. Mzali, ministre de la famille et de la condi-

tion féminine et femme du chef du gouvernement, devait participer à une cérémonie destinée à honorer la mémoire d'un patriote tunisien à l'Ecole des ingénieurs. Des étudiants ayant déclaré sa présence inopportune, M. Mzali avait renoncé à son projet. Néanmoins, à la suite de bousculades dans des conditions mal éclaircies, la police est intervenue assez brutalement dans l'enceinte de l'université, ce qui a suscité une protestation des professeurs.

Il semble qu'il y ait eu excès de zèle de la part des forces de l'ordre. Un communiqué ambigu du ministre de l'enseignement supérieur insiste sur la nécessité d'éviter toute action regrettable, d'où qu'elle vienne, et appelle toutes les parties à redoubler d'efforts pour assurer le succès de l'année universitaire en cette période où approchent les examens.

En acceptant de rencontrer les syndicats d'enseignants, qui demandaient auparavant à être reçus par le chef de l'Etat, le premier ministre montre son souci de désamorcer toute crise grave dans un pays encore traumatisé par les événements de janvier. M. Mzali assume également les fonctions de ministre de l'intérieur depuis le départ de M. Driss Guiga, dont il paraît peu probable que le procès, pour son rôle lors des événements de janvier, s'ouvre prochainement, bien qu'il ait été annoncé. M. Mzali est secondé par un secrétaire d'Etat à l'intérieur dont les méthodes sont contestées par l'opposition.

Ce mouvement de grève exprime le malaise de l'université, tout comme le chaos qui a empêché M. Habib Achour de prendre la parole au meeting du 1^{er} mai (le Monde du 3 mai). Il révèle le fossé qui se creuse entre les responsables des institutions - gouvernement, partis, syndicats - et les éléments les plus nerveux de la jeunesse.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Haute-Volta

Le colonel Saye Zerbo, ancien chef de l'Etat, est condamné à huit ans de détention

Le colonel Saye Zerbo, ancien président de la République de Haute-Volta de novembre 1980 à novembre 1982, a été condamné, jeudi 3 mai, par le Tribunal populaire de la révolution d'Ouagadougou à quinze ans de prison, dont sept avec sursis. La radio nationale voltaïque a précisé que l'ancien chef de l'Etat est également condamné à rembourser à l'Etat une somme de 61 millions de francs CFA (1,2 million de francs français), correspondant à des « détournements de fonds publics ». Il était accusé de fraude fiscale, de détournements pour un montant de 95 millions de francs CFA et d'« enrichissement illicite ».

En ce qui concerne les dix-huit autres accusés, anciens membres du comité directeur du Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRN), dont le colonel Saye Zerbo était le président, le tribunal a prononcé dix condamnations à des peines de prison et à des amendes diverses et huit acquittements. Un vingtième accusé, le capitaine Ouattara Aboubakary, s'était donné la mort samedi 30 avril, alors qu'il venait d'être inculpé de faux témoignage.

Le colonel Saye Zerbo a incarné pendant deux ans le type de « régime néocolonial » que le gouvernement « révolutionnaire » du capitaine Thomas Sankara, au pouvoir en Haute-Volta depuis le coup d'Etat du 4 août dernier, ne cesse de vilipender. Né en 1922 à Tougan, dans l'ouest de la Haute-Volta - d'ethnie samo, comme son prédécesseur à la tête de l'Etat, le général Sangoulé Lamizana - le colonel Saye Zerbo s'est heurté à une forte opposition syndicale, notamment de la part de la puissante Confédération syndicale voltaïque (CSV). La suppression du droit de grève, le 1^{er} novembre 1981, puis sa sévère réglementation, les poursuites engagées contre le secrétaire général de la CSV, M. Soumane Touré, devaient notamment miner l'autorité de son régime, par ailleurs confronté à de graves difficultés économiques.

Le 7 novembre 1982, un « Conseil pour le salut du peuple », présidé par le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, renversait le régime du colonel Saye Zerbo. Les condamnations qui viennent d'être prononcées à Ouagadougou sont les plus sévères depuis le début des procès politiques, en janvier 1983. - (AFP.)

Le conflit saharien

LE POLISARIO A LIBÉRÉ DIX PRISONNIERS MAROCAINS

Alger (AP). - Le Front Polisario a remis dix de ses prisonniers marocains - huit sous-officiers et deux soldats - à la Croix-Rouge internationale, mardi 1^{er} mai, a annoncé l'agence algérienne de presse service. C'est la première fois depuis le début du conflit saharien, en 1975, que le Front libère des militaires marocains qu'il détient et dont le nombre total est estimé à mille cinq cents.

Les prisonniers ont été remis à M. Carlos Bauverd, délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), à Haoua, « capitale » de la République arabe sahraïe démocratique, proclamée par le Polisario. M. Bauverd a précisé que le CICR négociait la libération de ces prisonniers avec le Polisario et les autorités marocaines depuis le début de l'année. Il a également indiqué avoir rendu visite à deux cents prisonniers marocains détenus, précise l'APS, « quelque part dans les territoires libérés », et s'être entretenu avec certains d'entre eux en l'absence de tout témoin. Il a enfin expliqué qu'il avait reçu une liste de prisonniers sahraïes détenus par les Marocains, qu'il espérait leur rendre visite en temps voulu et obtenir la remise de certains d'entre eux.

Ethiopie

COMBATS EN ÉRYTHRÉE. - Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) a annoncé, mercredi 2 mai, que ses maquisards ont tué « trois cents quarante soldats éthiopiens » dans la région de Af-Abed (dans le nord du pays, près de la mer Rouge), les 27 et 28 avril. Le FPLE assure que les troupes gouvernementales ont eu « cinq cents cinquante blessés, neuf prisonniers et treize chars détruits ». - (Reuters.)

Mozambique

• AFFRONTEMENTS AVEC LES REBELLES DE LA RNM. - Trente-sept personnes ont été tuées et dix-neuf blessées, le 21 avril dernier, dans la province septentrionale de Tete, au cours d'une attaque des maquisards de la Résistance nationale du Mozambique (RNM) contre cinq camions transportant des civils, a annoncé, jeudi 3 mai, l'agence mozambicaine de presse AIM, citant le témoignage d'un survivant. L'annonce de cette attaque intervient le jour même où le quotidien Noticias de Maputo rapporte que l'armée a intensifié ses opérations contre la RNM depuis la signature, le 16 mars dernier, du pacte de non-agression de Komatipoort avec la République sud-africaine. - (Reuters, AFP.)



Plus vite, moins cher!

Vous cherchez

- une 205 GR, SR ou GT!
- un cabriolet SAMBA!
- une 305 ou une 505 tous types!
- une 505 GTI ou turbo!
- une 604 GTI ou GTD!

Tous ces véhicules sont disponibles dans notre stock permanent de 500 voitures neuves

PEUGEOT-TALBOT

NEUBAUER

M. GÉRARD 82160.21

227, bd. Anatole France ST-DENIS - Métro - Mairie de St-Ouen

ELOIGNEZ LES RONGEURS

Un système électronique émet des signaux provoquant la fuite des rongeurs nuisibles (rats, souris, lapins). Fonctionne sur pile (autonomie 12 à 18 mois). EFFICACE - ÉCONOMIQUE - ÉCOLOGIQUE. Sans danger pour enfants et animaux.

Paris et rég. Paris : THIEBAUT 75008 Paris, 30, pl. de la Madeleine, Tél. (1) 742.28.03

Province : Distributeur E.R.C. B.P. 157 - 44200 St-Sebastien-sur-Loire - Tél. (40) 34.57.24

Documentation sur demande

495 F. TTC - Franco 520 F.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

secrétariat de direction
secrétariat médical
traitement de textes

40, rue de Liège. Tél. : 387.58.83. M° Liège - Europe - St Lazare

VOIR AU BUREAU

LAMPE HALOGENE
BASSE TENSION
DEUX INTENSITÉS

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE
38-40 RUE JACOB
75006 PARIS
Tél. : 260.28.01

RENÉ HARDY

porte plainte contre la lâcheté humaine. On voudrait refermer sans l'achever ce livre atroce, provocant, injuste, mais la voix sourde de René Hardy vous contraint à l'écouter jusqu'à la fin... René Hardy a écrit le livre noir d'un vaincu de la victoire.

Fred Kuperman, L'EXPRESS

René Hardy

Derniers mots

mémoires

Fayard

576 pages - 95 F.

FAYARD

مكتبة الامم المتحدة

EUROPE

Grande-Bretagne

Cinq ans de « thatchérisme »

Le premier ministre reste populaire mais les conservateurs enregistrent un recul aux élections partielles

Londres. — Cinq ans jour pour jour après sa victoire électorale de 1979, le parti conservateur de M. Thatcher a enregistré un recul notable, jeudi 3 mai, à l'occasion de trois élections législatives partielles et d'élections locales portant sur le renouvellement de quatre mille sièges dans deux cent dix-huit districts.

Les Tories ont conservé les sièges de Stafford et Surrey sud-ouest — deux de leurs fiefs les plus sûrs — mais avec une majorité considérablement réduite sous l'effet de la forte poussée de l'alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates. Dans la troisième circonscription de Croydon, le parti travailliste s'est assuré une solide majorité, traditionnelle dans cette région. Quant à l'alliance, elle peut se flatter d'être arrivée en deuxième position dans chacune des trois circonscriptions, prouvant ainsi qu'elle peut jouer un rôle plus important que ne le laissent supposer les sondages.

Le recul des conservateurs a été encore plus prononcé au niveau local, puisqu'ils ont perdu le contrôle de plusieurs grandes villes dont leurs « joyaux » de Birmingham et d'Edimbourg au profit des travaillistes qui ont, de surcroît, consolidé leur majorité à Liverpool et Manchester. Les résultats de Birmingham et Liverpool sont particulièrement gênants pour le gouvernement. Birmingham, aux mains des conservateurs depuis 1982 avait été présenté par l'administration Thatcher comme un exemple de la réussite de sa politique à l'échelon municipal. A Liverpool, les leaders du groupe travailliste avaient clairement fait savoir qu'ils considéraient la consultation de jeudi comme un référendum sur leur affrontement avec le gouvernement en matière de finances municipales. Ils disposent maintenant d'une majorité de sept voix qui devrait leur permettre de faire adopter leur projet de budget « illégal » puisqu'il prévoit des dépenses supérieures aux recettes.

Le recul des conservateurs est interprété par l'opposition comme un rejet de la politique gouvernementale vis-à-vis des autorités locales. Le cabinet Thatcher a, en

De notre correspondant

effet, présenté au Parlement un projet de loi qui donne pouvoir de limiter les dépenses des conseils de district et les impôts qu'ils prélèvent, dans le but de réduire globalement les dépenses publiques. Ses détracteurs — parmi lesquels de nombreux Tories — voient, dans cette menace pesant sur des prérogatives vieilles de quatre cents ans, une atteinte à la démocratie locale d'autant plus surprenante qu'elle vient d'un gouvernement qui s'est fixé pour tâche de « repousser les frontières de l'Etat ».

Il serait cependant hâtif de considérer le recul des conservateurs comme l'expression d'un désaveu populaire à l'égard de la politique générale du gouvernement Thatcher. Les sondages d'opinion récents indiquent ainsi que les Tories ont rétabli une avance d'environ 5 % sur les travaillistes, leurs adversaires les plus dangereux. Cet avantage des conservateurs est largement dû au léger recul qu'a subi le Labour depuis le début de la grève des mineurs (tant il est vrai qu'il reste assimilé dans l'esprit du Britannique moyen aux syndicats et aux conflits sociaux), après avoir réalisé une spectaculaire remontée sous l'impulsion de M. Neil Kinnock, son dynamique leader élu l'automne dernier.

« Du bon travail »

Selon les sondages publiés dimanche dernier par le *Sunday Times* et l'*Observer*, les conservateurs obtiennent 41 % des intentions de vote, les travaillistes 36 % et l'alliance centriste 21 %. Il apparaît donc que les Tories restent très proches de leur score électoral de juin 1983 (43,5 %) et que la popularité du gouvernement n'a guère été affectée par l'avalanche de « peaux de banane » qui s'est abattue sur Downing Street au cours des douze derniers mois, de l'affaire Parkinson, à la controverse autour de M. Mark Thatcher.

Cela tient beaucoup à la performance personnelle de Mme Thatcher. Si une majorité de Britanniques la trouvent « inflexible », « dictatorial », « up à droite »,

et « peu sensible aux préoccupations des gens ordinaires », 61 % des personnes interrogées jugent qu'elle « fait du bon travail » en tant que premier ministre. Ceux qui pensent que la politique économique du gouvernement durant les cinq dernières années a été un succès sont plus nombreux (30 %) que ceux qui la considèrent comme un échec (28 %).

Quel est précisément le bilan de cette politique après cinq ans de « thatchérisme » ? Côté succès : un taux d'inflation ramené à 5 %, une croissance économique parmi les plus fortes de la CEE (3 %), un déficit budgétaire à son niveau le plus bas depuis une dizaine d'années en proportion du revenu national, une reprise des exportations en dépit de la hausse de la livre sterling, une amélioration de la productivité industrielle. Côté échecs : plus de 3 millions de chômeurs, soit 13 % de la population active, et peu de chances d'amélioration dans les mois à venir ; un alourdissement de la pression fiscale, entre 1979 et 1981, les effets conjugués de la récession internationale, du niveau très élevé des taux d'intérêt et d'une sévère politique monétaire condamnant à la faillite de nombreuses entreprises et provoquant une chute catastrophique de la production industrielle (qui vient à peine de retrouver son niveau de 1979) ; l'année dernière, pour la première fois depuis la révolution industrielle, la Grande-Bretagne a importé plus de produits manufacturés qu'elle n'en a exportés ; en conséquence, l'équilibre de la balance commerciale dépend de plus en plus des ventes de pétrole de la mer du Nord.

Les plus grosses erreurs du gouvernement semblent pourtant appartenir au passé. Au cours des cinq années écoulées, la politique économique du cabinet Thatcher a évolué d'un monétarisme dogmatique vers une politique anti-inflationniste plus pragmatique. Si la lutte contre la hausse des prix reste la pierre angulaire du programme économique du gouvernement, la maîtrise de la masse monétaire n'est plus considérée comme l'unique moyen d'arriver à cette fin.

(Interim.)

Incrédulité à Belfast, divergences à Dublin après la conclusion du Forum sur l'avenir de l'Irlande

Belfast. — Belfast semble n'avoir pas changé au lendemain de la publication des conclusions du Forum (le Monde du 4 mai). Le contre-feu organisé par certains dirigeants unionistes n'est guère visible : les quartiers protestants n'ont pas hissé le drapeau britannique comme le demandait le pasteur Paisley. De l'autre côté de la ville divisée, les militants du Sinn Féin (la représentation politique de l'IRA) qui, pour d'autres raisons, dénoncent tout aussi catégoriquement l'entreprise des nationalistes modérés, ont eux aussi mis une sourdine à leurs protestations.

Après les premières réactions, les deux camps ennemis ne veulent ni l'un ni l'autre donner l'impression qu'ils accordent trop d'importance à un document qu'ils jugent « nul et non avenu ». Les militants du Sinn Féin déclarent qu'ils ne veulent pas faire la part belle à leurs concurrents du SDLP, le Parti catholique modéré dont le leader, M. Hume, fut à l'origine du Forum (1). Ils s'apprêtent à discuter les voix des catholiques durant la campagne pour les élections européennes qui auront lieu (en Irlande du Nord comme en Grande-Bretagne) le 14 juin. Le Sinn Féin estime que c'est sa progression lors des derniers scrutins qui a incité le SDLP à lancer l'idée du Forum pour retrouver sa « crédibilité ». Les militants républicains ajoutent que les « contradictions internes » au Forum et le rôle de la réaction du gouvernement britannique montrent que l'« opération de sauvetage » a échoué et qu'il n'y a pas de solution modérée possible. M. Danny Morrison, l'un des dirigeants du Sinn Féin, a d'ailleurs étrangement repris la même analyse critique que Londres et les représentants unionistes, en déclarant que le rapport du Forum ne « tient pas compte des réalités violentes de la vie quotidienne aujourd'hui en Irlande du Nord ».

Si l'incrédulité prévaut au Nord, les réactions au Sud après la publication du rapport du Forum ont été pour le moins mitigées. Certes, le fait que les quatre principaux partis nationalistes de l'Ile aient entrepris cette démarche commune a paru porter d'espoir. En formulant trois types de solutions constitutionnelles à la question d'Irlande, ils ont jeté les bases d'une possible relance des négociations avec Londres. Mais la déception n'est pas absente car, à peine signé, le document final a fait l'objet d'interprétations pour le

De notre envoyé spécial

moins divergentes de la part de ses auteurs.

Souhaitant à plus ou moins long terme la réunion d'une « conférence constitutionnelle » de toutes les parties au conflit, convoquée par les deux gouvernements irlandais et britannique, le Forum propose trois « modèles » de solution : un « Etat unitaire », une fédération ou une confédération rassemblant le Nord et le Sud, et enfin une administration conjointe de l'Irlande du Nord par les gouvernements de Londres et Dublin — ce qui est sans doute l'hypothèse la plus réaliste aux yeux des nationalistes modérés. Mais le Fianna Fail, le principal parti d'opposition en République d'Irlande, a exigé des autres participants qu'ils indiquent que leur « préférence » va au premier modèle (l'Etat unitaire), bien qu'il soit de toute évidence inacceptable pour les unionistes, même si diverses garanties leur sont offertes.

D'autres points de vue

Les participants au Forum sont cependant allés très loin en déclarant en conclusion qu'ils sont prêts à discuter d'« autres points de vue ». Lors de la cérémonie de clôture au château de Dublin, mercredi, M. FitzGerald, le premier ministre, a mis très fortement l'accent sur ce point. Le rapport est pour lui le point de départ d'une réflexion, une contribution, et non un « schéma directeur ». M. Charles Haughey, leader du Fianna Fail, a lui aussi tenu le même langage en affirmant que Britanniques et unionistes devaient faire connaître leurs idées.

Malgré ces déclarations tout à fait convergentes c'est là que l'attitude de M. Haughey et de son parti se distingue. Au cours d'une conférence de presse séparée, M. Haughey a déclaré que seule la réunification était acceptable et, au grand

dam des trois autres leaders bien plus modérés que lui, il a jugé que la solution fédérale ou l'administration conjointe de l'Ulster par Londres et Dublin ne pouvaient « apporter la paix et la stabilité » en Irlande.

Les discussions qui au sein du Forum ont provoqué la prolongation des débats pendant plusieurs mois redevenaient évidentes. M. Haughey, contredisant une nouvelle fois M. FitzGerald, a par ailleurs indiqué que les conclusions du rapport remettaient en cause les « garanties » données en 1973 par le gouvernement britannique aux unionistes : pas de changement constitutionnel en Irlande du Nord sans l'approbation de la « majorité » de la population, c'est-à-dire pour le moment et pour longtemps encore, des protestants. Le premier ministre irlandais avait d'ailleurs précisé que ces garanties n'étaient pas pour lui un obstacle à la discussion.

Ces divergences ont bien sûr été mises à profit par les unionistes qui — ce n'était pas une surprise — ont dénoncé l'entreprise du Forum avant même la publication du rapport. « M. Haughey a mené ses partisans par le bout du nez et ce texte porte sa marque ce qui est inadmissible », a déclaré avec virulence le pasteur Paisley. Dans la nuit du 1^{er} au 2^e mai le pasteur avait pris les devants en se rendant discrètement à Dublin pour répandre dans les rues des affichettes représentant l'Union Jack et portant ce slogan : « L'Ulster est britannique. Pas de reddition ».

FRANÇOIS CORNU.

(1) Le Forum était animé par les leaders des quatre principaux partis nationalistes : le premier ministre de Dublin, M. Garret FitzGerald, du Parti Fine Gael (centriste) ; le vice-premier ministre et leader de l'autre parti gouvernemental, le Parti travailliste, M. Dick Spring ; le leader du parti principal de l'opposition Fianna Fail (nationaliste), M. Charles Haughey ; et le leader du Parti nationaliste modéré d'Irlande du Nord, le SDLP, M. John Hume.

Danemark

Le Parlement a adopté une motion en faveur de la création d'une zone dénucléarisée

De notre correspondante

Copenhague. — Pour la huitième fois depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de centre droit de M. Paul Schlüter, en septembre 1982, le Parlement danois a engagé, le jeudi 3 mai, à l'initiative de l'opposition, un long débat sur la politique de sécurité du royaume (euro-missiles, stratégie atlantique, désarmement, etc.). Pour la huitième fois, la coalition au pouvoir a été mise en minorité sur une motion proposée par les sociaux-démocrates et adoptée par 73 voix (socialistes, démocrates, communistes dissidents et radicaux) contre 6 (parti du progrès) et 67 abstentions.

Comme les fois précédentes, M. Schlüter avait annoncé qu'il n'entendait pas « jouer le sort de son équipe » à cette occasion. A l'issue des deux jours de débats, le ministre des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen (libéral) et ses collègues se sont déclarés « satisfaits », car les sociaux-démocrates s'étaient montrés, selon eux, moins agressifs que lors des sept débats précédents. Quant au texte voté, ils l'ont trouvé plus modéré et moins hostile à l'OTAN que les autres.

CAMILLE OLSEN.

Pologne

Nouvelles manifestations

(Suite de la première page.)

« Cela ne veut pas dire que nous ayons peur ni que nous ayons quelque chose à cacher », a déclaré M. Urban. C'est une question diplomatique. Nous ne voulons pas reconnaître, même indirectement, qu'il puisse se produire dans les prisons polonaises des choses contraires aux principes humanitaires. »

Ce raisonnement prend toute sa valeur au regard des déclarations faites au cours de la même conférence de presse par le directeur général des prisons, le colonel Wrona : ce dernier a expliqué que la loi polonaise prévoyait que des « mesures extraordinaires » pouvaient être prises à l'encontre de détenus récalcitrants ; et il a énuméré : mise au cachot, menottes, camboule de force, arrosage à l'eau, gaz lacrymogènes, usage de matraques en caoutchouc — précisément ce dont se plaignaient les prisonniers qui avaient récemment adressé une lettre de protestation au général Jaruzelski.

Le porte-parole du gouvernement de Varsovie a réagi, jeudi, à la déclaration publiée à Paris par le Quai d'Orsay. Les manifestations du 1^{er} mai en Pologne « démontrent l'erreur de ceux qui misent sur la résignation du peuple polonais », avait estimé le ministre français des relations extérieures. Cette déclaration est « offensante » pour « le gouvernement et la société polonaise », a répondu M. Urban : « Nous sommes surpris que le gouvernement français ait exprimé sa satisfaction devant les provocations faites dans les rues. »

Espagne

« Un gangster assassiné à Iru ». — Le cadavre d'un gangster de quarante-cinq ans, M. Angel Rodriguez, tué de deux balles dans la tête, a été découvert jeudi 3 mai à Iru, à la frontière franco-espagnole. La police a trouvé à côté du corps deux douilles de balles paraboliques 9 millimètres, une arme « généralement utilisée par l'organisation séparatiste basque ETA », multiplie. — (AFP.)

Croyez-vous en Dieu? Tonnerre de test!

Raisonnement mystique ou féroce mécréant ? Cette semaine, dans Le Nouvel Observateur, un grand test-vérité qui vous en apprendra beaucoup sur votre relation à Dieu.

Un test comme seul Le Nouvel Observateur pouvait l'imaginer...

LE NOUVEL
observateur

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LA LISTE ERE

Entre une « gauche dogmatique » et une « droite immobile » : « de l'air »

Les difficultés rencontrées ont laissé des traces, elles n'auront cependant pas empêché la constitution d'une liste. Entre une « gauche enfermée dans ses dogmes » et une « droite confinée dans son immobilisme », MM. François Doubin, Brice Lalonde et Olivier Stirn veulent proposer « de l'air » aux Français « étouffés, coincés, frustrés de vie, de mouvement, d'oxygène ».

L'idée d'une liste « au centre » lancée par MM. Edgar Faure et Maurice Faure (qui devaient se désengager de l'opération en raison des complications liées au choix d'une tête de liste) a suscité à la fois scepticisme et intérêt.

Scepticisme : les échecs par lesquels se sont soldés les tentatives de constitution d'une « troisième force » depuis les débats de la

V^e République l'expliquent. Intérêt : la perspective d'une réforme du mode de scrutin introduisant la proportionnelle et laissant ainsi espérer qu'entre les deux blocs un espace se libérerait pour le centre le justifie.

Pour le MRG, l'occasion était bonne de se distinguer de ses traditionnels alliés socialistes. Mais son président, M. Jean-Michel Baylet a jugé trop grand le risque de lancer son mouvement dans un combat soli-

taire. L'autonomie par rapport au PS ne pouvait, à ses yeux, se justifier que si elle s'inscrivait dans une stratégie d'ouverture, d'élargissement de la majorité présidentielle.

Si, dans la majorité, il y a les « déçus du socialisme », il y a aussi les « déçus de l'opposition ». C'est à eux qu'entend s'adresser M. Stirn, en leur proposant une « structure d'accueil », car, dit-il, « l'air reste irrespirable [la droite, où] par les leaders interposés, [on] continue de pomper l'air du voisin ».

Reste M. Brice Lalonde. L'ancien candidat à la présidence de la République explique son alliance avec le radicalisme par le fait qu'« il y a le feu à la maison - Europe et qu'on ne peut boudier les ententes quand il y a accord ». La présence d'une autre liste écologiste résulte, selon lui, d'une « divergence très ancienne » entre ceux dont l'objectif est « le prince, le président, soit un écologiste » et ceux (parmi lesquels il se situe) qui souhaitent qu'« il n'y ait ni prince, ni président... ou le moins possible ».

Venus de trois familles différentes, les trois hommes entendent une démarche qui se veut cohérente et durable, c'est-à-dire promise à un avenir plus lointain que le scrutin du 17 juin. Crédité de 3,5 % des intentions de vote enregistrées par le sondage SOFRES (le Monde du 3 mai), la liste ERE, dont la composition a été rendue publique le jeudi 3 mai, est encore en butte à une incertitude : bénéficiera-t-elle ou non du traitement réservé aux grandes listes pour la campagne officielle des européennes ? Pour ce faire, il lui faudrait obtenir le soutien d'un groupe parlementaire.

Encore faudrait-il que les douze sénateurs radicaux de gauche manifestent un enthousiasme suffisamment communicatif pour convaincre au moins trois de leurs collègues de constituer - ne serait-ce que provisoirement - un tel groupe.

ANNE CHAUSSEBOURG.

LA LISTE PCI (TROTSKISTE)

Profiter de la campagne pour s'implanter davantage

Les noms des quatre-vingt-un candidats figurant sur la liste « Pour un parti des travailleurs - liste ouvrière et paysanne d'unité soutenue par le PCI et des militants du mouvement ouvrier de toutes tendances politiques et syndicales » viennent d'être rendus publics. La décision de présenter une liste a été prise le dimanche 29 avril, à l'occasion d'une convention nationale qui a mis d'autre part en place un comité national provisoire de cinquante et un membres chargés de constituer « partout des sections pour un Parti des travailleurs ».

Sur cette liste soutenue par le Parti communiste internationaliste (trotskiste), figurent notamment deux signataires (MM. Guillou et Dauphas) de l'appel des 121 lancé en Loire-Atlantique en novembre 1983, et dont la tonalité très critique à l'égard de la politique du gouvernement avait conduit la fédération départementale du PS à prononcer l'exclusion de huit de ses membres, dont M. Guillou (le Monde du 15 mars).

MM. Marc Gauquelin, Miguel Briso, Yannick Guillou, conseiller municipal de Rezé (Loire-Atlantique); M^{me} Joëlle Bony, conseillère municipale de Vénissieux (Rhône); MM. Daniel Gluckstein, Jean-Claude Morisse, adjoint au maire de Behren-lès-Forbach (Moselle); M^{me} Nicole Bernard, MM. Michel Bray, Dominique Maul, Jack Dauphas, Michel Kermit, Yves Collet, M^{me} Josette Logereau, MM. Erick Bernard, Marcel Lamotte, Yves Bourdin, Jean Delarue, conseiller municipal des Mureaux (Yvelines); M^{me} Marie-Noëlle Cheville; MM. Bruno Delannoy, Bernard Kaiser, Edouard Le Moigne, Jean Gladioux, M^{me} Nicole Mas, conseillère municipale de Lucé (Eure-et-Loir); Martine Revol, M. Jean-Louis Hobeil, M^{me} Marguerite Deprez; MM. Jacques Meyer, Jean-Marc Gaudin, M^{me} Marie-Annick Favard; M. Pedro Carrasquedo; M^{me} Sylvie Martins; MM. Gérard Bellaigue, Fernand Benard; M^{me} Marie-Pierre Sersoub; MM. Jacques Reygnoblet, conseiller municipal de Lormont (Gironde); Yves Jegousse; Robert Fontaine; M^{me} Nathalie Doucet; MM. Serge Wallart, Alain Aucourt, Paul Duthel; M^{me} Jeanne Maquart; MM. Jean Gardet, conseiller municipal de Marigny (Allier); Guy Menozo; Michel Landron; Pierre Saulnier; M^{me} Eliane Mourgoote; M. Khaled Melbaa; M^{me} Annie Bachellerie; MM. Michel Panthou; Maurice Vial; M^{me} Mireille Poncet; Brigitte

Bermond; M. Marc Jallut; M^{me} Michèle Lapevère; M^{me} Pierre Levasseur; Paul Drouet; Guy Brette; Jean-Pierre Zaleski; Joseph Fleury, conseiller municipal de Bouguenais (Loire-Atlantique); M^{me} Marie-Françoise Artell; Martine Roujeau-Debat; MM. Pierre Roy; Jean-Marie Willot; Gilles Langlois; Dominique Gros; Jean-Marie Marchal; Marcel Perrier; Dan Moutot; Georges Lemaux; M^{me} Nicole Bossut; M. Alain Carpentier; M^{me} Nicole Amram; MM. Jean-Claude Mater; Jean-Philippe Katz; Raymond Morvan; Roger Calvez; Serge Fague; Gaston Becker, adjoint au maire de Behren-lès-Forbach (Moselle); M^{me} Laurence Haziot; M. Michel Jakubczyk.

Une liste de Lutte ouvrière pour le 17 juin. M^{me} Arlette Laguerre, porte-parole de Lutte ouvrière (trotskiste), a annoncé vendredi 4 mai qu'elle conduira une liste de son parti pour les prochaines élections européennes.

Dans un communiqué, M^{me} Laguerre déclare que, « comme toutes les petites formations, Lutte ouvrière ne bénéficiera pas de la prise en charge par l'Etat des frais légers de cette campagne ». C'est pourquoi, elle ouvre une souscription auprès de ses amis, de ses sympathisants et de tous ceux qui souhaitent que, dans ces élections, se fasse entendre la voix des travailleurs, ajoute-t-elle.

MM. François Doubin (MRG); Brice Lalonde (Ecol.); Olivier Stirn (UCR); M^{me} Geneviève Jurgensen, responsable de l'Association des victimes des accidents de la route; MM. François Luchaire (MRG), ancien membre du Conseil constitutionnel; Thierry Jeantet (MRG), délégué interministériel adjoint à l'économie sociale; M^{me} Josette Bénard (Ecol.); MM. Jean Dock (UCR); Hilaire Maillot, président de la chambre des métiers de la Réunion; M^{me} Colette Nouvel-Rousselot (UCR); MM. Roger Frantzoni (MRG), premier vice-président du conseil général de Haute-Corse; Renaud Muller (UCR), maire d'Insming, conseiller général de Moselle, conseiller régional de Lorraine; Philippe Desbrosses (Ecol.); Pierre Lebaillif (Ecol.), président du Comité d'action pour le solaire; Claude Castejon (MRG), adjoint au maire de Lille.

MM. Emile Vasquez (UCR), conseiller municipal de Lyon, adjoint au maire du 7^e arrondissement; Yvon Collin (MRG), adjoint au maire de Montauban; Jacques Lévi (UCR); Cédric Philibert (Ecol.); Jean-Claude Rieu (MRG); Marc Lassus (Ecol.); M^{me} Hélène de Félics (MRG), conseillère municipale de Beaujeu (Loire); MM. Paul Mathieu Luciani (UCR), conseiller municipal de Vitrolles (Bouches-du-Rhône); Gilbert Le Curieux; Nicolas Desplats (Ecol.), fondateur du mouvement pour le papier recyclé.

clé; Guy Péron (UCR), conseiller municipal de Brest; Jean Girardon (MRG), maire de Mont-Saint-Vincent, conseiller général de Saône-et-Loire; Michel Delgado (UCR), adjoint au maire de Bompas; Jean Baud (Ecol.), conseiller municipal de Chambéry; M^{me} Liliane Billières (MRG).

MM. Gérard Dupuy (Ecol.); Etienne de Menthon (UCR); Jean-Jacques Ratazeau (MRG); Daniel Grandclément (Ecol.); Jacques Merly (UCR); Alain Tourret (MRG), maire de Moullet (Calvados); Christian Scholtes (UCR); Daniel Labaranne, président du Mouvement des jeunes radicaux de gauche, conseiller municipal de Tournai; Pierre Mathieu (UCR), adjoint au maire de Nogent-sur-Marne; Yves-Bruno Civel (Ecol.); Pierre Mondange (MRG); M^{me} Françoise Garandou (UCR); MM. Guy Marion (UCR), conseiller municipal de La Guéroude (Eure); Marcel Perrin (MRG), adjoint au maire d'Avignon; M^{me} Nelly Guddon (UCR); M. Robert Fidenti (Ecol.); Jean-Pierre Urrutia (MRG), conseiller municipal de Juranton (Pyrénées-Atlantiques); Michel Castaing (UCR), maire de Lèves (Eure-et-Loir); Jean-Pierre Cabane (MRG), conseiller municipal de Mazamet, conseiller général du Tarn; Jean-François Genk (Ecol.); Jean Léonard (MRG), conseiller général de la Charente, adjoint au maire de Saint-Amand-de-Notre;

Thierry Mandon (UCR); Pierre-Marie Bouchez (MRG); M^{me} Laurence Bardin (Ecol.); MM. René Dulot (MRG), maire de Chazey-sur-Ain; Henri Boileau (UCR); Charles Lucand (MRG), maire de Vico-sur-Thil, conseiller général de la Côte-d'Or; Alain Darvenne (Ecol.); Jean Videment (MRG), conseiller municipal de Saint-Malo; Jacques-Albert Durand (UCR); M^{me} Anne-Marie Delabre (MRG), conseillère générale de l'Eure; MM. Fabrice Laurent (UCR), conseiller municipal de Reims; Gérard Charasse (MRG), maire du Vernet (Allier); Jean-Pierre Coulouma (Ecol.), conseiller municipal de Béziers; Denis Blondeau (MRG), ingénieur, conseiller municipal de Pontarlier; Pierre Gauthier (UCR); Jack Oriac (MRG); Jean-François Anquetil (Ecol.); Philippe Walker (MRG); Jean-Claude Kremer (UCR); Gérard Botella (Ecol.); conseiller municipal de Thionville; Philippe Gonthier (MRG), conseiller municipal d'Amiens; Paul Larjier (UCR); Robert Honde (MRG), conseiller général des Alpes-de-Haute-Provence; Patrick Pigenet (Ecol.); Pascal Baudoin (MRG), conseiller municipal de Blois; Michel Muller (UCR), conseiller municipal de Ham (Somme); Bernard Charrette; Jean-François Pasquin (MRG), adjoint au maire du Mans; Renaud Samuel (Ecol.); Alain Dutoya (MRG), conseiller général des Landes, maire d'Haget-mau.

Les cérémonies de la célébration du 8 mai 1945

A l'occasion de la célébration du 8 mai 1945, M. Jean Laurin, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants, adresse un message qui déclare notamment :

« L'année 1944, avec le succès des deux débarquements, portait en elle le souffle de la victoire. Aussi, ce 8 mai 1984 se situe-t-il au centre des manifestations nationales du quarantième anniversaire de la libération de la plus grande part du territoire national. Cette libération, nous la devons à nos alliés et nous la devons aussi à l'armée française renaisante, à la résistance, à ses héros et ses martyrs, tels Jean Moulin, Pierre Brossolette et le général Delestraint. (...) »

« Dans la fidélité à nos morts, nous devons, dans le dépassement de nos différences, savoir retrouver l'unité profonde qui fait notre force et que le meilleur gage de notre avenir. »

De nombreuses cérémonies auront lieu à l'occasion de ce trentième anniversaire. Elles débuteront le 7 mai au mont Valérien (11 h 30), à l'Arc de triomphe

(18 h 30), à Saint-Louis des Invalides (19 heures) et au Panthéon (20 heures).

Mardi 8 mai : 9 heures : messe solennelle à Saint-Louis des Invalides.

11 h 30, à l'Arc de triomphe : revue des troupes par le président de la République.

19 heures : réception aux Invalides par le secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants.

21 heures : veillée à l'Arc de triomphe par les anciens de Rhin et Danube.

21 h 15 : soirée spectacle, Les poètes de la Résistance, au carré

Silvie-Monfort, 106, rue Brancion (sur invitation).

EXPORTEZ
sans souci
VOS produits français
Nous achetez pour nos clients aux U.S.A.
(sans produits alimentaires)
Indiqués sans vos possibilités
PULVOREX S.A.
18, bd Général-de-Gaulle
76200 DIEPPE

PIANOS DAUDE
LOCATION 280⁰⁰ / mois
VENTE 298⁰⁰ / mois
CREDIT GRATUIT
12 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54

Le communiqué du conseil des ministres

A l'issue du Conseil des ministres du 3 mai, un communiqué a été publié, où l'on peut lire notamment :

LES RESEAUX CABLES

M. Fillioud a présenté une communication sur le financement, l'exploitation et la programmation des réseaux câblés (lire page 16).

LE RENOUVEAU DE L'AMENAGEMENT

Mise en œuvre de la décentralisation, simplification des procédures, renforcement de la concertation avec les habitants.

Le ministre de l'urbanisme et du logement a présenté un projet de loi « pour un renouveau de l'aménagement ». Ce projet vise à compléter l'œuvre de décentralisation déjà largement engagée dans le domaine de l'urbanisme. Il fait suite à une large consultation nationale menée sur le thème du « projet de quartier », défini comme une opération d'aménagement maîtrisée et conduite à l'initiative de la collectivité locale, en association avec la population.

Les dispositions essentielles du projet de loi sont les suivantes :

— Le principe d'une concertation avec les habitants, préalable aux opérations d'aménagement : les modalités de cette concertation devront, pour tout projet important d'aménagement urbain, faire l'objet d'une délibération du conseil municipal.

— La décentralisation des procédures d'aménagement (zones d'aménagement concerté, restauration immobilière) au profit des communes dotées d'un plan d'occupation des sols approuvé ;

— La simplification des règles de préemption et de protection des espaces naturels sensibles ;

— La modification des règles d'évaluation des biens expropriés afin de mieux tenir compte de la constructibilité des terrains ;

— Une clarification du régime des participations demandées aux constructeurs pour la réalisation des équipements publics ;

— La fixation de règles plus précises d'attribution des logements par les organismes d'HLM.

Le cadre sera ainsi donné aux communes afin de leur permettre de conduire une politique d'ensemble pour la maîtrise de leur développement et l'amélioration du cadre de vie de leurs habitants.

LE STATUT ET L'ASSEMBLEE TERRITORIALE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Conformément aux orientations définies le 18 avril dernier, les deux projets de loi visant à doter la Nouvelle-Calédonie d'un statut évolutif et adapté à ses caractéristiques propres.

Le secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer a présenté au conseil des ministres deux projets de loi concernant la Nouvelle-Calédonie, qui ont été précédés de la consultation de l'Assemblée territoriale et d'une concertation approfondie avec les élus locaux.

Le premier projet porte sur le territoire. Il est destiné à remplacer le statut organisé par la loi du 28 décembre 1976. Il confère à la Nouvelle-Calédonie une large autonomie interne, à la fois dans ses institutions et dans ses compétences. Il reconnaît la spécificité de ce terri-

toire en ménageant à la coutume une place dans les institutions. Ce statut, évolutif et transitoire, devra permettre la préparation du scrutin d'autodétermination qui sera proposé à la population à l'issue d'un délai de cinq années.

Le second projet de loi est relatif à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale. Il vise notamment à assurer une meilleure représentation de l'intérieur du territoire, de façon à mieux tenir compte de sa configuration géographique et de sa diversité ethnique.

AUGMENTATION DU SMIC

Revalorisation exceptionnelle de 1 % du pouvoir d'achat du SMIC. Sur la proposition du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, le gouvernement a décidé de fixer le montant horaire du SMIC à 23,56 francs à compter du 1^{er} mai 1984.

La hausse ainsi décidée s'établit à 3,4 % et résulte :

— Pour 2,4 %, de l'augmentation automatique liée à la hausse des prix ;

— Pour 1 %, d'une augmentation supplémentaire visant à améliorer le pouvoir d'achat des bas salaires.

Le nouveau taux correspond à une rémunération mensuelle brute de 3981,64 francs pour cent soixante-neuf heures de travail.

Le SMIC hebdomadaire sera porté à 765,95 francs pour les Antilles et la Guyane et 714,68 francs pour la Réunion.

Il n'y aura pas de réglementation nouvelle de la publicité comparative, mais toutes les formes objectives d'information du consommateur seront encouragées.

Le secrétaire d'Etat chargé de la consommation a présenté une communication sur la publicité comparative.

A la suite d'initiatives récentes de quelques distributeurs, un débat s'est ouvert sur l'opportunité d'introduire en France cette forme de publicité. Saisi de cette question, le Conseil national de la consommation, qui regroupe des représentants des professionnels et des consommateurs, a émis, le 3 avril dernier, un avis négatif que le gouvernement a décidé de suivre.

Il est apparu en effet que les exigences qu'il faudrait formuler, pour que la publicité comparative assure avec une loyauté et une exhaustivité suffisantes l'information du consommateur, interdiraient en fait de la mettre en œuvre de façon satisfaisante.

Le gouvernement souhaite en revanche que se développent toutes les formes d'information objective du consommateur sur les qualités et les prix des produits et des services :

— Mise en œuvre progressive de la nouvelle réglementation sur l'affichage des prix à l'unité de mesure ;

— Développement et diffusion des tests comparatifs de l'institut national de la consommation et des associations de consommateurs ;

— Mise en place de centres locaux d'information sur les prix en liaison avec les collectivités territoriales.

Le gouvernement souhaite enfin que le contenu informatif de la publicité se développe, notamment en ce qui concerne l'indication du prix et de la qualité réelle des produits. Il a été demandé au Conseil national de la consommation de formuler des propositions sur ce point.

Paris 0,90 m Zürich

1^{er} mai : enfin, le Service Intercontinental sans changer de continent.

Enfin ! 1 h 00 d'un vol parfait en gros porteur Tristar Air Canada dans le calme et le confort inégalables de la Classe Affaires Intercontinental.

Enfin ! A l'aller, un vrai petit déjeuner complet servi dans la porcelaine ; au retour, un grand déjeuner de 4 plats, vins et liqueurs à discrétion.

Enfin ! Le Service Intercontinental sans changer de continent. Paris-Zürich sur Air Canada : c'est si bon que vous voudrez rester à bord.

	Aller	Retour
Jeu	9.45-10.45	12.35-13.35
Vend	9.45-10.45	12.35-13.35

AIR CANADA Intercontinental

Paris : Service Tourisme, 24, bd des Capucines, 75009 (11 742.23) 21 LVA 55, place de la République, 94002 (71 442.43) 17
Air Canada se réserve le droit d'apporter des modifications à ses conditions de transport.

مكتبة الامم المتحدة

POLITIQUE

LE CONTENTIEUX ÉLECTORAL DE MARS 1983
A NOISY-LE-GRAND (SEINE-SAINT-DENIS)

Un bordereau des résultats avait été gratté et récrit à l'encre effaçable

Le duel qui oppose pour la conquête de la mairie de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) M^{me} Marie-Thérèse Goutmann (PC) à M^{me} Françoise Richard (RPR) a connu, hier jeudi 3 mai, un prolongement judiciaire devant la seizième chambre correctionnelle de Bobigny, peu avant l'élection municipale partielle du dimanche 6 mai.

M^{me} Goutmann avait assigné M^{me} Richard pour un double motif : d'une part pour des propos tenus contre l'organisation et la gestion du Parti communiste en Seine-Saint-Denis, et d'autre part pour diffamation. M^{me} Richard avait accusé M^{me} Goutmann d'avoir fraudé lors du scrutin de mars 1983.

La thèse de M^{me} Christian Roulette, l'avocat de M^{me} Goutmann, est qu'il n'y a pas eu fraude et que le scrutin s'est déroulé normalement. Il rappelle qu'un premier bulletin de vote de M^{me} Richard comportait neuf fautes d'orthographe et qu'il avait été remplacé par un autre, donc que « les électeurs qui avaient utilisé le premier bulletin avaient voulu voter nul ». Sur vingt-trois bureaux, quatorze ont mis de côté les bulletins concernés, les neuf autres les ont considérés comme valables. Suivant qu'on intégrait ou non ces bulletins irréguliers, M^{me} Goutmann ou M^{me} Richard était élue. Le collectif du bureau centralisateur a décidé que les neuf bureaux devaient se plier à la règle.

M^{me} Roulette ajoutait : « Sans doute, M^{me} Goutmann a-t-elle

commis une erreur d'appréciation, mais il n'y a nulle part écrit qu'il y a eu volonté de falsifier, de gratter. La thèse de M^{me} Richard est que M^{me} Goutmann a voulu falsifier ou faire falsifier les résultats alors qu'elle n'avait décidé que de les uniformiser. »

Cet argument devait être battu en brèche par M^{me} Sylvain Garant qui, pour démontrer la fraude, sortit un document dont il avait eu connaissance le matin même et qui, jusqu'à ce jour, était couvert par le secret de l'instruction : un rapport d'expertise en écritures rédigé par le directeur du service de l'identité judiciaire de la préfecture de police, un graphologue conseil et un archiviste.

« Il est écrit en page 7, note M^{me} Garant, que les modifications de chiffres sur le procès-verbal verbal ont manifestement été réalisées par gommage des chiffres primitifs au moyen d'un stylo à bille à encre effaçable. (...) Pour nous, la fraude est établie. M^{me} Goutmann a sciemment fait gratter, ou gratter, le bordereau central. Elle savait qu'elle n'en avait pas le droit puisque le bureau centralisateur n'est pas compétent pour modifier les procès-verbaux des autres bureaux. C'est pourquoi, au lieu de raturer proprement les chiffres, elle a utilisé ce type de stylo dont elle n'a pas l'usage constant mais cyclique. »

L'affaire a été mise en délibéré.

FRANCIS GOUGE.

EN RÉPONSE A M. POHER

M. Badinter se déclare prêt à tenter des poursuites si le Conseil d'Etat le lui demandait

M. Robert Badinter, ministre de la Justice, garde des sceaux, a adressé une lettre à M. Alain Poher qui, à l'occasion de l'examen du projet de loi organique relatif au Conseil économique et social, mercredi 2 mai, avait, en rendant hommage à cette institution, assuré : « Il est essentiel, et plus que jamais dans la période que nous vivons, que toutes les institutions soient particulièrement respectées et considérées. » Pour le président du Sénat, qui visait implicitement les critiques dont le Conseil d'Etat est l'objet de la part du Parti communiste français, à propos du contentieux électoral des municipales de mars 1983 : « L'indépendance des membres de ces corps ou de ces conseils doit être garantie lorsqu'ils sont l'objet de critiques manifestement excessives. » « Je ne doute pas que le gouvernement, et en particulier M. le garde des sceaux, sauront mettre en œuvre les mesures légales qui sont à leur disposition à cet effet », a-t-il ajouté.

Dans sa réponse, M. Badinter précise : « Dès le 21 avril dernier, j'ai rappelé publiquement la considération éminente que je porte à la haute juridiction et à sa longue tradition d'indépendance qui a justifié, fondé son autorité et sa réputation en France et à l'étranger. S'agissant de la protection due au Conseil d'Etat, ma position est claire. Dès l'instant où le Conseil d'Etat me demanderait d'exercer des poursuites contre lui, je les interdirais aussitôt. Mais, c'est au seul Conseil d'Etat, et donc à ses instances compétentes, qu'il appartient de se prononcer à ce sujet. J'ai d'ailleurs fait part de ma position au vice-président du Conseil d'Etat, ainsi qu'au bureau de l'association des membres du Conseil. »

Après avoir indiqué que « s'agissant des maîtres de requêtes qui étaient personnellement visés », il avait « rappelé à ses différents interlocuteurs combien [il] répondait la mise en cause des juges à l'occasion de leur mission », le ministre ajoute : « Les magistrats, et plus particulièrement ceux de l'ordre judiciaire, sont trop souvent en butte à des attaques détestables de la part des justiciables, des groupes de pression ou même d'organes de presse. J'ai déjà eu l'occasion de dire que je déplore cette pratique regrettable qui compromet la paix sociale que la justice a pour fonction d'assurer. »

Interrogé sur l'éventualité d'une demande de poursuites formulée par le Conseil d'Etat, M. Pierre Nicolai a indiqué que cette institution, dont il est le premier vice-président, « n'a pas le sentiment d'avoir manqué à ses devoirs, s'estime au-dessus des

attaques qui lui ont été portées de divers côtés. Jusqu'à ce jour. » « Pour le moment donc, a-t-il poursuivi, le Conseil d'Etat ne croit pas opportun de prendre part à une polémique, quelle qu'en soit la forme ou le lieu. »

La dissolution de l'ARC est bien accueillie en Guadeloupe

Pointe-à-Pitre. — La décision du gouvernement de dissoudre l'Alliance révolutionnaire caribbe n'a pas provoqué, au niveau de la population, de réactions particulières, sinon de l'étonnement de la part de ceux qui pensaient que la constitution d'une organisation de type terroriste tombait automatiquement sous le coup de la loi.

Au niveau politique, le président du conseil régional, M. José Moustache, ancien député RPR, s'est une fois de plus déclaré opposé à toute violence, même si la Guadeloupe connaît, dit-il, actuellement des problèmes économiques importants. « Il appartient aux Guadeloupéens de saisir la perche tendue de la décentralisation, qui, certes, n'est pas la panacée, mais qui donne à chacun la possibilité de s'exprimer et de faire des propositions concrètes. Le climat créé par les bombes est néfaste, non seulement pour ceux qui ont déjà investi dans ce pays et qui voient leurs espoirs déçus, mais il freine également les investisseurs éventuels. »

« Je dis donc aux membres de l'ARC : faites vos preuves, présentez des projets de caractère économique, les Guadeloupéens les acceptent ou pas et vous saurez après. En détruisant le patrimoine guadeloupéen, l'ARC ne peut pas s'attendre à être populaire. Il faut donc, continue le président du conseil, convaincre la population en lui offrant une alternative. Si le message de la minorité ne passe pas par la voie démocratique, celle-ci est condamnée à se marginaliser et à se radicaliser. Je ne peux donc que souscrire à la décision du gouvernement. »

M^{me} Lucette Michaux-Chevry, présidente du conseil général (proche de l'UDF), a estimé à Pointe-à-Pitre, que la dissolution de

Propos et débats

M. Marchais : pas d'accord avec M. Delors

M. Georges Marchais a confirmé, jeudi 3 mai, « son désaccord avec la politique d'austérité préconisée aujourd'hui par M. Delors, qui est en contradiction avec les objectifs définis par le PC et le PS en 1981 ». Le secrétaire général du Parti communiste a ajouté : « Si on veut encore serrer la ceinture aux gens, moi je dis que nous irons à des difficultés. Je ne suis pas d'accord avec la politique de rigueur. J'ai eu l'occasion de le dire. Le président de la République le sait, le Parti socialiste le sait. La seule issue pour la gauche, c'est de rester fidèle aux engagements de 1981. Par contre, abandonner ce que nous avons proposé en 1981 pour revenir, comme le propose M. Delors, à une politique et à des méthodes dont on connaît les fruits, c'est catastrophique. » M. Marchais a également indiqué qu'il vaudrait mieux, pour M. Delors, qu'il « rassure les travailleurs plutôt que la finance internationale ».

M. Delors : ne pas jeter d'huile sur le feu

M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, a répondu à M. Marchais, jeudi soir, à l'Assemblée nationale. En s'opposant à un amendement communiste préconisant la semaine de trente-cinq heures, le ministre a déclaré : « Cet amendement ne me paraît pas avoir sa place ici. Sur les conditions économiques, tout dépend de la période. Mais je me garderai de jeter du feu sur le feu comme l'a fait cet après-midi le secrétaire général d'un parti. En indiquant mes propres positions, j'ai fait preuve d'ouverture d'esprit et de compréhension. Tant que les limites de ma présence ne seront pas atteintes, je continuerai de le faire. »

M. Estier : les formules-miracles de M. Chevènement

M. Claude Estier, député socialiste de Paris, fait allusion dans l'éditorial de l'Unité, hebdomadaire du parti, aux critiques de M. Chevènement, leader du CERES, en écrivant : « Les critiques sont légitimes. Mais que des hommes ayant un grand renom dans le parti s'acharnent à prédire l'échec, l'échec est beaucoup moins, surtout lorsqu'ils proposent des formules-miracles pour le moins contestables. Il y a déjà bien assez des assurances de la droite pour que l'on n'y ajoute pas des coups venant de la majorité elle-même. Il serait grave d'oublier une vérité d'évidence : ou bien nos réunions ensemble, ou bien nous échouons ensemble. »

M. Pons : mobilisation pour M^{me} Veil

M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a demandé aux secrétaires départementaux du mouvement, réunis à huis clos le 28 avril à Paris, de « se mobiliser totalement » en faveur de la liste conduite par M^{me} Simone Veil aux élections européennes. En présentant ses « instructions », il leur a recommandé d'insister sur deux aspects du scrutin du 17 juin : la volonté de renouveau de la construction européenne exprimée par l'union de l'opposition et l'occasion de sanctionner la politique du gouvernement à travers ce vote. M. Pons, qui figure en deuxième position sur la liste de M^{me} Veil, a ajouté : « La machine du RPR est désormais en marche et cela va se concrétiser rapidement par des résultats sur le terrain. »

De notre correspondant

L'ARC était « un acte de courage », ajoutant : « Psychologiquement, c'est très important pour nous. Bravo ! Au moins j'ai eu raison de crier, j'ai eu raison d'être au présent de la République pour lui dire qu'il s'agissait en fait d'une minorité qui ne représente que 3 ou 4 % de la population. »

Dès l'annonce de la dissolution, le Parti communiste guadeloupéen, qui vient de tenir son huitième congrès en maintenant son mot d'ordre d'« autonomie démocratique et populaire, étape vers une indépendance à contenu socialiste », devait déclarer : « Les communistes se sont toujours prononcés contre les actions terroristes. Cela dit, nous ne connaissons pas les objectifs pratiques exacts que recherche le gouvernement par la dissolution d'une organisation clandestine qui s'avère instable depuis plusieurs mois. »

L'enquête sur l'ARC avait abouti à l'arrestation de quatorze personnes inculpées à des titres divers pour leur participation aux attentats de novembre dernier à la préfecture de Basse-Terre et dans la région de Pointe-à-Pitre. MM. Luc Reinette et Henri Bernard, deux responsables du Mouvement populaire pour une Guadeloupe indépendante, ont, depuis, pris le maquis et font toujours l'objet de recherches de la part des enquêteurs.

La dissolution décidée au conseil des ministres constitue ainsi l'une des toutes nouvelles dispositions que le gouvernement entend prendre pour combattre les terroristes aux Antilles. Désormais, tout individu qui se réclame de l'ARC tombera automatiquement sous le coup de cette loi de 1936. Une manière, en quelque sorte, de dissuader ceux que

l'ARC, dans son dernier communiqué, vient de féliciter pour leur action lors de la dernière nuit bleue en Guadeloupe.

Tout se passe comme si le gouvernement voulait réduire considérablement la portée de l'influence de l'ARC, qui n'hésite pas à encourager tous les types de terrorisme, de ceux qu'elle a appelés dans sa déclaration solennelle « les nègres marons nationaux de la liberté ». L'enquête, pour l'instant, semble marquer le pas, et cette dissolution risque de ne pas changer. Il reste aux terroristes l'alternative de changer de sigle ou de méthode.

ERIC RENÉ.

M. MAUROY HOSPITALISÉ

Le médecin-chef du Val-de-Grâce a publié, vendredi 4 mai, la déclaration suivante :

« M. Pierre Mauroy, premier ministre, a été hospitalisé, ce matin 4 mai 1984 à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce. »

« Il présente une pneumopathie aiguë. Des examens sont en cours et un traitement a été mis en œuvre. » Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a dû annuler tous ses engagements au moins jusqu'au milieu de la semaine prochaine. La visite qu'il devait faire en France, durant ce week-end, le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, est remise. M. Mauroy doit aussi renoncer au voyage qu'il devait faire à Tarbes (Hautes-Pyrénées) le 7 mai.

[Le terme de « pneumopathie » qualifie toutes les affections, de la plus bénigne à la plus sévère, du système pulmonaire. Une simple bronchite, une pneumonie bactérienne ou à virus, une tuberculose, un cancer bronchique, appartenant tous à la catégorie des « pneumopathies » ou affections des

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LE PROJET DE LOI SUR L'INITIATIVE ÉCONOMIQUE EST ADOPTÉ

Certaines mesures prévues pour les « pôles de reconversion » seront étendues à l'ensemble du territoire

L'Assemblée nationale, le jeudi 3 mai, a adopté à l'unanimité, seule l'UDF s'abstenant, le projet de loi « sur le développement de l'initiative économique » préparé par M. Jacques Delors (le Monde du 23 mars et du 4 mai). Le ministre de l'économie avait, il est vrai, accédé à la principale demande de l'opposition en acceptant que les dispositions d'incitation fiscale à la reprise d'entreprises en difficultés qui n'étaient prévues que pour les « pôles de reconversion » soient étendues à l'ensemble du territoire national. Les principales modifications ou précisions apportées au texte gouvernemental ont été les suivantes :

● **Livres d'épargne entreprise** : A la demande de la totalité des groupes de l'Assemblée, le ministre de l'économie accepte qu'ils ne soient pas réservés à la création ou à la reprise d'entreprises industrielles, mais ouverts à tous les secteurs de l'activité économique. Il annonce aussi que, si une banque refuse le prêt complémentaire prévu — « il faut lui laisser cette liberté », — elle devra verser à l'épargnant un taux d'intérêt majoré. L'opposition demande, sans succès, qu'il puisse y avoir plus d'un livre par foyer fiscal.

Au cours de la discussion, M. Delors est amené à préciser que les fonds récoltés par les CODEVI iront pour la totalité de la nouvelle épargne récoltée grâce à eux au Fonds industriel de modernisation, mais que les sommes qui ne proviennent que d'un transfert d'épargne seront utilisées pour l'équilibre global du système d'épargne.

● **Fonds commun de placement à risque** : les députés communistes s'opposent sans succès à l'article 6 du projet, qui exonère d'impôts sur les revenus et sur les plus-values les produits des sommes placées dans les fonds communs de placement à risque, car, explique M. Parfait Jans (PC, Hauts-de-Seine), il ne s'agit pas là d'aider les entreprises mais les apporteurs de capitaux. M. Delors annonce que la contre-partie de cette exonération est qu'il n'y aura pas d'avoir fiscal. La commission des finances fait préciser que les personnes soumises à l'impôt sur les grandes fortunes ne pourront bénéficier de cette exonération.

Par 439 voix (PS, RPR, UDF) contre 44 (PC), un amendement communiste fixant des délais pour la réduction de la durée hebdomadaire de travail à trente-cinq heures est repoussé.

● **Aide aux salariés pour la reprise de leur entreprise** : le système de création d'une société holding par les salariés d'une entreprise pour racheter celle-ci progressivement est approuvé par tout le monde. Mais l'opposition n'obtient pas un assouplissement des mesures prévues alors qu'elle aurait souhaité que les salariés puissent détenir moins de 50 % de la société holding et que celle-ci puisse posséder moins de 50 % du capital de la société rachetée ; pour le ministre de l'économie, il s'agit là d'un verrou offrant des garanties aux salariés. Le gouvernement fait simplement supprimer dans son projet l'interdiction pendant cinq ans de vente d'actions de la société holding à des non-salariés.

● **Reprise des sociétés en difficulté** : le gouvernement avait prévu que, dans les pôles de reconversion industrielle, une société qui détiendrait 25 % d'une entreprise créée pour reprendre un établissement en

difficulté pourrait déduire de son bénéfice le déficit de sa filiale. L'opposition avait critiqué cette division de la France en deux. M. Guy Bêche (PS, Doubs), rapporteur de la commission des finances, s'était lui-même interrogé sur cette distinction. Aussi M. Delors accepte d'étendre cette disposition à l'ensemble du territoire national.

La commission des finances fait préciser que cet avantage n'est institué que pour les années 1984 et 1985, afin d'analyser ses résultats avant, éventuellement, de le prolonger, et elle fait réduire de cinq à trois ans la durée pendant laquelle la société aidée ne pourra pas distribuer de bénéfices. En revanche, le parti communiste n'obtient pas que cet avantage fiscal soit lié au maintien de l'emploi dans l'entreprise en difficulté. M. Delors précisait que cet aspect du dossier sera pris en compte lorsque l'administration fiscale donnera ou non son agrément à l'utilisation de cette procédure.

● **Allégement des impôts pour certaines entreprises nouvelles** : une loi de juillet 1983 avait permis d'exonérer de la taxe professionnelle et de la taxe foncière pour les deux années suivantes les entreprises créées en 1983 et en 1984 ; la loi de finances pour 1984 avait exonéré les mêmes entreprises d'impôts sur les bénéfices pendant trois ans et accordé un abattement de 50 % pour les deux années suivantes. Le gouvernement prévoyait de maintenir ces dispositions pour les sociétés créées avant le 1^{er} janvier 1984 dans les pôles de reconversion. A la demande de tous les groupes, M. Delors accepte encore d'étendre ces dispositions à toute la France. Elles seront même applicables — contrairement à ce qui était prévu dans la loi de finances — aux entreprises filiales d'autres sociétés dans le cas d'une reprise d'un établissement en difficulté.

De même, la déduction de dons faits aux organismes favorisant la création d'entreprises sera facilitée non seulement dans les pôles de reconversion mais dans toute la France.

Dans les explications de vote, M. Jans explique que l'opposition de son groupe aux exonérations fiscales pour les détenteurs de capitaux, que le refus du gouvernement de rendre en compte sa demande de réduction du temps de travail et de maintien de l'emploi, auraient pu amener les députés du PC à une « attitude plus que réservée », mais qu'ils s'en tiennent à leur soutien à tout ce qui peut aider au développement industriel. M. Gilbert Gaudier (UDF, hris) justifie l'abstention de son groupe par le maintien de certaines dispositions jugées par lui restrictives. M. Michel Noir (RPR, Rhône) justifie le vote positif de son groupe par le fait que le gouvernement a accepté la principale demande de l'opposition.

THIERRY BRÉHER.

● **Aquaculture** : L'Assemblée nationale a approuvé à l'unanimité, le jeudi 3 mai, dans le texte que le Sénat avait voté le 11 avril — 4 donc définitivement adopté — un projet de loi modifiant l'ordonnance de 1945 sur l'organisation de pêches maritimes pour permettre la participation aux comités locaux des pêcheurs des représentants des entreprises « de production de cultures marines ».

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

MARCEL DEBARGE

dimanche 18h15

animé par **Henri MARQUE**

avec **André FASSERON**
et **Michel NOBLECOURT (Le Monde)**
Dominique PENNEQUIN
et **Gilles LECLERC (RTL)**

en direct sur **RTL**

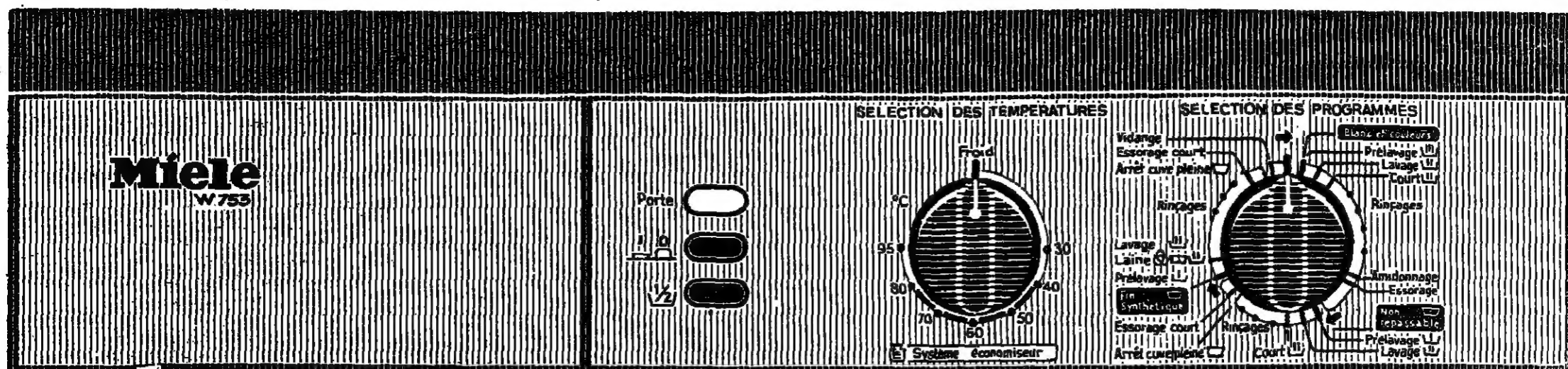
Secrétaire National du Parti Socialiste

Séjours linguistiques pour **SCOLAIRES**
Accueil en famille, encadrement permanent
cours de langue, sport, voyage accompagné
ANGLETERRE - ALLEMAGNE
Irlande, Malte, USA, Autriche, Espagne
Brochure gratuite
236.22.54
10, rue Saint-Marc
75002 PARIS **club A3**

miele

IL FAU

LAVE-LINGE



POUR ECONOMISER PENDANT DES ANNEES, IL FAUT COMMENCER PAR DEPENSER UN PEU D'ARGENT.



LAVE-LINGE.

On n'achète pas un lave-linge tous les jours. Et ce jour-là, il vaut mieux ne pas confondre prix bas et économie. Sous peine de payer son erreur pendant des années. Et de devoir racheter un lave-linge plus tôt que prévu. Et ça, c'est le contraire de l'économie. Les lave-linge Miele sont plus chers que les autres. Mais après des années et des années d'utilisation, ils fonctionnent aussi sûrement qu'au premier jour. Et aussi efficacement. Ils ont été étudiés pour ça.

Aujourd'hui, Miele présente une nouvelle génération de lave-linge. Encore plus performants, encore plus fiables, encore plus économiques.

TRAITEMENT DU LINGE OPTIMAL.

Les lave-linge Miele ont des programmes adaptés à chaque catégorie de linge. Qu'il s'agisse de température, de vitesse d'essorage, de niveau d'eau, de rythme de brassage ou de nombre de rinçages, chaque type de linge est lavé suivant sa nature, avec une efficacité maximum.

La durée des programmes est réglée par thermostat et non

simplement par minuterie. Parce que c'est plus précis... Quant à l'essorage, il est progressif à vitesse croissante: le tambour tourne alternativement dans les deux sens entre les divers essorages: le linge est ainsi défoulé et plus facile à repasser.

La vitesse d'essorage peut atteindre 1200 tours/minute: le linge ainsi libéré du maximum d'humidité sèche beaucoup plus rapidement.

CONFORT D'UTILISATION.

Ce n'est pas parce qu'un appareil est difficile à utiliser qu'il est plus performant. Chez Miele, plus nous avançons dans la technologie, plus nos lave-linge sont simples à manier: dosage automatique d'assouplissant, boîte à produits avec verrouillage de sécurité, sélection des programmes par touches à effleurage, commande par microprocesseur, dispositif antibuée, chez Miele, l'innovation sert à simplifier la vie, pas à la compliquer.

ECONOMIE D'ENERGIE.

Les lave-linge Miele consomment peu d'énergie, quel que

soit le programme utilisé. De plus, ils sont maintenant équipés d'un système économiseur qui, pour du linge moyennement sale, permet d'abaisser les températures de lavage sans diminuer la durée du programme. Résultat: un linge parfaitement propre et une économie d'énergie pouvant atteindre 45 %.

FIABILITE A TOUTE EPREUVE.

Cuve et tambour en acier inoxydable, nouvelle suspension de l'ensemble cuve-tambour, 2 résistances au lieu d'une, carrosserie émaillée, la fiabilité et la robustesse des lave-linge Miele sont légendaires. Pendant des années et des années, ils travaillent sans que vous ayez à vous en préoccuper le moins du monde.

Alors, pendant des années et des années, vous pouvez consacrer à des occupations plus agréables le temps, l'énergie et l'argent que vous auriez peut-être dû sacrifier aux réparations ou même au remplacement de votre lave-linge.

C'est ça la véritable économie. Et c'est pour ça que ça vaut vraiment la peine de dépenser un peu plus d'argent au départ.

Miele
LA PAIX N'A PAS DE PRIX.

DEUX UNEF EN CONGRÈS

Les frères ennemis du syndicalisme étudiant veulent apparaître comme des rassembleurs

Depuis des années, des étudiants nostalgiques, bercés par les histoires de leurs aînés, rêvent de reconstruire « le grand syndicat de tous les étudiants ». Ils s'imaginent à la tête de longs cortèges ou courent rue Soufflot devant les matras des CRS. Mais le temps des manifestations pour exiger la fin de la guerre en Algérie est révolu. Le monde a changé et les grands thèmes chers aux étudiants des années 60 ne font plus recette.

Plus nombreux, d'origines sociales plus variées, les étudiants d'aujourd'hui sont préoccupés par leur avenir immédiat, dans une société en crise. La lutte des peuples, de quelque pays qu'ils soient, ne les mobilise plus. Les « élites », les enfants des professions libérales et des cadres supérieurs, élèves de terminale C ont déserté les universités pour les classes préparatoires des grandes écoles. Les autres, la masse de ceux qui ont été rejetés par les diverses sélections, fréquentent l'université par défaut : ils recherchent un diplôme, le plus élevé possible, qui leur permette de postuler, non pas à un emploi mais peut-être à une autre formation.

Dans ce milieu profondément différent de ce qu'il était il y a vingt ans, deux organisations se disputent un sigle de quatre lettres, deux UNEF se réclament du syndicat étudiant qui a connu ses heures de gloire dans les années 60, deux organisations antagonistes mais cependant proches par les suffrages qu'elles obtiennent aux élections universitaires (trente mille voix, soit 4 % des étudiants inscrits) et la faiblesse de leurs effectifs, malgré les chiffres triomphalistes qu'elles avancent.

UN COLLOQUE SUR LES DROITS DE L'HOMME EN FRANCE

Sur l'initiative d'un groupe de chercheurs de la faculté des sciences d'Orsay (Paris XII), le journal Le Monde organise, le samedi 12 mai, un colloque sur les Droits de l'homme en France. Trois thèmes ont été retenus : racisme et xénophobie (rapporteur : M. Paul Bouchet, avocat, président du Fonds d'action sociale) ; éducation (rapporteur : M^{me} Madeleine Rebérioux, historienne) ; la société technicienne (rapporteur : M. Guy Lafon, théologien).

A l'issue des travaux en commission, par groupes d'une quarantaine de personnes qui débatteront successivement des trois thèmes, une table ronde réunira, sous la présidence de M. Jacques Fauvet, ancien directeur du Monde, les trois rapporteurs ainsi que M. Claude Lefort, philosophe, et notre collaborateur Philippe Bouchet.

Le colloque a lieu à la faculté des sciences d'Orsay, université de Paris-Sud, dans les salles du bâtiment 425. Les travaux s'étendant sur l'ensemble de la journée, il est possible de déjeuner sur place au restaurant universitaire (prix : 20 F).

★ Moyens d'accès à partir de Paris : par le RER, ligne B4, station Orsay-Ville ; en voiture, par l'autoroute A-10, sortie Orsay vers la RN 446, la direction de la faculté étant indiquée en ville.

Vos annonces dans Emplois Cadres Le Monde

5, rue des Italiens, 75009 Paris Régie-Press, 65 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Les frères ennemis du syndicalisme étudiant ont choisi le week-end du 1^{er} mai pour réunir leurs congrès. A Paris, quelque huit cents délégués des adhérents de l'UNEF indépendante et démocratique (animée par des trotskistes et des socialistes) se sont enfermés, pendant de longues journées, dans la grande salle de la Mutualité pour débattre de la meilleure façon de transformer leur syndicat en « une structure d'accueil pour tous les étudiants, où chacun, quelle que soit sa sensibilité, trouve sa place ».

Les étiquettes au placard

Au fil des années et des congrès, les responsables de ce syndicat cherchent toujours le remède miracle qui leur permettrait de devenir une « grande force syndicale ». Rude tâche, dans un milieu étudiant où l'individualisme progresse aussi rapidement que les perspectives d'emploi diminuent. Les militants du Parti communiste internationaliste (PCI), majoritaire dans l'UNEF-ID, ont fait appel à M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, pour vanter, lors de l'ouverture du congrès, le rôle des syndicats indépendants. Ils ont aussi exprimé l'espoir qu'un « axe enseignants-étudiants, reposant sur des bases réellement syndicales de défense des intérêts de tous, contrebalance l'axe déjà existant CGT-SNE SUP-UNEF solidarité étudiants qu'animent les communistes ».

Recherche d'actions communes avec les enseignants se réclamant de FO, défense du caractère national des diplômes et refus de la transformation des premiers cycles universitaires, figurent parmi les objectifs que se sont fixés les congressistes. « Il est temps de passer d'un syndicalisme de contestation à un véritable syndicat de type ouvrier », a répondu M. Marc Rozemblat, étudiant en droit de vingt-sept ans, nouveau président de l'UNEF, aux critiques de militants de la Ligue communiste révolutionnaire, qui lui reprochaient d'abandonner les traditions de lutte du mouvement étudiant.

A Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône, huit cents autres étudiants, membres de l'UNEF solidarité étudiante (proche du PC), se sont réunis pour définir comment « agir pour construire une Université nouvelle ». Là aussi, les responsables souhaitent mettre les étiquettes au placard pour apparaître comme des rassembleurs.

Selon eux, des possibilités existent grâce à la nouvelle loi sur les universités. Alors, « partout il faut organiser des discussions pour faire des propositions nouvelles, pour améliorer les projets d'études de premier cycle ». Le nouveau secrétaire de ce syndicat, M. Régis Piquemal, un étudiant en médecine de vingt-trois ans, invite les adhérents à « organiser des débats dans les facultés, à rencontrer des professionnels, des représentants du monde du travail, à favoriser des visites d'entreprises... pour ouvrir l'université sur la vie active ».

La défense de l'Université traditionnelle ou, au contraire, la participation à sa transformation sont-ils des thèmes mobilisateurs ? Réponse à la prochaine rentrée.

SERGE BOLLOCH.

● L'Europe à l'école. — Les écoles françaises ont vécu jeudi 3 mai à l'heure européenne, sur l'initiative de M. Roger Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale. La journée a été marquée par la remise des prix du concours « un Journal pour l'Europe » récompensant les meilleurs journaux scolaires réalisés sur ce thème.

M. SAVARY DEVANT LA COMMISSION SPÉCIALE

L'examen du projet de loi sur l'enseignement privé est retardé d'une semaine

La commission spéciale, créée à l'Assemblée nationale pour examiner le projet de loi de M. Alain Savary sur l'enseignement privé, a commencé ses travaux en entendant longuement le ministre de l'éducation nationale le jeudi 3 mai.

Après son exposé introductif, une centaine de questions lui ont été posées, mais les commissaires de l'opposition sont restés « sur leur faim », pour reprendre l'expression de M. Jacques Barrot (UDF-Haute-Loire), secrétaire général de l'association parlementaire pour la liberté de l'enseignement. Le président de celle-ci, M^{me} Hélène Missolfe (RPR-Paris), a affirmé que le ministre « avait noyé le poisson avec un talent fou, restant dans le flou pour apaiser les angoisses ».

Pour autant, les élus RPR et UDF sortent persuadés que ce texte va permettre à terme l'intégration de l'enseignement privé dans le service public. Et comme ils veulent obtenir des éclaircissements, ils souhaitent que M. Savary soit entendu une nouvelle fois par la commission. Ils ne veulent pas se contenter d'ailleurs des deux auditions déjà prévues pour le mercredi 9 mai, celle du Comité national d'action laïque et celle du Comité national de l'enseignement catholique.

Dans ces conditions, il paraît difficile que la commission ait fini ses travaux à temps pour permettre l'examen du texte en séance publique le 16 mai, comme cela était initialement envisagé. Aussi, un report d'une semaine est d'ores et déjà sérieusement étudié.

Les commissaires socialistes se sont plutôt montrés satisfaits des résonances ministérielles, notamment sur l'obligation pour les écoles privées de respecter la liberté syndicale de leurs enseignants, et la liberté d'association des parents, sur le retour à « l'esprit de la loi Debré qui prévoyait un rapprochement des deux systèmes éducatifs ». M. André Lai-

gnel (PS, Indre), président de la commission, a souligné que le ministre s'était dit « à l'écoute des propositions qui conduisent à améliorer le point d'équilibre voulu par le gouvernement ».

Les députés communistes ont, eux, confirmé leur intention d'amorcer le projet sur le financement des établissements privés par les collectivités locales et sur la titularisation des maîtres.

THIERRY BRÉHIER.

LES JEUX NE SONT PAS FAITS, déclarent les dirigeants du CNAL à leur sortie de l'Elysée

Les représentants du Comité national d'action laïque (CNAL) ont été reçus vendredi 4 mai durant une heure par le président de la République. « Nous avons avancé des propositions visant à redresser le texte Savary », a déclaré à sa sortie de l'Elysée M. Jean Andrieu, président du CNAL. « Nous avons le sentiment que les jeux ne sont pas faits. Le président souhaite nous revoir avant que le projet de loi n'arrive au Parlement. Cela veut dire que nous aurons des choses à nous dire ».

Le redressement du projet de loi, a précisé de son côté M. Michel Bouchard, secrétaire général du CNAL, passe par « le lien logique, incontournable entre l'obligation pour les enseignants de financer les écoles privées et la titularisation des enseignants ». Le CNAL souhaite enfin que le Parlement puisse exercer « ses responsabilités de façon pleine, sans contraintes ». Le CNAL ne veut pas que le CNAL soit remis au président un appel solennel à engager « la marche vers l'unification ».

EN BREF

M. Jean Ledoux président de la chambre criminelle de la Cour de cassation

Sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature, M. Jean Ledoux a été nommé, jeudi 3 mai, président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, en remplacement de M. André Brunschwig, appelé à faire valoir ses droits à la retraite, et qui occupait cette fonction depuis 1982.

[Né le 3 juillet 1921 à Alençon, M. Jean Ledoux est entré dans la magistrature en 1943. Après avoir occupé des postes de juge à Auxerre, puis à Fontainebleau, il devait commencer une carrière parisienne et devenir, de 1948 à 1959, secrétaire général du parquet de la Seine. Il fut ensuite chef de service à l'éducation surveillée (1964), puis directeur de cette même direction de l'éducation surveillée à partir de septembre 1970.]

Nommé conseiller à la Cour de cassation, le 14 mars 1973, il a été élu depuis cette date à la chambre criminelle dont il était devenu le doyen, comme l'avait été avant lui son père, Auguste Ledoux, qui siégea comme conseiller à cette même chambre, de 1949 à 1963, après avoir été un remarquable président de la cour de justice et de la cour d'assises de la Seine dans l'immédiat après-guerre.]

M. Jean-Jacques Pascal directeur du personnel de la police

M. Jean-Jacques Pascal, sous-préfet, en poste à Bèthune (Pas-de-Calais) depuis octobre 1981, a été nommé par le conseil des ministres du 3 mai directeur du personnel de la police nationale, en remplacement de M. Marcel Bonnacore, parti à la retraite. Cette nomination devrait aller de pair avec une réorganisation des directions du ministère de l'intérieur.

Jusqu'ici, direction du personnel et du matériel de la police nationale.

naie, la direction du personnel devrait se séparer de la sous-direction de l'équipement qui rejoindra la direction de la formation des personnels de la police nationale. Ce renforcement de la direction de la formation, confiée depuis sa création, en janvier 1982, à M. Jean-Marc Erbes — qui aurait ainsi sous sa responsabilité les sous-directions chargées de l'amélioration pédagogique et matérielle de la police nationale — correspond à la volonté de M. Defferre et du directeur général de la police, M. Pierre Verbrugghe, de créer, de fait, une direction de la « modernisation » de la police. Son action est complétée par celle de la direction des transmissions et de l'informatique, créée fin 1981.

[Né le 25 mars 1943 à Limoges (Haute-Vienne), M. Jean-Jacques Pascal est sorti de l'Ecole nationale d'administration en mai 1969. D'abord affecté au ministère de l'intérieur, puis directeur du cabinet du préfet de la Loire (1969-1972), secrétaire général du territoire de Belfort (1972-1974), chargé de mission auprès du préfet des Alpes-Maritimes (1974-1979), sous-préfet d'Arles (1979-1981), il fut nommé sous-préfet de Bèthune en octobre 1981.]

Le procès en diffamation contre M. Georges Fillioud reporté au 14 juin

Lyon. — Inculpé de diffamation publique, M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de communication, comparaitra le 14 juin devant la sixième chambre correctionnelle de Lyon. Prévu le 3 mai, le procès a été reporté à l'audience spéciale à la demande du ministre. Celui-ci a précisé, par l'intermédiaire de ses avocats, M^{me} Liebmann et Zelmati, qu'il « souhaitait être présent à l'audience et que cette demande de renvoi à court terme ne constituait nullement une manœuvre dilatoire ».

M. Fillioud avait été inculpé à sa demande, le 14 octobre 1983, afin, disait-il, de « provoquer une exploitation publique à la suite de l'odieux attentat contre la mosquée de Rome ». Après l'attentat du 3 mai 1982, M. Fillioud, alors maire de la ville, avait écrit dans son bulletin municipal : *Vivre à Rome, un article intitulé : « Qui sème la haine récolte la violence », mettant en cause ceux qui avaient, selon lui, contribué à créer un « climat d'intolérance » dans la ville. M. Georges Durand, conseiller général UDF de Rome, avait alors porté plainte pour diffamation. — (Corresp.)*

LE SALON DE LA SÉCURITÉ A PARIS

L'argent de la peur

(Suite de la première page.)

Les listes de détecteurs, ces mystérieuses petites boîtes qui affolent quiconque vous rend visite sans autorisation préalable, sont à elles seules un curieux univers. Ils sont, au choix, « ponctuels », « haute sécurité », « bris de verre », « disparition », « infrarouge passif », « hyperfréquence », « linéaires », « sismiques », « à ultrasons »...

Il y en a pour tous les goûts, toutes les tailles, toutes les craintes. Aux entreprises, le département protection industrielle de la société UNIC-ELEC propose un dispositif lourd, mêlant protection de clôture, surveillance vidéo, contrôle d'accès par lecteur de carte, détection volumétrique, repérage des travailleurs isolés victimes d'accident ou d'agression. La société SERIEE, pour 12 000 F sans compter l'installation, offre un « transmetteur et central EROS » qui peut brasser neuf mille neuf cents quatre-vingt-dix-neuf emplacements géographiques différents et transmettre ainsi des alarmes à une seule et même société de surveillance. Une version plus légère a beaucoup de succès, après des municipalités notamment : une « paire » reliée au téléphone permet aux personnes âgées de signaler discrètement à un « central » leurs peurs, réelles ou supposées.

La révolution technique la plus récente concerne les « contrôles d'accès ». Lecteurs « dynamiques » ou « statiques », cartes « magnétiques » ou « optiques », avec ou sans clavier numérique... On en redemande pour s'assurer que les portes restent fermées et les lieux clos. La société Heurs et Contrôle a ainsi décroché un contrat en or avec les PTT : équiper six mille petites unités téléphoniques, dites SOCOTEL, dépendant des centraux, d'un contrôle magnétique. Jusqu'ici, dispersés dans toute la France, ils s'ouvraient tous avec la même clef

et, parait-il, on y téléphonait trop facilement « à l'œil ». Chaque innovation appelle un risque qui, à son tour, crée un besoin de protection. Caribus Security, par exemple, met sous surveillance les distributeurs automatiques de billets, avec alarme et détecteur sismique. Stratel modernise l'alarme en proposant un « système de transmission vocale » utilisant la « synthèse de parole » : pour alerter, cela ne coûte pas dans le désert, mais parle à un téléphone choisi par l'utilisateur ! Securitas se met à la disposition de toutes les bourses : vous pouvez vous barricader en « kit ». Petit prix (1 000 F hors taxe), posé par vos soins, montage simple, les « sécurités » sont de petites centrales d'alarme. « Psychose, tourments, obsessions, méfiance, assés le dépliant publicitaire, l'insécurité nous guette, nous oppresse et menace chacun d'entre nous ».

« Nous vendons du temps »

Ce marché de la méfiance a ses écolos. La société Interat propose une « boucle », un système d'alarme et de contrôle destiné aux entreprises et faisant le chasse à la fois au risque et à l'économie : la veille au contrôle d'accès, à l'incendie, à l'intrusion, mais aussi à la gestion d'horaires, à la gestion d'énergie et au « contrôle technique » (température, niveau d'eau, ascenseurs...). Coût minimum : 200 000 F. « La grande sécurité, c'est une question de temps : nous vendons du temps », explique M. Guy Lévy, exposant de Fichet-Bauche. Car, ici, personne ne vous promet la Lune. Les petits coffres en aluminium de Fichet-Bauche, comme ceux de leurs concurrents, ont des sautes de cœur avec le « gang des postiches » ? Presque jamais, vous dit-on. « On va contrôler techniquement les compartiments, maître des détecteurs sismiques au-dessus des colonnes de coffres, mais le défi pour les ouvrir passera de 4 à 15 secondes. Cela se joue avant que les cambrioleurs soient dérangés, n'aient plus le temps, parquent, soient incriminés ».

« Nous n'empêchons pas un vol, mais nous mettons le cambrioleur en situation d'instabilité », expliquent les organisateurs de ces expositions. Ces professionnels se veulent des « conseillers », des « conseils » : leur savoir-faire, assurément, ne se joue pas que dans la fiabilité du matériel. Organisés, coordonnés, ayant même leur code de déontologie, un « code professionnel des usagers », ils sont, par conséquent, discrets sur le coût de leurs installations : « Tout dépend du cadre, du terrain ». Une chose est certaine cependant : les affaires marchent. Sur le marché de la peur, on fabrique français : pour 60 %, les produits sont nationaux. Parmi les quatre plus importantes firmes « sécuritaires » mondiales, Fichet-Bauche réalise 42 % de son chiffre d'affaires : l'exportation. SERIEE augmente son chiffre d'affaires de 30 % tous les ans, depuis sa création en 1970. Antenne-Alarme-Secours (AAS) annonce + 15 % par an, et ce n'est pas fini : les particuliers, c'est l'avenir. Rien n'est fait encore : c'est là qu'il y a de l'argent à prendre pour les cambrioleurs ».

La peur, c'est de l'argent. Nos sociétés marchandes ont encore de l'avenir : elles savent faire de leurs craintes du profit, de leur crise sociale, un dynamique marché commercial.

EDWY PLENEL.

★ Assises européennes « Alarme Sécurité » 84. Palais des congrès, porte Maillot, jusqu'au 5 mai, à 17 heures.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en audiotape LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

FELIPE GONZALEZ

Chef du Gouvernement Espagnol

CLUB DE LA PRESSE

EUROPE

animé par Gérard Carreyrou et Alain Duhamel.

DIMANCHE 6 MAI à 19h

LES COURS INTENSIFS DE PROCHAINES SEMAINES

SCIENCE classe préparatoire CEPES

LANGUAGE STUDIES

LA VIE F

RECHERCHE, INNOVATION - Un supplément à l'économie

POLITIQUE - L'URSS au Moyen-Orient - Conjoncture syndicale

ECONOMIE - L'écroulement japonais - Les crédits pour le développement

FINANCES - Les résultats des entreprises

BOURSE - CONSEILS CEF Epoca - ETUDES : Crédit F. pour l'Europe

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE

Paris

LES TROIS ATTENTATS ANTI-ARMÉNIENS D'ALFORTVILLE

« Aujourd'hui, nous prenons les armes »

« Sur le moment, j'ai cru, et je ne suis pas le seul dans ce cas, que c'était la machine à café qui venait de sauter... » Encore sous le choc, à demi hébété, l'homme regarde ce qui reste du café-tabac Le Tontip, situé place Carnot, à Alfortville (Val-de-Marne), face à la halle de béton qui abrite le marché hebdomadaire. Benquettis cultués et évanouies, vitrines pulvérisées, machines hors d'usage. « C'est un miracle, dit un sapeur-pompier, qu'il n'y ait pas eu de morts ! »

Il était 17 h 5, jeudi 3 mai, lorsque l'explosion s'est produite. Dans l'établissement, il y avait de nombreux consommateurs, des jeunes gens venus jouer au flipper, des clients du tabac. L'attentat a blessé onze personnes - clients ou passants - dont deux assez grièvement.

La panique est à son comble, déjà, lorsque retentit une deuxième explosion, moins de deux minutes après la première. Cette fois, c'est le monument commémorant le génocide arménien, inauguré le dimanche 29 avril par M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique et maire d'Alfortville (le Monde du 2 mai), qui est visé. La déflagration a mis à mal le socle, fait de pavés de grès, qui supporte la statue, intacte, — une

croix arménienne ouvragée — et pulvérisé la plaque où figurait la mention : « A la mémoire d'un million cinq cent mille Arméniens victimes du génocide ordonné par le gouvernement turc en 1915. »

Très vite, les secours s'organisent. Tandis qu'une cinquantaine de sapeurs-pompiers, accourus des casernes des communes voisines, évacuent sept des blessés par hélicoptère vers le CHU de Créteil, d'importantes forces de police quadrillent le quartier Carnot. Le commissaire Marcel Morin, chef de la brigade criminelle, est sur place. Vers 17 h 45, M. Gaston Dufour et Joseph Franceschi, de retour d'une visite à l'école des inspecteurs de police de Cannes-Ecluse (Seine-et-Marne), descendant d'un hélicoptère. Ils sont repartis depuis peu lorsqu'un troisième engin, de plus faible puissance, dissimulé dans un bouquet de fuselins, à l'entrée du gymnase Léo-Lagrange, situé à 50 mètres du monument, fait explosion à 18 h 35, blessant encore légèrement deux passants. Aucun de ces trois attentats n'avait été revendiqué vendredi en fin de matinée.

L'émotion est très vive dans ce quartier que les habitants d'Alfortville désignent volontiers sous le

nom de « quartier des Arméniens » : ils sont environ six mille qui vivent ici pour une population totale de trente-six mille personnes. « Il y a des voitures piégées », entend-on dire. Par précaution, les policiers font évacuer un magasin Monoprix, puis la maison de la culture arménienne de la ville.

« Le temps du silence est révolu »

« Turquie, assassins ! », scandent de jeunes Arméniens massés derrière les barrières mises en place par les forces de l'ordre pour interdire l'accès de tout le périmètre où ont eu lieu les attentats. « Il est hors de question qu'on se taise ! Aujourd'hui, nous prenons les armes. Nous avons le droit de nous exprimer... La violence, elle date de 1915 : à présent, le temps du silence est révolu. Nous allons montrer que nous existons », dit l'un des jeunes gens. « Dimanche, pour l'inauguration du monument, dit une femme, il n'y avait pas un seul journaliste présent ! Pourtant, nous avions prévu la presse... Il faut qu'on nous tue, qu'on nous massacre, pour que les médias daignent s'intéresser à nous. »

Pour M. Jean-Louis Auriche, conseiller municipal et représentant local du RPR, « la pose de cette stèle est une provocation. Comment M. Franceschi, l'homme le mieux placé de France pour savoir ce que le terrorisme veut dire, a-t-il pu ne pas prendre toutes les précautions qui s'imposaient nécessairement ? Qu'il ait eu d'excellentes raisons politiques de décider de la mise en place de ce monument est une chose. Mais qu'il ait eu d'autres ! Nous ignorons tout de sa décision... »

Les commerçants ont baissé leurs rideaux de fer. A l'approche de la nuit, chacun s'en retourne chez soi, silencieux. Sur la place, les pompiers balayent les débris des vitrines du Tontip. Dans le café, des artificiers tentent de retrouver parmi les gravats des fragments de l'engin explosif. « Désormais, dit un passant, nous ne dormons plus tranquilles... » « Ils » recommenceront, ici et ailleurs... »

Ce vendredi soir à 18 h 30, une manifestation de protestation aura lieu à Alfortville, à l'appel du Mouvement national arménien, que dirige M. Ara Toranian.

J.-M. DURAND-SOUFLAND.

Un défi au gouvernement

(Suite de la première page.)

En mars 1981, après que le groupe terroriste arménien ASALA (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie) ait revendiqué, pour la troisième fois en cinq ans, l'assassinat d'un diplomate turc en poste à Paris, la Turquie reprochait vainement à la France de ne pas avoir « pris les mesures nécessaires pour empêcher de tels attentats ».

Les relations entre Paris et Ankara ne se sont pas détendues avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Au contraire, au fur et à mesure des déclarations de M. Charles Héraud, ministre de la défense (le 10 octobre 1981 à Décines, près de Lyon), de M. Defferre à Marseille (le 24 avril 1982) et du président de la République à Vienne, dans l'Isère, le 6 janvier 1984 — rendant hommage à la communauté arménienne et rappelant l'atrocité du génocide — la Turquie n'a fait que multiplier ses protestations et ses « réprobations » officielles. De manière maintenant constante, Ankara estime que la politique française ne peut « avoir d'autre résultat que d'encourager le terrorisme international ».

2) La progression du terrorisme arménien antiturc en France. L'apparition d'un terrorisme arménien dirigé contre des objectifs turcs est relativement récente. Le début des années 70 est simplement marqué par deux attentats « symboliques ». En 1973, contre le consulat de Turquie. Le rythme des actions s'accroît brusquement à partir de 1977 sur le sol français et dans d'autres pays comme l'Autriche, la Suisse, les Etats-Unis. Les attentats visent des organismes turcs, provoquant généralement de sérieux dégâts ; ils visent d'autre part régulièrement des diplomates d'Ankara. Trois d'entre eux sont tombés sous les balles des terroristes de l'ASALA, un autre a été grièvement blessé. D'autres ressortissants ont aussi payé de leur vie le fait d'être nés Turcs.

En septembre 1981, un commando arménien investira, les armes à la main, le consulat de Turquie à Paris pour faire connaître sa « cause ». Une personne trouva la mort et une autre sera grièvement blessée lors de cette prise d'otages folle et improvisée. Les auteurs — quatre Arméniens venus du Proche-Orient — seront condamnés en février 1984 à sept ans de réclusion par la Cour d'assises de Paris. « Une page honteuse », dans « l'histoire de la justice », selon un communiqué du gouvernement turc.

3) La naissance d'un terrorisme arménien anti-français. A la fin de 1981, le terrorisme arménien se retourne brutalement contre la France. Un mystérieux groupe Orly s'en prend à des objectifs français dans la région parisienne. Ces attentats, ainsi que des actions contre des bâtiments français au Liban, suivent l'arrestation du commando arménien coupable d'avoir procédé à la

« Les attentats d'Alfortville ont entraîné des réactions immédiates des organisations arméniennes et des partis politiques de la majorité. L'Association arménienne d'Alfortville exprime « sa profonde indignation » et demande que les auteurs de « ces odieux attentats soient activement recherchés et punis ». La section de Marseille du Comité de défense de la cause arménienne et la Jeunesse arménienne de France estiment, de leur côté, que « les attentats ne peuvent être que la conséquence de la campagne haineuse menée par les autorités turques contre les Arméniens ». M. Ara Toranian, porte-parole du Mouvement national arménien (MNA), jugeant qu'il s'agit d'un « défi aux autorités françaises », et regretant qu'« aucune protection ne soit accordée aux Arméniens », affirme que les Arméniens devront désormais « assurer eux-mêmes leur sécurité ».

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, a déclaré : « Je suis choqué et bouleversé. Ce n'est pas avec des gestes ignobles comme ceux-là que l'on fait avancer ses idées. » M. Jean Poperen, secrétaire national du PS, a exprimé sa solidarité aux Arméniens de France et M. Guy Duclos, au nom du groupe communiste de l'Assemblée nationale, se sont joints aux protestations.

prise d'otages du consulat de Turquie. Ils suivent aussi l'arrestation, à Orly, d'un dirigeant de l'ASALA, « Dimitrius Giorgis », de passage en France sous cette fausse identité chypriote.

En somme, les terroristes arméniens cherchent à faire pression sur le gouvernement français pour obtenir la libération de « camarades » emprisonnés et la possibilité de circuler sans encombre dans l'Hexagone. Ce chantage conduira l'ASALA à commettre l'attentat d'Orly, en juillet 1983 (sept morts et une cinquantaine de blessés). La réplique de la police sera rapide. En quelques jours, elle arrête les auteurs et complices de cette tuerie et démantèle la branche française de l'ASALA. L'enquête révélera que ces attentats arméniens dirigés contre la France ont été le fait d'une branche de l'ASALA radicalisée cherchant à déstabiliser les autorités françaises.

4) L'hypothèse d'un contre-terrorisme turc. Bien que le gouvernement turc soit sévère à propos de la politique française et la presse d'Ankara encore plus, aucune preuve ne permet d'affirmer qu'un tel contre-terrorisme existe. Des enquêtes de la police ont même fait apparaître que tel ou tel alibi anti-arménien pouvait avoir été commis par des Arméniens pour « mobiliser » leur communauté. Il reste que toutes les actions visant des bâtiments arméniens en France ne sont pas de cette nature. Deux attentats et une tentative d'attentat ont été enregistrés en 1981, dont l'un a causé la mort d'une personne. En 1983, un attentat a touché le centre culturel arménien d'Alfortville. Enfin, le 20 mars 1984, un engin a explosé à Marseille devant un centre culturel au moment où une quarantaine d'enfants arméniens du sort.

Ces différents éléments font de ce dossier triangulaire (France, Turquie, communauté arménienne) un dossier touffu et passionnel. Par souci d'équité envers les Arméniens et dans l'espoir d'isoler les groupes terroristes se réclamant de sa cause, le gouvernement français continue de souligner la reconnaissance du génocide arménien. En septembre 1982, M. Louis Jolivet, expert français auprès de l'ONU, déclarait, devant la commission des droits de l'homme des Nations unies : « Quelle que soit l'ancienneté des faits, c'est le droit de tout peuple de faire rétablir la vérité historique, notamment lorsqu'il a été victime de répressions. Je considère même que cela fait partie de son identité, de son patrimoine culturel. »

LAURENT GRELSAMER.

LA FRATERNITÉ DES TRAVAUX D'AIGUILLE

Le passage du Prado ne comprend pas. Dans ce micro-quartier cosmopolite du faubourg Saint-Denis à Paris, ateliers de confection turcs et arméniens cohabitent harmonieusement. Hami, patron turc, montre les cinq doigts de sa main : « Ils sont tous différents. Pourquoi les hommes ne peuvent-ils pas être aussi différents ? Les Arméniens qui font des attentats viennent de Beyrouth et repartent aussitôt. Ici, nous allons au restaurant ensemble, nous buvons, nous sommes amis. »

Penchés sur les machines à coudre, les visages se relèvent un instant pour témoigner dans un français hésitant : « Quand nous devons coudre des boutons, nous travaillons avec un boutonnier arménien », explique une couturière turque. Plus loin dans le passage, un ouvrier turc et ses deux patrons arméniens approuvent chaleureusement.

En revanche, pour Maslum, fraîchement arrivé d'Izmir (Turquie), « ce sont les Arméniens qui ont commencé la guerre, ils sont tous méchants ». « Pourquoi ont-ils assassiné des diplomates turcs en France ? renchérit son frère Ozturk. Pourquoi ne s'adressent-ils pas directement au président de la Turquie ? » Seule note discordante dans la fraternité des travaux d'aiguille.

SCIENCES-PO
classe préparatoire

NEULLY ET QUARTIER LATIN CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neully, 75294-04 745.00.10 enseignement supérieur privé

COURS INTENSIFS D'ANGLAIS
PROCHAINES SESSIONS :

- 3 semaines, du 8 au 30 mai 1984. Prix : 15 000 F TTC.
- 4 semaines, du 4 au 29 juin, du 30 au 27 juillet et du 8 au 31 août 1984. Prix : 7 480 F TTC.
- Cours semi-intensif en petits groupes de 6 personnes maximum avec 2 heures de cours par jour.
- Tout de niveau : avant le début des cours.
- Lieu des cours : 380, rue Saint-Henri — 75001 Paris.

Pour toutes informations complémentaires, téléphonez-nous :

LANGUAGE STUDIES : 280-53-70

LA VIE FRANÇAISE

RECHERCHE, INNOVATION ET TECHNOLOGIE

— Un supplément exceptionnel de 64 pages.

POLITIQUE

- L'URSS au Moyen-Orient.
- Conjoncture syndicale : après le 1^{er} mai.

ECONOMIE

- L'encerclement japonais.
- Les crédits pour la recherche.

FINANCES

- Les résultats des banques.

BOURSE

- CONSEILS : CFP, Epéda, G.T.M., Exxon, ATT, Matsushita.
- ETUDES : Crédit Foncier, Primagaz.

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

Le GAL revendique un nouvel attentat contre des réfugiés basques espagnols

Un mort, un blessé grave

Le Groupe antiterroriste de libération (GAL) a revendiqué l'attentat commis, le jeudi 3 mai, contre un réfugié basque espagnol, Rafael Goicoetxea Erazuquin. Celui-ci a été tué alors qu'il regagnait son domicile près de Saint-Etienne - de - Baigorri (Pyrénées-Atlantiques) par un homme armé d'un pistolet de fort calibre installé à l'arrière d'une moto. Le passager de la voiture, un autre basque espagnol, Jesus Zugara Murdi Heici, a été, lui, grièvement blessé et hospitalisé à Bayonne.

Selon la rédaction du quotidien Sud-Ouest, qui a reçu la revendication du GAL, le correspondant anonyme a déclaré : « Un de nos com-

mandos a assassiné un militant de l'ETA et en a blessé un autre. Vous entendrez encore parler du GAL. »

Les deux victimes, réfugiés en France depuis dix ans, avaient pu d'activités connues au sein de l'ETA militaire mais en seraient toutes restées des militants. Jesus Zugara Murdi Heici serait, d'après la police espagnole, un des participants à l'attentat perpétré par l'ETA à Madrid en 1973, avec une voiture piégée, au cours duquel l'ancien président du gouvernement espagnol, M. Carrero Blanco, avait trouvé la mort.

Il s'agit du septième assassinat d'un réfugié basque espagnol commis depuis décembre par le GAL, qui ne s'était pas manifesté depuis le 23 mars. L'arrestation par la police française, en trois temps, de neuf suspects liés au milieu bordelais et soupçonnés d'appartenir au GAL semblait avoir contribué à la répression constatée. Dans les milieux nationalistes basques, on s'étonnait, ce vendredi 4 mai, de l'absence de réaction officielle après cet attentat.

Le Conseil d'Etat a annulé, d'autre part, le mercredi 2 mai, les décisions de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et de la commission de recours rendues en 1978 et 1983 et retirait le statut de réfugiés à treize Basques espagnols résidant en France. Ces deux instances, selon le Conseil d'Etat, auraient dû examiner les risques encourus par les treize Basques espagnols en cas de retour dans leur pays d'origine, en raison de leurs opinions. La situation des demandeurs devra être réexaminée par l'OFPRA.

TREIZE BLESSÉS
SEPT MORTS

A 17 heures jeudi, un réfugié basque espagnol est assassiné dans les Pyrénées-Atlantiques et à la même heure exactement, treize personnes sont blessées à Alfortville, dans trois attentats anti-arméniens. Si les victimes d'Alfortville bouleversent légitimement M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique et maire d'Alfortville, le mort de Saint-Etienne-de-Baigorri n'a suscité aucune réaction officielle. Sept Basques espagnols assassinés en France depuis quatre mois. Combien en faudra-t-il pour émouvoir le secrétaire d'Etat à la sécurité publique ?

N. B.

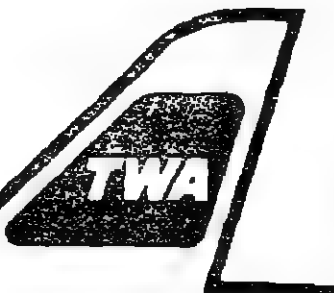
TWA vers et à travers les USA

Paris-Washington 4.000 F*

Sans escale de Paris CDG1. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis aux prix les plus bas.

Vous plaire nous plaît.

*Tarif loisir aller/retour.



الاصلي

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Claire et Aurélien, Christine et Franz-Olivier GIESBERT ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexandre,
Paris, le 25 avril 1984.

- M. et M^{me} Alain-Dominique PERRIN ont la joie de faire part de la naissance de

Jessica,
le 1^{er} mai 1984.

32, av. de l'Impératrice-Joséphine, 92500 Rueil-Malmaison.

Décès

- Elizabeth Antebi et sa famille ont la tristesse de faire part du décès de

M. Gaston ANTÉBI,

le 30 avril 1984, qui a tenu à partir, comme il a vécu, sans cérémonie.

- Le 9 avril 1984 est décédé accidentellement, à Paris, âgé de vingt-trois ans,

Denis BARBIER,
agréé de l'Université,
élève de l'Ecole normale supérieure,
1, impasse des Délices,
13008 Marseille.

- M^{me} André Barria,
M. et M^{me} Alain Barria
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jacques Barria
et leurs enfants,
Les familles Malgouy, Rouquié,
Ceyssac, Bréelle, Klein, Lheureux,
Le Scour, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André BARRIÈS,
directeur d'Ecole normale,
ancien expert de l'UNESCO,
maître de Sétiengues,
médaille militaire,
médaille de la Résistance,

survenu le 1^{er} mai 1984 dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu à Sétiengues, le vendredi 3 mai à 15 h 30.

Sétiengues par Montfaucon,
46240 Labastide-Murat.

STERN
GRAVEUR
depuis 1841
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 736.94.48 - 508.86.45

- M^{me} Eugène Chiric,
ses enfants, petits-enfants,
Et toute sa famille,
font part du décès, à Marseille, de

M. Eugène CHIRIE,
architecte DPLG,

survenu le 3 mai 1984, à l'âge de quatre-vingt-un ans,
122, rue du Commandant-Rolland,
bâtiment K-1,
13008 Marseille.

- M. Lucien Cohen
M. Jean Cohen
et enfants,
M. et M^{me} Roger Sutan
et enfants,
M. et M^{me} Victor Sitbon,
M. et M^{me} Roger Sitbon
et enfants,
M^{me} Eliane Sitbon
et enfants,
M. et M^{me} Jean Peyrière
et enfants,
son époux, ses enfants et petits-enfants,
son père, ses frères et sœurs,
Les familles parentes et alliées,
Cohen, Brami, Bouris,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne COHEN
née Sitbon

survenue, à Paris, le 2 mai 1984, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 7 mai au cimetière parisien de Pantin à 14 h 15.

209, rue des Pyrénées,
75020 Paris.

- Jean, Stéphane
et Florence Tubolet,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Edmond GOULD,
née Jeanne Lissac,

pleinement décédée le 26 avril 1984, à quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu à Clichy (Pyramides-Atlantiques), le lundi 7 mai, à 10 h 30.

Une messe commémorative sera célébrée, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, le 9 mai, à 18 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Monsieur Georges Jauson,
son mari,
M. et M^{me} Jean-François Jauson,
Le Dr et M^{me} Roland Broca,
M. et M^{me} Patrick Dusoulier,
ses enfants,
Edouard Jauson,
Roland-Alexandre, Fleur, Garance
et Scortien Broca,
Cécile et Clotilde Dusoulier,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Maxime Laguerre,
ses frères et belles-sœurs,
et toute la famille
ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Georges JAUSON
née Colette Laguerre

survenue le 26 avril 1984, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 30 avril 1984, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, dans l'intimité familiale.

8, rue Berteaux-Dumas,
92200 Neuilly-sur-Seine.
55, rue de Sévres,
92410 Ville-d'Avray,
29, avenue Rapp,
75007 Paris.
4, boulevard Saint-Denis,
92400 Courbevoie.

LA MOQUETTERIE
334 rue de Vaugirard - Paris 15^e

842-42-62 et 250-41-85

vente aux particuliers

MOQUETTE

100% Pure laine

-50%

de sa valeur

Grand choix de coloris

Petite et grande largeurs

Devis gratuit

Pose par spécialistes

- M^{me} Jean Falconnier,
ses enfants,
M^{me} Henri Falconnier,
M^{me} Jeanine Brezan,
M^{me} Françoise Falconnier-Truffier,
MM. Jacques, Jean-Pierre
et Jean-Louis Falconnier,
ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean FALCONNIER,

survenu le 3 mai 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.
Les cérémonies de funérailles et de sépulture ont eu lieu à Culoz, dans la stricte intimité familiale, selon la volonté du défunt.

M. Jean FALCONNIER,

survenu le 3 mai 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.
Les cérémonies de funérailles et de sépulture ont eu lieu à Culoz, dans la stricte intimité familiale, selon la volonté du défunt.

- Les parents et amis d'

Edmond FESSELET

font part de son décès, survenu le 2 mai 1984.

Ses obsèques auront lieu le samedi 5 mai, à 15 heures, en l'église de Gros-magny (Territoire de Belfort).

- Jean, Stéphane
et Florence Tubolet,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Edmond GOULD,
née Jeanne Lissac,

pleinement décédée le 26 avril 1984, à quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu à Clichy (Pyramides-Atlantiques), le lundi 7 mai, à 10 h 30.

Une messe commémorative sera célébrée, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, le 9 mai, à 18 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Monsieur Georges Jauson,
son mari,
M. et M^{me} Jean-François Jauson,
Le Dr et M^{me} Roland Broca,
M. et M^{me} Patrick Dusoulier,
ses enfants,
Edouard Jauson,
Roland-Alexandre, Fleur, Garance
et Scortien Broca,
Cécile et Clotilde Dusoulier,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Maxime Laguerre,
ses frères et belles-sœurs,
et toute la famille
ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Georges JAUSON
née Colette Laguerre

survenue le 26 avril 1984, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 30 avril 1984, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, dans l'intimité familiale.

8, rue Berteaux-Dumas,
92200 Neuilly-sur-Seine.
55, rue de Sévres,
92410 Ville-d'Avray,
29, avenue Rapp,
75007 Paris.
4, boulevard Saint-Denis,
92400 Courbevoie.

LA MOQUETTERIE
334 rue de Vaugirard - Paris 15^e

842-42-62 et 250-41-85

vente aux particuliers

MOQUETTE

100% Pure laine

-50%

de sa valeur

Grand choix de coloris

Petite et grande largeurs

Devis gratuit

Pose par spécialistes

Anniversaires

- Il y a quarante ans mouraient, dans les chambres à gaz d'Auschwitz, André et Jeanne CAIN, Claude ARON, leur gendre, et Martine ARON, sa mère.

Et était massacré, à Kaunas ou à Tallin, **Pierre CAIN,** leur fils.

- A l'occasion du premier anniversaire de la mort de

M. Lucien SALAH,

survenue le 6 mai 1983, une pensée sincère et profonde est adressée à tous ceux et à toutes celles qui, ayant connu et estimé, sont demeurés fidèles à son souvenir.

- Il y a trois ans, le 5 mai 1981, mourut

Bobby SANDS,
député du peuple irlandais

Le comité de défense des prisonniers politiques irlandais et tous ceux qui sont solidaires rappellent que son combat est toujours vivant.

- Le 4 mai 1978,

Henri CURIEL
était assassiné à Paris.

Ses amis, ses camarades, invitent tous ceux qui l'ont connu à se souvenir de sa foi en l'avenir.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

ADER PICARD TAJAN

COMMISSAIRES-PRISEURS ASSOCIÉS
12, RUE FAVART, 75002 PARIS-261.80.07
Tél. : 212.583 F ADERPIC

A MONACO

SPORTING D'HIVER (Salle des arts)

Dimanche 27 mai 1984 à 15 heures

COLLECTION D'UN GRAND AMATEUR

et appartenance à divers

OBJETS D'ART

ET DE TRÈS BEL AMEUBLEMENT

IMPORTANTES TABLEAUX ANCIENS

par ou attribués à : Henry d'Arles, Boilly, Bessabrun, Jannet, Tournay, H. Robert, Teniers, Van der Borgh...

ART NOUVEAU - ART DÉCO

EXPOSITIONS : Monte-Carlo

Sporting d'hiver (Salle des arts). Vendredi 25 mai de 11 à 13 h et de 16 à 18 h, samedi 26 mai de 11 à 13 h, 16 à 18 h et de 21 à 23 h.

Messes anniversaires

- A l'occasion du quatrième anniversaire du rappel à Dieu de

Ella Fares Saad ABOUJAOUDE,

une messe sera célébrée à son intention, en l'église Notre-Dame-du-Liban, 17, rue d'Ulm, 75015, le dimanche 6 mai, à 11 heures.

Une pensée pieuse est soumise de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

- La messe traditionnelle à la mémoire de

l'empereur Napoléon 1^{er}

et des soldats morts pour la France,

sera célébrée en la chapelle du Dôme des Invalides, le samedi 5 mai 1984, à 18 heures, en présence de L.L. AA. II, le prince et la princesse Napoléon.

Entrée libre.

Des places seront réservées aux membres des associations.

Les portes seront fermées à 17 h 45 précises.

Cérémonie religieuse

- Pour le premier anniversaire du décès subit de leur très regretté

Henri FRYDMAN,

une cérémonie à sa mémoire aura lieu, le dimanche 6 mai 1984, à 10 heures très précises.

Rendez-vous porte principale du cimetière parisien de Bagneux.

M. Jacques Przywa, son beau-père,

M^{me} Rosa Frydman, son épouse,

ses enfants, petits-enfants,

Et toute la famille.

Remerciements

- M^{me} Laurent et ses enfants, dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Raymond LAURENT,

directeur adjoint de FR 3,

remercient sincèrement toutes les personnes qui se sont unies à leur peine.

Communications diverses

- Pour le cinquantième de la collection « Philosophie de l'esprit », fondée par

Louis Lavelle et René La Samn,

table ronde, sous la présidence de

M^{me} Eyt, recteur de l'Institut catholique de Paris :

La Collection, par André Devaux ; le Dieu de Louis Lavelle, par Jean Esclapart ; Lavelle et la philosophie allemande, par Karl Albert, le 12 mai, à 14 h 30, 21, rue d'Assas, à Paris-6.

- Pour le trentième anniversaire de la bataille de Dien-Bien-Phu et de la fin des combats de l'armée française en Extrême-Orient, l'Association des combattants de l'Union française et les Associations du Comité d'entraide des anciens d'Indochine feront célébrer une messe solennelle à la mémoire de tous les morts et disparus de la guerre d'Indochine (1945-1954), le lundi 7 mai 1984, à 18 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Cet office sera consacré par M^{me} Jacques Filley, vicaire aux armées, et les anciens combattants militaires en Indochine, en présence du représentant du président de la République. A l'issue de la messe, la flamme allumée sous l'Arc de triomphe sera transmise à une torche placée devant l'autel dédié aux soldats du corps expéditionnaire tombés au champ d'honneur.

- La revue le Discours psychanalytique organise deux journées sur le thème « le Passage à l'écriture », les 5 et 6 mai 1984, avec la participation, entre autres, d'Edmond Jabès, Valère Novarina, Augusto Roa Bastos, Marianne Alphonse, Danielle Salles et Gérard Macé. Local de l'Association française, 5, rue de la Clief, 75005 Paris.

(Publicité)

CURE THERMALE 1984

Elle sera plus agréable et plus efficace si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.

De l'Océan à la Méditerranée, choisissez les stations de détente de la Chaîne Thermale du Soleil.

Documentation gratuite (hébergement et cures) : CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, Maison du Thermalisme, 32, av. de l'Opéra 75002 PARIS, tél. 742.67.91.

DEMAIN DANS « LE MONDE »

L'IRLANDE EN QUÊTE D'UN STATUT

ET DANS SON NOUVEAU SUPPLÉMENT :
UN AUTRE SYSTÈME AU-DELA DU SYSTÈME SOLAIRE ?
RÉALITÉS DE L'ARCHITECTURE NIPPONE
LOS ANGELES ET LES JEUX OLYMPIQUES DE LA CULTURE
RENCONTRE AVEC BORGES AU CŒUR DE BUENOS-AIRES
UNE NOUVELLE LECTURE POUR LE WEEK-END



Le Monde

University Studies in A...
ATTENTION
Mardi 8 MAI éton...
DÉLAI DE VAL...
LUNDI 7 MAI AU SO...
LOTO
Mardi 8 MAI éton...
DÉLAI DE VAL...
LUNDI 7 MAI AU SO...
Mardi 8 MAI éton...
DÉLAI DE VAL...
LUNDI 7 MAI AU SO...

Le défi de Havas voyages

DANSE

LE BALLET CLASSIQUE DE MOSCOU AU TMP

Ce n'est pas le Bolchoï

Avant de se jeter tête baissée dans le piège du *Roméo et Juliette* soviétique, il faut bien savoir que le Ballet classique de Moscou n'est pas le Bolchoï, et ne pas confondre Vassiliev, son directeur, avec Vassiliev, étoile du Bolchoï dont l'épouse, Maximova, participe à la tournée. Le Grand Ballet classique de Moscou, fondé en 1968, joue à la fois les laboratoires de recherches et les conservatoires. Mais de nombreux ballets sont signés des deux directeurs artistiques : Natalia Kassatkina et Vladimir Vassiliev, également librettistes, compositeurs et metteurs en scène. Leur *Roméo et Juliette*, ennuyeux au possible, est chorégraphiquement nul, il n'est pas besoin de connaître le chef-d'œuvre conçu par Lavrovski au Kirov pour s'en apercevoir.

Dés l'ouverture de rideau sur un décor criard de chauves-souris et autres oiseaux de malheur, on se

croirait dans un tableau du Paradis latin. Les femmes sont déguisées en ribaudes, les hommes s'empêtrent dans leurs traînes. Chacun des protagonistes du drame shakespearien se personnalise par un leitmotiv : Juliette pointe ses fesses et s'étire telle une chèvre, Tybalt méandre à grandes enjambées comme pour éviter des flaques d'eau, M^{re} Capulet plane à la façon d'un avion, M. Capulet trousse la boue, et la nourrice boit.

Dans toute cette agitation qui semble faire la nique à la musique de Prokofiev (d'ailleurs mal enregistrée), l'amour secret entre Roméo et Juliette est mis à l'encre sur la place publique. Le tourbillon de gestes emphatiques ou même vulgaires, de poses ridicules, atteint son point limite avec le mariage public des deux amants, traité en séance d'aérobic par un Père Laurent au surprenant drapé de tunique.

On mettra à l'actif du spectacle les combats d'épées bien réglés, des effets d'éclairage suggestifs, et l'excellente formation technique des danseurs. La réputation de Maximova n'est plus à faire. Toujours fine, experte et déliée, elle domine largement et sauve ce qui peut être sauvé. Ce n'est pas sa faute si, à aucun moment, l'émotion ne peut surgir de la gymnastique qu'on lui fait subir. Parmi les jeunes danseurs, de bons éléments se détachent, en particulier Stanislav Issaïev, souple, moelleux, sensible. C'est peut-être dans *Nachalé ou la litière suisse* (ballet de Taglioni reconstruit par Pierre Lacotte) ou encore dans la soirée du 9 mai réservée aux solistes que l'on aura l'occasion de mieux apprécier Issaïev mais aussi Galina Chlapina, Alexandra Gorbatsievitch, Nina Danilova, Igor Terentiev, tous jeunes, valeureux et déjà couverts de médailles.

MARCELLE MICHEL.

NOTE

Théâtre

« Le Croquemitaine »

Dans un appartement des années 50, d'une inquiétante simplicité, une petite fille et sa bonne badinent comme au temps de la comtesse de Ségur. Il n'y a pas de maman et la bonne farfouille à de gros seins, rêve du bal, et de baisers dans le cou. Pour venir à bout des caprices de la petite fille, elle la menace du croquemitaine. Il reste douteux que la petite fille donne dans le panneau, mais il est sûr qu'elle prend plaisir à sa peur. Le plus drôle, c'est que le père, architecte digne, rationaliste tiré à quatre épingles, après de beaux mouvements d'indignation ironique, se voit poursuivi dans son sommeil par les facettes d'un croquemitaine des plus folichons. Le matin, les preuves sont là : tandis que les fruits et légumes sont passés sous le lit, les chaussettes reposent dans le réfrigérateur. Qu'on se rassure, le croquemitaine dérangeant sera poursuivi et exécuté, matrice et police aidant.

C'est la première nouvelle du recueil de Dino Buzzati, *Les Nuits difficiles*. C'est aussi un spectacle malicieux, poétique et drôle de Patricia Giron, où le fantastique se glisse subrepticement dans le réel, comme l'aimait Roger Caillois. Le fort, c'est d'avoir fait de l'enfant un spectateur amusé, et du père, converti malgré lui aux pouvoirs de l'imaginaire, le véritable centre de l'histoire. Le décor de Jean-Michel Quessac associe habilement les images réalistes et les trucages burlesques. Nathalie Akoum (la petite fille), Colette Alexis (la bonne), Jean-Pierre Moreux (le père), sont comme il convient : un peu plus que convenus et comme trop vrais : à la mesure du fantastique décaplant de Buzzati.

BERNARD RAFFALLI

* Compagnie Bazilier, Théâtre Gérard-Philipe, 39, bd Jules-Guesde, 93205, Saint-Denis. Tél. : 243-00-59.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

MICHEL PICCOLI
ALEXANDRE ARBATT

LIV ULLMANN
LESLIE CARON

LA DIAGONALE DU FOY

UN SUSPENSE FASCINANT.
DES ACTEURS EXCEPTIONNELS.
LA CRITIQUE UNANIME.

UN FILM DE
RICHARD DEMBO

EXPOSITION

D'AMIENS A VENISE

Actualité de Dubuffet

Il y a des moments où le besoin d'hygiène mentale se révèle d'une particulière acuité dans le domaine des arts et lettres. Aujourd'hui est probablement un de ces moments. Et l'auteur d'*Asphyxie* culture de ressortir du chapeau, ici et là, Jean Dubuffet est, actuellement, l'hôte de la Maison de la culture d'Amiens et sera le représentant de la France à la Biennale de Venise qui s'ouvrira le 10 juin.

Dubuffet à Amiens, l'effet est curieux. Alors qu'à notre connaissance le peintre n'a jamais été exposé dans une maison de la culture (pas plus qu'à Venise d'ailleurs), il y va, à l'instinct même où il n'y a plus grand monde pour défendre l'institution. Un effet d'ultime tentative pour réanimer un type de bâtiment à la dérive, où, soit dit en passant, il ne s'est jamais fait grand-chose dans le domaine des arts plastiques. Mais il n'est peut-être pas trop tard, et saluons l'initiative de Jean-Marie Lhotte, qui dit avoir cherché avec cette exposition à « conjurer les ravages que peut causer la culture lorsqu'elle se satisfait d'elle-même ».

L'exposition est fort honorable, qui permet de suivre les étapes essentielles de Dubuffet à travers quelques quatre-vingts œuvres peintures et dessins provenant, pour la plupart, de la fondation de

Perigny-sur-Yverres - depuis 1942 jusqu'à 1983. En laissant de côté les toutes dernières peintures réservées pour la Biennale de Venise.

A Venise, Dubuffet sera l'unique artiste exposé au pavillon français (un autre lieu est prévu pour d'autres artistes, dont quelques jeunes), avec quarante peintures d'une nouvelle série : les *Mires*, qui évacuent toute représentation de la forme humaine ; l'une, *Le Cours des choses*, mesure 8 mètres de long sur 2,7 mètres de haut, et a été faite spécialement pour la manifestation.

Dubuffet à Venise, cela peut encore paraître paradoxal. Et Daniel Abadie, le commissaire français pour la Biennale, risque fort d'être critiqué pour son choix d'un artiste consacré de quatre-vingt-trois ans. Un choix qui, à priori, à contre-courant du thème général de la manifestation vénitienne : « Arts et art », soit la manière dont l'art contemporain recourt à la citation, à la référence, à l'art et à son histoire. Ce à quoi D. Abadie pourrions nous répliquer que Dubuffet est justement une des sources, une des références de beaucoup de jeunes artistes qui fondent leur création sur la spontanéité et refusent l'étouffement culturel.

GENEVIEVE GREERETTE.

* M.C. Amiens, jusqu'au 12 mai.

CINÉMA

Rencontres art et cinéma à Quimper

Soixante films ont été présentés durant la deuxième Rencontre art et cinéma qui a eu lieu à Quimper du 20 avril au 1^{er} mai. Après l'Allemagne en 1983, c'est un retour au cinéma nourricier, le cinéma américain, qu'ont voulu les organisateurs de ces Rencontres : l'association

Gros Plan, l'atelier régional de cinéma, l'école des beaux-arts et le comité franco-américain. Les responsables n'ont pas mis le vedettariat, ils ont sélectionné des œuvres qui n'ont pas toujours rempli les salles durant les dix dernières années. Mais *Apocalypse Now*, les *Raisons de la colère* succédant à *Reviens, Jimmy Dean*, reviens et *Annie et plusieurs « série noire »*. Un stage sur l'enfant dans le cinéma américain avait lieu durant ces Rencontres. L'école des beaux-arts remplaçait son habituelle exposition par la programmation de films d'artistes tels que Vittorio Aconci, Robert Morris et Richard Serra.

Les dix mille spectateurs, dont trois mille scolaires qui ont participé à ces Rencontres trouvent que les efforts de l'association Gros Plan ne sont pas vains. L'atelier régional de cinéma finance cette année deux longs métrages, l'école des beaux-arts est bien équipée en matériel vidéo, deux salles d'art et d'essai ouvrent prochainement, un stage sur le cinéma italien est prévu pour le mois de juin et le Festival des minorités se prépare à Douarnenez.

Les actions de Gros Plan sont aujourd'hui reconnues puisque la municipalité, le conseil général, le Centre national du cinéma et le ministère du temps libre subventionnent l'association.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LECTURE
VENDREDI 4 et 11 MAI
à 20 h 30

Gisèle TRÉPANTIER
nous apporte des contes inédits de
Jean DAIGLE, Gilles VIGNEAULT,
et Félix LECLERC

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constance (7^e) - 551-35-73
NB : Vendredi - Cours de 18h

MUSIQUE

« WOZZECK » à Nice

Dans une Babel industrielle

La représentation du *Wozzeck* d'Alban Berg, qui vient de donner l'Opéra de Nice, confirme l'excellent travail accompli depuis la réorganisation de ce théâtre il y a deux ans, sous la direction de Lucien Salles et de Pierre Médecin. Les progrès sont évidents pour l'Orchestre philharmonique, largement rénové et augmenté en janvier, sous la baguette de Berislav Klobucar. Le maître autrichien, d'origine yougoslave, s'est imposé avec l'autorité tranquille d'un vrai *Kapellmeister*, et son travail porte de beaux fruits : la précision, la clarté, le lyrisme profondément humain de son interprétation ont rendu pleinement accessible l'œuvre de Berg à un public enthousiaste, quoique un peu clairsemé, certains abonnés restant terrifiés par une musique aussi « moderne » et un tel sujet, si différents de leurs chers opéras italiens.

Le plateau n'était pas de moindre qualité, même si le jeu des deux héros principaux nous a paru quel que peu en marge de leur personnage. Peter Christoph Runge chante *Wozzeck* avec beaucoup de forces d'expression, de tumulte et de remuement intérieurs, et ces cris qui traversent l'épaisseur d'un esprit à la fois borné et métaphysicien ; on le sous-entend visuellement plus gauche, abrupt et halluciné.

Carole Farley s'est spécialisée dans les rôles de Marie et de Lulu, qui conviennent à sa voix brillante, en violence éclatée (bien qu'un peu froissée dans les aigus), et à sa fémi-

lité explosive. Elle garde ici cependant une apparence d'Américaine très instinctivement sophistiquée qui cadre assez mal avec le drame de Büchner.

Il ne suffit pas de l'installer avec son enfant au pied d'une grande poubelle dégoulinante d'ordures pour en faire une profane, et nombre de ses attitudes sonnent faux, comme la lecture de la Bible, pour laquelle elle s'étend par terre de tout son long ; et quand elle se dépoitraille largement devant le tambour-major, restant ainsi jusqu'à l'arrivée de Wozzeck, la liberté prise avec le livret ne convainc guère.

Le capitaine Horn Hestermann en revanche est parfait, avec une voix fantastique, perçante, et des gestes, exactement accordés pour brosser un portrait haut en couleur de ce pieux sadique. Le docteur de Wernher Götze n'est pas moins saisissant, et les rôles secondaires bien distribués, cependant que les chœurs de l'Opéra s'adaptent très honorablement à une œuvre pour eux assez insolite.

Le parti pris scénique appelle de réserve. Malgré un certain lyrisme apocalyptique, les décors en projection noir et blanc d'Annelies Corradi paraissent contestables, surtout le principal, une espèce de tour de Babel industrielle, faite d'un enchevêtrement de poutrelles, tuyaux, écouilles, gazomètres, passerelles, où s'arment églises et cathédrales. Cette connotation de

sous-prolétariat urbain n'ajoute rien à *Wozzeck*, qui est un drame, non de quelque Métropolis, mais de petite ville de garnison, avec la campagne toute proche, où l'on coupe des ajoncs et, l'on se promène le soir à la fraîche, comme le montre bien d'ailleurs le plus beau de ces décors, la grande photo d'un étang au milieu d'une forêt dévastée.

La mise en scène de Pierre Médecin, très travaillée et très construite, a cependant un peu de mal à retrouver, notamment dans les scènes de bal et de cabaret, une stylisation très germanique que la musique appelle, même si son dessin était de donner à la représentation un caractère de tragédie très universel. Mais le spectacle vaut d'être vu et fait bien augurer de la nouvelle vocation lyrique de Nice, qui, l'an prochain, disposera, en outre, d'une salle de concert, d'opéras (et de congrès), parfaitement équipée pour les spectacles populaires, avec deux mille cinq cents places, une scène de 1200 mètres carrés, une fosse pouvant recevoir cent vingt musiciens, et une acoustique variable (1).

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 4 mai (20 heures) et 6 mai (14 h 30).

(1) Inauguré le 31 mars dernier, l'Acropolis reçoit désormais des séminaires et des congrès dans ses salles de concert plus réduites (trois cents et sept cent cinquante places).

PATRIMOINE

Au péril de la mer

(Suite de la première page.)

Une plaque, à l'architecture rendant hommage, a été apposée, et dévoilée ce jour-là, dans la première église du Mont retrouvée et restituée par l'architecte : l'église la plus simple au cœur de l'accumulation architecturale du Mont-Saint-Michel, église dont les fenêtres sont depuis longtemps à l'abri du moindre jour, et dont l'appareillage révèle une transition entre les techniques romaines et romanes. A travers Yves-Marie Froidevaux, c'est l'ensemble du corps des architectes des monuments historiques et de leurs travaux qui se trouvent aussi honorés, et comme ça empêcheurs de démolir en rond l'ont sans doute rarement été.

Les décrets du 25 avril, notre deuxième surprise, sont relatifs, à l'aux zones de protection, l'autre au collège régional du patrimoine chargé, dans chaque région, d'assister le commissaire de la République pour l'établissement de ces zones. Avant que tous les décrets, complétant, renforçant ou atténuant ce nouveau système de protection ne soient publiés, il est difficile de se prononcer sur son efficacité probable ou ses risques.

En gros, il s'agit de substituer à la zone des 500 mètres mécaniquement établie autour des monuments historiques une zone adaptée à chaque cas. Il arrive en effet souvent que les abords d'un monument ou d'un site méritent d'être protégés bien au-delà de 500 mètres, mais souvent aussi que les fenêtres soient très exiguës. Une fois la zone, classée, au coin d'une rue, n'a pas forcément les mêmes exigences d'espace qu'un château et son parc. Le principe des nouveaux décrets est en cela excellent.

Il se trouve cependant mêlé à un autre excellent principe, celui de la décentralisation, qui, en matière d'architecture et de monuments historiques, accorde aux élus locaux un brevet de compétence considérable, beaucoup plus que dans les autres compétences se trouvant prises dans les flux et reflux des intérêts locaux. On sait combien, même à l'échelon

national, les commissions chargées de prendre la défense du patrimoine ont pu être quelquefois timorées. Qu'en sera-t-il dans des cadres plus restreints de pressions. Et si l'Etat garde en définitive le contrôle, pourra-t-il contrôler vraiment des zones peut-être plus justes, mais sans doute moins solidement cadrées que par l'ancienne zone, systématique et un peu imbécile. Attendons la suite des décrets.

Attendons, et voyons. Voyons combien d'accord entre l'Etat et une commune, en l'occurrence celle du Mont-Saint-Michel, peut être difficile lorsqu'il s'agit d'accepter les contraintes du patrimoine.

On souhaite généralement conserver le caractère insulaire, en fait presque insulaire du Mont nommé jadis Mont-Saint-Michel au péril de la mer pour les dangers qu'il faisait courir aux pèlerins et qui pourrait l'être encore pour ceux que lui font courir ces sables. Mais on sait aussi que l'ensablement de la baie, à la fois œuvre de la nature et conséquence des aménagements humains, est un phénomène inexorable. La nature, en attendant mieux de l'avenir, continuera en gros de faire ce qu'elle veut. Pour les aménagements humains, des travaux très poussés ont montré qu'ils étaient un facteur essentiel de cet ensablement, que leur suppression ou leur adaptation rendrait une large part de son « autonomie » au Mont. Ainsi la démolition de la digue de la Roche-Torin a-t-elle été décidée et entreprise l'an passé. Mais il reste

à aménager le fleuve Couesnon, question dont la résolution est essentiellement financière et à laquelle a promis de penser le ministre de l'Urbanisme. Et il reste surtout à supprimer la route actuelle, à décider un autre mode d'accès. Faute de quoi, le sable gardera ses droits. On se heurte alors à la mairie du Mont-Saint-Michel : celle-ci a quelques raisons de vouloir défendre les intérêts de ceux de ses administrés qui ont commerce dans les accès de l'abbaye. Le problème est ici insoluble.

Il est alors paradoxal que le maire du Mont-Saint-Michel, M. Eric Vanier, accueille aussi favorablement l'inscription du Mont sur la liste du patrimoine mondial, honneur qui impliquait la présence de M. M'bow, venu ici pour dévoiler la plaque afférente. Il est en revanche moins paradoxal que le maire accepte de l'Etat tout un ensemble de mesures destinées à améliorer l'accueil du public (1). Entre les efforts de l'Etat et les intérêts locaux, quels doivent être en définitive les droits du patrimoine ?

FREDERIC EDELMANN.

(1) Une garderie d'enfants sera aménagée au pied de l'abbaye dans l'ancienne école communale et sera ouverte du 15 juin au 15 septembre. La billetterie, située à l'entrée du village, sera supprimée. Le public sera sensibilisé par un dispositif de signalisation qui sera mis en place en bas des remparts, au bout de la digue, et se poursuivra jusqu'au pied de l'abbaye.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

4 OSCARS HOLLYWOOD 1984

Un film taillé pour l'aventure. C'est grandiose !

LIBERATION

LE TOFFE DES HEROS

mise en scène Paul Vecchiali
avec
Hélène Surgère
Stéphane Jobert
Laurent Lévy

théâtre

na, c'est autre

ORCHESTRAL D

tion : Jean-Pierre

te : Henryk SZEL

AYON, MOZART, BERTHO

DE LA COMMUNE AU

ingrante ons

de découvrir

de Simon CHAI

SURPRISE

ARIVAUX

SPECTACLES

(770-33-88) : Miramar, 14^e (320-89-52) : Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) : Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) : Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-96).

FEMALE TROUBLE (v.f.) : A.V. : M. V. : 19 (260-43-99) : P. Art Beaubourg, 3^e (278-34-15).

FEMMES DE PERSONNE (Fr.) : Marignan, 8^e (359-93-82) : Paramount Opéra, 8^e (742-56-11) : Paramount Montparnasse, 14^e (329-00-10).

LA FEMME FLAMBEÉE (All. v.f.) : (v.f.) : Logos, 5^e (354-42-34) : Parisiens, 14^e (320-30-19).

FOREBORN ZONE (All. v.f.) : 7^e Art Beaubourg, 3^e (278-34-15).

FRAULEIN BERLIN (All. v.f.) : Marignan, 8^e (359-93-82).

GUERRES FROIDES (Ang. v.f.) : Olympie Saint-Germain, 8^e (222-87-31).

LYTALBELLEUR (Ang. v.f.) : Cluny Ecoles, 5^e (354-20-12).

LE JUGE (Fr.) : George V, 8^e (562-41-46) : Marignan, 8^e (359-93-82) : France, 5^e (770-33-88) : Nation, 12^e (343-04-07) : Montparnasse Pathé, 14^e (320-12-06) : Mistral, 14^e (539-52-43) : Pathé Cligny, 18^e (522-46-01).

LE LEOPARD (Fr.) : UGC Biarritz, 8^e (725-69-33).

LOCAL HERO (Brit. v.f.) : Quai de la Seine, 14^e (327-84-50) : Quai de la Seine, 14^e (327-84-50) : Quai de la Seine, 14^e (327-84-50).

LES MALHEUREUX DE HEIDIM (A.V.) : Grand Pavé, 15^e (554-42-85).

MEGAVERNS (A.V.) : Septième Art Beaubourg, 3^e (278-34-15).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.f.) : Forum Orient Express, 15^e (221-42-36) : 14^e Juillet Racing, 8^e (326-58-00) : George V, 8^e (562-41-46) : 14^e Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79).

LES MORFALOUS (Fr.) : Berlioz, 2^e (742-66-33) : Rex, 2^e (236-83-93) : Berlioz, 2^e (742-66-33) : Rex, 2^e (236-83-93).

NEW-YORK NIGHTS (A.V.) : UGC Opéra, 2^e (261-50-32) : UGC Danton, 6^e (329-42-82) : UGC Normandie, 8^e (359-41-18) : V.I. : Rex, 2^e (236-83-93) : Paramount Marignan, 8^e (359-93-82) : Paramount Opéra, 8^e (742-56-11) : Paramount Opéra, 8^e (742-56-11) : Paramount Opéra, 8^e (742-56-11).

OSTERMAN WEEK END (A.V.) : (v.f.) : Gaumont Halls, 15^e (297-49-70) : Parisiens, 14^e (320-30-19) : Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) : Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-96) : Gaumont Convention, 15^e (828-42-27) : Gaumont Gambetta, 20^e (636-10-96).

PERMANENT VACATION (A.V.) : Movies, 15^e (260-43-99).

POLAR (Fr.) : Cluny Ecoles, 5^e (354-20-12) : UGC Marignan, 8^e (359-93-82).

POLAROID KISS (Fr.) : M. V. : 19 (260-43-99).

RETOUR VERS L'ENFER (A.V.) : Forum, 15^e (297-49-70) : Opéra, 2^e (261-50-32) : Opéra, 2^e (261-50-32) : Opéra, 2^e (261-50-32).

SABARA (A.V.) : UGC Ermitage, 8^e (359-15-71) : Mistral, 14^e (539-52-43) : Rex, 2^e (236-83-93) : UGC Boulevard, 14^e (324-66-44) : UGC Gare de Lyon, 12^e (343-01-59) : UGC Convention, 15^e (828-42-27) : Images, 18^e (522-47-94).

SCARFACE (A.V.) : (v.f.) : George V, 8^e (562-41-46) : V.I. : France, 5^e (770-33-88).

SCÉNARIO DU FILM PASSION (Fr.) : Studio 43, 9^e (770-63-40).

LES FILMS NOUVEAUX

CELESTE, film allemand de Percy Adlon (v.f.) : Logos, 5^e (354-42-34) : Gaumont Ambassade, 8^e (359-19-08) : Olympie Europe, 14^e (343-04-07) : Parisiens, 14^e (320-30-19).

LA FORTERESSE NOIRE, film américain de Michael Mann (v.f.) : Gaumont Halls, 15^e (297-49-70) : Cluny Ecoles, 5^e (354-20-12) : Cluny Ecoles, 5^e (354-20-12) : Cluny Ecoles, 5^e (354-20-12).

LE SANG DES AUTRES, film franco-canadien de Claude Chabrol : Forum Orient Express, 15^e (221-42-36) : Publika Saint-Germain, 8^e (222-72-80) : Publika Marignan, 8^e (359-93-82) : Paramount Marignan, 8^e (359-93-82) : Paramount Marignan, 8^e (359-93-82).

UN NID AU VENT, film soviétique de Oleg Neuland (v.f.) : Marais, 4^e (278-47-86).

LA CORRIDA, film soviétique de Oleg Neuland (v.f.) : Cosmos, 6^e (344-28-00).

Les festivals

AUTOUR DE « L'ETOFFÉ DES HÉROS » (v.f.) : Salle Escurial, 13^e (707-28-04), 16 h 15 : Timorid, le Cavalier du temps perdu ; 20 h 15 : la Légende de Jeanne d'Arc ; 22 h 15 : l'Invasion des profanateurs.

MARY BROTHERS : Action Ecoles, 5^e (327-72-07) : Un jour aux courses.

M. CARNE : Studio de l'Étoile, 17^e (380-40-05), 20 h, 22 h : les Visiteurs du soir.

LE CINÉMA DES ÉTATS BALTES (v.f.) : Cosmos, 76, rue de Rennes (544-28-80), 18 h : l'Aube des visiteurs de l'au-delà ; 20 h : Un nid au vent ; 22 h : la Corrida ; 16 h : Personne ne voulait mourir.

M. DUBAS : Denfert, 14^e (321-41-01), 16 h : le Camion.

ALFRED HITCHCOCK (v.f.) : Action La Fayette, 9^e (329-79-89), le Faux Comble.

TROISIÈME FESTIVAL DU CINÉMA JEUNE (v.f.) : Rivoli Beaubourg, 3^e (272-63-32), 16 h : Our Time in the Garden (C.M.) - la Révolte de Job ; 18 h : En visite ; 20 h : Arrivés-nous ; 22 h : Munkidok (C.M.) - Daniel prend le train.

R. KEATON, Maria, 4^e (278-47-86) : Steamboat Bill Jr.

LUCIANO VISCONTI CINÉASTE, Olympie Marigny, 14^e (545-35-38), le Gépard.

CINÉ MEK, CINÉ VOLLE (v.f., v.f.), Olympie, 14^e (545-35-38), 18 h, 20 h, 22 h : Nimitz, retour vers l'avenir ; 18 h, 20 h, 22 h : Windsurfing Live, Challenge, Eighteen Footers, Morbihan autour du monde.

PROMOTION DU CINÉMA (v.f.) : Studio 28, 18^e (606-36-07) : Bus Stop.

C. SAURA (v.f.) : Denfert, 14^e (321-41-01), 22 h : Vive vite (**).

COMMUNICATION

LE PLAN CABLE DU GOUVERNEMENT

L'aventure commence

Il a donc fallu exactement dix-huit mois pour que soit donné le feu vert définitif à la télévision par câble, née de la décision du conseil des ministres du 3 novembre 1982. Une longue gestation, même s'il est vrai que le versant industriel du plan de câblage, mis en route par les commandes des PTT, n'a pas subi, entre-temps, de retard préjudiciable. Passé le premier enthousiasme, l'hygiène à la modernité, au défi technologique et industriel, le projet a dû affronter la réalité économique, le premier dialogue avec les industriels, les collectivités locales, les partenaires financiers.

Puis vint le temps des incertitudes politiques, de l'équilibre délicat entre un plan ambitieux et l'évolution prudente du système audiovisuel français.

Mais l'importance des enjeux l'a finalement emporté sur les réticences. Comme l'a rappelé M. Louis Moxandeu, ministre des PTT, il ne s'agit pas moins que d'un grand pari industriel à l'exportation, de quatre mille emplois dans les infrastructures et de beaucoup plus dans les services. Et, pourrait-on ajouter, de la mutation radicale de l'audiovisuel français.

En adoptant les conclusions du rapport de M. Georges Filloud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, le conseil des ministres du 3 mai semble avoir trouvé un équilibre qui satisfait tous les partenaires.

Les PTT sauvent l'essentiel : la maîtrise d'ouvrage des réseaux et le choix de la fibre optique, qui donnent toute sa cohérence au grand système de télécommunications de demain, dont la télévision par câble n'est que le premier pas. Ils perdent en revanche le principe d'une participation automatique des collectivités locales à hauteur de 30 %, qui devait apporter un complément appréciable de financement.

La formule avait réussi pour l'installation du téléphone, mais c'était au temps de la croissance et de la centralisation. Fortes de leurs nou-

velles prérogatives et touchées par la crise, les collectivités locales ont renoué devant l'effort. Les PTT devront les convaincre pas par pas et inventer une politique commerciale moins rigide et plus séduisante.

Les PTT gardent également, tout essentiel, le monopole des services de télécommunications, et s'opposent ainsi à toute dérégulation du téléphone. Mais M. Moxandeu a précisé que son administration « pourrait confier, contre rémunération, l'exploitation de certains nouveaux services de vidéocommunication comme la vidéotext ou la téléprésence ». La porte est donc ouverte à des négociations plus souples sur le partage des risques et des profits.

Les collectivités locales ont leurs partenaires financiers vont essayer d'en tirer parti en négociant une participation au financement initial contre des conditions d'exploitation plus favorables. La discussion sera dure, chaque partenaire jouant sur des équilibres économiques précaires.

Le pari industriel n'est pas gagné

Le second acquis se dessine à travers la réglementation des programmes. La télévision par câble ne sera pas une simple entreprise de distribution audiovisuelle déstabilisant le marché français par l'importation massive des programmes étrangers ou le recours à des stratégies purement commerciales. Programmes locaux, les réseaux câblés sont tenus de jouer un rôle dans la création, de stimuler la production. Mais le système des quotas est assez souple pour que, avec l'aide bienveillante de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, il ne devienne pas une contrainte asphyxiante dans les premières années d'un difficile développement.

La touche finale de cette belle construction, c'est sans nul doute le statut juridique de la société d'exploitation. La société d'écono-

mie mixte rassure l'Etat local en rappelant les grands plans d'aménagement du territoire. Mais, remaniée de telle façon que les collectivités n'y soient pas obligatoirement majoritaires, elle est une incitation à l'investissement extérieur. Ni privée ni publique, la télévision par câble offre une parfaite image de la politique audiovisuelle du gouvernement, que M. Louis Moxandeu définissait joliment, le 3 mai, « un abandon ordonné, discipliné, progressif du monopole, évitant les conséquences négatives d'un développement anarchique ».

Reste que ce feu vert, s'il rassure l'ensemble des partenaires sur les règles du jeu, ne répond pas à toutes les questions. La plus sérieuse d'entre elles concerne le rythme du câblage.

La direction générale des télécommunications, dont les capacités d'autofinancement sont loin d'être inépuisables, tiendra-t-elle les chiffres annoncés ? M. Moxandeu fait état de l'intérêt de cent trente-trois collectivités locales pour la télévision par câble, soit dix-sept millions d'habitants et environ quatre millions de foyers. Face à cela, le ministre des PTT confirme la commande pour cette année de 320 000 prises à Véloc-CCGT et LIT-Thomson. Il reconnaît lui-même que seul un seuil de 5 000 prises par an peut assurer la mobilisation industrielle et qu'il faudrait commander 1 million de prises par an pour faire baisser sensiblement le coût de la fibre optique.

Le pari industriel n'est pas encore gagné. Mais le rythme de câblage est également essentiel pour le développement des programmes. Sans un nombre suffisant d'abonnés, on ne peut espérer d'investissements significatifs. C'est pourquoi la mission « TV câble » de M. Bernard Schreiner entend bien se servir provisoirement de la télévision hertzienne pour accélérer rapidement un million d'abonnés.

Fas de libéralisation des ondes pour autant : les émetteurs utilisent la bande de fréquence des satellites et strictement contrôlés par Télédiffusion de France seraient mis à la disposition des collectivités ayant signé une convention de câblage avec les PTT.

Une première expérience de ce type démarre le 12 mai à L'Isle-d'Abeau (Isère), pour tester l'éventail des possibilités du câble : production locale, programmes à la demande, service d'information, réception des satellites, télévision de nuit, programmes de nuit, jeux interactifs.

L'aventure a commencé.

JEAN-FRANÇOIS LACAIL

Irréversible

Bien joué ! En débloquent coup sur coup trois des dossiers « chauds » du secteur de la communication - publiés sur les radios locales privées, satellites de télévision directe, réseaux câblés - le gouvernement marque un point en ces temps de sécheresse généralisée. La communication, c'est le bouillonnement des techniques, c'est la culture de masse, c'est la perspective d'emplois nouveaux, c'est l'espoir de lendemains en musique et en images.

En procédant à la nécessaire clarification de sa politique, le pouvoir redonne en même temps son bled. Et, du coup, indique avec quelle solennité que les orientations de la loi de 1982 ne sont pas de la poudre aux yeux. Le monopole de l'audiovisuel va bel et bien céder. Après Canal Plus (en novembre prochain), chaîne privée où les capitaux d'Etat seront minoritaires, toutes les décisions qui viennent d'être prises vont dans le sens de l'ouverture au privé. Ouverture progressive et maîtrisée, pour ne pas déstabiliser brutalement le système, mais sans retour en arrière possible. On comprend mieux les interrogations qui se manifestent dans le service public, de M. Pierre Desgranges à M. Michèle Cotta, en passant par les syndicats des sociétés de rediffusion.

La débat politique s'éclaircit. Ce qui frappe, c'est le consensus sur les grandes lignes. Majorité et opposition, sur le fond, sont d'accord. Même si cette dernière ne cesse de dénoncer, maladroitement et au mépris des faits, le « régime socialiste-communiste sur les médias ». Sur le terrain (exemple du câble en projet), les collectivités locales, toutes tendances confondues, jouent le jeu.

Malgré un point important continue à diviser les deux fractions de la classe politique : le rôle de l'Etat. Dans la tourbillon des nouveaux moyens de communication, le pouvoir veut que l'Etat conserve sa place, après avoir occupé toute la place. L'opposition veut un désengagement radical, comme le montre, après les positions du RPR, les propositions « que, même, de l'Etat, le Conseil pour l'avenir de la France, de M. Valéry Giscard d'Estaing ».

Entre le tout-État et son effacement total, le gouvernement a choisi la voie médiane. Il lui reste à accélérer sa mise en œuvre s'il ne veut pas maintenant se voir condamner à la « chute » que l'opinion publique d'impatience en jouant les « cœurs d'anneau ».

YVES AGNÈS.

Un congrès des radios associatives

De nombreuses radios locales se réunissent, les 5, 6 et 7 mai, en congrès à Bordeaux, à l'appel de la Fédération nationale des radios libres (FNRL), qui devrait d'ailleurs se dissoudre pour faire place à une confédération nationale. Cette réunion, qui s'accompagne d'une exposition des nouveaux matériels et d'une foire aux programmes, pourrait représenter une étape importante dans l'histoire du mouvement. Confrontées à l'arrivée de la manne publicitaire sur la modulation de fréquence, les radios associatives ou de type communautaire ne cachent pas en effet leur inquiétude devant les risques de marginalisation et d'affaiblissement de leur secteur. Aussi insistent-elles sur la nécessité d'une protection accrue des radios qui, depuis 1981, respectant scrupuleusement l'esprit et la lettre de la loi, ont fait preuve de discipline en refusant la publicité et ne méritent pas d'être aujourd'hui pénalisées et condamnées faute de moyens.

« Leurs expériences montrent incontestablement qu'elles sont des lieux de création et d'initiative », dit-on à la FNRL. Elles jouent un rôle irremplaçable dans la démocratie locale, une œuvre d'utilité publique et d'éducation populaire. « Aussi les stations revendiquent-elles l'égalité de toutes les radios en matière de puissance d'émissions et demandent que des financements divers soient accessibles : aides à la création d'emplois, émissions et messages d'intérêts collectifs, contrats institutionnels, fonds de péréquation élargis, subventions diverses, avantages fiscaux, etc. ».

« D'accord pour la reconnaissance d'un double secteur, déclarent les participants, mais il faut que le gouvernement assume alors ses responsabilités en protégeant les seules radios qui correspondent à l'esprit de la loi et se posent en véritables relais d'initiatives pour les associations, les acteurs sociaux et les minorités de toutes sortes ».

A. Co.

M. MARCHAIS : Nous souhaitons que le dossier de l'audiovisuel soit remis en chantier

Approuvant l'analyse de la Haute Autorité sur l'avenir de la radio-télévision et partageant les craintes des réalisateurs de télévision ou de ce qui concerne la baisse de la production audiovisuelle, M. Georges Marchais a appelé de ses vœux, lors d'une conférence de presse, mercredi 4 mai, une réorganisation du service public qui « renforce jour après jour dans les difficultés, les gâchis, l'inefficacité ».

A l'heure où le gouvernement précise sa politique pour le développement des médias, le secrétaire général du PCF souhaite que « le dossier de l'audiovisuel soit remis en chantier. Après deux ans d'expérience, tout montre que la voie tracée par la loi de 1982 n'est pas la bonne. Il est par conséquent trop tard pour la corriger ».

Pour redonner au service public son rôle, M. Georges Marchais fait trois propositions : créer une grande société nationale de télévision regroupant TF 1, Antenne 2 et la SFP ; « les dirigeants des deux chaînes conservent l'autonomie de la conception et de la programmation » ; « tenir le pari de la démocratisation jusqu'au bout » ; et donner « une toute autre impulsion à la formation, dans les métiers de l'audiovisuel, de la communication et du cinéma ».

Les règles du jeu

Même si les décrets d'application de la loi du 29 juillet 1982 sont encore au stade de la rédaction et si les cahiers des charges des futurs réseaux lèveront plus tard certaines ambiguïtés, le conseil des ministres du 3 mai a tracé avec précision le cadre juridique, technique et financier de la télévision par câble. En voici les axes principaux :

FINANCEMENT DES RÉSEAUX

La réalisation des infrastructures sera assurée, au nom de l'Etat, propriétaire, par le ministère des PTT, qui utilisera les fibres optiques et la structure « en étoile ». Le ministère des PTT assure le financement de l'installation et l'entretien des réseaux, avec possibilité pour les collectivités locales d'une participation sous forme d'avances remboursables dont le montant est négociable cas par cas. La réalisation du réseau et son financement feront l'objet d'une convention entre les PTT et les collectivités locales.

EXPLOITATION

Les conditions d'utilisation des réseaux sont fixées par une convention entre l'Etat et les sociétés d'exploitation. Celles-ci seront créées à l'initiative des collectivités locales et prendront la forme de sociétés d'économie mixte, obligatoirement présidées par un élu. Les collectivités locales fixeront librement leur participation à ces sociétés tout en gardant au minimum une minorité de blocage. La présence d'un commissaire du gouvernement au sein de ces sociétés d'exploitation assure le respect du cahier des charges.

« Un nouvel hebdo : National hebdo. - Le 11 mai sera lancé National hebdo, patronné par le Front national (extrême droite). Les dirigeants du mouvement ayant annoncé que M. Dominique Jamet apporterait sa collaboration à la chronique télévisuelle du nouvel hebdo, l'éditorialiste du *Quotidien de Paris* veut de démentir cette information.

(Publicist) IMPORTATEUR EUROPEEN, SIEGE EN AUTRICHE, offre représentation exclusive de « NOUVEAU MONDIALE FILTRE CLARIFIANT BIOLOGIQUE » contre paiement sur le royaume, utilisable en cuisine, pour faire du café, du thé, etc.

HELM, BORNEOER, A-100 WEN, ALINGBERG 14/12

M. MICHEL FISZBIN INCLUPÉ

M. Michel Fiszbin, animateur de la télévision libre Antenne 1, a été inculpé par M. Claude Grellier, juge d'instruction, d'infraction à la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle. Cette inculpation fait suite à celle du président de l'Association M. Eric Péri. Un essai d'émission pirate à Paris le 13 avril et la volonté de recommencer le 26 avril à Nantes ont conduit la police judiciaire à interpellier les deux animateurs et à saisir leur matériel. Le mandat daté 29-30 avril, « Il devient urgent de clarifier la situation, d'aller vers la libre circulation des images, sans réduire les erreurs commises avant le 10 mai 1981 à l'encontre des radios libres », nous a déclaré M. Fiszbin.

Vos annonces dans Emplois Cadres Le Monde

5, rue des Italiens, 75009 Paris. Régie-Presses 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

de M. Jacques Chérèque en Lorraine

D'étranges interdits

Quel beau tollé ! Si les syndicalistes s'étaient dotés d'un ordre professionnel, celui-ci aurait certainement condamné M. Jacques Chérèque pour avoir accepté, lui qui était secrétaire général adjoint de la CFDT, d'être nommé par le conseil des ministres du 3 mai, préfet-délégué auprès du commissaire de la République de la région Lorraine. Que n'a-t-on vu, et entendu à propos de son passage sans doute amoral « du camp des gouvernés à celui des gouvernants » de son « obédience » vis-à-vis du gouvernement. Les moustaches de métal de M. Chérèque ont dû frémir : une bonne partie de la classe syndicale lui a déjà décerné un label d'indignité.

Tout cela était prévisible. « L'intéressé », comme le dit joyeusement l'Union régionale CFDT de Lorraine, avait à quel s'en tenir. Et il en a vu — et en verra — d'autres.

En premier lieu, il y a, dans ces remous, l'expression de refus de fond : celui de FO, doctrinal, de l'« intégration » du syndicalisme dans l'appareil d'Etat, celui de la CGT du plan de restructuration de la sidérurgie, qui n'est, effectivement, pas remis en cause.

En seconde lecture, certains de ces réactions relèvent aussi du règlement de comptes. En fusillant ou en critiquant M. Chérèque, on pense à ses positions sur l'unité d'action, on se souvient de sa « caution » aux Assises du socialisme en 1974, on se rappelle ses engagements pour une réduction de la durée du travail non compensée intégralement, ou son langage de vérité dès 1979 sur les restructurations industrielles. M. Chérèque s'est fait beaucoup d'adversaires et, même au sein de la CFDT, il est loin de ne compter que des amis. Les crocs-en-jambes ne manquent

pas. Et chacun guettait — ou attendait — le faux pas. M. Chérèque doit sa nomination, bien sûr, à des facteurs politiques : c'est le secrétaire général adjoint de la CFDT, le numéro deux en titre, qui a été choisi. Mais à cette place, il n'a guère été, depuis mai 1981, d'une dévouée complaisance à l'égard du pouvoir. Ce n'est pas dans le style de cet homme qui n'a pas sa langue dans sa poche. Le 5 novembre 1982, par exemple, il avait mis en garde le gouvernement qui « risquait de subir un sévère revers sur sa politique économique actuelle », ajoutant : « Les socialistes n'étaient pas suffisamment préparés à la gestion des affaires... »

Si le prochain congrès confédéral de la CFDT avait eu lieu non en mai 1985 mais quinze mois plus tôt et que M. Chérèque avait alors abandonné comme prévu ses responsabilités syndicales, sa nomination quelques semaines plus tard aurait moins choqué ses collègues syndicaux. Il aurait quitté la classe... syndicale. Mais voilà, il était jusqu'au 2 mai secrétaire général adjoint en exercice de la CFDT. Dès lors, il n'avait pas le droit de passer, selon son expression, « du syndicat au service de l'Etat ». La confusion des rôles a cessé puisque M. Chérèque s'est mis en règle en démissionnant de la commission exécutive de la CFDT mais derrière chacun de ses actes, d'est d'abord le fédérateur qui sera jugé et par ricochet sa confédération. Celle-ci aussi a, dans cette affaire, plus à perdre qu'à gagner.

Collusion, obédience, compromission, abandon... tous les ingrédients du scandale sont donc réunis. Mais au nom de quoi de tels interdits ? Au nom de quelle « morale », de quel « code », de quelle « loi » un syndicaliste doit-il le rester à vie et refuser d'employer les quatre ou cinq années qui lui restent avant la retraite à l'avantage de sa région ? Est-il devenu en « entrant en syndicalisme » un citoyen aux choix personnels limités, à l'avenir enfermé ? Ou un chef d'entreprise du secteur privé, qu'un avocat, qu'un journaliste, qu'un commerçant ou qu'un enseignant fasse de la politique, voilà qui est entré dans les mœurs. Mais qu'un syndicaliste choisisse d'obliquer après quelques dizaines d'années de militantisme pour une mission économique d'intérêt régional — et national — et c'est la trahison. Comme s'il avait renié des vœux de fidélité éternelle...

M. Chérèque n'entend pas jouer « les Zorro », selon sa formule, ou être « un alibi ». Ce serait lui faire injure et mal connaître l'homme que d'imaginer qu'il veuille être un exécutant docile voire servile de M. Fabius. Il n'a pas mis ses combats d'hier dans sa poche et on peut déjà être convaincu que s'il se sent égoïste, il abandonnera avec éclat ses nouvelles fonctions.

Pour l'heure, M. Jacques Chérèque a pris une décision difficile qui lui fait courir de grands risques. On peut le discuter. Elle n'en est pas moins respectable. Serait-ce trop demander au Lorrain syndical de faire preuve d'un minimum de tolérance — qui manque tant à la société française — et de juger le nouveau préfet-délégué non sur son passé ou sa carte syndicale mais sur ses actes à venir.

MICHEL NOBLECOURT.

Point de vue

Les conditions d'une diversification réussie

par J.P. OTHELET (*)

La venue de M. Fabius en Lorraine, a brisé les pharos de l'actualité sur les problèmes de la région et sur son avenir. Or, depuis quelques semaines, la Lorraine était l'enjeu d'une querelle de vocabulaire qui dissimulait un conflit bien plus grave. D'un côté, les élus de droite, à leur tête le président du conseil régional, ne voulaient pas prononcer le mot de diversification et s'en tenaient au seul refus du plan acier, encouragés et soutenus par certains journalistes régionaux et des organisations syndicales.

De l'autre côté, le gouvernement ne voulait parler que de diversification et surtout pas de remise en cause de sa politique sidérurgique.

Pour sa part, en présentant, le 2 avril, à la séance commune du conseil régional et du comité économique et social (CES) un amendement sur la nécessaire diversification, en évoquant, le 10 avril, devant M. Fabius, à la fois l'exigence de révision du plan acier et la nécessité de la diversification industrielle, la CFDT Lorraine a refusé d'entrer dans cette querelle et a tenté d'établir les bases d'une position unitaire régionale qui ne soit pas artificielle.

Aujourd'hui, il est temps de surmonter cette querelle. Les Lorrains doivent pouvoir s'exprimer eux-mêmes sur leur avenir, le mettre en œuvre en disposant des moyens nécessaires et assurer ainsi leur mutation industrielle. Cette mutation ne peut être un virage à 180 degrés pris brutalement, à partir d'une décision gouvernementale. Il y a des virages qu'on manœuvre tranquillement quand on les prend trop vite ! C'est pourquoi, elle doit d'abord s'appuyer sur l'existence, la sidérurgie, mais aussi le textile, la transformation des métaux, le charbon, la chimie...

Dans ce sens, un plan acier qui organise, même sans le dire, la répartition à plus ou moins long terme d'une grande partie de la sidérurgie lorraine est inacceptable. Des garanties industrielles, en particulier au niveau des PIG des deux groupes, doivent être données sur la consolidation de l'activité des aciéries spéciales, sur la fabrication des produits longs de haute gamme et très compétitifs à l'exportation (rails, file pour pneumatiques...), sur le maintien d'une filière fonte en complément de la filière électrique. Dans le même temps doivent être prises les mesures destinées à dynamiser les secteurs comme le textile, la chimie, à maintenir de façon durable une activité charbonnière forte, à faciliter la modernisation et la mutation des PME de la transformation des métaux et de l'industrie du bois. Ainsi, la diversification industrielle pourra se faire sur des bases consolidées.

Comment mener cette diversification ?

Tout d'abord, en intégrant l'idée qu'elle prendra du temps, beaucoup de temps. Dans le même temps, des mesures conservatoires pour les hommes comme pour les entreprises doivent être décidées.

La diversification passe par l'implantation d'activités nouvelles.

Parmi ces implantations, celles que le ministre a annoncées le 26 avril sont positives en ce sens qu'elles créent deux mille emplois et qu'elles amorcent de nouvelles activités, de nouvelles qualifications. Pour être durables, ces implantations doivent s'intégrer dans un projet industriel complet et ne pas se limiter à la sous-traitance.

La diversification se fera aussi par l'arrivée d'entrepreneurs nouveaux, à condition d'éviter les « chasseurs de primes » attirés par les exonérations de charges sociales, ce qui suppose le contrôle des projets.

La diversification doit enfin et surtout s'appuyer sur l'initiative des Lorrains eux-mêmes. Le contact est à cet égard très difficile : le patronat lorrain, pour une bonne part, reste prisonnier de la protection de l'ancienne industrie dominante ; il est peu imaginatif. Les « élites intellectuelles » formées en Lorraine quittent la région, pour la plupart une grande partie des cadres de la sidérurgie aspirent sans doute plus à la préretraite qu'au risque industriel. Les brevets d'innovation technologique comme les projets industriels sont peu nombreux.

Sans doute faut-il compter d'abord sur le groupe social composé par les techniciens, les professionnels, mais aussi les jeunes issus de l'enseignement technique, pour être le moteur de l'initiative. Il faut leur apporter l'aide et les moyens nécessaires.

(*) Secrétaire général de l'Union régionale CFDT de Lorraine.

sains : aussi bien par la mobilisation des centres de recherche universitaires, les outils bancaires et financiers (ce n'est pas l'argent qui manque mais, sans doute, la possibilité de l'utiliser « à risques ») et l'aide à la commercialisation.

La mutation industrielle de la Lorraine passe enfin par la mise en œuvre de trois actions essentielles :

— Inventer et dynamiser les lieux de négociation et de contrôle de toutes les mesures de diversification au niveau de la région et des bassins d'emploi. A cet égard, la CFDT Lorraine a proposé la mise en place d'une cellule de diversification, sous la responsabilité des pouvoirs publics, accompagnée d'un comité d'orientation permanent, associant en particulier les acteurs sociaux.

Cette proposition a été retenue.

— Faire de la réduction du temps de travail l'un des points de passage obligatoire pour une négociation sur le maintien des emplois existants et la création d'emplois nouveaux.

— Une politique de formation ambitieuse à partir des besoins réels des populations concernées et non de l'offre définie par les organismes de formation. En particulier, des formules plus dynamiques que les congrès de reconversion doivent permettre d'associer le maintien en activité et la formation des salariés. L'ensemble des organismes de formation doivent être mobilisés pour cet effort.

Grâce à la lutte syndicale, des acquis sont obtenus sur la diversification, et la discussion est renouvelée sur l'acier. Mobilisation et vigilance restent plus que jamais à l'ordre du jour.

Camouflet ?

Si elle peut se révéler être à terme une habile opération, la nomination de M. Jacques Chérèque au poste de préfet, chargé du redéploiement industriel en Lorraine constitue jusqu'à preuve du contraire une sorte de camouflet pour la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). Depuis que le gouvernement a lancé sa politique de restructuration industrielle et surtout depuis la création des pôles de conversion il y a trois mois, la tâche quotidienne et prioritaire de la DATAR est plus encore que par le passé de se pencher au chevet de ces régions, de rechercher par tous les moyens à y favoriser l'écllosion d'un tissu industriel renouvelé et d'y attirer des entreprises pour diversifier l'économie et les emplois. Telle est la tâche de M. Bernard Attali, « patron » de la DATAR, réaffirmée, nettement lorsque M. Fabius a été promu ministre du redéploiement industriel et ministre de la Lorraine.

M. Attali a, pour ce faire, deux « bras droits », et d'abord M. Waline, qui est le chef de l'équipe industrielle de la DATAR, sorte de « tête chercheuse » de tous les projets de

création d'usine que les entreprises, françaises et étrangères, ont dans leurs cartons mais hésitent à sortir. Et pour bien montrer que les liens entre le ministère de l'Industrie et la DATAR doivent se renforcer, M. Waline vient d'être nommé membre du cabinet de M. Fabius.

Ce n'est pas tout : MM. Attali et Waline sont « relayés », en Lorraine même, par un « commissaire à la conversion industrielle des zones en difficulté de la région lorraine » (sic), M. Jacques Gory, nommé par un décret du premier ministre le 30 juillet 1982. M. Gory est en même temps délégué général de l'Association pour la promotion industrielle de la Lorraine (APEILOR).

Sans parler des nombreux collaborateurs, sur place, du commissaire de la République M. Henry Gevrey, qui est lui-même, en vertu de la circulaire du premier ministre du 23 mars (envoyée à tous les commissaires de la République ayant dans leur circonscription un pôle de conversion), le traducteur, le coordinateur et l'animateur personnel des orientations définies par le gouvernement.

F. GR.

M. Chérèque : « J'ai accepté une mission tournée vers l'avenir »

Interrogé à sa sortie du ministère de l'Industrie, le 3 mai dans la soirée, M. Jacques Chérèque a notamment déclaré : « J'ai accepté cette mission après beaucoup de réflexion et de débats avec mes amis de la CFDT et avec mes amis lorrains. Mais cette décision n'engage que moi. Depuis mardi, je n'ai plus aucun mandat syndical. La CFDT est absolument libre de son jugement à mon égard, comme moi-même je me sens libre et tout à fait autonome dans mon action. »

M. Chérèque a ajouté : « J'ai accepté une mission tournée vers l'avenir. Il s'agit de soutenir, aider, coordonner l'aide aux Lorrains. Car j'ai le sentiment que l'avenir de la Lorraine est dans la diversification industrielle, dans une sidérurgie moderne, compétitive, indépendante, et dans la formation des jeunes. »

RÉPUBLIQUE DU RWANDA

AVIS DE PRÉSELECTION

Etude de l'alimentation en eau potable de KIGALI à l'horizon 2000 (500.000 habitants), comprenant :

- 1 - Un plan directeur : collecte des données, études des besoins, simulation du système actuel, analyses des ressources en eau avec éventuellement cahier des charges pour campagne hydrogéologique ;
- 2 - Une tranche d'urgence (estimation des travaux : 8 M. US \$) couvrant horizon 88 ; Etudes et dossier d'appel d'offres ;
- 3 - La voie « MWANGE » (15 M. US \$ de travaux) ;

Facilités-dossier d'appel d'offres.

Références habituelles à fournir par les Bureaux d'Etudes intéressés : Qualification du personnel, références d'études similaires en Afrique à adresser avant le 15 juin 1984, à 11 heures (h. loc.), simultanément à :

— SECRETARIAT PERMANENT DU CONSEIL DES ADJUDICATIONS, B.P. 138, KIGALI, 1 original + 3 copies ;

— FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT DIVISION 0151 2 01, B.P. 1387 ABIDJAN 01 (COT), 3 copies.

RENSEIGNEMENTS : Société ELECTROGAZ à KIGALI, FAD à ABIDJAN.

JUSQU'AU 14 MAI: LES OCCASIONS CHEZ CITROËN C'EST CADEAU!

50000 F MOINS.

sur les occasions toutes marques de plus de 30.000 F

...Crédit total* sans aucun versement initial... avec achat et paiement immédiat de votre véhicule actuel... garantie nationale Eurocasion sur véhicules signalisés...

En avant Citroën!

Eurocasion

* Sous réserve d'acceptation du dossier par Sofi-Sovac. Ces offres sont valables dans la limite des stocks disponibles, dans les points de vente du réseau Citroën annonçant cette opération. Offre réservée aux particuliers.

CITROËN TOTAL

CITROËN

مكتبة الامم المتحدة

SOCIAL

UN ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

« Nous avons aujourd'hui les moyens de mener une politique adaptée à la modernisation de notre appareil productif »

nous déclare M. Marcel Rigout

« Monsieur le ministre, la formation professionnelle est une des priorités de l'action gouvernementale, mais elle ne semble pas s'inscrire dans une action à long terme. »

« Notre dispositif est mis au service de la modernisation de la France et de son appareil productif. La grandeur d'un pays et son développement passent par la qualité de son appareil de production et l'amélioration des capacités de sa main-d'œuvre. C'est le cadre général de notre action qu'il ne faut pas perdre de vue, même s'il y a le poids du chômage, des 2244000 demandeurs d'emploi, qui nous empêche de mettre en perspective les décisions du gouvernement dans le moyen et le long terme. Notre travail est un peu obéré par le poids de la crise. »

« L'image du ministère, c'est vrai, s'est construite en fonction justement du court terme, de l'immédiat et du traitement qu'il fallait apporter aux jeunes sans formation qui ne trouvent pas de travail. Cette action de rattrapage s'est traduite par le dispositif 16-18 ans et maintenant 16-25 ans. »

« Quel est le bilan de cette action et, surtout, quel a été son résultat pour le placement des jeunes ? »

« Dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, le plan d'avenir jeune a concerné 60000 jeunes. Ensuite est intervenue l'ordonnance de mars 1982 sur le dispositif 16-18 ans qui a fonctionné à partir du mois de septembre. »

« Au 1^{er} février 1984, 210000 jeunes ont été accueillis dans les permanences pour 165500 places de stages. Malheureusement, ils sont plus allés en stage d'insertion à la vie professionnelle qu'en qualification, en raison de leurs grandes difficultés scolaires. 44500 autres jeunes ont été orientés grâce à notre système qui a permis de les placer en apprentissage ou de les réintégrer dans le système scolaire, ou encore, pour 5000 à 6000 d'entre eux, de leur trouver un emploi. 80000 jeunes de 16-21 ans ont été également accueillis en stage. Voilà pour le rattrapage. »

« Dans le même temps, les contrats emploi-formation pour les jeunes de 18-25 ans, gérés par le ministère de M. Jack Ralite, en accueillent 240000, à quoi il convient encore d'ajouter l'apprentissage dont nous n'avons pas voulu qu'il soit concurrencé par notre dispositif. »

« Le bilan quantitatif est donc considérable. Il porte sur 962000 jeunes au total dont 350000 contrats d'apprentissage. Sur deux ans et demi, 612000 jeunes ont été en stage. Ils ne sont pas tous sortis du dispositif, »

ce qui rend difficile l'évaluation du taux de placement. Nous savons cependant que nous atteignons les 50 % pour ceux d'entre eux qui ont terminé la phase de qualification. »

« Sur le plan qualitatif, votre dispositif n'a pas que des mérites, et on l'accuse souvent d'avoir surtout servi à distiller des chômeurs... »

« Des mauvais côtés, des défauts, il y en a eu, mais nous avons fait en sorte que cela ne soit pas du stage-parking pour dégonfler artificiellement les chiffres du chômage. Il valait quand même mieux donner un métier à ces jeunes plutôt que de les laisser dans la rue, sans travail et sans argent. »

« A mon avis, on ne s'est pas encore assez rendu compte de l'effort collectif que représentent ce dispositif. Cette expérience aidera à la rénovation du système éducatif à l'introduction d'une pédagogie nouvelle adaptée à la situation des jeunes en difficulté, notamment dans la mesure où cela s'est fait non pas contre l'éducation nationale mais au contraire avec ses organismes de formation qui ont assuré 40 % des stages conventionnés. Ce dispositif interpelle et devrait amener à une prise de conscience pour améliorer les conditions d'une formation, et notamment le développement de l'alternance. »

M. Gattaz

cite des chiffres erronés

« Sur le plan qualitatif, les stages doivent être encore mieux adaptés aux besoins et aux métiers d'avenir, car, si je ne peux pas créer d'emplois, je peux contribuer à la lutte contre le chômage en proposant des formations correspondant aux besoins de l'économie. Je pense à l'avenir. La reprise viendra avec la croissance, et notre pays aura alors besoin d'une main-d'œuvre qualifiée. Ces jeunes qui auront un métier seront déjà prêts à rentrer dans la production. »

« Autre difficulté, enfin, notre dispositif 16-18 ans a surtout intéressé les PME et les PMI, qui ont assuré 70 % des stages. Dans l'avenir, il faudrait inverser la tendance et faire en sorte qu'une plus large part de la formation des jeunes soit assurée par les grandes entreprises. C'est vrai que l'accueil est plus compliqué dans les grandes entreprises, mais il permet d'élargir considérablement les capacités d'accueil et de formation. M. Gattaz cite des chiffres erronés réduisant le bilan des 16-18 ans à 26000 jeunes. Il en tire la conclusion que, s'il y a monté du chômage, cela est dû à l'échec des stages Rigout. Je viens d'en donner le véritable bilan. Je peux d'autant

moins accepter la critique de M. Gattaz qu'il ajoute que, si le gouvernement respectait la politique contractuelle, ce sont 300 000 jeunes que le patronat accueilleraient dans les entreprises. Or si l'on regarde le texte de M. Gattaz, on voit clairement ce qu'il propose, c'est-à-dire non pas ajouter 300 000 jeunes en plus à notre dispositif mais à la place de nos stages 16-18 et 18-25 ans. En fait, cela concernerait moins de jeunes qu'aujourd'hui. »

« Dans le court terme, toujours, vous avez un rôle de pompier, comme pour les congés de conversion de la sidérurgie. »

« Il est bien vrai que la situation héritée nous contraint aujourd'hui à un énorme effort de rattrapage dans tous les domaines. Je pense que nous serons en mesure de réussir, mais cependant il ne faut pas se cacher la difficulté. Cette action n'atteindra son objectif qu'à deux conditions. La motivation, d'abord, qui doit s'appuyer sur la création d'activités nouvelles en Lorraine, et l'installation d'usines compensant ainsi les emplois perdus. Il faut que les gens aient la perspective d'un emploi au bout de leur stage de formation. La seconde condition dépend de notre capacité à appliquer, sur le plan pédagogique, des méthodes qui correspondent à la situation de ces travailleurs. Nous emploierons celles qui ont fait leurs preuves dans le dispositif 16-18 ans et ce qui a pu être mis en place par l'AFPA, avec toute son expérience, pour les licenciés de Talbot. Mais il ne faudra pas que l'AFPA, dont la vocation est de former des adultes dans tous les secteurs de l'industrie et dans toutes les régions, soit seule à assumer cette tâche et soit monopolisée sur les pôles de conversion au détriment des autres salariés. La réussite de l'opération dépend d'une intervention responsable de tous les organismes de formation qui ont fait leurs preuves. »

« Pour le long terme, quel est l'objectif de la réforme de la loi sur la formation continue ? »

« Elle représente quelque chose d'essentiel à un moment où chacun doit savoir que, au cours de sa vie professionnelle, il devra changer trois ou quatre fois de métier et toujours se former. »

« Notre loi, qui réforme une loi adoptée à l'époque de la croissance et appliquée essentiellement au temps de la crise, doit avoir un effet de prévention. La grande nouveauté de ce texte, adopté par l'Assemblée nationale le 24 février dernier, réside dans l'obligation de négocier. Cela va permettre, au niveau de la branche, du groupe ou de l'entreprise, quand une politique industrielle se définit en fonction d'une stratégie globale, d'en trouver les prolongements dans le plan de formation. »

« Reste le stage d'initiation à la vie professionnelle. Si nous sommes bien d'accord pour considérer que les jeunes ont besoin d'une initiation à la vie professionnelle, elle ne peut se faire dans n'importe quelle condition. La situation de ces jeunes peut être celle de stagiaires, mais, en ce cas, ils sont placés sous la responsabilité d'un organisme de formation et non de l'entreprise — comme le préconisait l'accord contractuel, —

mais il s'agit alors d'un contrat de travail et non d'un stage. Dans l'un et l'autre cas, il y a des règles auxquelles on ne peut pas échapper. Les organisations syndicales ont certainement signé avec la meilleure volonté du monde, j'en suis convaincu, mais elles ont seulement retenu l'idée qu'il était intéressant de faire participer ces jeunes pendant un laps de temps à la vie de l'entreprise, ce qui part du sentiment qui nous anime avec nos propres stages d'initiation. Nous ne sommes pas fermés à l'idée, à condition qu'elle ne permette pas le retour par la fenêtre des anciens stages pratiques. Pour bien montrer la bonne foi du gouvernement dans cette affaire, nous sommes en train de travailler à une solution dans la concertation et nous préparons des textes d'application qui, bien entendu, ne contrediraient pas la loi qui vient d'être votée. »

Nous ne voulons pas du retour des anciens stages pratiques

« Le patronat, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC vous accusent de ne pas avoir respecté la politique contractuelle et de ne pas avoir tenu l'engagement du gouvernement qui avait promis que leur accord sur la formation en alternance serait intégré dans votre texte de loi. »

« Je voudrais d'abord faire remarquer que j'ai engagé la concertation avec les partenaires sociaux sur l'ensemble des décrets de mise en application de la loi. »

« L'accord contractuel ramenait de 18 à 16 ans l'âge d'entrée dans les différents types de stages et contrats de travail. Or la période 16-18 ans est déjà couverte par l'ordonnance de mars 1982. Ensuite, il ne pouvait être question de remettre en cause l'apprentissage ni de nuire par des concours stériles à l'effort de rénovation du système éducatif. »

« Pour ce qui concerne les dispositions financières, j'ai dit clairement en février au Parlement qu'elles seraient traitées avec la prochaine loi de finances actuellement en préparation. Je peux dès à présent confirmer que le gouvernement défiscalisera 0,1 % de la taxe d'apprentissage. Cela représente une masse financière de l'ordre de 1 milliard de francs. Pour la cotisation de 0,2 % de la masse salariale, je continue de penser qu'il faudra restituer à la formation continue ces sommes fiscalisées par M. Barre pour faire ses pactes pour l'emploi, cela dès que les conditions et les modalités pourront en être définies. Mais une telle option renvoie aux conditions d'équilibre général de préparation du budget 1985. »

« Ce n'est pas parce que la CGT n'a pas signé que je n'ai pas intégré tout l'accord dans la loi, mais je ne suis pas sûr que les autres organisations syndicales aient mesuré toutes les conséquences. Ce ne sont pas des naïfs, mais je crois que le distingué entre le contrat de travail de type particulier et le statut du stagiaire n'a pas été vu. Or il y a des règles qu'on ne peut transgresser. D'ailleurs, nous allons vers la recherche d'un compromis car je ne peux accepter que le patronat puisse dire que la rigidité, l'intransigeance du gouvernement empêche 300000 jeunes de bénéficier de stages. »

« Et puis, qui aurait payé ces stages ? C'est trop facile. On fait un accord et ensuite on envoie la facture au gouvernement. Or elle est lourde, de l'ordre de 5 milliards de francs, puisque nous aurions à en payer les charges sociales et une partie de la rémunération des stagiaires, soit 1500 francs par jeune et par mois, le tout sans pratiquement aucun droit de regard pour l'Etat. Cela coûterait plus cher que tout notre dispositif de l'apprentissage réunis. Politiquement, techniquement, économiquement, juridiquement, cela ne tenait pas. Et cela n'arrangerait pas la jeunesse. »

« Avec tous les systèmes en vigueur, il existe une réelle complexité dans le dispositif de formation des jeunes. Allez-vous y apporter une clarification ? »

« Le schéma du dispositif, tel qu'il sera possible avec la loi, va être très simplifié. Pour les jeunes de 16-18 ans sortis du système scolaire, il y aura toujours l'apprentissage et notre dispositif de rattrapage. Ensuite, pour les 18-25 ans, dans la loi, on retrouvera les trois formules de l'accord paritaire, à savoir le contrat de qualification, sans changement, le contrat d'adaptation, sans changement, qui viendront donc remplacer les actuels contrats emploi-formation de Jack Ralite, qui resteront gérés par ses services, et le stage d'initiation, avec un com-

mais il s'agit alors d'un contrat de travail et non d'un stage. Dans l'un et l'autre cas, il y a des règles auxquelles on ne peut pas échapper. Les organisations syndicales ont certainement signé avec la meilleure volonté du monde, j'en suis convaincu, mais elles ont seulement retenu l'idée qu'il était intéressant de faire participer ces jeunes pendant un laps de temps à la vie de l'entreprise, ce qui part du sentiment qui nous anime avec nos propres stages d'initiation. Nous ne sommes pas fermés à l'idée, à condition qu'elle ne permette pas le retour par la fenêtre des anciens stages pratiques. Pour bien montrer la bonne foi du gouvernement dans cette affaire, nous sommes en train de travailler à une solution dans la concertation et nous préparons des textes d'application qui, bien entendu, ne contrediraient pas la loi qui vient d'être votée. »

La loi peut ne pas reprendre la totalité des accords paritaires

« Comment, sur le fond, pouvez-vous avoir raison contre l'ensemble des signataires, qui ne sont pourtant pas des naïfs ? Ne peut-on vous reprocher de soulever, de fait, la CGT ? »

« Soyons clairs, je ne me détermine pas en fonction du nom et du nombre de signataires d'un accord contractuel. Je ne me sens pas coupable par l'accusation de bafouer la politique contractuelle. Avec notre loi, et c'est unique dans l'histoire, nous avons repris deux accords paritaires. Il n'est pas question de remettre en cause la politique contractuelle, mais le gouvernement n'est pas obligé d'accepter de reprendre dans une loi la totalité des accords paritaires. Ou alors il faut admettre qu'il n'y a plus besoin de faire de loi. C'est une thèse qui a été défendue, y compris par M. Fourcade (1). On pourrait en effet dire « laissons faire les partenaires sociaux qui vont se débrouiller ». Mais il se trouve que, moi, je fais la loi pour tous les Français. J'ai à voir l'intérêt des jeunes, de la formation des jeunes, plutôt que de faire plaisir à tel ou tel partenaire social qui n'engage que ses mandats. »

« Ce n'est pas parce que la CGT n'a pas signé que je n'ai pas intégré tout l'accord dans la loi, mais je ne suis pas sûr que les autres organisations syndicales aient mesuré toutes les conséquences. Ce ne sont pas des naïfs, mais je crois que le distingué entre le contrat de travail de type particulier et le statut du stagiaire n'a pas été vu. Or il y a des règles qu'on ne peut transgresser. D'ailleurs, nous allons vers la recherche d'un compromis car je ne peux accepter que le patronat puisse dire que la rigidité, l'intransigeance du gouvernement empêche 300000 jeunes de bénéficier de stages. »

« Et puis, qui aurait payé ces stages ? C'est trop facile. On fait un accord et ensuite on envoie la facture au gouvernement. Or elle est lourde, de l'ordre de 5 milliards de francs, puisque nous aurions à en payer les charges sociales et une partie de la rémunération des stagiaires, soit 1500 francs par jeune et par mois, le tout sans pratiquement aucun droit de regard pour l'Etat. Cela coûterait plus cher que tout notre dispositif de l'apprentissage réunis. Politiquement, techniquement, économiquement, juridiquement, cela ne tenait pas. Et cela n'arrangerait pas la jeunesse. »

« Avec tous les systèmes en vigueur, il existe une réelle complexité dans le dispositif de formation des jeunes. Allez-vous y apporter une clarification ? »

« Le schéma du dispositif, tel qu'il sera possible avec la loi, va être très simplifié. Pour les jeunes de 16-18 ans sortis du système scolaire, il y aura toujours l'apprentissage et notre dispositif de rattrapage. Ensuite, pour les 18-25 ans, dans la loi, on retrouvera les trois formules de l'accord paritaire, à savoir le contrat de qualification, sans changement, le contrat d'adaptation, sans changement, qui viendront donc remplacer les actuels contrats emploi-formation de Jack Ralite, qui resteront gérés par ses services, et le stage d'initiation, avec un com-

promis. Ainsi nous assurerons le complément de la formation dispensée aux adultes en les prenant désormais à 18 ans sans écarter la possibilité de dérogation dans des cas précis. »

« La loi vous permet de préparer l'avenir. »

« La formation, à elle seule, ne peut pas régler le problème de l'emploi, et nous ne l'avons d'ailleurs pas promise avec notre campagne qui s'intitulait « un métier pour réussir ». Nous accompagnons la modernisation et nous guidons le progrès mais nous ne pouvons pas, d'ici, relancer l'économie. Notre travail consiste à préparer les éléments d'une politique de redressement et de croissance. »

« Les orientations nouvelles de la formation professionnelle paraissent énormes quand on voit les difficultés que nous rencontrons pour traiter les 200000 congés de conversion, et, pourtant, il faudra être capable de porter nos efforts sur des millions de personnes. »

« La formation, c'est la grande question de l'avenir, et il ne faut pas regarder les choses par le petit bout de la fourchette, on se laisse trop occuper par les besoins de l'immédiat. Mon ministère doit « produire » des gens formés. L'investissement est indispensable pour l'entreprise comme pour le salarié. Ce ministère a un grand rôle à jouer pour le recyclage de la main-d'œuvre. Nous devons être le support de la modernisation. »

« Cela est possible grâce à la loi, qui est un outil moderne, adapté, dans lequel nous avons intégré les accords, et notamment le premier accord qui élargit le congé individuel de formation pour les 3 millions de personnes qui n'en bénéficiaient pas. »

« Je souhaite maintenant que le patronat joue le jeu, comme il l'a fait pour le dispositif 16-18 ans. J'en suis persuadé, nous avons maintenant les moyens de mener une politique très offensive et très cohérente, collant bien à la modernisation de notre appareil productif. »

Il faut dépasser le vécu actuel des gens

« Comment allez-vous vous y prendre ? »

« Notre objectif est de sensibiliser l'opinion, et c'est pourquoi nous organisons une campagne d'information sur la loi avec le thème « Un avenir à prendre » et que nous avons tenu un colloque « Savoir faire l'avenir » les 26 et 27 avril à l'UNESCO sur la formation professionnelle dans les mutations industrielles en France et en Europe. »

« Nous allons mener campagne pour que l'outil de la loi soit utilisé, parce que, si c'est un nouveau droit et qu'il faut s'en servir, c'est aussi le moyen de permettre à nos entreprises d'être musclées, d'avoir une main-d'œuvre qualifiée et de concilier progrès technique et progrès social. »

« Aujourd'hui, tout le problème est de savoir comment gérer les mutations industrielles en faveur de l'économie, en faveur des entreprises et en faveur des salariés. Il s'agit de dépasser un peu le vécu actuel des gens qui ont peur de l'introduction des technologies nouvelles, parce qu'ils n'en connaissent que l'équation progrès technique = chômage. Parce que nous sommes dans une période d'adaptation, avec le retard de notre appareil de production et une crise, les gens sont sceptiques. Ce message passe difficilement et, pourtant, quand on prend assez de distance, sa nécessité apparaît clairement. »

« C'est le discours que j'ai tenu justement à ce colloque. « Savoir faire l'avenir ». Et je veux souligner que la révolution technologique pour réussir doit s'appuyer sur le savoir et le savoir-faire de tous les salariés. C'est seulement avec leur assentiment actif que de tels bouleversements de tels changements, dans la vie professionnelle et quotidienne pourront aboutir à un travail plus humain. »

Propos recueillis par ALAIN LERABUE.

(1) Le Monde du 17 avril.

ADRENALINE-20H/22H

ATTENTION, CE SOIR 20 H RENDEZ-VOUS AVEC JACQUES PRADEL ET MARIE-CHRISTINE THOMAS.

• OUVREZ GRAND VOS OREILLES. L'INSOLITE EST EN GOGUETTE SUR FRANCE INTER.

• ADRENALINE, C'EST L'OREILLE GRANDE OUVERTE QUI ÉCOUTE LE MONDE DE TRAVERS POUR DÉCOUVRIR TOUT CE QUI EST NOUVEAU, TOUT CE QUI CHANGE, TOUTES CES TRUCS DONT ON NE PARLE PAS D'HABITUDE À LA RADIO. VOUS AUSSI VOUS POUVEZ INTERVENIR DANS ADRENALINE.

POUR CEUX QUI ONT L'INSOLITE ENTRE LES OREILLES.

France inter

GO 1829 m - PO - MF

GÉRER L'INNOVATION

Séminaire d'études les 21, 22 et 23 mai 1984 à PINSTIN - SACLAY

Renseignements et inscriptions : P. MATHIE, 908 49 81 - 908 52 94

SPECIAL UNUS TRÉS S

SOCIAL

DANS LA BASSE LOIRE

Les ouvriers des chantiers d'Alstom-Atlantique ont débrayé à l'annonce de 2.100 suppressions d'emplois

De notre correspondant

Nantes. - Pas (encore) de colère, dans les chantiers de la basse Loire, mais, à coup sûr, une froide détermination pour s'opposer aux 2.100 suppressions d'emplois (sur 7.000 personnes employées) annoncées le 24 avril par Alstom-Atlantique. C'est, semble-t-il, l'état d'esprit des travailleurs de la « navale », qui ont répondu massivement lundi aux appels unitaires de leurs syndicats CGT, CFDT, FO et CGC.

À Saint-Nazaire, le débrayage a été suivi par 80 % des salariés, qui se sont rassemblés sur le célèbre terre-plein de Penhoët. « Les gens sont très attentifs à l'évolution des événements dans la navale. Ils voient ce qui se passe dans d'autres secteurs et n'acceptent pas ce qu'on leur propose », constatait René Magré (CGT).

Même chose chez Dubigeon à Nantes, où 90 % du personnel présent au chantier a participé au meeting et au blocage d'un carrefour routier très emprunté.

Tableau peut-être sur un certain découragement des travailleurs, Alstom-Atlantique a pourtant choisi ce moment pour préciser ses intentions : 1.210 départs en prévision de cinquante-cinq ans (dont 370 à Nantes) d'ici à 1986, 890 autres licenciements sous forme de congé-conversion ou de départs volontaires. A vrai dire, on ne sait pas dans quelles proportions chaque site (Nantes et Saint-Nazaire) est touché par ces dernières mesures, les délégués ayant quitté la réunion du comité d'entreprise avant que la direction ait pu les en informer officiellement. Mais il est clair que Dubigeon court les plus grands risques dans l'opération si son effectif (1.450 salariés au 1^{er} janvier 1984, après avoir atteint 2.650 en 1976-1977) tombe au-dessous de 1.000, faisant alors du chantier de Nantes un « appendice » de celui de Saint-Nazaire.

Dans la basse Loire aussi, on est loin aujourd'hui des promesses de mai 1981 et même des assurances

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ base.	+ base.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	Rep. + ou dép.	+ ou dép.	
SE-LL	8.320	8.340	+ 100	+ 120	+ 175	+ 285	+ 390	+ 510
SE-DM	6.422	6.443	+ 75	+ 180	+ 135	+ 174	+ 383	+ 411
DM-LL	3.642	3.671	+ 201	+ 218	+ 365	+ 387	+ 1090	+ 1155
DM-DM	3.602	3.670	+ 175	+ 185	+ 341	+ 354	+ 995	+ 1047
FR-DM	2.708	2.740	+ 148	+ 158	+ 289	+ 303	+ 845	+ 894
FR-LL	15.533	15.612	+ 58	+ 136	+ 99	+ 288	+ 297	+ 651
FR-DM	3.784	3.780	+ 278	+ 294	+ 546	+ 567	+ 1540	+ 1612
LL-DM	4.528	4.525	+ 139	+ 113	+ 285	+ 245	+ 984	+ 872
LL-LL	11.749	11.745	+ 341	+ 378	+ 613	+ 681	+ 1632	+ 1828

TAUX DES EUROMONNAIES

	10/14	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16
SE-LL	10/14	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16
DM	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16	5/16
FR-DM	11/16	12/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16	11/16
FR-LL	1/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16	3/16
LL-DM	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16	15/16
LL-LL	8/16	9/16	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16	8/16
SE-DM	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16	12/16

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de notation par une grande banque de la place.

AGRICULTURE

SELON LES COMPTES DE LA NATION

Le revenu des agriculteurs a baissé de 3,1 % en 1983

Le revenu brut agricole par exploitation a diminué de 3,1 % en 1983 par rapport à 1982, révèle la commission des comptes de l'agriculture dans le rapport qu'elle vient de publier (1). Ce recul est un peu moins accentué que n'avait indiqué cette même commission en novembre dernier, qui avait estimé la baisse à 3,8 %, en francs constants (le Monde du 29 novembre 1983).

La baisse de 1983 survient après deux années où le revenu brut agricole avait augmenté : + 8,1 % en 1982, + 3,5 % en 1981. Mais les années 1978 (- 2,8 %), 1979 (- 1,6 %), 1980 (- 2,3 %) avaient vu le revenu agricole baisser. Le revenu de 1983 - se situe en hausse de 0,7 % en valeur réelle, par rapport à la moyenne des deux années 1981 et 1982, alors que, durant ces deux années, l'agriculture avait bénéficié d'importantes subventions exceptionnelles », a indiqué, jeudi 3 mai, le ministère de l'Agriculture dans un communiqué.

Effectivement, les subventions d'exploitation versées aux agricul-

teurs en 1982 avaient atteint 5,9 milliards de francs contre 5,2 milliards en 1981. La baisse du revenu brut agricole (- 1,2 %) est sensiblement moins forte si l'on exclut le jeu de subventions exceptionnelles décidées à l'issue de la conférence annuelle de 1981. Les résultats de 1983 seront d'ailleurs encore corrigés au cours des mois et des années à venir.

L'année dernière, la « production finale » de l'agriculture a baissé de 2,3 % en volume. Le rapport souligne qu'elle reste néanmoins très au-dessus de celles atteintes avant la forte poussée de 1982.

Malgré une frange améliorée à l'automne, le climat a été dans l'ensemble peu favorable aux cultures : les pluies diluviennes de printemps expliquent un certain tassement des rendements qui sont demeurés pourtant assez élevés en moyenne. Après le « bond » de 1982 (+ 18,7 %) le volume de la production finale végétale a enregistré un recul de 6,5 %. La baisse des livraisons végétales a été beaucoup moins accentuée (- 0,9 %) par elle-même que celle des productions animales (- 1,6 %) en 1983. Dans un contexte économique difficile, la demande a continué de manifester peu de dynamisme sur des marchés intérieurs et extérieurs encombrés par les productions de concurrents étrangers.

Revenu brut agricole par exploitation

(variation en francs constants par rapport à l'année précédente)

1980	- 6,3 %
1981	+ 3,5 %
1982	+ 8,1 %
1983	- 3,1 %

En 1982, l'écart entre la hausse des prix moyens (hors TVA) des consommations intermédiaires et celle des prix de vente de l'agriculture avait presque disparu, grâce notamment au blocage partiel des prix industriels. L'écart s'est à nouveau creusé en 1983 : + 9,1 % pour les prix des produits agricoles + 9,7 % pour les prix des consommations intermédiaires (aliments pour animaux, produits pétroliers, engrais, produits phytosanitaires). Quant au volume des consommations intermédiaires, il a augmenté de 1 % en 1983 (+ 1,1 % en 1982).

Les comptes de 1983 sont particulièrement « approximatifs et incomplets », souligne la commission en raison d'une révision en cours des bases de calcul.

Des écarts régionaux

Les comptes par départements indiquent une dégradation de plus de 10 % du revenu agricole dans seize départements, notamment dans les zones d'élevage de l'est, du centre et du nord-est de la France, qui va jusqu'à - 38 % dans l'Ain. En Bretagne, la baisse se situait entre 2 % (Ille-et-Vilaine) et 11 % (Finistère).

En revanche, le revenu a progressé dans plusieurs départements de l'Ouest, grâce notamment au lait : de + 2 % en Mayenne à + 13 % en Loire-Atlantique. La plus forte hausse de revenu a été enregistrée dans les Bouches-du-Rhône, + 37 %, grâce à une exceptionnelle augmentation des recettes légumières et fruitières.

(1) Le revenu brut agricole par exploitation est ce qui reste à l'agriculteur après avoir payé ses salariés, ses impôts à la production, ses cotisations sociales, après avoir encaissé prestations sociales et subventions. Mais cette notion de revenu ne prend en compte ni les amortissements ni les investissements.

● M. Edouard Leclerc a rencontré les viticulteurs de l'Aude. - M. Edouard Leclerc, dont un des centres a été détruit par un incendie criminel dans la nuit du 20 au 21 avril à Carcassonne, a annoncé au terme d'une visite de quelques heures dans la préfecture de l'Aude, jeudi 3 mai, que l'embargo sur la vente des vins de la région dans les magasins, décidé par lui après l'incendie, serait levé dans une dizaine de jours.

● Civeaux déclarée d'utilité publique. - La centrale nucléaire de Civeaux, dans le département de la Vienne, vient d'être déclarée d'utilité publique, a annoncé, mercredi 25 avril, l'Electricité de France. Cette centrale devrait comporter deux tranches de 1.300 mégawatts et produire 15 milliards de kilowatts par an, utilisant la filière « eau légère » pressurisée avec, comme combustible, de l'uranium faiblement enrichi.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



ÉLECTRO-BANQUE

Réunis en assemblée générale le mercredi 2 mai 1984 sous la présidence de M. Jean-Pierre Brunet, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1983, qui se soldent par un résultat net de 32.274.867 francs dont 1.208.333 francs de plus-value nette à long terme contre 25.502.509 francs, dont 390.000 francs de plus-value nette à long terme pour l'exercice précédent. Hors plus-values à long terme, la progression du bénéfice ressort à 10,5 %.

Il a été décidé de répartir aux actions une somme de 20.563.200 francs, en augmentation d'un tiers sur la distribution au titre de l'exercice précédent de manière à assurer le maintien du dividende net de 18 francs par action (27 francs avec l'avoir fiscal) à la totalité des 1.142.400 actions portant jouissance du 1^{er} janvier 1983, y compris aux 285.800 actions nouvelles émises en numéraire en mars 1983 (1 pour 3). Ce dividende sera détaché le 11 mai 1984 et mis en paiement le 12 juin 1984.

En application des articles 351 et 353 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966, il est proposé aux actionnaires qui le souhaitent d'opter pour le paiement du dividende en actions de la banque. Le délai d'option est d'un mois à compter de la présente assemblée et prendra donc fin le 2 juin 1984. Le prix d'émission a été fixé à 247 francs.

L'assemblée générale a ratifié la nomination faite par le conseil de M. Jean-Jacques Piette comme administrateur et

a complété le conseil en nommant M. Georges Peberon, directeur général de la Compagnie Générale d'Electricité.

L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi a procédé à diverses modifications statutaires pour mettre les statuts en harmonie avec les dispositions légales et pour permettre la création d'actions au porteur dans le cadre de la dématérialisation des titres.

Elle a en outre donné au conseil les pouvoirs d'augmenter éventuellement le capital, sur ses simples délibérations, jusqu'à un montant maximum de 150 millions de francs.

Le président, dans son allocution, a rappelé les opérations financières réalisées en 1983 et qui ont pour conséquence de renforcer de 100 millions de francs les fonds propres de la banque, lui donnant ainsi les moyens de poursuivre son développement dans le cadre du groupe CGE.

Il a indiqué que l'activité avait été forte au 1^{er} trimestre 1984 tant dans le domaine bancaire que financier. Les crédits distribués ont ainsi augmenté de 12 % par rapport au 1^{er} trimestre 1983. La relative stabilité des taux permet de maintenir des conditions d'exploitation voisines de celles de l'an dernier.

Le conseil qui a suivi les assemblées a confirmé M. Jean-Pierre Brunet dans ses fonctions de président pour la durée de son nouveau mandat d'administrateur.

GROUPE SCREG

SCREG

Le conseil d'administration réuni le 16 avril 1984 a examiné les comptes de l'exercice 1983.

Au niveau consolidé, les résultats provisoires du groupe sont les suivants :

- Un chiffre d'affaires de plus de 22 milliards de francs TTC, en progression, à structures comparables (c'est-à-dire Colas et Sacer compris), de 7 % ;
- Une marge brute d'autofinancement de 940 millions ;
- Un bénéfice net de 125 millions. La part de SCREG dans ce bénéfice consolidé est de 30 francs par action, contre 32,26 (d'une année à l'autre, le nombre d'actions émises est passé de 1.181.160 à 1.592.525).

La part du chiffre d'affaires réalisée en France a été de 53 % ; pour l'étranger, la répartition a été la suivante : 22 % en Afrique, 14 % sur le continent américain, 5 % au Moyen-Orient. Le reste dans différents pays européens, les DOM-TOM et en Extrême-Orient.

Le carnet de commandes s'élève à environ 14 milliards de francs.

Au niveau de la société mère SCREG, les comptes qui seront soumis à l'assemblée, qui se réunira le 29 juin, font ressortir un bénéfice net de 69,1 millions de francs, contre 68,3 en 1982.

Le conseil proposera la distribution d'un dividende net de 12 francs (soit 18 francs avec l'avoir fiscal) contre 11,40 francs pour l'exercice précédent.

COLAS

Le conseil d'administration réuni le 27 avril a examiné les comptes de l'exercice 1983.

Au niveau consolidé, les chiffres provisoires sont les suivants :

- Le chiffre d'affaires a été de 8,4 milliards de francs TTC contre 8,8 milliards en 1982 ;
- La part réalisée à l'étranger est de 49 %. Tant en France qu'à l'étranger la crise monétaire a frappé de plein fouet l'industrie de la construction, comme l'ensemble de la profession. Les affaires ont été plus rares et la concurrence s'en est trouvée exacerbée ;
- La marge brute d'autofinancement est de l'ordre de 275 millions ;
- Toujours d'après les données provisoires, le bénéfice net ressort à 17 millions environ, contre une perte de 182 millions en 1982. Ce résultat positif marque, après deux exercices déficitaires, le redressement précédemment annoncé.

Au niveau de la société mère Colas, le bénéfice est de 2,1 millions de francs.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 25 juin, le report à nouveau de ce résultat.

Une assemblée générale extraordinaire sera en outre convoquée en vue d'autoriser le conseil à renforcer les fonds permanents, lorsqu'il le jugera opportun, par émission soit d'actions, soit d'obligations convertibles, soit d'obligations à boni de souscription d'actions.

DRAGAGES ET TRAVAUX PUBLICS

Le conseil d'administration réuni le 25 avril 1984 a examiné les comptes de l'exercice 1983.

Au niveau consolidé, les comptes provisoires font apparaître les résultats suivants :

- Un chiffre d'affaires de 5.163 millions de francs TTC, contre 3.821 millions en 1982. Ce chiffre a été réalisé à hauteur de 86 % à l'étranger ;
- Une marge brute d'autofinancement de 345 millions contre 322,2 millions ;
- Un bénéfice net de 33 millions contre 43,1 millions.

D'importantes provisions ont été constituées pour certains chantiers à l'étranger où la concurrence internationale devient de plus en plus vive. En France le marché continue de s'effriter.

Le carnet de commandes est de 7 milliards de francs environ.

Le conseil proposera à l'assemblée, qui se réunira le 28 juin, la distribution d'un dividende net de 20 francs (soit 30 francs avec l'avoir fiscal) égal à celui de l'exercice précédent.

Usant de la possibilité ouverte par la loi 83-1 du 3 janvier 1983, le conseil proposera, en outre à l'assemblée, d'offrir aux actionnaires de recevoir le dividende soit sous forme d'actions nouvelles, soit en espèces.

SMAC ACIEROÏD

Le conseil d'administration de SMAC ACIEROÏD réuni le 26 avril 1984 a examiné les comptes de l'exercice 1983.

Au niveau consolidé, les comptes provisoires font apparaître les résultats suivants :

- Un chiffre d'affaires de 2.370 millions de francs TTC, contre 2.137 millions en 1982. La part réalisée à l'étranger est de 38 % ;
- Une marge brute d'autofinancement de 77 millions de francs contre 56,2 millions ;
- Un bénéfice net de 29 millions contre 14,3. Cette progression est due essentiellement aux filiales étrangères, notamment aux USA. En France, le marché du bâtiment continue de se dégrader.

Au niveau de la société elle-même, le résultat est de 11,2 millions de francs contre 13,2 en 1982.

Le conseil proposera à l'assemblée, qui se réunira le 29 juin, la distribution d'un dividende net de 10 francs (soit 15 francs avec l'avoir fiscal) contre 16,50 francs pour l'exercice précédent.

Usant de la possibilité ouverte par la loi 83-1 du 3 janvier 1983, le conseil proposera, en outre à l'assemblée, d'offrir aux actionnaires de recevoir le dividende, soit sous forme d'actions nouvelles, soit en espèces.

SPECIAL SICOB UN SICOB TRES SPECIAL.

14-19 MAI
CNIT - PARIS
LA DEFENSE

Pour tout savoir sur l'informatique et ses applications dans l'entreprise,
1^{re} exposition internationale de mini, micro-informatique.
2^e exposition internationale de progiciels.
Journées grand public : 18 et 19 mai

Nouveau! SICOB INFO:
28 spécialistes pour répondre à vos problèmes spécifiques
et orienter au mieux votre visite du Salon

Information: (1) 261.52.42

TÉLEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 345.21.62

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAPITAL-PLUS

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale de « Capital-Plus », réunie le 24 avril 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 et fixé le montant du dividende.

DIVIDENDE:

26,36 F dont 0,13 F de crédit d'impôt (contre 19,09 F, dont 0,31 F de crédit d'impôt en 1982), mis en paiement le mardi 22 mai 1984 contre remise du coupon n° 2.

Il est rappelé que la gestion de « Capital-Plus » recherche volontairement un dividende très faible de sorte que l'essentiel du résultat du placement en actions « Capital-Plus » soit constitué par la plus-value en capital et non le dividende.

PERFORMANCES 1983 ET COMPOSITION DU PORTEFEUILLE:

L'évolution de l'action « Capital-Plus » (coupon 1983 inclus) a été en 1983 de 16,43 % (moyenne du marché monétaire en 1983: 12,54 %).

Rappelons que le portefeuille au 30 décembre 1983 était composé de:

- 36,11 % d'obligations en francs à taux variable,
- 36,49 % d'obligations en francs à taux fixe (à échéances de moins de sept ans),
- 27,30 % de liquidités.

Il n'est prévu aucun droit d'entrée ni de sortie dans « Capital-Plus ».

Renseignements et souscriptions:

Groupe PALUEL-MARMONT
26, rue Murillo, 75008 Paris - Tél. 267-01-00
TRADE DEVELOPMENT BANK (France) S.A.
Filiale d'AMERICAN EXPRESS INTERNATIONAL
20, place Vendôme, 75001 Paris - Tél. 260-38-64
et ses agences



PIERRE-INVESTISSEMENT

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire de « Pierre-Investissement », réunie le 19 avril 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 et fixé le montant du dividende.

DIVIDENDE:

19,59 F, dont 2,09 F de crédit d'impôt (contre 18,73 F, dont 2,53 F de crédit d'impôt en 1982), mis en paiement le mardi 15 mai 1984 contre remise du coupon n° 30.

PERFORMANCES 1983 ET COMPOSITION DU PORTEFEUILLE:

La valeur liquidative de l'action « Pierre-Investissement » a progressé de 33,60 % compte tenu du coupon.

Rappelons que le portefeuille au 30 décembre 1983 était composé de:

- 26,59 % d'obligations françaises
- 7,47 % d'obligations étrangères
- 31,05 % d'actions françaises
- 27,30 % d'actions étrangères.

Renseignements et souscriptions:

Groupe PALUEL-MARMONT
26, rue Murillo, 75008 Paris - Tél. 267-01-00



FRANCE-INVESTISSEMENT

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale de « France-Investissement », réunie le 27 avril 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 et fixé le montant du dividende.

DIVIDENDE:

16,68 F dont 2,08 F de crédit d'impôt (contre 14,80 F, dont 1,80 F de crédit d'impôt en 1982), mis en paiement le mardi 29 mai 1984 contre remise du coupon n° 44.

PERFORMANCES 1983 ET COMPOSITION DU PORTEFEUILLE:

La valeur liquidative de l'action « France-Investissement » a progressé de 46,05 % compte tenu du coupon.

Rappelons que le portefeuille au 30 décembre 1983 était composé de:

- 25,91 % d'obligations françaises
- 2,71 % d'obligations étrangères
- 25,00 % d'actions françaises
- 39,25 % d'actions étrangères.

Renseignements et souscriptions:

Groupe PALUEL-MARMONT
26, rue Murillo, 75008 Paris - Tél. 267-01-00



S.I.G.

Société d'investissement et de gestion

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale de S.I.G., réunie le 17 avril 1984, a approuvé les comptes de l'exercice 1983 et fixé le montant du dividende.

DIVIDENDE:

28,48 F dont 2,10 F de crédit d'impôt (contre 25,71 F, dont 2,21 F de crédit d'impôt en 1982), mis en paiement le mercredi 9 mai 1984 contre remise du coupon n° 47.

PERFORMANCES 1983 ET COMPOSITION DU PORTEFEUILLE:

La valeur liquidative de l'action S.I.G. a progressé de 36,93 % compte tenu du coupon.

Rappelons que le portefeuille au 30 décembre 1983 était composé de:

- 34,44 % d'obligations françaises
- 8,27 % d'obligations étrangères
- 8,25 % d'actions françaises
- 50,98 % d'actions étrangères.

Renseignements et souscriptions:

Groupe PALUEL-MARMONT
26, rue Murillo, 75008 Paris - Tél. 267-01-00

EPEDA-BERTRAND FAURE

Résultats de l'exercice 1983

SOCIÉTÉ EPEDA-BERTRAND FAURE (en millions de francs)		
	1982	1983
Chiffre d'affaires hors taxes	548	548
Bénéfice net	41,7	38,3

GROUPE EPEDA-BERTRAND FAURE (en millions de francs)		
	1982	1983
Chiffre d'affaires hors taxes	1 884	2 636
Marge brute d'autofinancement	113,8	280
Bénéfice d'exploitation	146	258
Bénéfice net total	87	140
Bénéfice net par action	82	92
Dividende net	27	32

La croissance de l'activité du groupe, +40 %, tient compte de l'intégration des sociétés Autocoussin, Cousin Frères et Bertrand Faure Espans à compter du 1^{er} janvier 1983. A structure comparable, la progression est de 7 %.

Le conseil d'administration propose, à l'assemblée générale du 23 juin prochain, de fixer à 32 francs net par action le dividende, portant le revenu global annuel à 48 francs au lieu de 40,80 francs en 1982, sur un nombre d'actions supérieur de 25 % après l'augmentation de capital intervenue en février 1983.

Après affectation des résultats, la situation nette consolidée, intérêts minoritaires compris, s'élève à 561 millions de francs au lieu de 323 millions de francs à la fin de l'exercice précédent.

L'exercice 1984 se présente pour le groupe Epéda-Bertrand Faure comme une année de transition destinée à consolider ses positions à moyen terme. Cela

se traduira notamment par un effort important de rationalisation et d'investissement dans la division sièges automobiles et par le renforcement des investissements consacrés à la notoriété des produits de Delsey à l'étranger.

Ces efforts interviennent alors que le groupe est soumis en France à la double pression de la réduction du pouvoir d'achat et du contrôle des prix. Le développement des marchés automobiles à l'étranger et la croissance de Delsey devraient toutefois lui permettre de maintenir son chiffre d'affaires consolidé en 1984. Mais l'évolution de ses résultats consolidés restera en tout état de cause le poids des investissements prévus pour 1984 et le ralentissement des activités. Elle dépendra également des aménagements qui pourraient être apportés au contrôle des prix.

Compte tenu des moyens mis en œuvre, le groupe Epéda-Bertrand Faure demeure cependant très confiant dans son potentiel à moyen terme.



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Signature du premier avenant au contrat de plan CGE

Le 23 avril 1984, M. L. Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, et M. J.-P. Brunet, président-directeur général de la Compagnie générale d'Électricité, ont signé le premier avenant au contrat de plan conclu en février 1983 entre l'Etat et l'entreprise.

Le groupe CGE, aux termes de cet avenant, apportera une importante contribution à la mise en œuvre de la politique industrielle dans le cadre du IX^e Plan, plus particulièrement dans les domaines suivants:

- La modernisation et notamment l'automatisation de notre industrie.

La CGE accroîtra ses efforts dans le domaine de la production en vue d'atteindre le premier rang en Europe et de couvrir au 1987 au moins 4 % des besoins du marché mondial. A cet effet, le groupe, après avoir concouru ses moyens répartis entre plusieurs filiales, d'une part, automatisera la production dans ses propres usines et, d'autre part, créera une ingénierie de pointe et développera une activité de fournisseur de produits organisés autour de quatre pôles industriels: machines et ensembles automatisés, contrôle industriel, conception et fabrication assistées par ordinateur, composants de production.

L'avenant au contrat de plan donne une impulsion au rapprochement progressif des activités de la CGE et de Thomson dans le domaine des télécommunications et de la communication d'entreprise dans le respect des conditions mises par les pouvoirs publics à la mise en œuvre des accords conclus entre les deux groupes en septembre 1983. Grâce à la mise en commun des moyens des deux groupes, le nouvel ensemble en voie de constitution, dont la position mondiale sera forte, pourra accroître ses efforts de recherche développement, d'investissement et d'exportation. L'Etat apporte, en 1984, un important soutien financier à Thomson-Télécommunications, holding gérée par la CGE.

La mise en œuvre du plan stratégique de la CGE sera poursuivie en tenant compte des nouvelles perspectives ouvertes par le rapprochement des activités de Thomson-Télécommunications et de CIT-Alcatel et par l'accord de coopération passé avec Olivetti en décembre 1983.



Au 31 mars 1984, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 150 millions de francs contre 127,7 millions de francs au 31 mars 1983 (+17 %). Le montant hors taxes des commandes reçues s'est élevé à 234,2 millions de francs contre 148,1 millions de francs (+58 %). Le carnet de commandes était de 797,3 millions de francs contre 744 millions de francs.

Pour les activités aéronautiques, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 96,1 millions de francs contre 92,3 millions de francs (+4 %). Le montant hors taxes des commandes reçues s'est élevé à 119,7 millions de francs contre 84,8 millions de francs (+41 %).

Pour l'activité informatique et instrumentation, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 33,9 millions de francs contre 35,4 millions de francs (+4 %).

Le montant hors taxes des commandes reçues s'est élevé à 114,5 millions de francs contre 63,3 millions de francs (+81 %).

Consolidé pour la société mère et ses filiales, le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à 166,2 millions de francs contre 144,7 millions de francs.



RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1983

Le conseil d'administration, réuni le 26 avril 1984, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1983 et arrêté les comptes de la société qui seront présentés aux actionnaires lors de l'assemblée générale du 27 juin prochain. Les principales caractéristiques de ces comptes sont indiquées ci-dessous:

(En millions de francs)	1982	1983	Variation
CHIFFRE D'AFFAIRES			
• Pharmacie-santé humaine	4 583	5 279	+ 15,2 %
• Médico-hospitalier	463	483	+ 4,3 %
• Santé animale	522	613	+ 17,4 %
• Parfums et cosmétiques	2 087	2 582	+ 23,7 %
• Aromes	149	316	+ 112,0 %
TOTAL CONSOLIDÉ	7 804	9 273	+ 18,8 %
RÉSULTATS CONSOLIDÉS			
• Bénéfice d'exploitation	625	757	+ 21,1 %
• Bénéfice net consolidé (part de Sanofi)	238	295	+ 24,0 %
• Marge brute d'autofinancement	479	693	+ 44,6 %
DÉPENSES DE DÉVELOPPEMENT			
• Investissements industriels	309	378	+ 22,3 %
• Frais de recherche et de développement	603	736	+ 22,0 %

Des modifications de structure sont intervenues en 1983 du fait de l'intégration de Sauba (parapharmacie) et de Bénéard & Honnorat (arômes). Le groupe Choisy, dont la prise de contrôle est intervenue tardivement dans l'exercice, ne sera consolidé qu'en 1984.

A structure comparable, la progression du chiffre d'affaires serait de 15,6 %. Cette augmentation reflète un développement très rapide des ventes à l'étranger (+24 %), nettement supérieur à celui des ventes en France (+8,8 %).

La part des ventes réalisées hors de France a représenté 47,8 % du chiffre d'affaires contre 45,4 % en 1982.

La progression des résultats doit s'apprécier en tenant compte du fait que les chiffres de l'exercice 1982 marquaient un léger recul par rapport à ceux de 1981.

En 1983, les bonnes performances des activités pharmaceutiques à l'étranger et de la branche des parfums et cosmétiques ont permis de compenser le niveau insuffisant des ajustements de prix autorisés dans le secteur pharmaceutique en France.

La branche médico-hospitalière est restée déficitaire et il a été constitué un compte de pertes et profits consolidé pour provision pour risques généraux de 30 millions de francs destinés à couvrir les charges qui résulteront des mesures à prendre pour son assainissement.

Le groupe a maintenu un très important effort de développement que l'on peut apprécier à travers la progression des investissements industriels (22,3 %) et des frais de recherche (22 %).

Les investissements industriels s'inscrivent dans un effort de remodelage visant à améliorer la productivité, à maintenir les moyens de production au niveau des normes internationales, les plus exigeantes et à permettre de nouveaux développements technologiques (construction du centre de recherches de Labège, consacré aux biotechnologies).

La progression des frais de recherche est liée à l'arrivée de nombreuses nouvelles en phase de développement clinique.

Enfin, le groupe a complété son dispositif à l'étranger, notamment en créant des filiales, dont Sanofi détiendrait 51 %, avec deux importantes firmes japonaises.

Le bénéfice net de la société mère Sanofi s'est élevé à 146 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée de fixer à 14 francs le montant de dividende net par action contre 13,45 francs l'année précédente. Ce dividende s'appliquera à un nombre d'actions accru de 18 % à la suite de l'augmentation de capital en novembre 1983.



INVEST

Le conseil d'administration, réuni le 24 avril 1984, sous la présidence de M. Bernard Clère, a arrêté les comptes de l'exercice 1983.

Les recettes locatives de l'exercice se sont élevées à 20,87 millions de francs contre 19,24 millions de francs l'année précédente soit une augmentation de 8,5 %.

Le bénéfice net de l'exercice s'établit à 16,96 millions de francs contre 1,01 million de francs de plus-values exceptionnelles provenant de la vente d'appartements effectuée dans le cadre de la politique d'arbitrage. Hors plus-values, le bénéfice net ressort à 15,97 millions de francs contre 13,50 millions de francs en 1982. Après dotation à la réserve légale de 0,85 million de francs, et à la réserve spéciale de la totalité des 1,01 million de francs de plus-values sur cessions, le conseil proposera la distribution d'un dividende de 14 francs par action (soit 14 millions de francs au total), contre 12,30 francs au titre de 1982 soit une progression de 13,82 %, à la prochaine assemblée générale fixée au 13 juin 1984.

SICAV DU GROUPE CIC

30/03/1984 SICAV (vocation)	Actif net (en milliers de francs)	Nombre d'actions	Valeur liquidative (en francs)	Evolution par rapport au 31/12/1981 (coupons incl.)	Evolution par rapport au 31/12/1982 (coupons incl.)
S.N.I. (DIVERSIFIÉE)	1.587.095	1.554.467	1.020,99	+62,38%	+32,28%
OBLUSEM (OBLIGATIONS)	503.652	3.319.839	151,71	+51,68%	+28,17%
CREDINTER (INTERNATIONALE)	524.541	1.390.472	377,24	+74,08%	+40,93%
UNIJAPON (VALEURS JAPONAISES)	2.277.526	1.878.791	1.212,23	+99,71%	+67,24%
SICAVIMMO (VALEURS IMMOBILIÈRES)	527.059	1.096.944	480,48	+73,62%	+37,24%
FRANCIC (ACTIONS FRANÇAISES - CEA)	1.693.219	7.214.400	234,70	+61,30%	+37,88%
EUROCIC (OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES)	243.425	29.135	8.355,08	+61,07%	+33,23%
MONECIC⁽¹⁾ (COURT TERME)	2.453.599	43.238	56.746,37	—	+17,41%
ASSOCIC⁽²⁾ (EMPRUNTS D'ÉTAT)	891.860	39.673	22.480,28	—	—
TECHNOCIC⁽³⁾ (HAUTE TECHNOLOGIE)	99.178	100.086	990,93	—	—

Indice moyen des SICAV du Groupe CIC (hors MONECIC et ASSOCIC) - Base 100 31/12/81: 108,12 - Base 100 31/12/82: 139,56

(1) ouverture au public le 1^{er} avril 1982

(2) ouverture au public le 6 juin 1983

(3) ouverture au public le 16 janvier 1984

Dernières informations:

- L'augmentation de l'actif d'ASSOCIC, qui a dépassé 900 millions de F, témoigne du succès de cette SICAV auprès des organismes à but non lucratif. Le plafond d'émission d'ASSOCIC a été porté à 80.000 titres.

- L'actif de TECHNOCIC, ouverte au public le 16 janvier 1984, a doublé en deux mois. Les autorités de tutelle ont autorisé la SICAV à poursuivre l'émission de ses titres jusqu'à 200.000 actions.

- CREDINTER a mis en paiement le 30 mars dernier un coupon de F.8,40 majoré d'un crédit d'impôt de F.0,82.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 mai

Ventes bénéficiaires

Après huit séances consécutives de hausse, la Bourse de Paris a éprouvé le besoin vendredi de souffler un peu. Phénomène classique : des ventes bénéficiaires se sont produites. Mais la contrepartie n'a pas fait défaut, et une bonne partie du papier cédé a trouvé acquéreur. Avec la persistance de quelques points de fermeté à la corbeille, en non des moindres (Peugeot, CFP), l'indicateur instantané s'établissait en clôture à 0,7 % environ en dessous de son niveau précédent. Sans la baisse de Creastr (près de 10 %), sa perte aurait été plus légère.

La cotation d'Amrep a été suspendue jusqu'au 9 mai. Un communiqué de presse doit être publié dans la soirée du lundi 7 mai. Est-ce pour annoncer que les parts sont coupées avec Bouygues ? Le renouveau le dément.

Autre événement de la journée : la cotation de CSF fut réservée à la baisse. Un cours de 310 F a finalement été inscrit (- 10 %).

Les professionnels étaient très satisfaits du comportement adopté par le marché, le jugeant salutaire après une bonne étape de hausse.

La Bourse consolide ses positions dans les meilleures conditions : affirmait un grand de portefeuilles, qui s'attendait pour le début de la semaine prochaine à un léger tassement encore avant un redémarrage ultérieur. Ce sentiment, le plus grand nombre le partageait.

La devise-traité a continué de baisser dans le sillage des dollars, l'échange entre 10,11 F et 10,13 F contre 10,15-10,30 F.

Statu quo sur l'or : Londres : 378,30 dollars l'once contre 378,30 dollars.

A Paris, l'effet dollar a joué contre le lingot, qui a perdu 550 F à 100750 F. Revenu initialement à 610 F, le papier a inscrit un second cours de 611 F (- 1 F). Les volumes des transactions a diminué : 11,60 millions de francs contre 13,74 millions.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BAYER. - Le groupe allemand confirme la majorité de son dividende pour 1983, qui est porté de 4 DM à 7 DM. Le bénéfice net mondial augmente de 107,81 à 174 millions de deutschemarks. Il est vrai que l'année précédente son montant était tombé très bas (64 millions de deutschemarks) en raison, principalement, des lourdes pertes de la filiale Agfa Gevaert.

GROUPE THOMSON. - Afin de consolider son endettement à court terme et de rétablir la situation financière de la filiale Thomson-CSF, le groupe Thomson va procéder à trois importantes émissions obligataires pour un montant global de 3,55 milliards de francs. Au mois de juin prochain, Thomson-CSF émettra pour 1 200 millions de francs d'obligations convertibles dont Thomson SA sera sous-

NEW-YORK

Consolidation

Après trois séances de hausse, qui l'avaient porté à son plus haut niveau depuis trois mois, le marché new-yorkais s'est employé jeudi à consolider ses positions. Des ventes bénéficiaires se sont produites, mais dans l'ensemble elles ont été assez bien absorbées et, à la clôture, l'indice des industriels accusait une baisse modérée de 5,02 points à 1181,53. Le bilan de la journée a été plus significatif de la tendance réelle. Sur 1970 valeurs traitées, une majorité a encore monté (792), 756 ont baissé et 422 n'ont pas varié.

Autour du « Big Board », les professionnels se félicitaient de l'absence avec laquelle le marché avait contourné l'obstacle technique, insurmontable après une phase de redressement. L'annonce faite par le Trésor du prochain lancement d'emprunts pour 16,5 milliards de dollars en vue de se refinancer n'a produit aucun effet particulier. L'investissement était attendu. En revanche, les opérateurs tablèrent sur une contraction de la masse monétaire, effectivement confirmée après la séance (- 3,6 milliards de dollars). De l'avis général, les taux d'intérêt pourraient dans ces conditions se maintenir à leurs niveaux actuels sans trop de mal. Une assez forte activité a continué de régner et 92,17 millions de titres ont changé de mains contre 107,08 millions.

VALEURS	Cours de 2 mai	Cours de 3 mai
Alcoa	35 1/2	34 1/2
A.T.T.	18 1/2	18 1/2
Boeing	102 1/2	102 1/2
Chrysler	40 1/2	40 1/2
Du Pont de Nemours	34 1/2	34 1/2
General Electric	42 1/2	42 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
Johnson & Johnson	27 1/2	27 1/2
McDonald's	11 1/2	11 1/2
Merck & Co.	48 1/2	48 1/2
Rockwell	118 1/2	118 1/2
Union Carbide	30 1/2	30 1/2
Walt Disney	34 1/2	34 1/2
Weyerhaeuser	27 1/2	27 1/2
Xerox Corp.	41	41

BOURSE DE PARIS Comptant

4 MAI

VALEURS	% du nom	% du capital	Cours	Dernier cours
3 %	26 75	1 779	121	121
5 %	39 80	1 284	128	128
3 % amort. 45-54	2 278		615	615
5 % 1975	8 959		440	440
5 % 1976	11 211	8 367	259	259
5 % 1977	11 211	8 367	259	259
5 % 1978	11 211	8 367	259	259
5 % 1979	11 211	8 367	259	259
5 % 1980	11 211	8 367	259	259
5 % 1981	11 211	8 367	259	259
5 % 1982	11 211	8 367	259	259
5 % 1983	11 211	8 367	259	259
5 % 1984	11 211	8 367	259	259
5 % 1985	11 211	8 367	259	259
5 % 1986	11 211	8 367	259	259
5 % 1987	11 211	8 367	259	259
5 % 1988	11 211	8 367	259	259
5 % 1989	11 211	8 367	259	259
5 % 1990	11 211	8 367	259	259
5 % 1991	11 211	8 367	259	259
5 % 1992	11 211	8 367	259	259
5 % 1993	11 211	8 367	259	259
5 % 1994	11 211	8 367	259	259
5 % 1995	11 211	8 367	259	259
5 % 1996	11 211	8 367	259	259
5 % 1997	11 211	8 367	259	259
5 % 1998	11 211	8 367	259	259
5 % 1999	11 211	8 367	259	259
5 % 2000	11 211	8 367	259	259
5 % 2001	11 211	8 367	259	259
5 % 2002	11 211	8 367	259	259
5 % 2003	11 211	8 367	259	259
5 % 2004	11 211	8 367	259	259
5 % 2005	11 211	8 367	259	259
5 % 2006	11 211	8 367	259	259
5 % 2007	11 211	8 367	259	259
5 % 2008	11 211	8 367	259	259
5 % 2009	11 211	8 367	259	259
5 % 2010	11 211	8 367	259	259
5 % 2011	11 211	8 367	259	259
5 % 2012	11 211	8 367	259	259
5 % 2013	11 211	8 367	259	259
5 % 2014	11 211	8 367	259	259
5 % 2015	11 211	8 367	259	259
5 % 2016	11 211	8 367	259	259
5 % 2017	11 211	8 367	259	259
5 % 2018	11 211	8 367	259	259
5 % 2019	11 211	8 367	259	259
5 % 2020	11 211	8 367	259	259
5 % 2021	11 211	8 367	259	259
5 % 2022	11 211	8 367	259	259
5 % 2023	11 211	8 367	259	259
5 % 2024	11 211	8 367	259	259
5 % 2025	11 211	8 367	259	259
5 % 2026	11 211	8 367	259	259
5 % 2027	11 211	8 367	259	259
5 % 2028	11 211	8 367	259	259
5 % 2029	11 211	8 367	259	259
5 % 2030	11 211	8 367	259	259

VALEURS	Cours	Dernier cours
Amrep	1180	1179
Bouygues	100	100
Chrysler	40 1/2	40 1/2
Compagnie Générale	100	100
Elf	100	100
Elf-Acquit	100	100
Elf-Industrie	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100
Elf-Vente	100	100
Elf-Service	100	100
Elf-Entretien	100	100
Elf-Formation	100	100
Elf-Communication	100	100
Elf-Logistique	100	100
Elf-Matériaux	100	100
Elf-Navigation	100	100
Elf-Petrole	100	100
Elf-Transport	100	100
Elf-Usine	100	100

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LA GAUCHE EN QUESTION : « Crise de la démocratie ou démocratie de la crise », par Marcel Debarge ; « La dépression », par Claude Roche, LVI : le Duet Grand-de-Gaulle, de Grand de Charbonnières.

ÉTRANGER

3. ASIE
- Inde : les forces de l'ordre obtiennent la reddition d'extrémistes sikhs retranchés dans trois temples au Pendjab.
- La deuxième journée de la visite de Jean-Paul II en Corée du Sud.
4. AMÉRIQUES
4. PROCHE-ORIENT
- Les entretiens Arafat-Hussain.
4. DIPLOMATIE
- M^{re} Thatcher s'entretient à Paris avec M. Mitterrand des difficultés de la CEE.
5. AFRIQUE
- CAMEROUN : trente-cinq responsables de la tentative de coup d'État auraient été exécutés.

EUROPE

6. GRANDE-BRETAGNE : cinq ans de « Thatcherisme ».
- Incrédulité à Belfast, divergences à Dublin, après la conclusion du Forum sur l'avenir de l'Irlande.

POLITIQUE

7. La préparation des élections européennes.
8. Les travaux de l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

10. Deux UNEF en congrès.
11. Les trois attentats anti-arméniens d'Alfortville.
13. TOURISME

CULTURE

14. MUSIQUE : Wozzeck, à Nice.
- DANSE.
- EXPOSITIONS.
16. COMMUNICATION.

ÉCONOMIE

18. AFFAIRES : l'interdiction de la publicité comparative.
18 à 21. SOCIAL : la nomination de M. Chérèque en Lorraine.
21. AGRICULTURE : le revenu des agriculteurs en 1983.

RADIO-TÉLÉVISION (17)

INFORMATIONS « SERVICES » (13) : Les services ouverts ou fermés du 8 mai ; « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie ; Week-end d'un chineur.
Annonces classées (17) : Car-net (12) ; Mots croisés (XIV) ; Programmes des spectacles (15 et 16) ; Marchés financiers (23).

M. MARCEL DEBARGE invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du Parti socialiste, où il est notamment chargé des relations extérieures (rapports avec les partis et les syndicats), sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 6 mai, de 18 h 15 à 19 h 30.
M. Debarge, sénateur de Seine-Saint-Denis, maître du Pré-Saint-Gervais, répondra aux questions d'André Passeron et de Michel Noblecourt, du Monde, et de Gilles Leclerc et de Dominique Pessegue, de RTL. Le débat étant dirigé par Henri Marquet.

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS A DROITE EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES

RODIN
TISSUS RODIN
L'ACTUALITÉ ET L'AVANT-GARDE
TISSUS
MODE 1984
RODIN
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS
A B C D E F G

Gaz de France pourrait perdre 4 milliards de francs en 1984

Voilà quatre mois le budget prévisionnel de Gaz de France prévoyait un retour à l'équilibre dès 1984. Actuellement, l'entreprise publique envisage une perte de 4 milliards de francs contre 2,5 milliards de pertes en 1983.

Pourtant, les ventes de gaz sont exceptionnellement bonnes : l'entreprise connaît une progression moyenne depuis l'automne dernier évaluée à quelque 15 %, et les fournitures en direction de l'industrie augmentent à un rythme annuel de 20 %. Mais, lorsque le prix de vente ne couvre pas le prix de revient, l'accroissement des ventes ne peut se traduire que par un déficit accru. D'autant que l'évolution du dollar, monnaie de compte de la plupart des contrats d'importation (seul le second contrat soviétique est libellé en francs et indexé pour partie sur le mark allemand par une référence aux prix des produits pétroliers outre-Rhin), ne répond pas aux vœux des dirigeants. Le budget prévisionnel le comptait à 7,50 F alors qu'il a été en moyenne de 8,25 F pour les quatre premiers mois de l'année.

RECU DU DOLLAR : 8,31 F

Après avoir évolué de façon assez contrastée vingt-quatre heures auparavant, le dollar s'est remis à baisser vendredi matin 4 mai sur toutes les grandes places financières internationales, surtout à Paris, où son cours est revenu à 8,3125 F, contre 8,3685 F jeudi après-midi.

A Francfort, il s'est traité à 2,786 DM contre 2,7294 DM et à Zurich à 2,3425 FS contre 2,351 FS.
Mais les cambistes faisaient remarquer que ce recul était plutôt dû à une appréciation de deutschemark en liaison avec l'accord salarial intervenu dans les mines de la Ruhr. De fait, la monnaie allemande s'est échangée à 3,07 F, contre 3,068 F la veille.
L'or a reproduit son cours précédent de 378,5 dollars l'once dans la City de Londres.

LE PRIX DU LITRE DE SUPER VA BAISSER DE 1 CENTIME

Le jeu de la formule de fixation automatique des prix des produits pétroliers va se traduire le 14 mai par une très légère baisse sur la plupart des produits. Selon le bulletin de l'industrie pétrolière l'impact de la remontée du dollar en avril (8,11 F en moyenne contre 8 F en mars) a, en effet, été annulé par le fléchissement des cotations internationales. Les prix les plus élevés en région parisienne seront en baisse de 1 centime par litre pour le super et le gazole, de 1,10 centime pour le l'essence ordinaire restera inchangé. Les prix en région parisienne - non compris les éventuels rabais - seront donc à compter du 14 mai de 5,07 F pour un litre de super, de 4,77 F pour l'essence, de 3,87 F pour le gazole et de 2,668 F pour le fuel domestique. En revanche la nouvelle envolée du dollar (près de 8,37 F le 3 mai) laisse prévoir une hausse des prix au mois de juin.

Le numéro du « Monde » daté 4 mai 1984 a été tiré à 461 808 exemplaires

JUSQU'AU
6 MAI
SOLDE
TAPIS
D'IRAN
ET D'ORIENT
Maison de l'Iran
225.62.90
65, Champs-Élysées
ouvert même dimanche

(Publicité)

il ne fait pas la... Foire

Il faut donc venir chez CAPELOU pour choisir dans les meilleures conditions les meilleures lignes de grandes marques, les canapés, convertibles, meubles lits, meubles de rangement par séjours. CAPELOU, c'est un vrai spécialiste qui vous donne tous les moyens de comparer et vous laisse tout le temps pour que vous choisissiez sans précipitation. Et encore davantage « d'avantages » sur les prix pendant la Foire de Paris, 37, avenue de la République-XI^e (Métro Parmentier), 357.46.35.

M. JACQUET EST NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA FILIALE « PRODUITS LONGS » D'USINOR ET SACLOR

M. Jean-Jacques Jacquet, actuellement directeur de la division transport en commun de Renault Véhicules industriels (RVI), a été nommé président de la filiale commune entre Usinor et Sacilor, qui regroupera l'ensemble des fabrications de produits longs. Cette filiale créée sur décision de M. Fabius lors de la révision du plan acier, il y a un mois, et Sacilor en détiendra la majorité du capital. Usinor et Sacilor cherchaient un homme « neutre », qui ne soit pas marqué par une appartenance à l'un ou l'autre des deux groupes.

MORT DU VIOLONISTE JOSEPH CALVET

Le violoniste français Joseph Calvet, fondateur du Quatuor à cordes qui porta son nom, est mort dans la nuit du 3 au 4 mai à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Joseph Calvet était une très grande personnalité du violon français. Né en 1897 à Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne), élève des conservatoires de Toulouse et de Paris, il avait fondé, dès l'âge de vingt-trois ans, le Quatuor qui portait son nom et fit sa gloire. Il représentait l'essence même de la musique française du vingtième siècle, dans tout ce qu'elle a de délicieux, de subtil et de profond, et toutes ses qualités se retrouvaient dans des interprétations de la musique romantique allemande qui ont séduit les publics de tout le pays. Son aliste de l'époque, Léon Pascal, fonda après la guerre le Quatuor de la Radio française qui poursuit la même tradition.

Professeur au Conservatoire en 1935, Joseph Calvet forma après la dernière guerre un nouveau quatuor avec de jeunes instrumentistes, jusqu'au jour où son bras lui interdit de poursuivre sa carrière. Mais il continuait à veiller sur les jeunes musiciens et fut longtemps président du jury du concours Marguerite Long-Jacques Thibaud. C'était un être fin, sensible, cordial et souriant à qui l'école française doit beaucoup. On le retrouvait en écoutant les inoubliables enregistrements qu'il a faits des quatuors de Fauré, Debussy et Ravel, qui ont été heureusement gravés chez EMI.

(Publicité)

chaque jour... sur votre table CUVÉE JEAN-BAPTISTE un excellent vin de Patriarche Père et Fils

L'Anglais aux couleurs de la vie FS&L
14, rue de Grenelle 75007 Paris (1) 544 62 20 Informations, brochures :
☐ USA ☐ ANGLETERRE
☐ 12/18 ANS séjour en famille, université, cours, activités.
☐ ADULTES : stages intensifs, université, famille, circuits. Toute l'année.

14, rue de Grenelle 75007 Paris (1) 544 62 20 Informations, brochures :

PIANO: LE BON CHOIX

• Location à partir de 220 F par mois.
• Vente à partir de 329,72 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
Service après-vente garanti.
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.
hamm
La passion de la musique.
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

Piano Center VENTE DIRECTE DE SON ENTREPÔT

STOCK DE PIANOS D'EXPOSITION
(QUANTITÉ LIMITÉE)
"PRIX IMPORTATEUR"
GARANTIE ET ENTRETIEN ASSURÉS
Offre valable du 16 avril au 15 mai 84
Rue Hélène-Boucher, ZI 78350 BUC (Versailles) 956.06.22
Ouverture du mardi au samedi de 14 h à 17 h 30

Sur le vif Visiteurs

Ce qu'ils sont délicats, ce qu'ils sont prévenants, les Soviétiques, ce n'est pas croyable. Regardez la façon dont ils ont laissé filer le Saint Père, quand il est passé dans le couloir aérien où s'est écrabouillé le Boeing de la Korean Air Lines. Moi, ça m'a surpris. Ça m'a touchée. Il ne devait pas être très rassuré, le pape, il y est allé de sa petite prière, vite fait bien fait, pour les victimes d'une attaque super-réussie, celle-là.

Grâce à Dieu, tout le monde n'est pas aussi maledroit que cet amateur d'Ali Agca, même pas capable de viser juste, d'atteindre au cœur ou à la tête à 20 mètres de distance une cible bien visible, bien blanche. La pilote qui a eu la peau des deux cent soixante-neuf Coréens, lui, en revanche, il a bien gagné sa médaille. En le proclamant héros de l'Union soviétique, Tchernomirko récompensait le courage, le coup d'œil et la détermination. Nous, quand on a eu vent de cette petite cérémonie, on n'a pas pipé, ça ne nous a pas choqués, on a trouvé ça normal, mieux, même.

Non, c'est vrai, plus ça va, plus je m'étonne et plus je me réjouis de la bienveillance des

Soviétiques à l'égard de l'Occident. Ils se baladent dans nos eaux territoriales. On ne tire pas un coup de canon. Il ne faudrait tout de même pas prendre un sous-marin pour un chasseur. C'est à peine si on pousse un coup de queue. Ils pourraient s'installer, rester là, à demeure. Pas du tout. Quand ils ont fini de faire ce qu'ils ont à faire, ils nous disent au plaisir et ils repartent bien poliment. C'est à revenir.

C'est comme en Afghanistan. Ils pourraient tout boulotter et même mordre sur le Pakistan, s'ils voulaient. Eh bien ! ils se retiennent, ils se contentent de déclencher des offensives limitées. Limitées par des bergers en armes, combattant pied à pied pour leur liberté, d'accord. Mais, attention, ces bergers, ce n'est pas nous qui les avons armés. Ils peuvent bien se faire massacrer jusqu'au dernier, ce n'est pas notre problème. Enfin... si... quand même. L'Afghanistan, pour les vacances, il paraît que c'est dépeint et avec toutes ces histoires, on ne peut plus y aller, c'est bien embêtant. Pour un coup, ils ne sont pas gentils, les Soviétiques.

CLAUDE SARRAUTE.

M. JEAN-PIERRE AIFA RÉLU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE DE NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Jean-Pierre Aifa (Fédération pour une nouvelle société calédonienne - FNSC, centriste) a été rélu, jeudi 3 mai à Nouméa, président de l'Assemblée territoriale. Il a recueilli 19 voix (FNSC + indépendantistes) contre 13 à M. Jean

Leques (Rassemblement pour la Calédonie dans la République - RPCR, anti-indépendantiste). Le bureau de l'Assemblée locale n'a subi aucune modification.

M. LE CARUYER DE BEAUVAIS AMBASSADEUR A HARARE

M. Patrice Le Caruyer de Beauvais a été nommé ambassadeur de France au Zimbabwe, en remplacement de M. Gabriel de Regnaud de Bellesclaz, a annoncé, jeudi 3 mai, le Quai d'Orsay.

Né le 5 avril 1922, docteur en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques, M. Le Caruyer de Beauvais a été notamment en poste à Vienne (1947-1950), Jérusalem (1953-1956), Berlin (1956-1958), Vientiane (1959-1960), Elisabethville (1962-1964), Cracovie (1965-1968), Damas (1969-1971), Mexico (1971-1973), Saigon (1973-1975) et Saint-Domingue, où il a été ambassadeur de 1978 à 1982. Il a occupé, par ailleurs, différents postes à l'administration centrale.

M. Jacques Royette, haut commissaire en Nouvelle-Calédonie, a déclaré que ce renouvellement était « une décision logique dans la continuité : une application et une confirmation des accords de juin 1982 liant la FNSC au Front indépendantiste (FI) pour diriger les institutions locales ». Cette nouvelle majorité renversait l'ancienne alliance RPCR-FNSC.

M. Royette a, d'autre part, rappelé le calendrier des trois événements qui « marqueront profondément la Nouvelle-Calédonie » après l'adoption jeudi en conseil des ministres du projet de statut à voter par le Parlement : les élections territoriales qui auront lieu avant le 1^{er} septembre, la conférence de la commission du Pacifique-Sud en octobre et le IV^e Festival des arts du Pacifique en décembre.

(Publicité)

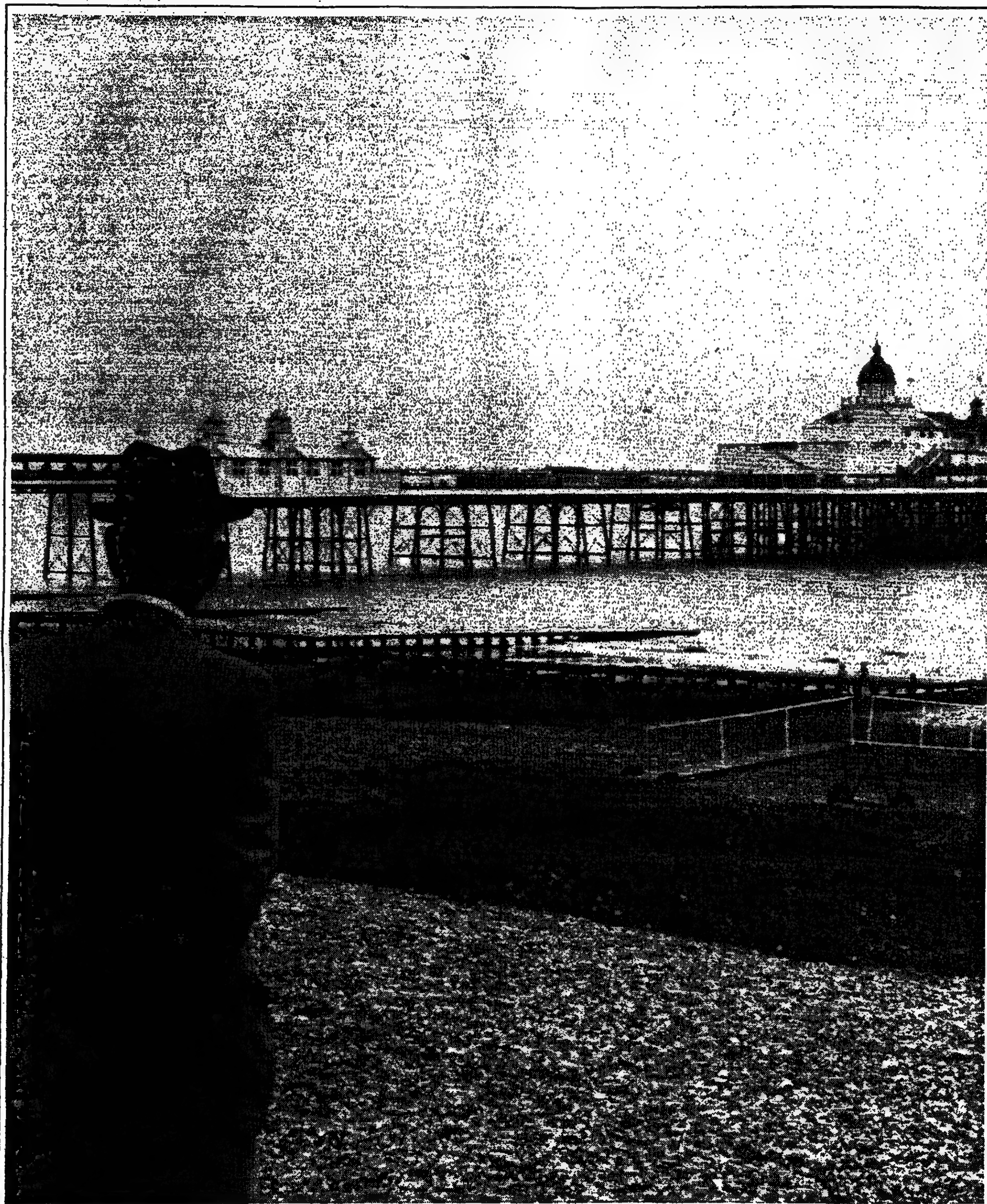
pour un oui, pour un non... un quart **KRITER Brut de Brut** Ça fait chanter la vie!

Du 27 Avril au 8 Mai
PROMOTION EXCEPTIONNELLE
139 RUE DE RENNES
sur tous les instruments de musique en stock.
hamm
135 à 139, rue de Rennes - 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

PIAGET
Quartz, étanche, ultra-plat, or 18 carats, changement fuseau horaire instantané.
Aldebert
16 place Vendôme
1^{er} éd. de la Montre
70, 1^{er} Saint-Hippolyte
Palais des Congrès, Paris Mollat

Le Monde

Loisirs



XAVIER TESTELIN

Bords de mer à l'anglaise

Tiers-mondiste, aventurier et agent de voyages, page IV

Le triathlon ou l'effort sans fond, page VI

La gastronomie saurait-elle se passer du poisson ? page XII

Supplément au n° 12215. Ne peut être vendu séparément. Samedi 5 mai 1984.

مقتدا من الاميل

Les plages de bois de la vieille Angleterre

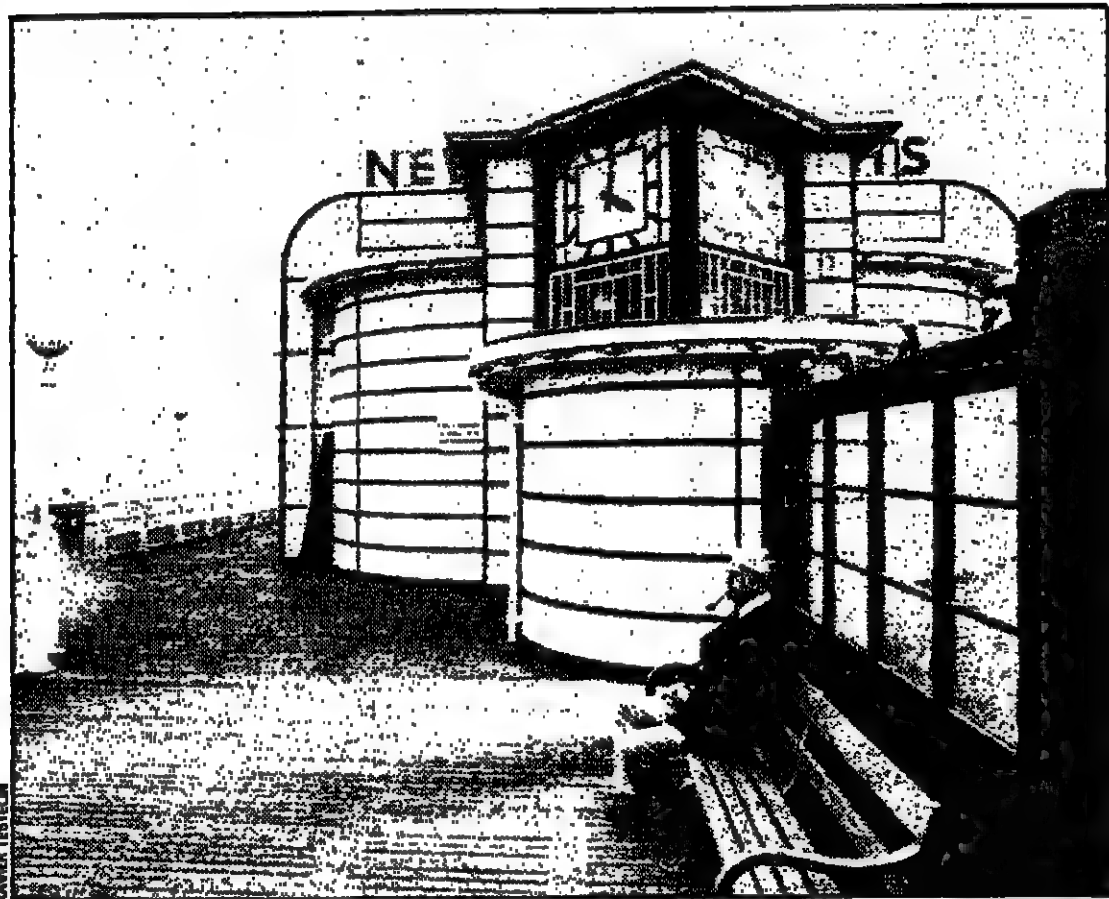
Il n'est pas indispensable de se baigner. Le décor suffit.

LE vent s'est levé. La mer se fait plus violente à mes pieds. Qu'importe, je continue ma partie de jeu vidéo contre les infâmes créatures d'Evil Otto. Il s'agit de sortir d'un labyrinthe bourré de robots qui me tirent dessus. Piège infernal. Même avec trois vies en ma faveur, Otto est gagnant, il le crie et rit insolent. Je remets aussitôt une pièce de 10 pence et me revoilà au milieu des robots. Depuis mon arrivée sur la jetée d'Eastbourne, il y a trois heures, je tourne entre les centaines de jeux, de flippers et de jackpots, dans la grande salle aux lignes arrondies de style oriental. Hallucinant, toutes ces machines qui s'allument, cliquent, avalent, recrachent, vibrent et crient sans cesse. Délire des boules, des spots et des lumières. Fièvre du samedi soir mêlée aux odeurs de fish and chips, d'algues marines, de « cuirs » en sueur et de pommes au sucre croquées par de jeunes Anglaises aux jambes bronzées. Nous devons bien être trois cents à sacrifier aux dieux électroniques, des familles, des couples, des gamins, hauts comme trois sucres d'orge. C'est samedi, le week-end anglais où tous les soucis

s'effacent. Dans un lieu irréel, de toute beauté, sur une jetée de l'époque victorienne qui s'élève sur trois cents mètres dans la mer, dans un jaillissement de piliers en fer, d'acier et de bois, de coupes orientales, de volutes ouvragées et d'arches de verre. Tout autour, la Manche se faufile entre les côtes normandes et celles de l'East Sussex anglais. Elle n'a pas encore eu raison de cette jetée, ni de celles de Hastings et de Brighton, ses proches voisines, orgueilleux vestiges des grandeurs d'Albion, du temps où la Grande-Bretagne, non contente d'être le plus puissant empire colonial du monde, offrait à ses insulaires concitoyens des loisirs maritimes, entre ciel et mer, dans un décor architectural inspiré du style exotique des East Indies.

Les jetées (en anglais, piers) apparaissent au début du XVIII^e siècle. D'abord suspendues au-dessus de la mer, elles permettent l'accueil des passagers, au retour des croisières. Soutenues par des piliers en bois enfoncés dans le sol marin, elles deviennent ensuite un lieu de loisirs et de promenades vers le milieu du siècle, pour des Anglais qui dé-

« Attirer les amoureux des « piers », les nostalgiques... »



couvrent les plaisirs des bords de mer, agrémentés de la bonne influence de l'air iodé sur leur santé. Mais ces piers n'ont pas une vie très longue. Les tempêtes, l'attaque corrosive du sel marin rendent leur existence précaire jusqu'à l'arrivée, en 1853, de l'architecte Eugenius Birch, retour des Indes.

Birch va doublement faire œuvre de génie. D'abord, il soutient les jetées par des colonnes en fer prolongées de plaques qu'il visse dans le fond marin. Cela pour la stabilité. Et puis, inspiré des formes orientales découvertes aux Indes où il vient de passer cinq ans à réaliser des ponts et des viaducs pour la compagnie des chemins de fer, il construit sur les jetées des théâtres et des kiosques à musique aux coupes arrondies, aux frises de fer entrelacées donnant aux jetées leurs lettres de noblesse architecturale. Plus de cent ans après, une trentaine de ces piers sont encore debout. Mais depuis dix ans, ils sont victimes

de la récession qui empêche leur entretien : il en tombe un par an dans la mer ; d'autres, saccagés, minés par les tempêtes, sont fermés au public.

« Maintenant il faut beaucoup d'argent pour entretenir un pier, et une solide organisation derrière. » Thomas J. Kane, manager général du pier d'Eastbourne, au vu de son air réjoui et du superbe état de la jetée dont il a la charge, ne doit pas manquer d'argent. Dans ce bureau ensoleillé, aux larges baies tournées vers la Manche, c'est à un gestionnaire comblé que j'ai affaire, sûr de lui, méprisant les piers qui ne font pas partie de Trust House Forte, sa firme, une gigantesque compagnie qui gère de prestigieux hôtels dans le monde (le George-V à Paris) et la plupart des jetées anglaises ouvertes au public.

« Nous sommes ouverts cinquante semaines dans l'année et devons faire cinq cent mille entrées par an. Ce pier est le premier d'Angleterre pour

l'état impeccable de sa structure, son bon entretien. Lorsqu'il faut repeindre, cela coûte une fortune, mais c'est le seul moyen d'attirer les amoureux des piers, les nostalgiques et aussi les jeunes à qui nous offrons les dernières machines vidéo et les boîtes disco. Et puis, l'entrée est gratuite, psychologiquement c'est très important. Les communes voisines de Hastings et de Brighton, propriétaires de jetées, font payer l'accès, c'est une erreur. D'autant qu'elles n'ont plus les moyens d'entretenir leurs installations. » La différence est, en effet, flagrante entre les trois piers.

Dès l'abord, l'air triste de la jetée de Hastings ne donne pas une impression de bonne santé. Prix d'entrée : 20 pence, un tourniquet rouillé. Peu de monde pour un samedi. Peintures délavées, planches disjointes, gonflées d'humidité. La salle de jeu est à l'avenant, avec les plus vieux écrans vidéo, des baby-foot décati, de misérables jeux de piécettes

que le mouvement régulier des raclettes pousse les uns sur les autres, piétaillés inflationnistes, pièces de 1 pence qui attendent d'être en surnombre pour tomber et être à nouveau introduites par le haut. Seuls les vieux flippers, à cinq boules, ont le charme puissant des précurseurs.

Dans la salle de bingo (Loto anglais), de jeunes Pakistanaïses et de vieilles Anglaises scrutent les résultats, leurs yeux rivés sur les écrans lumineux. Dans les vitrines, les lots sont aussi pauvres que les joueuses : peignes en plastique, bibelots de 4 sous, paquets de biscuits secs... Plus loin, le lino déchiré du ballroom est jonché de mégots, la vaste salle, plongée dans la pénombre n'a plus de décorations murales. Seules une dizaine de tables recouvertes de tissu rouge, avec une bougie allumée, attendent les participants au thé dansant annoncé pour cinq heures. Mais à cinq heures et demi, il n'y a

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

ARDÈCHE
LALOUVÈS (altitude 1 050 m)
HOTEL LE MONARQUE *** Logis de France
Tél. (07) 67-80-44
PENSION 165/206 F.T.T.C.
Vue sur les Alpes et sur grand jardin

SAINT-VERAN

HOTELLERIE
LE ROY SOLEIL
Calme et confort raffiné d'un mas du XVIII^e. Huit chambres personnalisées. Piscine, parc ombragé, cuisine gourmande, tennis 1 km.
Tél. (90) 73-23-61

Montagne

SAINT-VERAN

Pour ceux qui ont le goût de l'authenticité.
A SAINT-VERAN, site classé et plus haute commune d'Europe (1 200 m), dans le Parc naturel régional du Queyras, le nouvel hôtel CHATEAURENARD, 2 étoiles, confortable et calme, au milieu des prés avec ses terrasses ensoleillées et sa vue panoramique, à 100 m du centre du village, vous attend cet été. Guide à votre disposition pour promenades à travers les montagnes environnantes, tennis...
HOTEL CHATEAURENARD
05-599 SAINT-VERAN
Tél. (92) 45-81-70

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

LE VILLARD - Tél. : (92) 45-82-08
Studios + cuisinette, 2 à 6 personnes.
Piscine, fond.

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES

Le petit hôtel de charme du Lubéron aux portes de la Haute-Provence. Très grand confort. Service attentif. Excellente cuisine de femme et de marché. Piscine dans la propriété. Promenades à cheval. Tennis à proximité. Week-end et séjour.
MAS DE GARRIGON ***
Tél. : (90) 75-63-22
Accueil : Christine RECH.

Stations

thermales

PYRÉNÉES-ORIENTALES
A VERNET-LES-BAINS.
« Le Paradis des Pyrénées »
Thermalisme et climatisation. L'Hostellerie AU COMTE GUÉFRED DE CONFLANT
Av. des Thermes, 66820. Tél. (68) 05-54-72.
Vous fera une proposition ajustée à votre projet.

Suisse

ASCONA
MONTE VERITA **** Maison renommée. Situation magnifique et tranquille.
Pisc. chauff. Tennis. Tél. 19 (41-93) 35-01-81

TOURISME

DAUPHINÉ DIOIS 1100 m
Tab. et ch. d'hôte et conf. de pet. hameau.
Accueil 12 p. max. Randon. pédi. à la journée, av. accompagnement P. w.-e., 8 mai, Ascension, Pentecôte 115 F. p. LE RELAIS, Gélacourt, 26410 GLANDAGE. (79) 21-38-06.

BAIE D'ARCACHON
LE ROUNINGUE, 33138 LANTON.
Tél. : (56) 82-97-48. Camping, Bungalows.
Pension complète (club et hôtel). Jusqu'à 40 % de réduction au juin et septembre.

LES HAUTS D'UGINE - VAL D'ARLY SAVOIE
15 km lac d'Annecy. Été-automne. Montagne. Tennis et boudoirs couverts. Piscine chauffée. Animation. Centre équestre. Camping. Stage informatique en juin. Cites de 3 à 15 lits. Le 3 pers. 1000 F la quinzaine.
Tél. (79) 31-96-33. Syndicat d'initiative.
LES CYCLAMENS - 73400 UGINE

SÉJOUR MONTAGNE
PARC NATUREL DU QUEYRAS
ALPES DU SUD

Séjour libre en pension complète de 180 F à 214 F par jour.
Stage randonnée initiation alpinisme du dimanche au samedi tout compris de 1 600 F à 2 000 F.
Stage tennis (places limitées) du dimanche au samedi tout compris de 2 000 F à 2 400 F.
Navette minibus - Animation ping-pong. Documentation sur demande Centre montagne.
HOTEL LE COGNAREL ***NN (Logis de France)
05390 MOLINES-EN-QUEYRAS
Tél. : (92) 45-81-03 et (92) 45-83-50

PARC NATUREL RÉGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE

Le plus large des moyens de découverte du milieu naturel et humain

Rencontres avec l'artisanat local - Stages d'initiation Canot-kayak - Tourisme équestre - Cyclotourisme Randonnées pédestres - Pêche - Chasse

Vous découvrirez l'ÉCOMUSÉE de la GRANDE LANDE à MARQUEZE, le PARC ORNITHOLOGIQUE du TEICH, le DOMAINE d'HOSTENS, des églises anciennes derniers témoins des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle (BELHADE, LUXEY, SABRES), les vallées de la Leyre, le Val de Leyre...

Hébergement : hôtels, campings, gîtes ruraux et chambres d'hôtes.
Pour d'agréables vacances, écrivez ou téléphonez :

PARC NATUREL RÉGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE

29, rue Victor-Hugo, 40011 MONT-DE-MARSAN. Tél. (58) 75-84-40

EXPLORATOR EQUATEUR

De la Cordillère des Andes à la forêt amazonienne et aux Galapagos, quelques expéditions exceptionnelles en bus, en canot et en bateau. 17 à 20 jours, 18 000 à 25 000 F.

BROCHURE GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE AU (1) 266.66.24

EXPLORATOR, 16 PLACE DE LA MADELEINE 75008 PARIS - LIC. A 890

L'ÉTÉ EST PROCHE. LA SARDAIGNE AUSSI.

Paris/Olbia/Paris
Paris/Cagliari/Paris
Nice/Olbia/Nice

Tous les dimanches du 24 juin au 16 septembre
Tous les lundis et vendredis du 22 juin au 17 septembre

Vois réguliers en DC9.

Tarif Visite applicable au départ de Paris.

ALISARDA
Lignes Aériennes de la Sardaigne

9 bd de la Madeleine 75001 Paris

261.61.80

EXPLORATOR ISTANBUL AKABA

Grande traversée en voiture des régions les plus belles et des sites les plus étonnants du bassin méditerranéen oriental Turquie, Syrie, Jordanie, 22 jours, 17 800 F.

BROCHURE GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE AU (1) 266.66.24

EXPLORATOR, 16 PLACE DE LA MADELEINE 75008 PARIS - LIC. A 890

Club Aventure

EXPÉDITIONS-RANDONNÉES



LAPONIE - ISLANDE - MAROC - CRÈTE - YEMEN - GUYANE
USA - PÉROU - MEXIQUE - AFRIQUE - SAHARA

Club Aventure
27, bd de Labrousse-Maubourg 75007 Paris
Tél. 556.02.51

Non Adresse



CURIOSITÉ

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 5 MAI 1984 III

que quelques couples de retraités, frigorifiés dans leur solitude, qui ne se risquent même pas à danser sur la musique du magnétophone qui tient lieu d'orchestre. Derrière le *ballroom*, au bout de la jetée, une cinquantaine de pêcheurs sortent à tour de lignes des maquereaux aux ventres blancs qui gisent sur la rampe des grilles en fer. A cet endroit-là, la jetée de Hastings devrait sombrer dans peu de temps dans la mer.

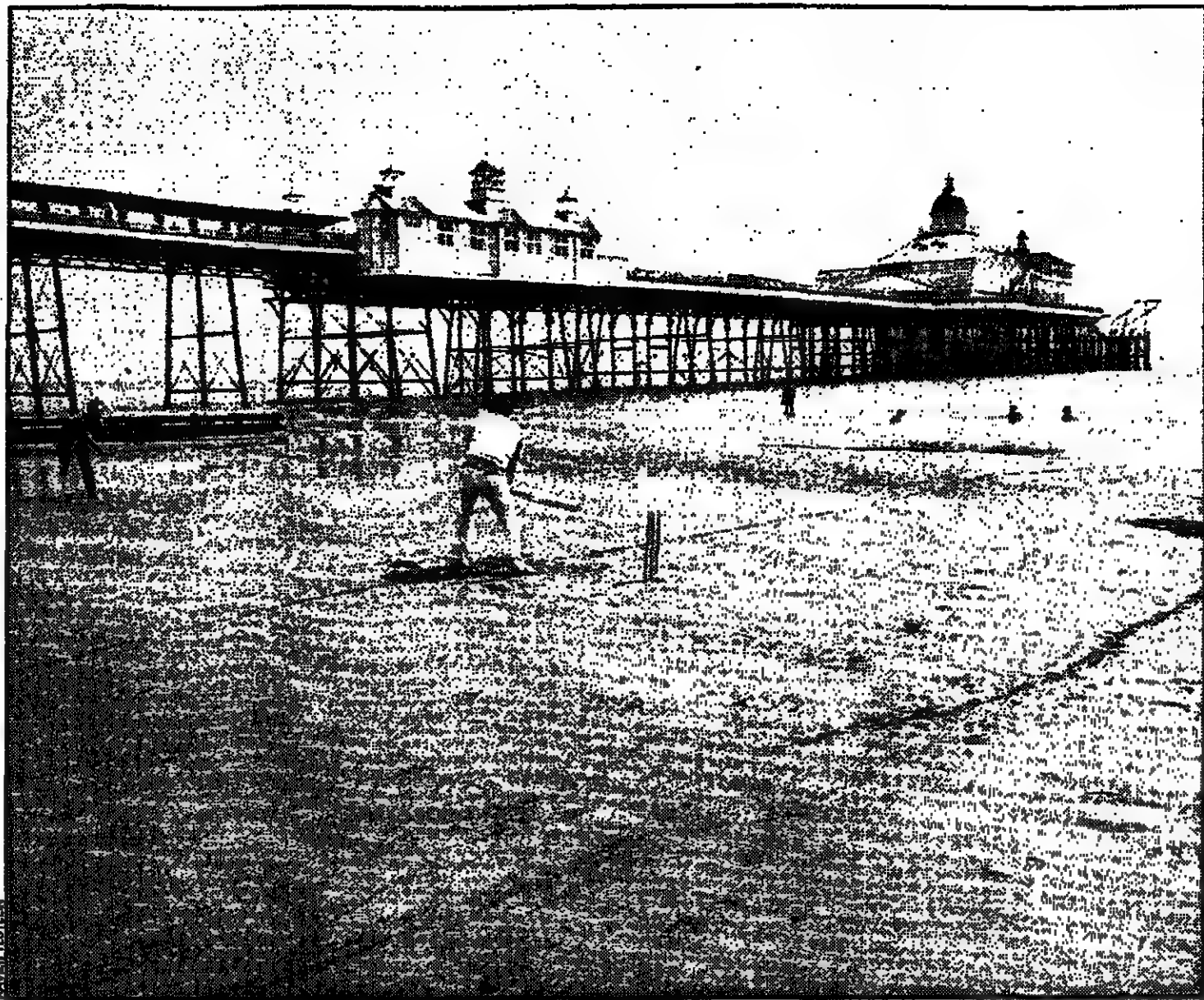
Tous les piers comportent le même genre d'amusements : salles de jeux, de bingos, salons de thé, dancings. Le plus beau des trois que je visite ce week-end est sans nul doute celui d'Eastbourne. Une peinture blanche parcourue de lignes bleues s'harmonise avec la couleur des transats bleus et blancs. Des tous doux et pastel pour des vacanciers, en majorité des retraités, qui marchent lentement sur les planches régulières de la jetée. Ils s'aventurent dans la salle de jeux, font quelques jackpots, puis, abasourdis par le bruit, repartent vers le bout de la jetée, comme s'ils glissaient sur la mer.

Quelques marches, et c'est le salon de thé vitré. Là, le temps d'une danse, les années tombent de leurs épaules, les visages sourient, les yeux s'éclairent, et ce n'est pas sans émotion qu'ils s'invitent à boire un thé pour se raconter. Ces vieux sont radieux, tranquillement joyeux dans ce décor feutré et moelleux, hautement conçu pour leur détente. Riches ? Peu le sont, ce sont pour la plupart des retraités des centres ouvriers du Yorkshire ou de Londres, venus là pour un week-end, au grand maximum pour une semaine. Jusqu'à l'été prochain.

En bas, la boîte disco, avec un jeu d'éclairage très sophistiqué, accueille des couples et les jeunes étrangères des collèges d'été. Deux mondes, l'un au-dessus de l'autre, qui coexistent sans problèmes, comme cette jeune punkie au profil d'aigle hérisse, qui accompagne sa mère aux cheveux gris, toutes deux perdues dans des imperméables trop grands, pour une balade nocturne sur la dernière rambarde de la jetée.

Reste à voir Brighton. D'autant que « ceux d'Eastbourne » n'ont cessé de critiquer ses piers et ses plages, et parlent de « banlieue transplantée au bord de l'eau ». Brighton, les affrontements légendaires des mods et des rockers sur ses gais humides. Eh bien, Brighton se déginge sérieusement, à l'image de ses deux jetées. L'une, Brighton West, la plus belle œuvre d'Eugène Birch, est fermée au public pour insécurité. Une pancarte informe les chalands qu'un comité de sauvegarde, dirigé par un certain John Lloyd, s'active pour la réparation et la réouverture de la jetée. Mais il semble que si la commune ni son propriétaire ne veulent payer. Alors John Lloyd accuse : « C'est parce qu'ils ont peur de la concurrence, ils craignent que Pier Palace (l'autre) ne perde de l'argent. » En attendant la jetée risque de disparaître.

Le Palace est colossal. Plus de 500 m de long et 60 m de large ; d'ailleurs, en plus des théâtres, salles de jeux et bingos, il a aussi des manèges, autoscooters, toboggans, tirs à l'arc et au fusil, train fantôme ; il ne manque que le grand huit pour parachever ce grouillement de baraques foraines à l'ombre des structures



Eastbourne. Au pied de la jetée victorienne, on joue au cricket à marée basse.

métalliques centenaires qui commencent à rouiller.

Ce pier est certainement le plus populaire d'Angleterre. A cause de fréquentes visites royales par le passé et, surtout, de la proximité de la ville avec Londres (à une heure en train ou en voiture). L'état de la jetée fait encore illusion. On est bien loin, certes, de la douce préciosité d'Eastbourne, mais le parquet de bois, les bâtiments, tiennent encore. La

salle de bingo est particulièrement bien conservée, un vaste chœur circulaire, tendu de rouge, avec de pâles officiants au micro, qui, en lieu et place de la Bible, lisent les résultats du tirage dans la grande-messe de la Fortune qu'aiment plus que tout célébrer les Anglais, le peuple le plus joueur du monde.

Le problème de ce pier, c'est qu'à force d'amusements et de

festivités de toutes sortes, de rajouts sauvages de baraques et d'enseignes, les formes s'entrechoquent, les matières se heurtent et les couleurs débordent les unes sur les autres. La fête, les loisirs trop envahissants, cachent la jetée, déparient ses lignes, en font, parfois, un banal terrain de jeu.

Seules quelques parties, comme le Victoria Bar, ont gardé leur « charme de bout de la jetée ». Là, dans une salle en

bois verni, avec des plantes vertes et une épaisse moquette rouge striée de violet, quelques solitaires devant des bords de bière contemplent la mer qui les entoure de toutes parts, muets et tristes, comme de grands cachalots échoués qui, dans le ressac de leur mémoire, pensent des blessures réelles ou imaginaires.

JEAN-PIERRE CAMPAGNE.

**HAPPY-END
POUR OSIRIS, L'AMOUR
D'ISIS LE RESSUSCITE !**

**TOUS LES
DÉTAILS DANS
LE GUIDE BLEU.**

**GUIDE BLEU :
VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.**

égypte

Innsbruck
Randomnées en montagne avec guides gratuites

Innsbruck - ce n'est pas seulement la vieille ville de 800 ans avec des restaurants où l'on se sent à son aise, avec tavernes, cafés et boutiques - elle offre aussi un super-programme de randonnées en montagne : navette et guide diplômés gratuitement tous les jours pour 25 excursions différentes. Insigne "Kasemmand" en 4 catégories. De plus le programme culturel : le festival de musique ancienne, concerts au Château d'Ambras, etc. et encore le Club Innsbruck avec beaucoup d'avantages.

Sur la terrasse inviolable au-dessus d'Innsbruck : 1800 m de vues, de golf et de tennis ; 2 terrains de golf, 12 courts de tennis de plein air, 1 court couvert, 7 piscines, piscine d'été, possibilité de courses, randonnées en montagne, etc. Hôtels, pensions et appartements de vacances adaptés.

En juin : pour singles - 1 semaine à partir de FF 495.
Une semaine familiale de golf, grand hôtel, à partir de FF 995.

Verkehrsbüro A-6021 Innsbruck-Tgls - Postfach 521
Regierungstr. 3 - tél. 0531/52 2272 57 15, télex 5-3 423

**"NAVAJOS FAIRE OP'ART
DEPUIS DES SIÈCLES,
VISAGES PÂLES COPIEURS !"**

**TOUS LES
DÉTAILS DANS
LE GUIDE BLEU.**

**GUIDE BLEU :
VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.**

états-unis

**L'IRLANDE
avec REPUBLIQUE TOURS**

**Séjour 1 semaine
à la ferme : 1540 F***

REPUBLIQUE TOURS, c'est une infinité possible de choix, à titre d'exemple :
- Séjours à la ferme, à l'hôtel, dans de magnifiques châteaux, manoirs, demeures ou relais de campagne, au choix ;
- Circuler en voiture, en roulotte, en autocar ou en bateau, au choix ;
- Brochure détaillée sur demande.
* (quelques dépenses comprises en avril et octobre 84).

Pour partir gratuitement
Participez à notre jeu "Gagnez l'Irlande". Ce jeu gratuit est organisé du 1^{er} avril au 12 mai 1984 par REPUBLIQUE TOURS. Rendez-vous chez votre agent de voyages avant le 12 mai pour gagner l'Irlande avec REPUBLIQUE TOURS.

REPUBLIQUE TOURS
22, rue Grébois
47002 LYON
Tél. : (7) 837.72.38
Licence A304

**EXPLORATOR
BOTSWANA**

Expédition en Range-Rover et en pirogue, des chutes Victoria jusqu'au delta intérieur de l'Okavango. 16 jours, 20 600 F.

**BROCHURE GRATUITE
SUR SIMPLE DEMANDE
AU (1) 266.66.24**

EXPLORATOR, 16 PLACE DE LA MADELEINE
75004 PARIS - LIC. A 890

NOUVEAU *Attrapez
un coup de jeune*
avec Jet Tonic, les voyages
forme, santé, beauté.

Des vacances "anti-stress" pendant lesquelles vous pourrez allier dépaysement, tourisme et santé de votre corps. Ex.

Jet Tonic
Demandez notre brochure gratuite à COMITOUR
1, rue Daumou, 75002 Paris, tél. 261.67.08.

NOM _____
ADRESSE _____

ABANO
16 jours
pension complète.
Traitement inclus.
A partir de
F 4950.

**EXPLORATOR
MEXIQUE**

Expédition en minibus et à pied à travers les forêts, lacs et volcans du Michoacan, les villages de montagne et la côte pacifique. 18 jours, 15 800 F.

**BROCHURE GRATUITE
SUR SIMPLE DEMANDE
AU (1) 266.66.24**

EXPLORATOR, 16 PLACE DE LA MADELEINE
75004 PARIS - LIC. A 890

مكتبة الامم المتحدة

Le voyageur sans bagage

Maurice Freund vendait du tourisme pur et dur. Sa réussite l'inquiète.

MAIS où court-il donc ce petit homme à la tignasse brune, aux moustaches à la gauloise, avec son pantalon frippé et son carter ? On dirait un Lech Walesa qui aurait attrapé la bougeotte.

Le voici sur les pistes de l'aéroport de Lyon-Satolas, surveillant le décollage d'un de ses longs courriers, le voilà à Ous-gadougou (Haute-Volta) créant, entre deux avions, avec le capitaine-président Thomas Sankara, une nouvelle compagnie aérienne. Le lendemain, il est à Paris devant la Sorbonne, au siège de son agence de voyages. Le soir même, il couchera à Mulhouse, sa ville natale, où se trouve le PC de son groupe.

Cet agité, encore inconnu des Français, n'est plus n'importe qui. Maurice Freund, puisque c'est son nom, est président d'une association de tourisme populaire - Le Point - qui affirme avoir fait voyager, l'an dernier, cent vingt mille personnes. Une association nantie : elle possède un chalet

dans les Vosges, un hôtel en Haute-Volta, un immeuble à Mulhouse, des locaux dans sept villes de France, trois avions gros porteurs et une flottille de vingt véhicules tout-terrain.

Son président est, aussi, le gérant d'une compagnie aérienne Point-Air qui dessert, par charter, une demi-douzaine de pays. Au fort de la saison, Le Point et Point-Air emploient deux cents permanents et mobilisent deux cent cinquante bénévoles. Chiffre d'affaires 1983 : 350 millions de francs ; bénéfices : 9 millions de francs.

Voilà ce que pèse le ludion qu'est Maurice Freund. Dans les milieux du tourisme et du transport aérien, on l'adore, on le déteste, on le brocarde ; mais, désormais, on le craint. Car ce PDG-là est un être singulier, imprévisible, insaisissable, mais capable de toutes les audaces.

Figurez-vous qu'il n'a ni femme, ni voiture, ni fortune personnelle, ni domicile fixe. C'est à peine s'il a un patro-

nyme. Dans sa « boîte », on ne connaît que « Maurice ». La bonne bouffe ? Il s'en moque. Les costards convenables ? On les lui prête. Les grolles qui prennent l'eau ? On verra plus tard. Une chambre pour ce soir ? Un matelas et un sac de couchage suffiront.

Maurice Freund vit comme un clochard milliardaire ou, plutôt, comme un frère-prêcheur du tourisme tiers-mondiste. Il court, il court, ce quadragénaire. Volubile et secret. Colérique et sensible. Pagaillier et malin.

Son itinéraire personnel ferait une bonne série pour la télévision. On le verrait en culotte courte à Mulhouse, fils d'ouvrière et tâtant lui-même de l'usine à quatorze ans. Puis, chez les Salésiens, poursuivant des études en pointillé, boycotté, subjugué par l'évêque de Madras venu prêcher une retraite, pratiquant le scoutisme et montant sur les planches en comédien amateur. Enfin, licencié de physique, technicien chez Peugeot et syndicaliste CFDT.

Son idée pendant les années 60 : achever la construction d'un chalet de vacances dans les Vosges. Sans un sou vaillant, mais avec des bénévoles. Il y arrive...

En six ans. Mai 68 l'enflamme : le voilà parti pour le tiers-monde. En Inde, bien sûr, puisque c'est la mode : splendeur et léproserie, puis à creuser et balades nez au vent avec quelques roupies en poche, mais au contact de la population.

Maurice et ses copains routards ébauchent une théorie qui combine l'utile et l'agréable. Elle permet en tout cas de prendre son pied en ayant bonne conscience : loin de déstabiliser les pays du tiers-monde, un tourisme intelligent, discret, attentif aux sensibilités locales peut les aider à émerger du sous-développement.

Seulement voilà. Maurice et ses ouailles font l'expérience des charters fantaisistes et des factures douloureuses du rapatriement. Alors, en 1970, ils créent leur propre association

de voyage, Le Point. Comprenez : le point de rencontre entre tourisme pour tous et aide au tiers-monde. Dès leurs premiers vols charters vers l'Inde, le Mexique et les Etats-Unis, ils s'aperçoivent que l'on peut voyager pour deux fois moins cher et gagner encore de l'argent. Tailler la route, rendre service et entamer le monopole des « exploitants », c'est le super-pied.

La croisade pointiste commence. Maurice en est le porte-drapeau, l'organisateur, le pré-



Maurice Freund

riez aussi des vols en toute saison.

Alors en 1975, Maurice Freund fait son deuxième saut dans l'inconnu. Dans l'immeuble que Le Point a acquis à Mulhouse, il installe un ordinateur pour gérer les réservations. On engage à bas prix des copains, des anciens du voyage, des convaincus. Des bureaux ouvrent à Paris et dans plusieurs grandes villes. Bref, Maurice est devenu le patron d'une véritable agence de voyage.

Il organise des vols vers le Niger et achète dix Land Rover pour ramener ses pointistes à travers le Sahara. Prix de l'aller-retour, 720 francs, alors qu'UTA et Air Afrique, les deux grandes compagnies qui ont le monopole des liaisons avec le continent noir, le vendent à 3 600 francs. Evidemment, elles se cabrent : « Pirates, vous venez piétiner nos plates-bandes ».

L'année suivante, Le Point vend des aller-retour pour l'Amérique du Sud payables au cours du dollar. Patatras, le billet vert chute de plusieurs points. Nouveau bénéfice en fin d'année : 420 000 F.

Mais, maintenant, les compagnies de charter ne font plus de cadeau. « D'accord pour des vols bon marché en été, disent-elles à Maurice, mais à une condition : que vous assu-

EXPLORATOR YEMEN

Expedition en Land-Rover depuis les rivages de la Mer Rouge jusqu'aux villes fortifiées des montagnes de l'Arabie heureuse. 13 jours. 17 800 F.

BROCHURE GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE AU (1) 266.66.24

EXPLORATOR, 16 PLACE DE LA MADELEINE, 75008 PARIS - LIC. A 690

Partir

La Bourgogne par monts et par vaux

Un beau week-end en Bourgogne. L'histoire et le table. Dix propositions de voyage pour des circuits variant de un à quatre jours au départ de Dijon (à une heure quarante de Paris en TGV). Prix selon le séjour choisi : de 128 F à 785 F.

● Burgondie Tours, 8, rue Jules-Marey, 21200 Beaune, tél. (80) 22-21-03.

Le cante flamenco

Pour ceux qui veulent découvrir le flamenco sur les pas de

Partir

Manuel de Falla et de Federico Garcia Lorca. Guitare et cante flamenco à Séville, piano à Grenade et ballets classiques dans les jardins du Generalife (en soirée). Du 30 juin au 8 juillet. En Andalousie. Prix : 5 700 F.

● IDEES VOYAGES, 9, rue de Maubeuge, 75009 Paris, tél. 285-44-04.

De Petra à Aqaba

Les châteaux du désert et Petra. Le mont Nebo et le Wadi Rum, la tanière de Laurence d'Arabie. Et Aqaba. Une journée au bord de la mer Rouge. Neuf jours en Jordanie. Prix : 6 970 F (de Paris à Paris).

● CGTT, 8, rue de Saxe, 75009 Paris, tél. 265-10-10.

Laponie suédoise

Une bonne condition physique suffit pour tenter l'aventure. Randonnée pédestre autour du lac Kaski Kaitumajure. Possibilités de pêche. Descente de rapides en bateaux pneumatiques pour amateurs de sensations fortes. Logement sous tente ou en refuge. Une visite de Stockholm est également inscrite au programme. Treize jours. Prix : 7 050 F. Du 29 juillet au 10 août.

● Nouvelles Frontières, 74, rue de la Fédération, 75015 Paris, tél. 273-25-25.

EXPLORATOR MAROC

Decouverte en véhicule tous terrains ou à pied des civilisations et des paysages du Rif au Grand Sud, du Haut Atlas à l'Atlas occidental. 15 à 22 jours, 6 800 à 10 800 F.

BROCHURE GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE AU (1) 266.66.24

EXPLORATOR, 16 PLACE DE LA MADELEINE, 75008 PARIS - LIC. A 690

LE PAYS DES ESPAGNOLS

HOTEL DELFIN à CAN PASTILLA

à partir de **500 F** la semaine* (en logement et petit déjeuner)

HOTEL CLUB CALA MARSAL à CALA MARSAL

à partir de **720 F** la semaine* (en pension complète)

* Arion de Paris ou province non compris.

Jouez Sans Frontière

EN VENTE DANS 50 BUREAUX WASTEELS ET AGENTS AGRÉÉS

75006 Paris 6, rue Monsieur le Prince - Tél. (1) 325.58.35
93200 Saint-Denis 15, place Victor Hugo - Tél. (1) 243.84.73
75012 Paris 2, rue Michel Charles - Tél. (1) 343.46.10

Demandez notre brochure GRATUITE 24 h/24 h sur répondeur automatique 341.08.08

LIC. A 58

BRUTALITE ET INNOCENCE

AVENTURE AUSTRALIE

autrement 70 F EN LIBRAIRIE

RÉSIDENCES

MEGEVE - Le Clos d'Arly

Le standing à la montagne. 2 p. (6 personnes) livré avec casier à skis, cave et parking. 330 000 F

Gestion et locations assurées. Renseignements au bureau de vente : 4, voie des Varius, Pray-sur-Arly, 74120 Megève. Tél. (50) 21-46-25.

GUADELOUPE

BEHEL, 20-25 m de Plage à Pointe Propriété 5000 m², bord de mer à maison type F5 avec combles aménagés, charpente en bois exotique, poutres apparentes, surface 250 m². 900 000 F.

M. BUDON, Merne Bazel-Chauvel, ABYMES, 97110 POINTE-A-PITRE. Tél. 19 (590) 52-67-49.

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE

UNIVERSITÉ DE VIENNE

Cours d'allemand pour étrangers 3 heures le 1er juin à 12 semaines (en 1984) 100 000 F (hors taxes) 100 000 F (hors taxes) 100 000 F (hors taxes)

LABORATOIRE DE LANGUES

EXCURSIONS, PÔRRES

Age minimum 16 ans

DROITS D'INSCRIPTION ET DE COÛTS

Pour 4 semaines AS 2 380 francs, FF 1 000

PROG. FORFAITAIRE (Inscription, cours, matériel) pour 4 semaines AS 2 380 francs, FF 2 700 francs (hors taxes, 1983)

Programme détaillé : VIENNE INTERNATIONALE ROCKSVOLUNTEERS 4-1010 VIENNE, AUTRICHE, UNIVERSITÄT

1 000 FERME, VILLAS ET CHATEAUX A LOUER EN TOSCANE

Pour des vacances de soleil, culture et qualité, consultez le catalogue CUENDET (230 pages en couleurs), presque un guide touristique décrivant minutieusement chaque demeure avec des photos intérieures et extérieures, inventaire garni, etc.

Pour achat du catalogue (22 F) et réservations : **DESTINATION TOSCANE** 7, rue du Pélican, Paris (12^e) - Tél. : 233-38-16

Croisières COSTA

Le charme italien qui séduit les Français.

DANAE

Croisière de 14 jours en Méditerranée, Grèce, Égypte, Israël, Turquie, Tunisie, etc. Départs de Venise de mai à novembre.

Informations, brochures, inscriptions dans toutes les Agences de voyages.

Accueil fascinant, l'île de...

OFFICE DU TOURISME

PORTRAIT

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 5 MAI 1984 V

La veille du premier vol, les autorisations promises par les autorités locales sont retirées. Maurice embarque quand même son monde, et en route pour Agadès ! On verra bien. Et l'on voit : interdiction d'atterrir, des bidons sur la piste. Au sol, les Land Rover, et cent clients qui attendent leur retour en Europe. Il faut faire demi-tour, rembourser les voyageurs, rapatrier au prix fort les isolés du Niger et vendre les véhicules. Echeo retentissant.

Maurice, indomptable, jure qu'il reviendra se mesurer avec les « grands » et organise des vols hebdomadaires vers le Pérou, pour se refaire.

Ça marche. Il s'associe alors avec une compagnie de charters longs-courriers qui veut desservir les Antilles. Celle-ci achète d'occasion deux Boeing-707 pour lesquels Le Point fournit la caution financière de tous ses avoirs et que l'association s'engage à remplir. Près de dix mille candidats au voyage s'inscrivent. Un an plus tard la compagnie dépose son bilan. Le Point y perd 6 millions de dollars et y gagne deux avions. « Notre plus folle aventure », confesse Maurice.

Voilà comment, parti de moins que rien, il se retrouve dix ans plus tard, en 1980, gérant d'une compagnie aérienne - la SARL Le Point Air - faisant voler deux gros porteurs eux-mêmes remplis par une association de tourisme - Le Point - dont il est président.

Manager malgré lui, Maurice doit à présent rentabiliser sa flotte. Cela signifie ouvrir des lignes, trouver un créneau dans le marché du voyage aérien. Il demande une autorisation de trafic entre Bâle et Dakar. Mais, cette fois, par

prudence, il s'arrange avec les autorités locales pour que ses avions volent sous pavillon sénégalais.

Au neuvième vol, Dakar cède aux « amicales pressions » des grandes compagnies interafricaines et retire sa couverture. Lorsque le Boeing du Point se pose, il est aussitôt encerclé par l'armée et séquestré. Encore une chaude aventure pour les pointistes qu'il faut rapatrier.

Maurice ne s'en laisse pas conter. Avant la fin de l'année et après plusieurs semaines de palabres, il a passé un nouvel accord avec la Haute-Volta cette fois, capitale Ouagadougou. Tarif de l'aller-retour, 1.380 F contre 7.580 F en vol régulier. Il profite du vide administratif des vacances de la Noël 1980 pour lancer ses premiers vols.

Sans autorisation, comme s'il s'agissait de la promenade privée d'un appareil d'aéroclub. A bord du DC-8, il y a pourtant cent quatre-vingt-neuf aventuriers malgré eux. A Ouaga, pas de service au sol. C'est par l'échelle des pompiers que les pointistes débarquent. Puis ils font la chaîne pour décharger leur sac à dos. C'est gagné, la brèche est faite.

Maurice Freund s'est acquis la sympathie de dix mille Voltalques émigrés en France, qui peuvent revenir au pays sans y laisser toutes leurs économies. Il réussit même l'exploit d'entretenir de bonnes relations avec les trois présidents qui se succèdent là-bas entre 1981 et aujourd'hui. Malgré ses étranges manières, le patron du Point sait louver entre les récifs politiques, qu'ils soient français ou étrangers, de droite ou de gauche.

Son dernier saut périlleux : il vient de créer une compagnie

aérienne qui associe Le Point au gouvernement de Haute-Volta. Dénomination de la société : Naga Nagan, l'oiseau qui vole très loin. Maurice apporte en dot trois avions, deux pour les passagers, un pour le fret. Il les gérera pendant deux ans puis les remettra en toute propriété aux Voltaïques. « Ces appareils anciens et bruyants ne pouvaient plus être exploités en Europe », disent les mauvaises langues. « Freund a trouvé un moyen élégant de s'en débarrasser. » Maurice, lui, affirme qu'il aide ainsi la Haute-Volta socialiste à briser le monopole d'Air Afrique et à transporter vers l'étranger - au tiers du tarif habituel - ses produits agricoles.

Mais il y a autre chose. Maurice Freund est à la tête d'une affaire pesante, empiétrée dans la gestion difficile de ses avions, encombrée de ses bénéfices. Les bénévoles commencent à râler : « Ne gagne-t-on pas de l'argent sur notre dos ? » « Il faut arrêter notre expansion, reconnait Maurice, et réfléchir avec ceux qui pensent que le voyage est une affaire de cœur et non de portefeuille. »

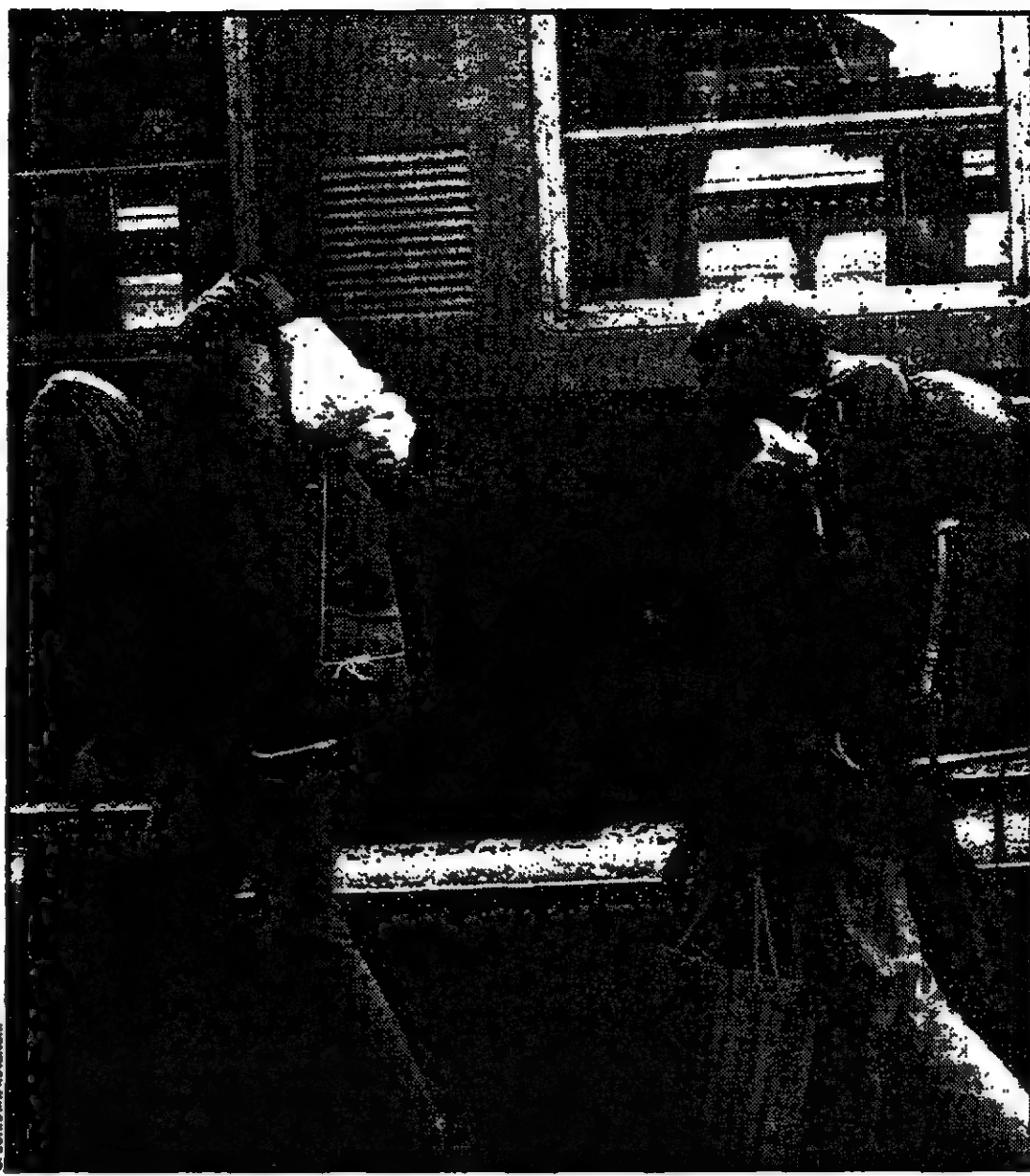
Nécessaire réflexion en effet. La dernière aventure du Point le prouve. Pour utiliser ses bénéfices, Maurice a fait construire en plein Sahel, à Gorom-Gorom, ce qu'on appelle un « campement ». Il s'agit d'un superbe bordj en terre, dessiné dans le style du pays, par un architecte français, et bâti par les locaux. Objectif : créer « quelque chose » avec les éleveurs indigènes. En fait, le « campement » a tourné à l'hôtel de luxe pour experts européens et touristes à fric. On a tout arrêté et on va y stocker du miel pour les affamés du secteur.

Condamné à la fuite en avant et notamment à transporter « n'importe qui ». Le Point est-il encore fidèle à lui-même ? Et d'ailleurs, le tourisme intelligent, celui qui veut pratiquer les authentiques pointistes, peut-il vraiment aider le tiers-monde dès lors qu'il précipite vers ces pays des flots de voyageurs, chaque année croissants ? Maurice Freund, le Don Quichotte du tourisme, a décidé de poser sa lance et de réfléchir à tout cela.

En juin prochain, pour la première fois depuis vingt ans, il ne sera pas candidat à la présidence de l'association. « Il faut briser le mythe de Maurice, dit-il, et laisser la place à de nouveaux responsables. » Fort bien, mais, privé de son capitaine bouillonnant, Le Point pourra-t-il éaler les coups de tabac qui l'attendent ?

MARC AMBROISE-RENDU.

Le Point, 4, rue des Orphelins, 62200 Malhonn, et 54, rue des Ecoles, 75003 Paris.



(Publicité)

TOUR DU MONDE SANS PASSEPORT

Ouverte depuis le 27 avril dans le cadre de la Foire de Paris, l'Exposition des Nations Etrangères est pour le visiteur l'occasion de découvrir, sur 7 000 mètres carrés d'exposition, 23 pays de quatre continents - parmi lesquels pour la première fois la République populaire démocratique de Corée - et de porter un regard neuf sur d'autres façons de vivre.

C'est également pour les professionnels l'occasion de lier des relations économiques avec l'étranger, soit directement sur le stand des pays présents, soit sur le stand de la Direction des Relations Internationales de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

En effet, celle-ci, forte de son succès de l'an passé, sera, pour la deuxième année, au cœur de l'Exposition des Nations Etrangères, un lieu de rencontre privilégié au service du commerce international.

Proposant aux exposants et aux milieux économiques français son système de banque de données TELEX-PORT, elle leur permettra, par accession directe à son terminal, de trouver à tout moment une réponse à une question précise de commerce extérieur. Le système comprend en effet :

- un service de gestion automatisée des offres collectées à travers le monde (PROMINPORT et PROMEXPORT) facilitant la recherche de nouveaux débouchés pour les entreprises françaises et étrangères ;
- un fichier informatisé regroupant des entreprises exportatrices et importatrices (FIR-MEXPORT) ;

- une présentation des formalités à accomplir et des documents à fournir pour exporter sur 130 pays ainsi que la réglementation inhérente à chacun d'eux (DOCEXPORT).

Elle permettra également des contacts personnalisés entre des professionnels des pays exposants et leurs homologues français en organisant des journées professionnelles. Au cours de celles-ci seront abordés les problèmes particuliers liés aux échanges commerciaux de la France et de ces pays, dans les secteurs d'activité économique qu'ils souhaitent développer.

Jusqu'au 8 mai, au Parc des Expositions de la Porte de Versailles, 23 pays se présenteront aussi bien au grand public qu'aux responsables du commerce international, à travers leurs ressources artistiques, culturelles, touristiques et économiques, et proposeront à la vente leurs produits les plus typiques.

Et puis, jouxtant cette exposition, le Salon des Artisans du Monde est le rendez-vous de l'artisanat des cinq continents. Venus de 40 pays, 150 artisans proposent des cadeaux du bout du monde à tous les prix... bibelots, tentures et tableaux pour décorer un intérieur ou bijoux et vêtements typiques pour une parure de fête.

EXPOSITION DES NATIONS ÉTRANGÈRES

Jusqu'au 8 mai
Parc des Expositions de la Porte de Versailles, bâtiment 1
Tous les jours de 10 heures à 19 heures
jusqu'à 22 heures le vendredi 4 mai

FOIRE DE PARIS SALON DU TOURISME

27 AVRIL - 8 MAI

VENEZ DÉCOUVRIR LE TOURISME FLUVIAL ET LA NAVIGATION DE PLAISANCE SUR LES RIVIÈRES ET LES CANAUX

STAND C24 - Bât. 1

OFFICE NATIONAL DE LA NAVIGATION

2, bd de Latour-Maubourg
75007 PARIS

Tél. (1) 550-32-24



* FORAITS DÉPART PARIS *

* YUGOSLAVIE 2250 F
8 j. prix, compt. adj. bord de mer

* GRÈCE 3725 F
Séjour 4 j. 15 j.

* URSS 4750 F
Circuit 4 villes, 15 j., et compris

(18-35 ans)

* CHINE 14950 F
Circuit 7 villes, 18 j., et compris

* AVION DÉPART PARIS *

A/S A/R

ATHÈNES 1100 F 1750 F

TAMBOUR 1100 F 1750 F

TEL-AVIV 1100 F 1750 F

LE CAIRE 1345 F 2000 F


* Jours valent 20 ans de validité après 31 ans.

ILT - MONDORAMA - Tél. (1) 266-54-67

7, rue de la Michodière, 75002 Paris

Métro Opéra ou 4-Sept. L. A 1372

Accueillante, fascinante, passionnante, l'île de Chypre.



CHYPRE Cyprus Airways

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE

15, rue de la Paix, 75002 Paris. (1) 261.42.49. Si vous appelez de la Région Parisienne.
16.05.31.56.70. Appel GRATUIT. Si vous appelez de la Province.

مقدونيا

L'impossible en trois dimensions

Triathlon : même un homme peut le faire.

LES légendes ne sont plus ce qu'elles étaient. Jadis, on apprenait, par exemple, que Philpides avait couru 40 km pour apporter aux Athéniens la nouvelle de la victoire sur les Perses à la bataille de Marathon et que, à peine accomplie sa mission, il s'était effondré, raide mort. Lorsque le baron Pierre de Coubertin renoua les Jeux olympiques, un helléniste proposa de vérifier « expérimentalement » la validité de cette légende en inscrivant au programme une course de marathon. Mi-père, mi-facteur, le Grec Spiridon Louys entra à son tour dans la légende en triomphant de cette première course, qui allait devenir symboliquement la limite de l'effort humain tant les concurrents terminaient épuisés. Bref, courir le marathon était une sorte d'exploit mythique. Mais, avec les progrès de l'entraînement et de la médecine sportive, il apparut insensiblement que Philpides n'aurait après tout été qu'une victime du mauvais entraînement militaire. Car, en devenant une thérapie contre les maladies cardio-vasculaires, les courses d'endurance sur 20, 40, 50, voire 100 kilomètres, sont maintenant à la portée de milliers de pratiquants du jogging. Les grands marathons populaires, organisés depuis cinq ou six ans à New-York, Paris, Londres, voient plus de quinze mille personnes sur la ligne de départ, et quelque trois mille terminer en moins de trois heures, c'est-à-dire en soutenant une moyenne de 14 kilomètres-heure.

De là à penser qu'il fallait aller chercher plus loin les limites humaines, il n'y avait qu'un pas que les Américains se sont décidés à franchir dans les années 70, après s'être allègrement lancés dans le marathon dans les années 60. En appliquant au pied de la lettre la devise olympique « citius, altius, fortius » (plus vite, plus haut, plus fort), ils ont donc ajouté à l'endurance pédestre deux autres efforts en apparence incompatibles : la natation et le cyclisme ; le triathlon était né, tel le Phénix des cendres du mythe défunt de Philpides.

« Après avoir participé à cinq ou six marathons, un autre n'offre plus guère d'excitation », affirme John Collins, un commandant de la marine

américain, qui fut un des promoteurs de cette épreuve. La première eut vraisemblablement lieu en mai 1975, à San-Diego, en Californie. Il s'agissait de nager 800 m, puis d'enfourcher un vélo, pour attirer les spectateurs et surtout les commanditaires qui en voulaient pour leur argent ; les compétitions furent durcies pour désigner « l'homme de fer ». « Iron Man » est ainsi l'appellation du plus célèbre triathlon qui a lieu chaque année au mois d'octobre à Hawaï. Là, les champions de l'endurance toutes catégories, triés sur le volet, doivent nager 3,9 km dans les vagues de l'océan, pédaler pendant 182 km, c'est-à-dire faire le tour de l'île d'Oahu, et terminer par un marathon. Autrement dit, sans prendre le moindre repos entre les épreuves, sans la moindre aide extérieure, un concurrent doit nager deux fois la plus longue distance olympique (1 500 m), terminer une bonne étape du tour de France et s'élancer pour un banal 42,95 km. Il n'a néanmoins pas fallu plus de 9 h 8 mn à l'Américain Dave Scott pour établir le record du monde de la spécialité.

« Un vrai marathon comme celui d'Hawaï exige des mois d'un entraînement digne de celui des « marines », provoquant un épuisement complet des ressources physiques des concurrents le jour de la compétition où seul le meilleur survit », affirme John Collins. Les chaînes de télévision américaines ont, en effet, diffusé à l'occasion de cette épreuve des images hallucinantes de concurrents littéralement vidés, tétanisés par les crampes, secoués par des spasmes, terminant en rampant, mains et pieds en sang. Il en fut de même, l'an dernier, lorsque Antenne 2 « couvrit » le deuxième triathlon de Nice, où l'Américain Mark Allen était victime d'une sévère défaillance après avoir franchi la ligne d'arrivée en vainqueur.

Les 70 000 F qui étaient mis en jeu sur la promenade des Anglais par le pape américain du sponsoring, Mark McCormack, pouvaient expliquer une telle « défonce ». Pourtant, l'effet d'un gain assez ridicule comparé à ce qu'il est possible de gagner dans d'autres sports professionnels infiniment



moins éprouvants n'explique pas tout : « Je voulais me prouver quelque chose, connaître mes limites », a expliqué Mark Allen, avant de respirer de l'oxygène. Les raisons profondes de ce nouveau masochisme ont peut-être été mises en évidence par un pharmacologue australien : le docteur Guy Chesler, de l'université de Sydney, a établi que, lors d'exercices prolongés, l'organisme produisait une substance opiacée fortement analgésique, en cas d'efforts répétés, provoque une accoutumance. « Au troisième triathlon, c'est de la routine », affirme d'ailleurs le spécialiste américain Scott Tinley, quatrième à Nice en 1983. Policier à Antibes, Pierre Hermans, qui avait terminé « à moitié dans le coma » en 1982, avait repris le départ pour finir « dignement ». Le premier Français, Jean-Claude Czaja, qui, en terminant vingt-troisième, gagnait un billet pour l'Iron Man d'Hawaï, envisageait plutôt de tenter une traversée de l'Australie en quarante jours : « 100 kilomètres par jour, c'est faisable ». Déjà le côté grand-guignol de l'épreuve s'était estompé. Restait l'aventure au plus profond de soi-même contre les fantasmes et la douleur. Le Grassois Jean-Paul Thieu en fit l'expérience, qui, après une chute à vélo, pédala encore

ALAIN GRAUDO.

X-athlon

LES épreuves multidisciplinaires sont les suivantes :
Biatlon : discipline inscrite aux programmes des Jeux olympiques d'hiver depuis 1960 et symbolisant la traque du chasseur nordique. Il comprend une course à skis de fond (10 km, 20 km ou 4 fois 7,5 km) entrecoupée de tir sur des cibles ou des plateaux en position debout ou couché.
Pentathlon moderne : disciplines olympiques masculines représentant le soldat parfait et inscrite au programme des Jeux d'été. Il comprend, dans l'ordre, un parcours d'équitation de 1 000 mètres avec vingt obstacles, une poule d'escrime à l'épée, une épreuve de tir au pistolet sur silhouette à 25 mètres avec vingt balles, une course de

natation sur 300 mètres et un cross-country pédestre de 400 mètres.
Heptathlon : discipline olympique féminine inscrite aux programmes athlétiques des Jeux d'été. Il est disputé sur deux jours, comprend le premier jour une course sur 100 mètres haies, le lancer du poids, le saut en hauteur et un 200 m, le second jour le saut en longueur, le lancer du javelot et la course de 800 mètres.
Décathlon : épreuve olympique masculine qui symbolise les dix travaux d'Hercule. Il est disputé sur deux jours et comprend d'abord le 100 mètres, le saut en longueur, le lancer du poids, le saut en hauteur et le 400 mètres, puis le 1 100 mètres haies, le disque, le saut à la perche, le javelot et le 1 500 mètres.

Epreuves

Le premier triathlon fut disputé en France en octobre 1902 par cinquante-neuf participants. Cette année, de nombreuses épreuves de ce type ont été annoncées :

- Samedi 19 mai : le triathlon EDF-GDF des Mureux, avec le patronage de la Fédération des sports universitaires (FSU) avec 800 m nage, 35 km vélo, 10 km course.
Inscription : 300 F par équipe de sept, 50 F individuel.
Renseignements : 17, rue Albert-Thomas, BP 100, 78135 Les Mureux Cedex.
- Samedi 9 juin : le « triathlon » de la société Hautefeu dans le parc régional de la forêt d'Orient, près de Troyes, avec 1,5 km nage, 50 km vélo, 15 km course. Epreuves individuelles ou en équipe.
Renseignements : Triathlon 84, BP 43, 10300 Sainte-Savine, tél. : (25) 78-27-56.
- Dimanche 10 juin : le triathlon Paris-Ile-de-France, départ à Vry-Châtillon, arrivée au château de Versailles avec 1,5 km nage, 80 km vélo, 20 km course.
Inscription : 180 F.
Renseignements : ATPIL, 44 bis rue Moitte, 95240 Commenailles-en-Parisis.
- Samedi 16 et dimanche 17 juin : pour commémorer le quarantième anniversaire du débarquement, Euville organise un « mini » (1 km nage, 50 km vélo, 21 km course), puis un « vrai » (3 km nage, 120 km vélo, 42,195 km course).
Renseignements : triathlon, Phil Team, 9, passage Cardinet, 75017 Paris, tél. : (1) 783-47-12.
- Samedi 7 juillet : le triathlon de Paris, organisé par le Stade français, avec 700 m nage, 72 km vélo, 12 km course.
Renseignements : Stade français, 2, rue du Commandant-Guilbaud, 75018 Paris.
- Samedi 14 juillet : le triathlon de Châtelleraut, avec 1 km nage, 50 km vélo, 20 km course.
Renseignements : section athlétisme, stade de la Montée Rouge, 85100 Châtelleraut, tél. : (49) 93-02-58.
- Samedi 8 septembre : le triathlon de Nice réservé aux 400 meilleurs spécialistes avec 3 km nage, 120 km vélo, 42 km course.
Renseignements : mairie de Nice, Patricia Moskov, 06074 Nice, tél. : (93) 62-03-62.

ROUMANIE UNE TERRE UNE MER

Cet été pour changer, que diriez-vous d'un autre voyage, d'une autre terre, d'une autre mer ?
La Roumanie vous attend, multiple, riche, étonnante.
Celle des profondeurs avec son Danube vert, ses Carpates, son folklore et celle de la Mer Noire, avec son bronzage intense, son farniente absolu et ses hôtels confortables.
Les prix ? Pas plus gros que ça. N'hésitez pas.
* 1 semaine entre Danube et Carpates, avion compris, à partir de 3290 F.
* 2 semaines de farniente au bord de la Mer Noire, avion compris, à partir de 2680 F.

742 50 50
OFFICE NATIONAL
DU TOURISME ROUMAIN
38, Avenue de Paris
75002 PARIS
Tél. : 742 25 42

Je désire recevoir gratuitement votre documentation sur la Roumanie.
Nom _____
Adresse complète _____
Tél. _____

LES ESPACES SONT PLUS GRANDS A NOUVELLES FRONTIÈRES



nouvelles frontières
40, rue Saint-Séverin 75005 Paris 325 71 35

TÉLÉVISION

SEMAINE DU 5 MAI AU 11 MAI

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 3 MAI 1984 VII

Vichy sur fond d'azur

Une histoire légère dans une époque grave.

UNE petite bulle de savon un peu rétro, une jolie histoire qui fait fondre les cœurs de béton, éclaire les visages habituellement éteints, une histoire d'amour pendant la guerre, qui traverse vents et marées, qui commence dans un appartement chic de Paris, se pose dans une villa blanche à Biarritz, avec des jeunes filles belles à croquer et des jeunes hommes trop beaux. Des événements trop lointains pour qu'on s'en souvienne exactement, et que la mémoire d'une dame de grand âge tente de faire resurgir. A partir de morceaux de photos collées les unes aux autres. Comme dans la minuscule boîte à images des premiers temps du cinéma.

L'histoire en tête, le scénario, les acteurs, les lieux dans la poche. Tout est fin prêt ou presque. Reste à vendre le projet, à le réaliser. Au cinéma ? Il a déjà donné dans le genre saga d'amour avec l'indépassable *Autant en emporte le vent*. Alors la télé ? Oui, pourquoi pas ? Un conseil : avant de parcourir les couloirs labyrinthiques des trois chaînes, sonnez chez Dame Nina. Nina Compancez, l'auteur de *Faustine et le bel été* ou des fameuses *Dames de la côte*. Cachée derrière de grosses lunettes d'écaillé sombre (légèrement teintées de nostalgie), parée d'une robe comme dans les romans de Colette, elle vous accueillera avec un brin de distance, qu'on parfois les duchesses amoureuses de caniches à pompons. Ensuite, elle s'ouvrira légèrement pour vous raconter la vie, celle de la famille Compancez, ses origines (juive russe), avec un fond de vague à l'âme d'éternelle exilée.

Ne vous laissez pas séduire par la Dame, allez droit au but : demandez-lui les recettes de ses confitures cosmopolites, la manière dont elle fait si habilement jaccasser ses grands-mamans rétrogrades ; demandez carrément la méthode, mieux le secret, de la dentelle compancezienne. Il se peut qu'elle vous le révèle d'autant plus facilement que les *Deux Amies*

d'enfance est son dernier film de télévision pour Antenne 2. Nina Compancez nous quitte ensuite pour se consacrer à la création d'une pièce de théâtre et la composition d'un roman autobiographique. En attendant de nous laisser en plan, elle nous laisse deux amies d'enfance sur les bras.

Nelly et Jackie. C'est, comme d'habitude dans la saga compancezienne, une vieille tante qui feuillette leur histoire dans un album de photos imaginaires. Toutes deux sont éperdument jeunes. Elles veulent vivre d'autant plus intensément que l'univers qui les environne se fragmente, prend l'eau. Ce n'est pas exactement la guerre, c'est l'époque trouble du



(Veronique Delbourg et Ludmila Mickael)

gouvernement de Vichy. Si Nelly est une belle juive, d'une beauté pleine et généreuse, Jackie, de son côté, est un personnage fragile à la voix fluette, presque éteinte. La première c'est la lumière, la seconde l'ombre. Ombre et lumière autour d'un soleil éclatant. Oui. Un rêve. Celui des jeunes filles qui sortent des bras de maman pour tomber dans ceux de l'homme, fatal. Le prince charmant, ici, c'est Misha, un Allemand, un juif poursuivi par le Gestapo, pianotant quelques notes de musique dans un bar. Misha n'a nul besoin de parler pour séduire. Les

femmes frissonnent un instant et s'écroulent devant cette copie conforme de Rudolph Valentino « *made in Germany* ». Jackie est prise au piège, rage d'amour pour lui, crève d'une sombre jalousie quand Nelly, attentive, transparente, pique l'objet sacré de sa meilleure amie. Après la séparation définitive, l'histoire s'emballe, les destins se croisent, s'entrecroisent, la vie s'échappe ailleurs dans une sorte de clandestinité supportable (Nina Compancez n'a pas forcé les teintes de cette époque).

L'histoire ne perd jamais la boule, fait son petit bonhomme de chemin, traverse la France de long en large, jalonnée à espaces presque réguliers de scènes d'émotions fortes, ou de haltes destinées peut-être à reposer le téléspectateur cardiaque. Les événements sont graves, les personnages sont pris dans le cercle des passions ou de la guerre. Mais qu'importe, ils vivent quand même sur fond d'azur bleu, ou de coucher de soleil technicolor. L'univers compancezien est irréel, elle l'avoue elle-même, intégralement recomposé par le souvenir enjolivant. Au bord de la mer, ou d'un appartement parisien peuplé, la caméra lance ses bouquets d'images colorées en rouges, vertes, blanches, par la mémoire. Les acteurs (Ludmila Mickael, Aurélien Clément, Christophe Moosburger, Misha, Veronique Delbourg, etc.) sont à prendre tel quel : sans grande consistance intérieure, innocent devant leur destin, plus que jamais amoureux de la vie, peut-être parce qu'ils sont à deux doigts de mourir.

Les *Deux Amies d'enfance* se voient comme on regarde passer le train des choses définitivement mortes, on le regarde avec un certain plaisir, léger comme ces vieilles de Nina qui, n'ayant rien d'autre à faire de leurs dix doigts, feuillettent, rêveuses, l'album du temps passé.

MARC GIANESSINI

■ Les *Deux Amies d'enfance*, A 2, les mardis 8, 16, 23 mai, à 20 h 35.

Vu pour Vous

Marche à l'étoile

■ Série : « Les cerfs-volants », chaque vendredi à partir du 11 mai, A2, 20 h 35 (quatre épisodes de soixante minutes).

A la faveur du quarantième anniversaire de la Libération, après le long cauchemar nazi, Pierre Badel a pensé adapter pour le petit écran le dernier roman de Romain Gary, *Les Cerfs-Volants*. Le facteur, Ambroise en fabriquant avant guerre de très originaux, à la grande joie de son jeune neveu orphelin, Ludo, dont il est également le tuteur. Dans les années 30, Ludo, âgé de dix ans, tombe amoureux de Lila, jeune aristocrate polonaise, fille du comte Bronicki, qui passe ses vacances dans un manoir normand.

A la veille de la seconde guerre mondiale, Ludo réussit à rejoindre en son château polonais celle qu'il aime, la fantasque et imaginative Lila, qui joue à le rendre jaloux de son cousin Hans, un jeune Allemand. Mais le tourbillon des amours folles prend fin avec la tension internationale qui ramène Ludo chez son tuteur. La cascade d'événements dans lesquels Ludo, comme tant d'autres, va se trouver entraîné n'altère en rien cependant l'espoir inébranlable qu'il garde de retrouver un jour Lila et de l'aimer, enfin, définitivement.

La marche à l'étoile de Ludo a donné au réalisateur Pierre Badel — qui a signé déjà nombre d'œuvres à la télévision, telles *Le Mégère apprivoisée*, *Schéhérazade*, *Marie Dorval*, et *les Rebelles* — l'occasion de tourner quatre émissions d'une heure, qui forment une série de grande qualité. Anecdote : le merveilleux château polonais a été trouvé en Belgique, à Thimery... Pierre Badel ayant eu trop de difficultés à obtenir les autorisations nécessaires pour filmer en Pologne.

La distribution est admirablement adaptée de l'œuvre de Gary, avec notamment Paul Creuchet (le facteur Ambroise), Jean-Marc Thébaud (le cousin Dubert) et l'étonnante Rosy Varte (dans le rôle de Madame Julie, mère maquerelle de haute volée). La beauté d'Anne Gauthier (Lila) et la foi intensément naïve de Jacques Penot (Ludo) forment un couple émouvant. La justesse de jeu de chacun aide à la véracité des situations multiples qui constituent le roman, une histoire qui, comme l'a résumé Pierre Badel, « est un hymne à la vie, à la volonté de vivre, plus forte que tout ».

Adultère

■ Emuenez-moi au théâtre : « L'adultère et le boucher », le lundi 7 mai, A2, 20 h 30 (115 minutes).

Depuis le début de l'année, Antenne 2 a choisi de faire un pas vers le théâtre. Après

Mademoiselle Julie — avec Fanny Ardant — diffusé le mois dernier, voici *Lucienne et le boucher*, pièce écrite par Marcel Aymé en 1932 mais créée au Vieux-Colombier en 1948. Histoire simple pour ne pas dire banale : Lucienne, femme du joaillier Moreau — censément vieux et décati (ce que n'est pas l'excellent Michel Aumont) — s'emploie à vanter son voisin, le boucher Duin (Bernard Frescon), large d'épaules et vauf de surcroît.

Ce dernier succombe d'autant plus rapidement qu'il conviendrait secrètement les faveurs de la pulpeuse et conquérante Lucienne (Andrée Ferréol). Bonheur, félicité, mais le drame — la justice immanente ? — sera au rendez-vous du dernier acte.

Selon des critères qui semblent aujourd'hui quelque peu désuets, Marcel Aymé disait en 1948 : « Quelles qu'aient été mes intentions, c'est une pièce hautement morale. L'adultère et ses terribles conséquences y sont représentés sous un jour propre à décourager les mauvaises tentations ».

A voir pour l'adaptation télévisuelle qu'on a tirée *Pierre Tchermis*, pour la passion digne d'une tragédie grecque qui s'en dégage par instants et pour la qualité du jeu des acteurs.

C. D.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier

■ A voir
■ Grand film

DIMANCHE 6 MAI

■ Le Lézard

De Mike Nichols (1967), avec A. Branciforti, D. Hoffman. TF 1, 20 h 35 (110 mn).

■ Grand Hôtel

De Edmund Goulding (1932), avec G. Garbo, J. Barrymore (V.O. sous-titrée. N.). FR 3, 22 h 30 (108 mn).

LUNDI 7 MAI

■ L'Homme pressé

D'Edouard Molinaro (1977), avec A. Delon, M. Darc. TF 1, 20 h 35 (80 mn).

■ Attention les yeux !

De Gérard Philès (1975), avec C. Brasseur, A. Pousse. FR 3, 20 h 35 (80 mn).

MARDI 8 MAI

■ Vire Vire

De Jean Renoir (1943), avec C. Laughton, M. O'Hara (N.). TF 1, 14 h (95 mn).

■ Les Tentations d'Israël

De Jerry Lewis (1965), avec J. Lewis, D. Buttersworth. A2, 14 h 55 (98 mn).

■ Drôle d'embrouille

De Colin Higgins (1978), avec G. Hawn, C. Chase. A2, 20 h 40 (110 mn).

■ On efface tout

De Pascal Vidal (1978), avec Y. Beneyton, C. Pascal. FR 3, 20 h 35 (100 mn).

JEUDI 10 MAI

■ Mon oncle d'Amérique

D'Alain Resnais (1980), avec G. Depardieu, N. Garcia, R. Pierre. TF 1, 22 h 25 (120 mn).

■ Six petits nègres

De Peter Collinson (1974), avec O. Reed, E. Sommer. FR 3, 20 h 35 (94 mn).

VENREDI 11 MAI

■ Le Grand Sommeil

De Howard Hawks (1946), avec H. Bogart, L. Bacall (V.O. sous-titrée. N.). A2, 23 h 5 (109 mn).

Samedi

5 mai

TÉLÉVISION
FRANÇAISE

1

9.45 TF 1 Vision plus.
10.20 Télé forme, le jogging.
10.35 La maison de TF 1, jardinage, couture, beauté, etc.
11.50 Bonjour, bon appétit, magazine de Michel Oliver.
12.20 Le séquenceur du spectateur.
13.00 Journal.
13.35 Amuse-gueule.
14.05 Série : Pour l'amour du risque.
14.55 Jour J hebdo.
15.35 C'est super.
15.55 Dessin animé : Capitaine Flam.
16.20 Casaque et bottes de cuir.
Magazine du cheval.
16.50 Série : l'Esprit de famille.
17.45 Trente millions d'amis.
18.15 Micro-puces.
Magazine de la micro-informatique.
18.30 Auto-motiv.
19.05 D'accord pas d'accord, magazine de l'INC.
19.15 Émissions régionales.
19.40 Les petits délices.
20.00 Journal.
20.30 Tirage du loto.
20.35 Téléfilm : Dernier Banco.
D'A. Riou, réal. Cl. De Givray, avec J.-P. Cassel, M. Duchassay, D. Coussa.
La passion du théâtre, des femmes, et surtout — par-dessus tout — du jeu. A partir de l'enterrement de Georges Nancé, le portrait en flash-back, d'un comédien qui n'a cessé de « flamber » sa vie passée de casinos en terrains de course, qui a tout joué, même son chien et son amie, et confronté des années durant à un percepteur qui, d'ennemi, s'est transformé peu à peu en ami. Alain Riou s'est beaucoup inspiré de la vie de Raimu, de Brasseur et surtout, dit-il, de Jules Berry pour la peinture de ce personnage des années 30, fasciné par la tradition et même le « devoir d'extravagance » des comédiens de l'entre-deux-guerres.

22.15 Droit de réponse, l'esprit de contradiction.

Emission de Michel Polac.
La revue de presse, avec, entre autres, MM. D. Jamet (le Quotidien de Paris), G. Claisse (le Matin), N. Copin (le Croix), M. A. Burnier (l'Actualité), J.-M. Bouguereau (Libération), P. Bruchon (le Nouvel Observateur), T. Forcacci, directeur de la rédaction du Monde.
0.00 Journal.

ANTENNE

2

10.15 Antiope.
11.10 Journal des sourds et des malentendants.
11.30 Platino 45.
The Smiths, Enzo-Enzo, Fiction Factory, Lio, Howard Jones.
12.00 A nous deux.
12.45 Journal.
13.35 Série : Scrupules.
15.10 Les jeux du stade.
Rugby cyclisme (trophée des grimpeurs).
17.00 Terre des bêtes.
De R. Boegrain-Dubourg.
Des oiseaux en Ré.
17.30 Réoré A 2.
George de la jungle : Téléchat.
17.50 Les carnets de l'aventure.
« Spitzberg, 80° latitude nord », de P. Mann (la vie sauvage dans l'océan polaire) ; « Deux jours à Soft rock café », de I. Taylor (l'exploration d'un gouffre en Nouvelle-Zélande).
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord pas d'accord (INC).
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bourard.
20.00 Journal.
20.35 Judo : Championnats d'Europe.
21.00 Concours Eurovision de la chanson à Luxembourg.
Avec, choisis par les téléspectateurs pour représenter la France, Annick Thoumazau, vingt-quatre ans, née à Montbéliard, chanteuse mais aussi auteur-compositeur.
23.20 Journal.

FRANCE
RÉGIONS

3

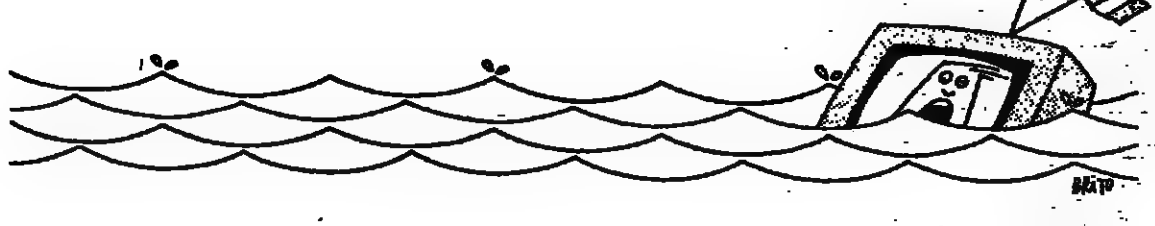
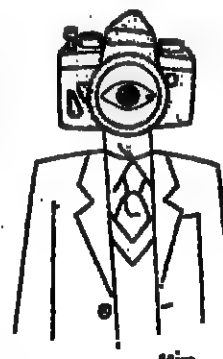
12.10 Messages.
Magazine d'information des PTT.
13.30 Action.
Emission proposée par la Fédération nationale de la Mutualité française (en direct de la Foire de Paris).
14.00 Entrée libre.
Emission du CNDP, Monique Lange, écrivain, sera l'hôte de l'émission.
Au sommaire : Images d'histoire, portrait de Carole Lange, photographie ; Chansons en noir et blanc ; vieillir, vieillir, la belle affaire ; raconte-moi l'argot.
15.15 Liberté 3.
Magazine des associations. Aujourd'hui les anciens combattants.
17.30 Émissions régionales.
19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20.05 Les jeux.
20.35 Feuilleton : Dynastie.
Blake Carrington, inculpé pour le meurtre de l'amant de son fils, est arrêté par la police... suite du feuilleton américain qui concurrençait Dallas sur la plan des hautes, des jalousies, des conflits d'argent.
21.25 Plus menteur que moi, tu gagnes...
Emission de P. Sabagh, animée par Jean Amadou.
Avec Anne-Marie Corrière, Florence Brunold, Jacques Faizant et Jean Le Poulaire. Règle du jeu : empêcher l'équipe adverse de marquer des points en imaginant des mensonges... tout en laissant supposer que l'on connaît la vérité.
22.10 Journal.
22.30 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit trois invités vedettes choisis selon l'actualité culturelle. Ambiance feutrée.
23.00 Musiclub.
Navarra, violoncelliste français ou l'art de l'archet.

PÉRIPHÉRIE

● R.T.L., 20 h, Série : Quincy ; 21 h, Concours Eurovision de la chanson 1984 (en direct de Luxembourg) ; 23 h 10, Ciné-club : Goupil Mains rouges, film de J. Becker.
● T.M.C., 19 h 35, l'île fantastique ; 20 h 40, Une ravissante idiote, film d'Edouard Molinaro.
● R.T.S., 20 h, le Jardin extraordinaire ; 21 h, Grand Prix Eurovision de la chanson 1984.
● R.T.S. TELE 2, 20 h, Judo : championnats d'Europe.
● T.S.R., 20 h 10, Série : A vous de juger ; 20 h 50, La tragédie de l'Eiger ; 21 h 40, A vous de juger : le verdict du public ; 22 h 5, Sport ; 23 h 5, Festival de jazz de Berne 1984.

مجلس النواب

	Dimanche 6 mai	Lundi 7 mai	Mardi 8 mai
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>9.00 Emission islamique. 9.15 A Bible ouverte. 9.30 Foi et tradition des chrétiens orientaux. 10.00 Présence protestante : Dieu avant l'Etat. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe célébrée avec la paroisse Saint-Joseph et l'aumônerie des jeunes du XI^e arrondissement à Paris. 12.00 Télé-foot. 13.00 Journal. 13.25 Série : Starsky et Hutch. 14.20 Hip-hop. Magazine du smurf, les danses « in » de Sidney. 14.35 Champions. Variétés, divertissement et sports. 17.30 Les animaux du monde. 18.00 Série : Le signe de justice. Magazine de l'actualité de la semaine, de J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay. Le grand témoin sera Mario Soares, premier ministre portugais. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : le Lauréat. Film américain de Mike Nichols (1967), avec A. Bancroft, D. Hoffman. Un adolescent sort de l'Université et ouvert de diplômes est initié à l'amour physique par une femme mariée. Il tombe amoureux de la fille de celle-ci. Le public américain, qui commençait à vivre à l'heure de la liberté sexuelle, fit un succès fou à cette comédie de mœurs misogynes et grivoises. L'effet de mode étant passé, il reste l'interprétation de Dustin Hoffman, jeune acteur qui venait du théâtre et dont le cinéma s'empara. — J. S. 22.20 Sports dimanche. Magazine de Jean-Michel Lealliot. 23.05 Journal.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus. 12.00 Le rendez-vous d'Annik. 12.30 Atout cœur. 13.00 Journal. 13.45 Cas chers disparus (P. Mourisse). 14.00 Série : La croisière s'amuse. 14.50 Reprise : Domino. Magazine des arts diffusé le 26 avril. 15.30 Harmonies. 16.55 Aventures inattendues : Jeunesse de charbon. 17.25 Le village dans les nuages. 17.45 Série : Les secrets de la mer Rouge. 18.15 Presse-citron. Magazine des adolescents. 18.25 Ordinal 1. Magazine de l'informatique. 18.50 Jour J. 19.15 Emissions régionales. 19.35 Heu-reux (Fernand Raynaud). 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : L'Homme pressé. Film français d'Edouard Molinaro (1977) avec A. Delon, M. Darc. C'est Delon, il est antiquaire, il mène ses affaires et ses amours à toute allure. On dirait qu'il veut vivre plusieurs vies. Molinaro a donné un rythme de comédie mécanique à cette adaptation d'un roman de Paul Morand (1941) ; tellement modernisée qu'il n'en reste pas grand chose. — J. S. 22.00 Étoiles et toiles. Magazine de cinéma de Martine Jouando et Frédéric Mitterrand. Un document sur Marlene Dietrich ; des portraits de Dirk Bogarde et de Toshio Mifune ; un entretien avec François Sagan. 22.55 Journal.</p>	<p>11.30 TF1 Vision plus. 12.00 Les rendez-vous d'Annik. 12.30 Atout cœur. 13.00 Journal. 13.45 Portes ouvertes. Magazine des handicapés. 14.00 Cinéma : Vivre libre. Film américain de Jean Renoir (1943), avec C. Laughton, M. O'Hara (N.). Une petite ville de France occupée. Un instituteur qu'on prend pour un lâche se comporte en patriote. Renoir, exilé aux États-Unis, connaissait mal les conditions de vie des Français sous la botte allemande. Quand ce film sortit chez nous, après la Libération, il déclencha un tollé presque général pour son scénario, jugé effarant, son manque de réalisme, injustice. Cette œuvre de circonstance, exaltant une attitude morale devant les occupants et les collabos, comporte de très beaux moments, telle la séquence où Charles Laughton lit à ses élèves la Déclaration des droits de l'homme. — J. S. 16.40 Haroun Tazieff raconte « sa terre » (diffusé le 4 mai). 16.35 Monte-Carlo show. Avec Cher, les Joubert, Elm et Waldo... 17.25 Le village dans les nuages. 17.45 Série : Les secrets de la mer Rouge. 18.15 Presse-citron. 18.25 Hip-hop. 18.50 Jour J. 19.15 Le Bat. 19.40 Les petits drôles. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord. 20.35 Edition spéciale : Résistance et collaboration. Emission d'Anne Sinclair, réal. A. Tertz. Pour l'anniversaire de l'armistice de 1945, Anne Sinclair a invité sur le plateau d'édition spéciale deux grands résistants : M. Jacques Chaban-Delmas et M^{lle} Lucile Aubrac. Pourquoi, comment devient-on résistant ou collaborateur ? Avec une interview de Lucien Combelle (qui a dirigé de 1940 à 1944 l'hebdomadaire <i>Révolution nationale</i>) et, sous réserve, d'Henri Amoureux, journaliste, historien. 21.55 Vagabondages : Artistes contre la torture. Émission de Mounia Soro et Roger Gligou. Dix jours avant la soirée organisée pour Amnesty International à la salle du Zénith à Paris, les producteurs de Vagabondages ont décidé de consacrer leur émission mensuelle à cet événement. 23.25 Journal.</p>
ANTENNE 2	<p>9.30 Récré A 2 : Candy. 10.00 Les chevaux du terroir. 10.30 Gym tonic. 11.15 Dimanche Martin. Entrez les artistes. 12.45 Journal. 13.20 Dimanche Martin (suite). Si j'ai bonne mémoire : 14.30 : Série : Les petits génies : 15.25 : L'école des fans ; 16.15 : Dessin animé ; 16.25 : Théâtre dansant. 17.10 Série : Toutes griffes dehors. 18.00 Dimanche magazine. de M. Thoulouze. Au sommaire : <i>Vallée à Los Angeles ; les fous de la tour Eiffel.</i> 18.55 Scène 2. 20.00 Journal. 20.35 Jeu : La chasse aux trésors. A Sri-Lanka. 21.40 Série documentaire : le monde du baroque. de J. Antoine et F. Quilici, N° 1 — L'homme en représentation. De 1620 à 1750, une période très difficile pour l'Europe : famines, épidémies, guerres. Plus d'un siècle pendant lequel tout bascule : la société, l'homme et sa vision du monde qui devient baroque en peinture comme en architecture. Une grande série classique, un commentaire soigné, des images belles. 22.35 Désirs des arts : 3000 ans d'art au Nigeria. de P. Daix, réal. J. Kercharche. Des statues Nok, qui remontent à neuf siècles avant notre ère, aux bronzes du Bénin et aux sculptures d'Ife, quelques-unes des plus belles réussites de l'art nigérian présentées par Jacques Kercharche, spécialiste, en avant-première de l'exposition au Grand Palais à partir du 18 mai. 23.05 Journal.</p>	<p>12.00 Journal (et à 12 h 45). 12.10 Jeu : l'Académie des neufs. 13.35 Faustillon : la Vie des autres. 13.50 Aujourd'hui la vie. Les mêmes au long cours. 14.55 Série : Vegas. 15.45 Cette semaine sur A 2. 16.00 Reprise : Apoptrophes. Claude Lévy-Strauss (diff. le 4 mai). 17.10 La télévision des téléspéctateurs. 17.40 Récré A 2. Pic Pic Pie ; Latulu et Lireli ; les Schtroumpfs ; Kum kum ; Téléchou. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Emmenez-moi au théâtre : Lucienne et le boucher de M. Aymé, mise en scène P. Tchernia. Avec A. Ferrel, B. Fresson, M. Aumont, D. Ceccaldi... (Lire notre article page VII.) 22.35 La traversée des apparences : Les années déclin. Série proposée par l'I.N.A., de R. Dapardon et R. Ikhlef. Il a tout fait, traqué les vedettes comme les paparazzi, traversé le Tchad pour interviewer M^{lle} Claude, filmé la campagne de Giscard, la naissance du Matin... Raymond Dapardon est un des plus grands reporters actuels. L'œil fixé sur ses souvenirs — c'est-à-dire sur ses photos — Dapardon raconte vingt ans de sa vie. Extraordinaire ! 23.30 Journal.</p>	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal (et à 12 h 45). 12.10 L'Académie des neufs. 13.35 Faustillon : La vie des autres. 13.50 Aujourd'hui la vie. 14.55 Cinéma : les Tontons farceurs. Film américain de Jerry Lewis (1965), avec J. Lewis, D. Batesworth. Pour entrer en possession de l'énorme héritage de son père, une fillette doit choisir parmi ses six oncles celui qu'elle préfère comme tuteur. Homme-orchestre, Jerry Lewis joue les six personnages extravagants, plus le fidèle chauffeur de la gamine... Au comique de gags burlesques (déclatant parfois à retardement) se mêlent un ton sentimental assez curieux et une réflexion sur le métier d'animateur professionnel. Un Jerry pas comme les autres. — J. S. 16.40 Reprise : La chasse aux trésors. A Sri-Lanka (diff. le 6 mai). 17.45 Récré A 2. C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Au pays du dragon. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.40 Cinéma : Drôle d'embrouille. Film américain de Colla Higgins (1978), avec G. Hawn, C. Chase. Les mésaventures d'une jeune bibliothécaire de San Francisco, aux prises avec une mystérieuse organisation qui veut assassiner le pape Pie XII en visite officielle. Humour noir, naïf métaphique, suspense à couper le souffle. C'est un peu <i>L'homme qui en savait trop</i>, d'Hitchcock, traité à la blague, avec Goldie Hawn, blonde héroïne qui se tire avec adresse de situations insensées. — J. S. 22.20 Mardi cinéma. 23.25 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>10.00 Images de Tunisie. 10.30 Mosaïque. Emission de l'ADRI. 12.00 La vie en tête. 14.20 Objectif entreprise. 16.05 Spectacle 3 : Ermani. Opéra en 4 actes de Verdi (V.O. sous-titré), enregistré à la Scala de Milan en décembre 1982. Par les chœurs et orchestre de la Scala de Milan, sous la direction de R. Muti, avec P. Domingo, M. Freni, R. Bruson, N. Ghiaurov... 18.20 Pour les jeunes. 19.40 RFO Hebdo. 20.00 Paul Hogan Show. Emission humoristique australienne. 20.35 Variétés : Megafun. d'A. Maneval, L. Le Gallie et D. Niles. Cette émission a été en partie enregistrée au Printemps de Bourges. Avec Higelin, Nina Hagen, K. Product. 21.35 Aspects du court métrage français. Marcello, film de M. Bourinac ; <i>Laissé inachevé à Tokyo</i>, de O. Assayas. 22.05 Journal. 22.30 Cinéma de minuit : Grand Hôtel. Cycle Greta Garbo. — Film américain d'Edmund Goulding (1932), avec G. Garbo, J. Barrymore (v.o., sous-titré, N.). Chassé-croisé entre quelques clients d'un palace berlinois. Le roman de Vicky Baum vient d'être réédité. Lisez-le, il est très attachant. A l'écran, ses personnages revivent sous les traits des vedettes de la MGM et il n'y a pas vraiment de rôles secondaires. Garbo est une danseuse russe neurosténique, aimée, pour une nuit, par un escroc de charme. C'est John Barrymore. Il y a, aussi, son frère, Lionel, Joan Crawford, Wallace Beery, Lewis Stone... — J. S. 0.20 Prélude à la nuit. — Etudes et tableaux - n° 5 de S. Rachmaninov, par C. Joly, piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma : Attention les yeux. Cycle « Rions Français ». — Film français de Gérard Philé (1975), avec C. Brasseur, A. Poussé. Faute de pouvoir réaliser la Chartreuse de Parme, un jeune cinéaste accepte de tourner un « érotique de qualité », qui se révèle être un porno minable. Cela voudrait être une satire. C'est une suite de grosses plaisanteries. — J. S. 22.00 Journal. 22.25 Théâtre. Magazine de la mer de G. Pernoud. Les fans de multicoque, reportage de Lise Blanchet. 23.10 Prélude à la nuit. Concerto pour clavier en ré majeur de Manuel de Falla par l'Atelier de musique de Ville-d'Avray.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma : On efface tout. Film français de Pascal Vidal (1978), avec Y. Benayon, C. Pascaud. Désillusions d'une jeune journaliste gauchiste, confrontée à l'action terroriste, à la haine, au mensonge. Ce n'est pas exactement un film politique, plutôt un thriller à la française. La réalisation est parfois maladroite mais on se laisse entraîner dans cet univers par Yves Benayon, sensible et fragile. — J. S. 22.20 Journal. 22.45 Prélude à la nuit. « Bagatelles » opus 126 de Beethoven interprété par Pascal Rogé au piano.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>● R.T.L., 20 h, <i>Le Solitaire</i>, film de M. Mann ; 21 h 30, Edition spéciale R.T.L. - <i>Le Monde</i> ; 21 h 50, Paris si tu veux ; 22 h 20, R.T.L.-Théâtre. ● T.M.C., 20 h, Variétés : Un peu, beaucoup, passionnément : 20 h 35, Événement sportif. ● R.T.B., 19 h 30, Journal télévisé magazine ; 20 h 15, <i>Zygomatocorana</i>. ● R.T.B. TELE 2, 20 h, Judo : Championnats d'Europe de Liège. ● T.S.R., 20 h, Série : Aïoli va la vie ; 20 h 35, Tickets de premières ; 21 h 50, Regards : H. Zwignil.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Série : L'été fantastique ; 21 h, <i>la Jument vapeur</i>, film de Joyce Bunnell. ● T.M.C., 19 h 35, Dallas ; 20 h 40, <i>Du rififi chez les hommes</i>, film de Jules Dassin ; 22 h 40, Variétés vidéo : Vidéasko. ● R.T.B., 20 h, Ecran-écran : <i>Norma Rae</i>, film de Martin Ritt, suivi d'un débat sur les syndicats. ● R.T.B. TELE 2, 20 h, Seniorama ; 20 h 30, Théâtre wallon : Radjoo ; Paul Biron. ● T.S.R., 20 h 20, Spécial cinéma.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Chips ; 21 h, <i>I.P.C.R.E.S.S. danger immédiat</i>, film de S.J. Furie. ● T.M.C., 19 h 35, C.Q.F.D. Alambic et Torpedo ; 20 h 40, <i>Ali Baba et les quarante voleurs</i>, film de J. Becker. ● R.T.B., 20 h 5, Et la vie continue ; 21 h 5, Vidéogram ; 21 h 55, Salut l'artiste. ● R.T.B. TELE 2, 20 h, Le point de la médecine : les maladies sexuelles ; 21 h, Théâtre-Club : <i>Ce qui reste de ce qu'on nous a donné</i>, pièce d'A. Auray-Voisin. ● T.S.R., 20 h 15, La Chasse aux trésors (aux États-Unis) ; 21 h 25, Une danse pour l'œil (danse classique khmère) ; 22 h 20, Sport.</p>



TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 5 MAI 1984 IX

Mercredi 9 mai	Jeudi 10 mai	Vendredi 11 mai	
<p>11.30 TF 1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Amik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.35 Vitamine.</p> <p>Dessins animés, jeux vidéo, sport...</p> <p>16.00 Jouer le jeu de la santé.</p> <p>16.05 Magazine : Temps X.</p> <p>17.05 Un métier pour demain : bac, pas bac, que faire après ?</p> <p>17.20 Les infos.</p> <p>17.25 Le village dans les nuages.</p> <p>17.45 Série : Les secrets de la mer Rouge.</p> <p>18.15 Presse-citron.</p> <p>18.25 Jack spot.</p> <p>18.50 Jour J.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Les petites drôles.</p> <p>19.53 Tirage de la Loterie nationale.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Tirage du loto.</p> <p>20.35 Feuilleton : Dallas.</p> <p>Suite des déboires de la famille Ewing... pour ceux qui suivent encore.</p> <p>21.25 L'histoire à la une : La suite s'écrit plus tard.</p> <p>Emission proposée par Gilbert Lauzun, réal. Franco Contini.</p> <p>1923-1926. De la victoire à la chute du « cartel », les éléments essentiels qui ont marqué les deux années du gouvernement du « cartel des gauches », cartel rassemblant une gauche non unie, avec les caractéristiques de son programme, son impuissance face au « mur de l'argent ». Pour ce dossier historique, qui utilise et mêle les documents d'époque - affiches, presse souvent féroce et sarcastique, films des actualités cinématographiques - et les témoignages d'historiens, de politiques, d'économistes - sollicités par Jean-Marie Colombani, chef de service politique au Monde, - Franco Contini a voulu mettre en évidence les rouages qui expliquent la superficialité des faits, les mécanismes sous-jacents aux faits qui ponctuent l'histoire. Avec M. Serge Bernstein, historien.</p> <p>22.55 Journal.</p>	<p>11.30 TF 1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Amik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>13.45 Objectif santé : Droitier-gaucher.</p> <p>14.00 Série : La croisière s'annonce.</p> <p>14.55 Les choses du jeudi (et à 15 h 55).</p> <p>La brocante à la Bastille.</p> <p>15.30 Quarté, en direct de Longchamp.</p> <p>16.55 Images d'histoire d'hier. L'armée de terre.</p> <p>17.25 Le village dans les nuages.</p> <p>17.45 Série : Les secrets de la mer Rouge.</p> <p>18.15 Presse-citron.</p> <p>Magazine des adolescents.</p> <p>18.25 Clip Jockey.</p> <p>18.50 Jour J.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Les petites drôles.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Feuilleton : L'Homme de Suez.</p> <p>Sérial de J. Robert et P. Gaspard-Haak, réal. C. Jaques. Avec G. Marchand, G. Verbe, S. Renoir...</p> <p>Deuxième épisode : Au cours d'un bal donné par le consul de France en Égypte, Agathe et Lesseps se promettent l'un à l'autre. Mais le pestifère s'abat sur le pays. Agathe rentre en France tandis que Lesseps se dévoue aux pestiférés.</p> <p>21.30 Bravo.</p> <p>Magazine culturel de J. Artur et C. Garbisa.</p> <p>Dossier sur le Centre national des Alpes (avec G. Lavanant). Et Jacqueline Maillan, Nicolas Treas, actualités, clip, etc.</p> <p>22.25 Cinéma (quatre étoiles à la une) : Mon oncle d'Amérique.</p> <p>Film français d'Alain Resnais (1980), avec G. Depardieu, N. Garcia, R. Pierre.</p> <p>Les théories du professeur Henri Laborit, biologiste, sur le déterminisme des comportements humains, s'accroissent d'une fiction (scénario de Jean Gruault) où se rencontrent une jeune femme et deux hommes, d'âge et de milieu différents, qui n'auraient dû avoir aucun point commun. Le jeu subtil de la mise en scène prend en charge (non sans humour) les considérations scientifiques, mais laisse bonne part à l'imprévu et à l'imaginaire, dans le temps et l'espace. Ainsi, le cinéma garde tous ses droits, et l'on va de surprise en surprise. Les personnages de fiction, a dit Resnais, doivent suivre leur propre voie, même si le destin biologique entre en compte. Ce film, prix spécial du jury, au Festival de Cannes 1980, révèle peut-être bien son inconnu. Il a remporté un grand succès public. - J. S.</p> <p>0.25 Journal.</p>	<p>11.30 TF 1 Vision plus.</p> <p>12.00 Le rendez-vous d'Amik.</p> <p>12.30 Atout cœur.</p> <p>13.00 Journal.</p> <p>14.00 Série : La croisière s'annonce.</p> <p>14.55 Temps libres.</p> <p>Que faire ? Que lire ? Les rendez-vous sportifs, télévisés, des jeux, etc.</p> <p>17.00 Destination France.</p> <p>La Loire pour se mettre au vert.</p> <p>17.25 Le village dans les nuages.</p> <p>17.45 Série : Les secrets de la mer Rouge.</p> <p>18.15 Presse-citron.</p> <p>Magazine des adolescents.</p> <p>18.25 Microtude.</p> <p>Magazine de la micro-informatique.</p> <p>18.50 Jour J.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Les petites drôles.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Football : Finale de la Coupe de France.</p> <p>En direct du Parc des Princes.</p> <p>21.50 Haroun Tazieff raconte « sa » terre.</p> <p>Les éléments arides.</p> <p>L'érosion (par l'eau, le froid, la gravitation), le rôle de l'eau dans le transport et la sédimentation. Le cycle de l'eau : évaporation, gaz, nuages, précipitations, ruissellement, eaux souterraines, rivières, boues et deltas... tous les mystères des éléments qui façonnent le paysage de notre planète par notre grand vulcanologue.</p> <p>22.45 Branchés musique : 22 v'la le rock.</p> <p>M. Jackson et P. Mac Carney, S. Wonder, B. Midler, M. Jagger, P. Benatar...</p> <p>23.25 Journal et cinq jours en Bourse.</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE</p> <p>1</p>
<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : L'Académie des neuf.</p> <p>13.35 Feuilleton : La vie des autres.</p> <p>13.50 Les cahiers de l'aventure.</p> <p>« Pêche plate dans le Sinaï », d'A. de Maximy (la forêt amazonienne).</p> <p>14.25 Dessins animés.</p> <p>Récoré A2.</p> <p>Yakov : les quatre amis ; Maraboud'fiole ; Lulu et Liréli ; les petites canailles ; les Schtroumpfs ; les Mystérieuses Cités d'or... Micro-Kid.</p> <p>17.30 Plénitude 48.</p> <p>Jacques Dutronc, Wang Chung, Bonnie Tyler, My Mine, les Cors.</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Téléfilm : Deux amies d'enfance (1^{re} partie).</p> <p>De N. Compagnon. Avec A. Clément et L. Mikael.</p> <p>(Lire notre article.)</p> <p>22.15 Magazine médical : La greffe, le greffon, les greffés.</p> <p>Réal. D. Thibault, 2^e partie : La transplantation rénale.</p> <p>22.55 Journal.</p>	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : L'Académie des neuf.</p> <p>13.35 Feuilleton : La vie des autres.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série : Vagues.</p> <p>18.45 Reprise : Magazine médical.</p> <p>La transplantation rénale. (Diff. le 9 mai.)</p> <p>18.40 Itinéraires : Les Papous.</p> <p>17.45 Récoré A2.</p> <p>Emilie : Les quatre amis ; Lulu et Liréli ; Téléchat...</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Série : Les Cérfs-Volants.</p> <p>D'après le roman de R. Gary, adapt. Ch. Rémy et P. Badel, réal. P. Badel. Avec A. Gautier, J. Penot.</p> <p>(Lire notre article page VII.)</p> <p>21.40 Apostrophes.</p> <p>Magazine littéraire de B. Pivot.</p> <p>Sur le thème : Femmes dans le couple.</p> <p>Sont invités : Martine Bourillon (Côté cœur, c'est pas le pied), Joanne Chassagnon (la Mariée de Saint-Médard), Françoise Dorin (les Jupes-Culottes), Danièle Granet et Catherine Lamour (Comme tu veux, mon chéri), Frédérique Grayer (le Paradis trop violent) et Nancy Huston (co-auteur de : L'Amour comme à la guerre).</p> <p>22.50 Journal.</p> <p>23.05 Ciné-club : Le Grand Sommeil.</p> <p>Cycle Howard Hawks. Film américain de H. Hawks (1946), avec H. Bogart, L. Bacall (v.o. sous-titré, N.).</p> <p>Le détective privé Philip Marlowe est aux prises avec une famille de tarés, des aventuriers et des tueurs. Hawks prétendait n'avoir jamais bien compris l'histoire, tirée d'un roman de Chandler. Qu'importe, puisqu'il en a fait un univers de nuit, de mystère, de danger, où Bogart, dans un de ses rôles préférés, avance, à la fois cynique et digne, à la recherche d'une vérité inquiétante, et rencontre en chemin Lauren Bacall, troublante Ariane d'un labyrinthe où rôdent les forces du mal. - J.-S.</p>	<p>10.30 Antiope.</p> <p>12.00 Journal (et à 12 h 45).</p> <p>12.10 Jeu : L'Académie des neuf.</p> <p>13.35 Feuilleton : La vie des autres.</p> <p>13.50 Aujourd'hui la vie.</p> <p>14.55 Série : Vagues.</p> <p>18.45 Reprise : Magazine médical.</p> <p>La transplantation rénale. (Diff. le 9 mai.)</p> <p>18.40 Itinéraires : Les Papous.</p> <p>17.45 Récoré A2.</p> <p>Emilie : Les quatre amis ; Lulu et Liréli ; Téléchat...</p> <p>18.30 C'est la vie.</p> <p>18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.</p> <p>19.15 Émissions régionales.</p> <p>19.40 Le théâtre de Boulevard.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Série : Les Cérfs-Volants.</p> <p>D'après le roman de R. Gary, adapt. Ch. Rémy et P. Badel, réal. P. Badel. Avec A. Gautier, J. Penot.</p> <p>(Lire notre article page VII.)</p> <p>21.40 Apostrophes.</p> <p>Magazine littéraire de B. Pivot.</p> <p>Sur le thème : Femmes dans le couple.</p> <p>Sont invités : Martine Bourillon (Côté cœur, c'est pas le pied), Joanne Chassagnon (la Mariée de Saint-Médard), Françoise Dorin (les Jupes-Culottes), Danièle Granet et Catherine Lamour (Comme tu veux, mon chéri), Frédérique Grayer (le Paradis trop violent) et Nancy Huston (co-auteur de : L'Amour comme à la guerre).</p> <p>22.50 Journal.</p> <p>23.05 Ciné-club : Le Grand Sommeil.</p> <p>Cycle Howard Hawks. Film américain de H. Hawks (1946), avec H. Bogart, L. Bacall (v.o. sous-titré, N.).</p> <p>Le détective privé Philip Marlowe est aux prises avec une famille de tarés, des aventuriers et des tueurs. Hawks prétendait n'avoir jamais bien compris l'histoire, tirée d'un roman de Chandler. Qu'importe, puisqu'il en a fait un univers de nuit, de mystère, de danger, où Bogart, dans un de ses rôles préférés, avance, à la fois cynique et digne, à la recherche d'une vérité inquiétante, et rencontre en chemin Lauren Bacall, troublante Ariane d'un labyrinthe où rôdent les forces du mal. - J.-S.</p>	<p>ANTENNE</p> <p>2</p>
<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Ring Parade Cadence 3.</p> <p>Emission de Guy Lux et Lila Milec.</p> <p>Avec Dalida, en invité d'honneur, et en direct du studio 102 de Radio France.</p> <p>22.00 Journal.</p> <p>22.20 Téléfilm : Le Piège du fourmilioni.</p> <p>D'A. Griffon, réal. A. Bonnard, avec J. Martin, B. Lecoq, J.-M. Richier.</p> <p>Deux frères, derniers descendants d'une longue lignée paysanne, vont se retrouver - à cause d'un commissaire de police en vacances et d'une femme d'usine de bonne aventure - au centre d'un drame d'amour et de solitude.</p> <p>23.25 Prélude à la nuit.</p> <p>« Mlad » (Jeunesse) de Léo Janacek, par les philharmoniques du Châteauroux sous la direction de J. Komárek.</p>	<p>14.25 En direct du Sénat.</p> <p>Questions au gouvernement.</p> <p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : Dix petits nègres.</p> <p>Film franco-anglais de Peter Collinson (1974), avec O. Reed, E. Soumar.</p> <p>Dix comédiens internationaux jouent les personnages d'Agatha Christie, enfermés, cette fois, dans un palais du désert iranien. Cette nouvelle version cinématographique du roman célèbre dans le monde entier ne vaut pas celle - excellente - tournée aux États-Unis par René Clair en 1945, ni même celle de George Pollock (1965). - J. S.</p> <p>22.10 Journal.</p> <p>22.30 Prélude à la nuit.</p> <p>Quatuor opus 54 n° 1 en sol majeur de Joseph Haydn, par le Quatuor Muir de Philadelphie.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions.</p> <p>19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.</p> <p>20.00 Les jeux.</p> <p>20.30 D'accord, pas d'accord.</p> <p>Emission de l'INC.</p> <p>20.35 Vendredi : « M » comme maton.</p> <p>Magazine d'information d'A. Campana.</p> <p>A travers la vie de Lucien, Louis, Gérard, Bernard, Claude, tous les cinq gardiens de prison (« matons »), ce document d'André Delacroix et Marc Meimon remonte la chaîne de l'univers pénitentiaire : de la mise à l'écart de la société des prisonniers à leur réinsertion sociale.</p> <p>21.30 Journal.</p> <p>21.50 Mankiewicz.</p> <p>Ce cinéaste américain axé sur les grands mythes humains a eu le bon goût de ne faire que des chefs-d'œuvre. Michel Ciment le considère comme un metteur en scène parmi les plus intelligents de son temps. En compagnie de Luc Béraud, il a eu avec l'auteur de « la Comtesse aux pieds nus », deux rendez-vous successifs qui constituent la trame de ce portrait en deux parties.</p> <p>22.45 Prélude à la nuit.</p> <p>« Singet dem Herrn ein neues Lied » motet pour chœur et orchestre de J.-S. Bach interprété par l'Orchestre Bach Collegium Stuttgart sous la direction de H. Rilling.</p>	<p>FRANCE RÉGIONS</p> <p>3</p>
<p>● R.T.L., 20 h, Série : Billet doux ; 21 h, A nous les petites Anglaises, film de M. Lang ; 22 h 50, Turbo.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Drôles de dames ; 20 h 40, l'Incognito du ranch, film de W. Witney ; 22 h 10, Offres d'emploi.</p> <p>● R.T.R., 20 h, La chasse aux trésors (à Majorque) ; 21 h 10, Récital Alice Nafe ; 21 h 55, Document : Dien-Bien-Phu.</p> <p>● R.T.R. TÉLÉ 2, 20 h, Sports 2 ; 22 h, Informatix.</p> <p>● T.S.R., 20 h 15, Football : Coupe de l'UEFA ; 22 h 15, Juke Box Haro.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Série : La croisière s'annonce ; 21 h, Dallas ; 22 h, R.T.L. Plus.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Agathe Christie ; 20 h 40, le Couple témoin, film de W. Klein ; 22 h 15, Chrono.</p> <p>● R.T.R., 20 h, Minute papillon ; 20 h 25, l'Empire du Grec, film de J. Lee Thompson ; 21 h 25, Carrousel aux images.</p> <p>● R.T.R. TÉLÉ 2, 20 h, Les Noces de Figaro, opéra de Mozart, par l'Orchestre du T.R.M., dir. S. Cambrelling.</p> <p>● T.S.R., 20 h 15, Temps présent : les pensions alimentaires ; 21 h 20, Dynastie ; 22 h 25, Anthracite, film d'E. Niemans.</p>	<p>● R.T.L., 20 h, Starsky et Hutch ; 21 h, Dynastie ; 22 h, Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?, film de C. Serreau.</p> <p>● T.M.C., 19 h 35, Dynastie ; 20 h 40, le Crime d'amour, film de G. Gilles ; 22 h 15, Variétés : Club 06.</p> <p>● R.T.R., 20 h, A suivre : la Belgique spatiale ; 21 h 5, Dernière séance : Deux sous de violettes, de J. Avoüil.</p> <p>● R.T.R. TÉLÉ 2, 20 h 5, Billet de faveur : le Roi, pièce de Flers, Caillevet et Arban.</p> <p>● T.S.R., 20 h 15, Tell quel ; 20 h 45, Variétés : La grande chance ; 22 h 30, Mark Rothko, la peinture du silence.</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>

هنا من الاصل

A Ecouter

Histoire de rire

« Les chemins de la connaissance : histoire de rire », France-Culture, à partir du samedi 5 mai, de 8 h à 8 h 30.

« Qui de vous peut en même temps rire et être élevé ? », demande Zarathoustra. Cette série de Jacques Munier se propose, modestement, de répondre et tente de remédier au fait que nous rions aujourd'hui trois fois moins qu'au début du siècle. Lumière sera faite sur l'aspect physiologique du rire (celui-ci a une fonction psychosomatique, au même titre que le sommeil) ; sur le sens de la communication qu'il révèle aussi, fait culturel soumis à l'évolution des mentalités. Du rire du fou au Moyen Âge à celui du petit-bourgeois du second Empire, de la fuite devant l'absurde à la transgression qui s'apparente à l'extase, du mourir de rire avec Romain Rolland à « mourir de mourir » avec Jacques Derrida.

La folie dans l'opéra

« Orlando », de Haendel, France-Culture, samedi 5 mai, de 10 h 50 à 11 h 30, de 14 h 16 h, de 21 h 50 à 22 h 30 ; dimanche 6 mai, de 12 h 45 à 14 h 50, de 16 h 30 à 17 h 30, de 23 h à 23 h 55.

Le thème de la folie de Roland, de la folie masculine, propre aux XVII^e et XVIII^e siècles, littéraire et politique, revêt l'aspect d'une quête initiatrice. L'opéra du XIX^e siècle lui a substitué une folie bien différente, exclusivement féminine, explosion brutale d'une expression condamnée par les règles sociales. A partir de la diffusion de l'Orlando de Haendel, spectacle monté en 1983 à Orléans par l'Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique avec la Maison de la culture d'Orléans et la ville de Caen (sous la direction de Diego Masson), Jean-Louis Cavalier se livre à une analyse de la société du XVIII^e et XIX^e, en même temps qu'au rôle réservé à la folie dans l'opéra.

Voyages sonores

« Le monde selon Schaeffer », France-Culture, mardi 5 mai, de 14 h 50 à 16 h.

Pour ceux qui n'avaient pas pu écouter, au mois d'août 1983, l'extraordinaire émission Carte blanche à Pierre Schaeffer, le programme musical de

France-Culture rediffuse, chaque mardi du mois de mai, cette vaste émission d'auteur, complétée par des inédits. Un vrai voyage !

Le fait urbain

« Les chemins de la connaissance : Max Weber, Georg Simmel et la ville », France-Culture, du 7 au 18 mai, sauf samedi et dimanche, à 8 h 33.

Dix émissions de Roland Auguet, réalisées par Christiane Mallarmé, consacrées à Georg Simmel et Max Weber, le premier, qui a montré comment la grande ville a modifié radicalement la psychologie de l'individu, le deuxième, qui a montré ce qui a fait la spécificité de la ville occidentale. Deux penseurs allemands d'importance sur le fait urbain.

Lee Konitz et Steve Lacy

« Jazz vivant », France-Musique, dimanche 6 mai, 19 h 5.

Ils ne se rencontrent qu'épisodiquement, mais ce sont des frères d'âme. Même intelligence, même réserve, un langage original et la passion de toutes les libertés sonores. Au cours d'un concert donné à Radio-France le 1^{er} mars, Lee Konitz, saxo-alto, et Steve Lacy, saxo-soprano, ont dérivé sur des parcours harmoniques classiques — des blues et des ballades — ou originaux.

Océanique et nocturne

« Wagner, musicien », France-Musique, le mercredi 9 mai, de 23 heures à 2 heures du matin, le jeudi 9, de minuit à 2 heures, le vendredi 11, de 23 heures à 1 heure.

Il paraît que la France est la fille aînée du wagnérisme. Ecrits de toutes sortes, esthétiques, littéraires ou politiques, pamphlétaires ou hagiographiques ont abondé dès le XIX^e siècle chez nous. Aujourd'hui encore, Wagner demeure un musicien sur lequel on disserte volontiers, quoique, paradoxalement, peu sur sa musique elle-même. Cette série d'articles donc en premier lieu autour de la pensée strictement musicale du compositeur. Comment la musique, art du temps, est aussi architecture d'espace ; avec quels éléments progresse chez lui l'écriture musicale ; quelles suggestions de modernité s'y trouvent incluses ?

Il paraît que la France est la fille aînée du wagnérisme. Ecrits de toutes sortes, esthétiques, littéraires ou politiques, pamphlétaires ou hagiographiques ont abondé dès le XIX^e siècle chez nous. Aujourd'hui encore, Wagner demeure un musicien sur lequel on disserte volontiers, quoique, paradoxalement, peu sur sa musique elle-même. Cette série d'articles donc en premier lieu autour de la pensée strictement musicale du compositeur. Comment la musique, art du temps, est aussi architecture d'espace ; avec quels éléments progresse chez lui l'écriture musicale ; quelles suggestions de modernité s'y trouvent incluses ?

Il paraît que la France est la fille aînée du wagnérisme. Ecrits de toutes sortes, esthétiques, littéraires ou politiques, pamphlétaires ou hagiographiques ont abondé dès le XIX^e siècle chez nous. Aujourd'hui encore, Wagner demeure un musicien sur lequel on disserte volontiers, quoique, paradoxalement, peu sur sa musique elle-même. Cette série d'articles donc en premier lieu autour de la pensée strictement musicale du compositeur. Comment la musique, art du temps, est aussi architecture d'espace ; avec quels éléments progresse chez lui l'écriture musicale ; quelles suggestions de modernité s'y trouvent incluses ?

France-Culture

SAMEDI 5 MAI

7.00 Nous tous chacun.
7.45 Entretien avec... Suzanne Lilar.
8.00 Les chemins de la connaissance : histoire de rire, avec le professeur Rubinstein.
8.30 Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : génération 80, glissements d'époque.
8.07 Médiane du monde contemporain : le MIP-TV à Cannes.
10.30 Dictionnaire avec... François Chapon (« Mystères et splendeurs de Jacques Doucet »).
10.50 Musique : « Orlando », opéra de Haendel enregistré au Théâtre de la Bastille en décembre 1983, par l'Orchestre d'instruments anciens, dir. D. Masson, sol. H. Ledroit, E. Baudry, V. Darnis, C. Duné, D. Sales (et à 14 h et 21 h 50).
11.30 La maîtrise de Bretagne, un témoignage de perspectives.
12.30 Chronique des livres poétiques.
12.45 Pensures.
13.32 Le cri du homard.
16.00 La Sorcière de Rome, par A. Fra-naud, avec N. Borgeaud, A. Cuny, C. de Seyne, J. Topart.
16.35 A la recherche de Brankus, gentleman surréaliste, par P. Chénais et J.-P. Pignatelli, avec A. Bay, Y. Belon... Textes de J. Prévert, L. Caroll et J. Brankus.
18.20 Ne m'oubliez pas, tragédie divertissante de M. Luyts et B. Gilet.
20.00 Hoffmanns Gendarm, dramatique de C. Aveline, avec R. Hanin, G. Lard-gue, H. Nessel...
21.50 Orlando, opéra de Haendel, par l'Orchestre d'instruments anciens, dir. D. Masson.
22.30 La psychologie considérée comme perte du sens symbolique, avec J. Parry et E. Humbert, psychanalystes jungiens.

DIMANCHE 6 MAI

7.00 Chant dans la nuit.
7.20 Horizon, magazine religieux.
7.36 La fenêtre ouverte.
7.46 Le temps d'aimer, le temps de mourir : chanson réaliste.
8.00 Orthodoxie.
8.30 Protestantisme.
9.10 Écoute Israël.
9.40 Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France.
Médiane en l'Église Notre-Dame-de-Tour-Grèce du Parnassus.
10.00 La radio sur la place : à Orléans.
12.06 Le cri du homard.
12.45 Musique : Histoire de cinéma, l'Évangile selon saint Matthieu, de Pasolini (et à 16 h et 23 h).

14.30 Chant dans la nuit, pièce de M. Noë, avec A. Marbeau.
17.30 Rencontre avec... Hélène Dorthea de Borne (« Changer la prison »).
18.30 La cérémonie des mots : Du côté du chez Rilla.
19.10 La cinémas des cinéastes.
20.00 Albatros : Clayton Eshleman, de l'Indiane à la Dorogone.
20.40 Atelier de création radiophonique : Disco Musik.
22.00 Musique : Histoire de cinéma. In memoriam Marilyn.

LUNDI 7 MAI

7.00 Médiane : Calendrier ; Expressions sociales : la naissance du jour.
8.00 Les chemins de la connaissance : Claude Brasseur, philosophes de l'être et de l'esprit : à 8 h 33, Max Weber, Georg Simmel et la ville.
8.50 Échec au hasard.
9.07 Les fondes de l'histoire : sociabilité et solitude, la France du XVIII^e au XIX^e siècle.
10.30 Le cri du homard.
10.50 Musique : Opéra 84 : l'opéra ; « Boris » à l'Opéra de Paris ; le Mai musical florissant.
12.05 Agora.
12.48 Pensures.
13.30 Avec un sens ridé.
14.10 Un livre, des voix : « Le Devoir de français », de Gilles Pudlowski.
14.50 Musique : un soir à Dieppe (et à 21 h 50).
16.00 Art et gens.
18.30 Feuilletton : la vie entre les lignes.
19.00 Actualité.
19.25 Jazz à l'ancienne.
19.30 Théâtre et l'émancipation.
20.00 Les enjeux internationaux.
20.30 L'autre scène, ou les vivants et les dieux, Jules Supervielle ou le voyage dans le brouillard de l'être.
21.50 Musique : un soir à Dieppe.
22.30 Nuits magnétiques : l'invitation philosophique.

MARDI 8 MAI

7.00 Médiane.
8.00 Les chemins de la connaissance : Claude Brasseur ; à 8 h 33, Max Weber, Georg Simmel et la ville ; à 8 h 50, le serment de l'ère.
8.05 Le médiane des autres : Swindler, Charman, guerrier, danseur de rêve.
10.30 Le texte et la marge.
10.50 Musique : Black and blue (présence du calypto).
12.05 Agora.
12.48 Pensures : Jeanne d'Arc.
13.30 Présence des arts : Debussy et le symbolisme.

14.00 Disques.
14.10 Un livre, des voix : « Stalingrad », de Theodor Plievier.
14.50 Musique : La maison selon Schaeffer.
16.03 Les yeux de la tête : Portrait de dire ; 16 h 30, Mardisophilie ; 16 h 45, Mozart ; 17 h 5, Générale ; 17 h 15, La grosse pomme ; 17 h 40, Terre des nouvelles.
18.10 Le cri du homard.
18.30 Feuilletton : La vie entre les lignes.
19.00 Actualité.
19.25 Jazz à l'ancienne.
19.30 Sciences : les étonnantes (la psychosomatique), avec Jean Guir, psychanalyste lacanien.
20.00 Les enjeux internationaux.
20.30 Dialogues de Chantilly : les droits de l'homme et les cultures.
21.48 Lectures.
21.50 Musique : « J'espère d'Ar », de Verdi.
22.30 Nuits magnétiques : l'invitation philosophique.

MERCREDI 9 MAI

7.00 Médiane.
8.00 Les chemins de la connaissance : Claude Brasseur ; à 8 h 33, Max Weber, Georg Simmel et la ville.
8.50 Échec au hasard.
9.05 Médiane des sciences et des techniques.
10.30 La livre, ouverture sur la vie : Rencontres avec de jeunes lecteurs à Grenoble, avec Michel Gay.
10.50 Musique (la belle œuvre) : La Mesure de Hoffmann (et à 16 h 3 et 20 h 30).
12.05 Agora.
12.48 Pensures.
13.30 Instantané, magazine musical.
14.30 L'homme d'aujourd'hui, de M. Angot, avec C. Laborde, B. Aline.
18.00 Le cri du homard.
18.10 L'école des parents et des édu-cateurs : les lycéens et le socialisme.
18.30 Bonnes nouvelles, grande comédie : « La Commencement », d'Elie Wiesel.
19.25 Jazz à l'ancienne.
19.30 Perspectives scientifiques : Races et milieu.
20.00 Les enjeux internationaux.
20.30 Musique : La Mesure d'Hoffmann. Fantastique et sacré dans le premier romantisme allemand (œuvres de Weber, Wagner, Hoffmann).
22.30 Nuits magnétiques : l'invitation philosophique.

JEUDI 10 MAI

7.00 Médiane.
8.00 Les chemins de la connaissance : Claude Brasseur ; à 8 h 33, Max We-

ber, Georg Simmel et la ville ; à 8 h 50, le serment de l'ère.
8.05 Médiane de la Bibliothèque.
10.30 Le cri du homard.
10.50 Musique : Sydney Buchet (et à 14 h 50).
12.05 Agora.
12.45 Pensures.
13.30 Pensures et sciences.
14.10 Un livre, des voix : « L'Évangile selon Marie-Madeleine », d'Aurélien Brice.
16.03 Médiane : adresses aux vivants ; 16 h 10, Médiane ; 16 h 50, Pérols ; 17 h, Une journée dans la vie de Sarah Bernhardt.
18.30 Bonnes nouvelles, grande comédie : « A un jeune juif d'aujourd'hui », d'Elie Wiesel.
19.25 Jazz à l'ancienne.
19.30 Les progrès de la biologie et de la médecine : la spermatozoïde, avec le professeur Georges David.
20.00 Les enjeux internationaux.
20.30 La Conquête des mots perdus, de D.A. Kargal (première partie : l'Enfermement, avec J.-M. Stala, P.-F. Rostko, J. Tournes).
22.30 Nuits magnétiques : l'invitation philosophique.

VENREDI 11 MAI

7.00 Médiane.
8.00 Les chemins de la connaissance : Claude Brasseur ; à 8 h 33, Max Weber, Georg Simmel et la ville.
8.50 Échec au hasard.
9.05 Médiane du temps présent.
10.30 La terre et la mer.
10.50 Musique : concours international de musique électro-acoustique de Bourges (et à 14 h 50 et 21 h 50).
12.05 Agora.
12.45 Pensures.
13.30 Somme.
13.32 On cosmologue... Bernard Sobel : les trajectoires contemporaines : Beckst, Claude, Gombricovitz.
14.10 Un livre, des voix : « Saint-Jude », de Jean Farnet.
16.03 Communauté des radios publi-ques de langue française : La pelle-rie, après le défilé.
16.30 Les rencontres de Robbeson.
18.30 Bonnes nouvelles, grande comédie : « Histoire » et « La Notte », d'Elie Wiesel.
19.30 Les grandes avenues de la science moderne : la biotechno-logie.
20.00 Les enjeux internationaux.
20.30 Hong-Kong : l'édition de 1877.
21.50 Concours international de musi-que électro-acoustique de Bourges.
22.30 Nuits magnétiques : l'invitation philosophique.

France-Musique

SAMEDI 5 MAI	LUNDI 7 MAI	MERCREDI 9 MAI	VENREDI 11 MAI
2.00 Les nuits de France-Musique : Musique traditionnelle de Java. 7.03 Avis de recherche : Œuvres de Fauré, Ravel, Debussy, Schumann, Liszt. 8.10 Carnet de notes. 11.05 Opéra : « La Buena Fiel » de P. Chénais. 14.04 Le temps du jazz : Jazz s'il vous plaît : Hexagonal. 16.03 Dictionnaire parfait : L'orgue symphonique, facteurs et compositeurs autour de la 5 ^e Symphonie de C.-M. Weber. 17.00 Concert : Pièces pour piano et harmonium de Widor, Schœtz pour piano et harmonium de Saint-Saëns par J.-L. Gil, harmonium, C. Heide, piano. 18.02 Les cinémas du musico-hall. 19.05 Concert : Musique traditionnelle (les chants de la Semaine sainte finnaise) de la Chorale de la paroisse de la Chapelle de la Chapelle. 20.04 Présentation du concert. 20.30 Concert : Symphonie n° 90 en ut majeur de Haydn, Concerto pour piano et orchestre n° 21 en ut majeur de Beethoven, Concerto pour piano et orchestre n° 3 en ré mineur de Mozart par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. D. Salomon, sol. M. Rudy, piano. 22.34 Les soirées de France-Musique : Le club des archives : œuvres de Schubert, Liszt, Schumann, Chopin, Scriabine par V. Sorontsky, piano ; à 1 h, L'œuvre de Schœtz.	2.00 Les nuits de France-Musique : Jacha Horenstein ; œuvres de Mozart, Mahler, Beethoven, Haydn, Schœtz, Hindemith, Stravinsky. 7.10 Actualité du disque. 9.05 Musiciens d'aujourd'hui : Teresa Stich-Randall, soprano, interprète Bach, Mozart, Wolf. 12.05 Concert : Œuvres de Mendelssohn, Ravel, Beethoven par l'Orchestre régional Provence-Côte d'Azur, dir. P. Bender, sol. G. Tachino, piano. 13.32 Le royaume de la musique. 14.02 Répertoire contemporain : tribune internationale des compositeurs. 15.00 L'après-midi des musiciens : Henry du Mont (1810-1884), compositeur et maître des chapelles du roi et de la reine ; œuvres de du Mont, Hodebert, du Carroy, Bouzigue, Corbelle... 18.00 Le temps du jazz : feuilleton « Punch Miller » ; Intermède ; Actualité. 20.00 Les musées en dialogue. 20.30 Concert : (souvenirs de musique ancienne) Hindemith (1903) : « Ouverture en ut majeur » ; « Concerto en fa majeur » ; de Tchaïkovski ; « Concerto pour harpe et cordes » et « Concerto pour piano et orchestre » de Beethoven ; de Haendel : « Concerto brandebourgeois n° 5 en ré mineur » ; de Bach, par le Concerto Musicien de Vienne, dir. N. Hannoncourt, sol. J. Schaeffer, harpe. 22.04 Les soirées de France-Musique : feuilleton « Hugues Guénod » ; Œuvres de Fauré, Honegger ; à 23 h 10, La musique de minuit.	2.00 Premières loges : Irma Kolossal, mezzo soprano, interprète des œuvres de Fauré, Liszt, Debussy, Schumann, Liszt, Puccini, Prokofiev, Darius Milhaud. 7.10 Actualité du disque. 9.05 Musiciens d'aujourd'hui : Teresa Stich-Randall interprète des œuvres de Weber, Handel, Mozart, Beethoven, Mahler. 12.05 Concert : Œuvres de Mozart, Bach, Schumann, par l'Orchestre national de France. 13.32 Les chants de la terre. 14.02 Jeunes solistes : Œuvres de Brahms, Wolf, Strauss, Ravel, Barber, par M. Walker, baryton, et C. Dornais, piano ; et de Ponce, Lauro, Guarnieri, par R. Dym, guitare. 15.00 Microcosmos. Elle était une fois Blanche-Neige : à 15.25, Un sonnet dans le sonnet (et à 16.20) ; à 15.30, Microdigital ; à 15.50, la poésie mise à nu par les poètes mêmes ; à 15.55, Métabolique ; à 16.25, Court-circuit. 17.00 Histoire de la musique. 18.05 L'imprévu. 19.00 Le temps du jazz : feuilleton « Punch Miller » ; Intermède ; où pour-ils ? 20.05 Musique contemporaine : Mégazine. 20.30 Concert (en direct de la basilique Saint-Denis) : « Ein deutsches Requiem » de Brahms, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. J. Conlon, sol. B. Hendricks, soprano, W. Goren-son, baryton. 22.34 Les soirées de France-Musique : feuilleton « Hugues Guénod » ; à 23.10, Wagner musicien.	2.00 Les nuits de France-Musique : Jean-Marie Leclair ; œuvres de Leclair, Forqueray, Couperin, Corbelle, Robert, Biber. 7.10 Actualité du disque. 9.05 Musiciens d'aujourd'hui : Teresa Stich-Randall interprète des œuvres de Schubert, J. Strauss, Gluck, Mozart, Brahms. 12.05 Concert : œuvres d'Haydn, Krumpholtz, Stravinsky, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. D. Epstein. 13.32 Les chants de la terre. 14.02 Répertoire contemporain. 14.30 Les enfants d'Orphée : voyage au cœur d'une partition. 15.00 L'après-midi des musiciens : Henry du Mont, compositeur et maître des chapelles du roi et de la reine (1810-1884) ; œuvres de Lully, Charpentier, Lebègue, Delalande, Nivard, du Mont, Robert. 18.05 L'imprévu. 19.00 Le temps du jazz : feuilleton « Punch Miller » ; Intermède ; Le clavier bien tempéré. 20.00 Présentation du concert. 20.30 Concert (à l'occasion de la 100 ^e anniversaire de la mort de Haydn, concerto pour piano et orchestre en ré mineur pour le maître gigue de Ravel, symphonie n° 3 en ré mineur de Bruckner par l'Orchestre symphonique de Südwestfunk, dir. K. Kord, sol. H. Megawoff, piano. 22.30 Les soirées de France-Musique : feuilleton « Hugues Guénod » ; chants espagnols du système sé-culaire ; à 23 h 10, Wagner musicien ; à 1 h, musiques traditionnelles.

VIE PRATIQUE

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 3 MAI 1984

Mode

Temps de coton

ON vous a longuement décrit la mode d'hiver des créateurs, mais aux beaux jours, vous avez envie d'essayer leurs modèles d'été qui se côtoient aux Galeries Lafayette et au Printemps ainsi que dans leurs propres boutiques. Les premiers prix concernent surtout les petites pièces à coordonner en jersey de coton ou en éponge. Ainsi n'aurez-vous qu'à renouveler le haut ou le bas de votre garde-robe existante sans vous ruiner. Ces séparables existent pour la plupart en trois tailles assez floues, les formes près du corps habillant du 38 au 42.

Aux Galeries Lafayette - vingt et un créateurs sur 9 800 mètres carrés en deux étages - Dorothée Bis offre de belles robes liquettes blanches toutes boutonnées, 490 F, des débardeurs sur jupes, 340 F, à porter avec d'amusantes sandales de caoutchouc-mat, rouge, noir ou mordoré, 110 F. Emmanuelle Kahn a fait broder des ensembles typiques en beige ou blanc, de 800 F à 940 F. Chantal Thomas fend des robes droites bleu ciel, roses ou blanches, 910 F, et travaille les manches de coton chiné en robes-housses ou deux-pièces, à partir de 490 F. La production française de Comme des Garçons comporte des culottes à effets élastiques, 400 F, sous une grande chemise ouverte sur le côté à coulissage asymétrique, 350 F. Chez Kenzo, de superbes robes-housses en toile de coton en dessins exotiques de tous sours, 1 080 F, voisinent avec des modèles rayés et frocés, manches trois quarts, 820 F. Sonia Rykiel conjugue avec bonheur des hauts de valeurs éponge fuchsia ou bleu-rose et noir à manches chauve-souris, jupes unies ou pantalons sous des vestes rayées à l'horizontale : 345 F, 390 F et 440 F. Michel Klein, connu pour ses jerseys de coton, les interprète en cotés, noir, blanc ou en couleurs vives, de 240 F le débardeur à 795 F la robe. Au deuxième étage, les deux-pièces de Saint-Laurent (Variations) commencent à 1 000 F, en popeline de coton bleu, rouge, vert vif ou curry, tandis que les grandes jupes à volants noires, 695 F, se marient avec d'amusants hauts blancs à décolleté camisole et

grandes manches, 460 F. Les tricotés et coordonnés Christian Dior contrastent les uns aux imprimés de soie, autour de 2 000 F en deux-pièces.

Le Printemps - vingt-huit créateurs sur 1 800 mètres carrés - met en vedette les tuniques de jersey d'Issey Miyake au dos drapé, blanc, écriu ou taupe, 910 F, à porter sur un pantalon ou une jupe de coton tissé rayé très élaborée, 1 290 F. Guy Paulin taille une jupe portefeuille à deux plis dans un coton imprimé de Souleirado à fond mariné ou rouge, 1 040 F, et une chemise, col faillu et manches frocées, 990 F. Thierry Mugler (diffusion) orne sa jupe droite de coton, blanc d'une grande poche cornet se terminant dans un pli creux, 1 160 F, avec une chemise d'homme à patte d'épaule et poche en biais, 920 F. La collection (Médiane) d'Anne-Marie Beretta comprend de la popeline bleue ou rouge en robes à manchons et empèchements triangulaires pressionnés, 1 290 F, des blouses chauve-souris amples et croisées, 590 F, sur jupe-paréo taille basse, 310 F.

A travers Paris, Popy Moreni, 13, place des Vosges, dévoile sa gamme de T-shirts en coton uni, blanc surplumé de noir, noir, bleu ou marron surplumé de blanc en robes ras-du-cou, manches kimono, 550 F; jupe droite, pressionnée sur le côté, 430 F, haut à poche, manches au coude et décolleté bateau, 410 F, jupe large, 375 F.

Angelo Tarlazzi, 67, faubourg Saint-Honoré, commence à 890 F ses grandes chemises de popeline sur jupes amples, à ceinture de centimètres géants bicolors, 250 F.

Louis Féraud, 88, faubourg Saint-Honoré et 47, rue Bonaparte, anime de rayures verticales groupées de jolies robes de crêpe de soie marine, rouge, noisette et blanc, autour de 3 390 F.

Les robes de lin (Miss V) de Valentino, 17-19, avenue Montaigne, se distinguent par leur simplicité : martingale dans le dos et grands jupes encadrant le buste, en jaune vif, rouge, marine, noir, blanc ou beige, à partir de 1 670 F.

NATHALIE MONT-SERVAN

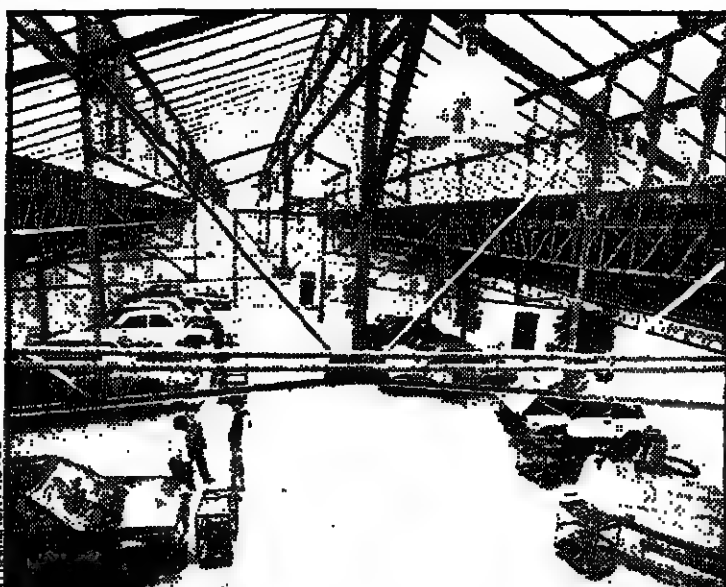
Auto

Le client garagiste

Le libre-service est depuis longtemps déjà passé dans les mœurs. Ainsi chacun est-il habitué, désormais, à remplir lui-même le réservoir de son auto à la station-service. Rien n'arrêtera le progrès (on vient de lancer en Belgique la « frite libre-service »), voilà venu aujourd'hui le temps du garage libre-service.

Au « Garage du particulier », tout se passe un peu comme au supermarché. Vous gardez votre véhicule dans le grand hall vert et blanc, clair et d'une étonnante propreté. Puis vous allez chercher un chariot, presque un caddy ! sur lequel

sont disposés, impeccablement propres, tous les outils dont vous pouvez avoir besoin. Vous le poussez jusqu'à votre voiture et n'avez plus qu'à vous attacher à la vidange ou à la réparation requise. Il vous manque un pont ? Un cric ? Des « chandelles » ? Des outils spéciaux ? Tout cela est à votre disposition et sans augmentation de la location horaire. Peut-être ne vous sentez-vous pas suffisamment expert pour entreprendre telle ou telle opération ? Qu'à cela ne tienne ! Un mécanicien (dont l'intervention est facturée au quart d'heure) est là pour vous aider, vous conseiller et vous éviter de



faire des erreurs. Vous manquez d'expérience mais ne demandez qu'à apprendre ? Le forfait « réparation assistée » vous est alors proposé. En fait, vous assisterez le mécanicien qui travaillera tout en vous initiant aux secrets des bielles, des bougies ou du delco. Enfin, si vous détestez la mécanique mais souhaitez quand même savoir ce qu'il y a dans le « ventre » de votre voiture, vous pouvez opter pour la formule « forfait économique » - la plus coûteuse, malgré son nom - dans laquelle le mécanicien œuvre tout seul, tout en commentant les opérations auxquelles il se livre. Une formule qui permet de faire des comparaisons fort instructives quant au prix de telle ou telle réparation...

A l'origine de cette nouvelle forme de libre-service : un pilote de course, Patrick, et un ancien élève de l'Ecole supérieure de commerce, Olivier. Leur but : permettre aux bricoleurs, et à ceux qui le sont moins, de réaliser de substan-

tielles économies. Et cela en toute sécurité. L'heure de location - emplacement et utilisation de tous les outils nécessaires - varie de 38 à 25 francs (tarif dégressif selon la durée). En une heure, il est possible de procéder à la vidange et au changement des plaquettes de freins. Il vous en coûtera environ 220 francs, fournitures comprises, ces dernières étant facturées avec une remise de 20 %. Quant à l'intervention d'un mécanicien - qui peut aussi être une vérification du travail terminé - elle coûte 25 francs le quart d'heure TTC. Avec, en prime, les tuyaux que l'on peut obtenir et le gain de temps (pas de voiture à laisser sur place et à retourner chercher). Le tout dans une ambiance agréable où l'on peut, également, déguster un café ou une boisson fraîche.

PAUL BONNIN

« Le Garage du particulier », 90, rue de l'Ourcq, 75019 Paris. Tél. : 203-05-12. Ouvert tous les jours de 9 h à 20 h. On peut prendre rendez-vous.

Mobilier

Fauteuils en herbe

UN jardin, c'est une pelouse, des arbres, des fleurs... mais aussi un mobilier pour vivre dehors. Les salons classiques - en bois naturel ou laqué blanc ou en résine de synthèse - ont des formes qui n'évoquent guère. Côté nouveautés, Habitat et Hugonet présentent des modèles qui reflètent des modes de vie, et des budgets, différents.

Chez Habitat, la décontraction est de rigueur, avec une pointe d'originalité apportée par la couleur. Les transats de type « chilien » s'habillent de larges rayures tissées, bleu turquoise et jaune, soulignées d'un filet rouge ou d'une toile imprimée de fleurs stylisées multicolores sur fond bleu outre-mer (160 F). Un nouveau fauteuil de régisseur pliant est en hêtre laqué blanc ; son assise et son dossier sont en toile blanche zébrée - comme par des coups de pinceaux - de touches de couleurs vives, 295 F.

Hugonet, spécialiste de meubles de jardin haut de gamme, a demandé à Christian Liaigre (créateur de mobilier contem-

porain) de concevoir une collection pour l'extérieur. Les sièges ont une structure en aluminium laqué blanc à pieds légèrement galbés et bord d'assise arrondi. Ils sont tendus d'une toile synthétique blanche à très fines mailles, avec motif en croix sur le dossier, blanc ou bleu. Les accoudoirs recueillent sont en bois revêtu d'un vernis marin.

Cette collection comprend un fauteuil bas (1 774 F), un lit de repos à dossier réglable, une chaise et un fauteuil-bridge. Les tables (haute et basse) ont un plateau en caillottes au treillis serré. Christian Liaigre a pensé aussi aux terrasses et balcons en créant - dans la même ligne - des meubles pliants : une chaise et un tabouret ainsi qu'une table de repas dont le plateau carré, de 72 cm de côté, est en treillis de bois.

JANY AUJAME

Habitat, 35, av. de Wagram, Maisons-Montparnasse, Forum des Halles à Paris, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Nice, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Hugonet, 63, rue La Boétie, 75008 Paris.

Philatélie

Il y a quarante ans

A l'occasion du quarantième anniversaire de la Libération, un triptyque, avec au centre la croix de la Libération, encadrée par deux timbres « Résistance » et « Débarquements », sera émis, en vente générale le 9 mai (21/84).



2,00 F, noir, rouge, bistre, gris, 3,00 F, noir, rouge, bistre, gris.



Format 36x22 mm. Maquettes de Raymond Monod, gravée par Pierre Béquart. Tirage : 10 000 000 de triptyques.

Mise en vente anticipée : - Le 8 mai, de 8 à 19 heures, au bureau de poste temporaire ouvert au secrétariat d'Etat chargé des Anciens combattants, 37, rue de Bel-lechasse, Paris-7. Offit. « P.J. ».

Retrait de huit timbres, prévu pour le 11 mai : 1,60+0,30 F, André Messager ; 1,80 F, Brantôme ; 1,80+0,40 F, Hector Berlioz ; 1,80+0,40 F, Max-Pol Fouchet ; 4 F, Dewasne ; 4 F, Raphaël.

Calendrier des manifestations

55000 Bar-le-Duc (Halle des Brasseries), du 4 au 6 mai - Cinquante-naire de la mort du président Poincaré.

44000 Nantes (parc de la Beaujoire), du 4 au 16 mai - Flora internat.

37120 Richelieu (parc), le 6 mai - Centenaire de la ligne Loire-Rhône.

« Europa 1984 » d'Andorre

Les deux timbres de la série « Europa 1984 » soulignent, par un sujet commun, comme tous les pays de la CEPT, le 25^e anniversaire de cet organisme. Vente gén. le 7 mai (3-4/84).



2,00 F, vert, 2,50 F, bordeaux.

Format 36x22 mm. Dessin et gravure de Jacky Larnivière. Tirages : 800 000 et 600 000.

Mise en vente anticipée : - Le 5 mai, par le bureau de poste d'Andorre-la-Vieille. Offit. « P.J. ».

Retrait de trois timbres le 11 mai : 1,00 F, l'Isard ; 1,50, la truite ; 2,00 F, St-Thomé-d'Aquin.

LES COULEURS du timbre des Jeux olympiques d'hiver de Montréal du 18 février sont : rouge, bleu et bleu-vert.

ADALBERT VITALYOS

GROS SUCCES POUR M. du PLESSIS

Toujours plus nombreux, de Paris et de province, ils viennent au dépôt-vente de M. du Plessis, mar-quant pilote d'un important fabricant français. Vente directe de produits à la finition et au rapport qualité-prix imbattables : Tailleurs femme : 490 F. Costumes homme : 550 F. Plus de 30 000 vêtements en stock.

20, rue du Faubourg du Temple, du lundi au samedi, 9 h à 12 h 30 et 14 h à 18 h. Métro : République.

Vêtements de Cuir

Femmes et Hommes

Nombreuses promotions

sur nos vestes, blousons, pantalons, ensembles, jupes etc...

Service après-vente

LES DEUX OURS

106 Bd de Grenelle 575.10.77

Paris 15^e M^o La Motte Piquet

UN SALON QUI A UN AVANT-GOUT DE VACANCES

35 000 mètres carrés d'exposition, 350 professionnels dont les préoccupations sont étroitement liées aux vacances, au temps libre et à tous les équipements qui permettent de mieux vivre ces moments privilégiés de liberté, tel est le SALON DU TOURISME ET DES LOISIRS qui ouvre ses portes au grand public dans le cadre de la FOIRE DE PARIS, du 27 avril au 8 mai.

Pour faire découvrir les beautés de leurs paysages, leur folklore, leur artisanat, leur gastronomie et les richesses de leur terroir, les pays étrangers, villes, départements et régions de France se sont regroupés pendant 12 jours en un même lieu. Et c'est ainsi pour le visiteur la possibilité de découvrir en quelques heures la Hongrie, l'Irlande, l'île de la Réunion, Caracassonne, Hennebont, l'Hérault, le Var... et bien d'autres encore.

Plus de 500 formules de vacances, classiques ou... un peu insolites, tant en France qu'à l'extérieur de nos frontières, sont proposées par les offices de tourisme français et étrangers, les voyagistes et les associations de loisirs... Des séjours à acheter, bien sûr, mais aussi la possibilité de s'informer, de prendre des idées, de choisir ses vacances et de les organiser...

Le salon est aussi pour le vacancier ou l'amateur d'activités de plein air l'occasion de trouver tous les équipements nécessaires pour mieux vivre ses loisirs : des caravanes, des camping-cars et des résidences mobiles, du matériel de camping, des planches à voile et des petites unités nautiques, des U.L.M. et du matériel de pêche.

Pour les amateurs de bande dessinée, le Village de la B.D., regroupant 15 des plus grands éditeurs, sera un lieu permanent de fête, avec des jeux, des concours et des dédicaces d'auteurs.

Enfin, de nombreuses animations : rocher d'escalade, tour de saut, ski acrobatique, tournois de tennis, de hockey... et de pétanque pour les sportifs, une tente à faire réaliser sous ses yeux et un camping-car à aménager, et le musée de l'Insolite des Douanes réunissant de nombreux objets de saisis.

LE SALON DU TOURISME ET DES LOISIRS JUSQU'AU 8 MAI

Bâtiment 1 du Parc des Expositions de la Porte de Versailles. Ouvert tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'à 22 heures le vendredi 4 mai.

مكتبة الامم المتحدة

Provençe de mer

Lao Tseu : « Gouvernez l'empire comme vous cuiriez un petit poisson ».

LA France, entourée d'eau sur trois côtés, de la mer du Nord à la Méditerranée, la France sillonnée de cours d'eau, constellée de lacs et d'étangs, pourrait être le paradis des ichthyophages et autres piscivores... Cependant le Français ne mange que 10 kilos de poisson par an !

C'est pourtant un aliment de choix. Préférable à la viande (lorsqu'il est frais et non pollué) parce qu'il contient, sauf quelques exceptions, moins de matières grasses et une plus faible proportion de graisses saturées. Il est de plus riche en fer, en calcium, en sodium, en magnésium, en potassium, en iode et en phosphore.

Alors pourquoi cette désaffection du Français pour le poisson ? Parce qu'il ne le connaît pas ? Ou mal ? Parce que, dit Roby dans ses remarquables *Confessions d'un pêcheur* (édit. Ouest-France) : « On ne va plus chez le poissonnier choisir une douzaine de maquereaux ou une vraie dorade (la « royale »), mais on demande « du poisson ». Lequel ? Va savoir ! Pourvu que les arêtes aient été enlevées et que cela cuise vite sans dégager d'odeur trop tenace, tout va bien. On mangera du poisson ! »

Ici le problème est double. La ménagère craint l'odeur qui imprègne instruments de cuisine, assiettes, couverts et aussi l'atmosphère. Mais elle redoute plus encore

d'avoir à préparer son poisson et c'est pour cela qu'elle l'achète en filets... C'est plus pratique ! Remarque qu'elle pourrait au moins choisir les poissons et faire « lever » les filets devant elle, par le vendeur. Mais elle ne prend même pas cette peine. Cela conduit à des générations qui, chez eux comme au restaurant, ne connaissent plus, d'un poisson, qu'un morceau pratiquement toujours de même forme indéfinie dans lequel la fourchette peut tailler et la bouche mordre sans risque d'y trouver une arête, cette chose abominable (1) !

C'est un tort, ces arêtes qui nous arrêtent ! Elles viennent le meilleur, et le poisson cuit avec ses arêtes a bien plus de goût,

meilleure tenue de chair et, diététiquement plus de richesses bénéfiques.

Roby nous enseigne qu'il y a bien des façons de s'en préserver, de ces arêtes. Pas seulement en farcisant le poisson d'oseille, comme on dit qu'il faut préparer l'aloë (l'oseille, c'est vrai, dissout ou à tout le moins mollit les arêtes, grâce à l'action de l'acide oxalique mais il en reste toujours néanmoins !).

D'abord, dit-il, première condition : bien éclairer la table.

Ensuite : se munir d'un couteau et d'une fourchette à poisson.

Enfin et surtout : savoir com-

ment sont bûts les poissons que l'on mange.

Tous ou presque ont une ligne latérale sur chaque flanc, formée de petits trous allant en ligne plus ou moins droite de l'ouïe à la nageoire caudale. C'est grâce à ces trous, notons-le, que les poissons perçoivent les changements de pression de l'eau. Et cette ligne marque la séparation entre les filets dorsaux et ventraux, ce qui fait que si l'on promène la pointe du couteau d'avant en arrière, en pénétrant dans la ligne latérale, on ouvre correctement le poisson et il devient plus facile d'enlever, une à une, les petites arêtes recourbées et libres arment les filets de chair constituant ses filets.

J'ajouterais que l'on peut utiliser les arêtes centrales (épine dorsale) en les faisant sécher au four puis en les pilant. La poudre obtenue est riche en phosphore et peut servir à corser les bouillons de poissons, à poudrer des filets cuisinés, etc. Et ne me dites pas que c'est là de la « cuisine ouverte » à la mode go-gault... Avant la guerre de 1914-1918, Jules Maincave, jeune cuisinier de génie qui devait y être tué, donnait déjà une recette de filets de sole au muguet dans laquelle il utilisait de la poudre d'arêtes !

Ne nous étonnons pas alors de voir, née de cette phobie des arêtes, que les poissons les plus chers ne sont pas toujours les meilleurs mais ceux de facile préparation : le colin, par exemple, est préféré des mamans parce que plus facile à servir aux petits. Et moins absorbant que de leur apprendre le jeu du pêche-arêtes !

De même les filets. Si l'on y ajoute la notion, un peu bien ridicule, de « poisson noble », on explique que le client de restaurant réclame le loup (qui, le plus souvent, est du bar, même sur la Côte !), le turbot, etc., ruineux, plutôt que ces poissons goûteux, admirables, mais riches, hélas ! en arêtes que sont merlans et surtout maquereaux, harengs et autres !

Combien de fois, demandant à un restaurateur pourquoi il

n'inscrivait pas à sa carte un hareng à la moutarde, par exemple, il m'a été répondu : « Mes clients n'en veulent pas ! » C'est là où l'on regrette ces patrons-cuisiniers dont la race disparaît et qui osaient imposer à leur clientèle ce qu'ils savaient le meilleur. De la bonne M^{me} Genot, qui envoyait servir le café au quidam allumant, entre deux plats, une cigarette : « Je croyais que vous aviez terminé ! », à l'illustre Sarassat, qui ne commençait à cuisiner ses écrevisses au champagne qu'à la commande : « Parce que s'ils veulent se régaler, ils peuvent bien attendre ! » Passons.

Mais il est bien vrai qu'un peu moins de pugnacité de la part du restaurateur devrait imposer au gourmet les retrouvailles d'avec ces plats délaissés : le hareng moutardé, le maquereau aux groseilles, la raie Sainte-Menehould, les sardines grillées ou farcies, la charlotte de thon et autres préparations de cabillaud, flétan, orphie, etc.

Le cher Jean-Pierre Coffe (*Chef Modeste*, 8, rue de Miromesnil) ose bien afficher une matelote de maquereaux qui se révèle excellente... Et demande !

La cuisson du poisson, enfin, est le fil du rasoir. S'il est trop souvent trop cuit au restaurant, parce que la cuisson est trop affirmée, et le service mal minuté, le « rose à l'arête » n'est pas mieux. Le fil du rasoir, bien entendu, encore que quarante-huit heures rendent plus agréable à déguster la raie bouclée, qu'une sole peut attendre vingt-quatre heures, tandis que les gadiques, précise Roby, ne sauraient attendre.

Quant au poisson cru à la mode, il ne saurait faire oublier que les pêcheurs de l'Atlantique dégustent les sardines dites « Royan » crues depuis le début du siècle et qu'en Hollande on consomme le hareng cru sur le port d'Amsterdam dès le début de la campagne. « Quand le hareng est là, le docteur s'en va », dit-on chez les Fla-

Mes filets

● PRUNIER MADELEINE, 9, rue Duphot (1^{er}). - Tél. 260-36-04.

La vieille maison de « Tout ce qui vient de la mer ». Cuisine sage et confortables portions dans ce cadre « multiple » ; bar de rez-de-chaussée, salles et salons particuliers au premier. Même maison Prunier-Elysées (28, av. des Champs-Élysées) avec un bar-dégustation intéressant. Ouverts tous les jours de l'année.

● DROUANT, 18, place Gaillon (2^e). - Tél. 742-56-61.

Point n'est besoin d'être écrivain pour être reçu dans la maison des (prix) Goncourt, et d'y faire maigre en discutant le bout de gras. Belle salle Art Déco et nombreux salons. Grill ouvert tard le soir.

● VILLARS PALACE, 8, rue Descartes (5^e). - Tél. 326-39-08.

Décor moderne et amusant sur plusieurs étages. Bons poissons bien cuisinés par Michel Talliois. Joutant, la « Seumonaire » permettant des goûtilons plus rapides et, comme son nom l'indique, dégustation de saumon cru, mariné, fumé, cuit.

● LE PETIT NAVIRE, 14, rue des Fossés-Saint-Bernard (5^e). - Tél. 334-22-52.

Décor marin. J.-C. Cousty a le mérite de ramener de Rungis les poissons les plus frais mais aussi les moins nobles. Ici on trouve sardines grillées, joutes de lotte, etc. Petits prix.

● LES ARETES, 165, bd du Montparnasse (6^e). - Tél. 326-23-98.

Un volier immobile. Prenez place en sa coque et dégustez les hasards de la pêche alambiquée cuisinée.

● LE DIVELLEC, 107, rue de l'Université (7^e). - Tél. 551-91-96.

Venu de La Rochelle jusqu'ici pour présenter la marée du jour telle qu'au Yachtman de glorieuse mémoire. Prix en conséquence.

● MARIUS ET JANETTE, 4, avenue George-V (8^e). - Tél. 723-41-88.

Célèbre enseigne reprise par Charvet (d'Als-en-Provence) et déjà d'heureux changements. Boutique d'écailleur et livraisons à domicile. Prix sérieux.

● LA MAREE, 1, rue Daru (8^e). - Tél. 763-52-42.

On ne présente plus le restaurant de Marcel Trompier et son sommelier « meilleur du monde », Jean-Luc Pouteau, lauréat de l'Académie du malt-whisky. Cuisine classique et heureuse des crustacés, coquillages et poissons. Superbes desserts.

● TY COZ, 36, rue Saint-Georges (9^e). - Tél. 878-42-95.

La poisson à la mode de Bretagne. Galettes de blé noir, crêpes de froment et boîtes de cidre doux.

● LOUIS XIV, 8, bd Saint-Denis (10^e). - Tél. 208-56-56.

Le restaurant de poissons du boulevard. Réputation justifiée et prix en conséquence.

● LE DUC, 243, bd Raspail (14^e). - Tél. 322-59-59.

Les gourmets de la mer s'y régaleront d'une cuisine imaginative, moderne mais restée sage, avec foison de poissons crus. Prix en conséquence.

● L'AUBERGE DE L'ARGOAT, 27, avenue Reille (14^e). - Tél. 589-17-05.

Il faut aimer... Mais les amateurs de cuisine bretonnaise sourient des humeurs de M. Goareger et s'enthousiasment pour ses créations (stupéfiantes terrines de poissons et crustacés). Pain et vin biologiques.

● AUX SENTEURS DE PROVENCE, 295, rue Lecourbe (15^e). - Tél. 557-11-98.

Les seuls poissons de la bouillabaisse, de la bourride et de l'ailot, mais aussi poissons ! Jean Gras est un personnage (gourmand) de Pagnol.

● L'AQUITAINE, 54, rue de Dantzig (15^e). - Tél. 828-67-38.

Le bataillon des « filles » à Christiane Massie se défonce au seul mot de poisson et l'ardoise du jour en est la preuve satisfaisante. Plats énergiques. Au dessert celui des « Demoiselles d'Aquitaine » est apothéose.

● PETRUS, 12, place du Maréchal-Juin (17^e). - Tél. 380-15-95.

La grande maison de poissons de la place. Cadre confortable, bon service, cuisine sans reproche avec des créations amusantes (chou farci à la langouste). Bar de l'écailleur.

● AUGUSTA, 98, rue de Tocqueville (17^e). - Tél. 763-39-97.

Ici, il y a des pommes de terre dans la bouillabaisse (ce qui eût fait grincer Pagnol) mais les poissons sont frais, bien accommodés à la façon méditerranéenne. Prix sérieux.

● CHEZ LE BARON, 63, rue Mazin (19^e). - Tél. 205-72-72.

Le poisson ne manque pas à la carte d'Alain Cheuvreu et toujours très bien préparé. Il figure dans un intelligent menu à prix raisonnables.

● LA RASCASSE, 10, avenue de Madrid. - Tél. 624-05-30.

Maison sérieuse et de gentil confort. M. Franca ne rate point Rungis et ramène le plus frais des arrivages pour le cuisiner classiquement mais de superbe façon. La friture de cèbeaux vous enchantera.

● EL CHIKUITO, 126, av. Paul-Doumer. - Tél. 751-00-53.

Bons produits de la mer préparés avec science et servis avec gentillesse. Cadre fleuri. Prix en conséquence.

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

BAC-MONTELEMBERT

TAN DINH, 60, rue de Vernueil, 7^e, 544-04-84. Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1979. 600 Grands Crus, dont 160 Pomerols. Service assuré jusqu'à 23 h 15. F. dimanche.

BAC-SOLFÉRINO

LA LANDAISE A PARIS, 260-20-19, 48, rue de Vernueil, 7^e. F. dim. Spéc. Sud-Ouest. Repas d'affaires 100 F.

BATIGNOLLES - ROME

EL PICADOR, 80, bd des Bergoniols 387-28-87. Espagnoles et françaises. Paella, Zarzuela, Basalao. F. lundi, mardi.

BROCHANT

PONT-CARDINET

IN DE NOÏ, 156, rue Cardinet, 17^e. F. dim. Spéc. CORSES, guitare, chants. Réserv. 226-43-81.

CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1^{er}, 723-54-42. Jusqu'à 23 h 30. Cadre élég. INDRRA, 10, r. Côté-Riviera. F. dim. 359-46-40. Spécialités indiennes.

CHEZ DIEP, 22, rue de Pontbuis, 256-23-96. Nouvelles spécialités thaïlandaises dans le quartier. Gastronomie chinoise, vietnamienne. F. sam. midi.

ORPHE, 8, rue d'Artois, 256-31-39. F. dim. Spécialités de poissons.

Avenue des Champs-Élysées
N° 142. COPENHAGUE, 1^{er} étage
FLORA DANICA, sur son agréable
jardin. ELY. 20-41.

FALGUÈRE

L'OEIL CENDRÉE, 51, r. Labrousse, 15^e, 531-91-91. F. dim. lundi. Produits Sud-Ouest.

FAUBOURG-MONTMARTRE

N° 12, rue du Fg-Montmartre
AUBERGE DE RIQUEWIHR, 770-62-39. Spéc. ALSACIENNES.

GARE DE L'EST - GARE DU NORD

NICOLAS, 12, rue de la Fidélité, 246-84-74. Menu suggestion du marché : 130 F et carte F. lun. soir et sam. ouv. dim.

GARE DE LYON

L'ESCAPADE EN TOURNAIE, 24, r. Tournier. 334-14-96. Spéc. F. sam. et dim.

GODELINS

ENTOTO 587-08-51. F. dim. Spécialités éthiopiennes. Cuisine française traditionnelle. CHEZ GRAND-MÈRE, 92, rue Broca, 13^e, 707-13-65. F. dim. Ouv. le soir.

LES HALLES

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 236-10-92. Ses caves du XV^e. Fermé dimanche et lundi. P.M.R. 150 F. L'AJOUPE, 8, pl. Ste-Opportune, 1^{er}, 233-45-85. Cuis. antillaise. Dasse ven. sam.

LE NICOLAS FLAMEL, « bûche en 1407 ». F. dim. 51, rue de Montmorency, 3^e, 272-07-11.

Robert VATTIER

24^e h sur 24, même dim. et fêtes. Fruits de mer, coquillages, poissons.

INVALIDES

C'est votre fête aujourd'hui, Madame, ou vous, Monsieur ? Valable toute l'année, FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commencer votre repas, son foie gras frais maison. Et aussi son menu à 90 F. Parking privé : entrée face au n° 2, rue Faber. Tél. : 705-49-03.

MONTAGNE STE-GENEVIÈVE

LE VILLARS PALACE. M. Talliois propose ses spéc. : POISSONS, COQUILLAGES, banc d'ŒUFS, 3 salles. F. min. t. l. s. Élegance, 8, r. Descartes. Ouv. T.L.J. : 326-39-08 et 75-50. Ouvert le dimanche.

MONTMARTRE

LE BULLIER, 22, av. de l'Observatoire, 326-68-11. Ts les jrs. Brasserie-café-glacier de 8 h à 1 h du matin.

LA CLOSERIE DES LILAS, 171, bd du Montparnasse, 326-70-50 et 354-21-68. Souper après minuit. Au piano : Y. MEYER. Tous les jours.

NOTRE-DAME

CHEZ TOUTOUNE 5, rue de Ponthieu, 5^e, 326-56-81. F. dim. et lundi. Cuisine bonne femme.

OPÉRA

VISHNOU, 21, r. Danton, 297-56-54. F. dim. Spécialités indiennes.

ORDENER

CHEZ TOI OU CHEZ MOI, 8, rue Marché-Ordener, 229-59-24. Ouv. T.L.J.

PLACE Clichy

Rue de Clichy (près du Casino de Paris)

N° 41. REST. DU CASINO, 280-34-62. DINERS AVANT SPECTACLES. Cuisine traditionnelle. Fermé sam., dim.

PLACE DU PALAIS-ROYAL

JARDIN DU LOUVRE, 2, pl. du Palais-Royal - 261-16-00. Voturier. Déjeuners, dîners, soupers j. 23 h 30. Fête permanente et cuisine légère.

PLACE PEREIRE

N° 9 DESSIRIER, maître écailleur. Jusqu'à 1 h du matin, 227-82-14. T.L.J. HUITRES-CRUSTACÉS-POISSONS.

LE SAINT-SIMON, 116, bd Pereire, 380-88-68. F. dim. Spéc. spécialités de poissons. Menu à 110 F s.a.c., terrasse.

PLACE DU TERTRE

N° 15 LA CRÉMAILLÈRE 1900, T.L.J. 606-58-59, jardin, spéc. FRUITS DE MER.

PORTE MAILLOT

CHEZ GEORGES, 273, bd Pereire, 574-31-00. Maison cinquantenaire, l'on vous reçoit jusqu'à 23 h 30. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Cigars, train de côtes et vins de propriétaires. Ouvert tous les jours, même le samedi.

PORTE SAINT-CLOUD

LE COUSAIRE, 1, bd Esclamaire, 525-53-25. Fermé dim. Ouv. sam. Carte et spécialités. Menu 72 F s.a.c. « Une formule qui vous enchantera. » Le restaurant du XVI^e.

RÉPUBLIQUE - BASTILLE

LE REPAIR DE CARTOUCHE 700-25-86 - 8, bd Filles-du-Calvaire, 11^e. F. sam., dim.

REUILLY-DIDEROT

LE MACQUIN, 94, bd Diderot, 346-88-07. F. lun. Cds. antillais. Amb. exotique.

ATHANOR 344-49-15, 4, r. Crutier, 12^e. Poiss. rivière. Clavecin : mus. baroque.

RICHELIEU-DROUOT

AU PETIT RICHE, 25, r. Le Peletier, 770-68-68 et 86-50. Son étonnant MENU à 100 F. service complet. Salons. Décor 1880. Vins de Val de Loire. F. dim.

SACRÉ-CŒUR

CABANE DE LA BUTTE, 4, rue Lamarck, 18^e. F. merc. 264-63-40. Spéc. PROVÉNÇALES. Piano.

SAINT-AUGUSTIN

LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 322-23-62. Cassinot 68 F. Confit 68 F.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS

LA FOULX, 2, rue Clémence (9^e). F. dim. 325-77-86. Alex. aux fourneaux.

RAFFATIN ET HONORINE, 16, bd St-Germain, 354-22-21. F. D. L. midi. PETITE CROÛTE, 36, rue de Grenelle, 222-13-35. Menu 76 F. Ouvert t. l. j.

ST-GERMAIN-ST-MICHEL

ALSACE A PARIS 326-49-34 9, pl. St-André-des-Arts, 6^e. SALONS. CHOUROUX, grillades, POISSONS. Dégustation d'huitres et coquillages.

DODIN BOUFFANT 325-25-14 Place Mambert-Muniaux j. 0 h 15.

SAINT-MICHEL

LAPÉROUSE, 51, q. des Gds-Augustins, 326-68-04 - 326-90-14. Menu déjeun. 240 F s.a.c. Carte prix fixe 190 F vin et s.a. Grande carte.

Environs de Paris

BOIS DE BOULOGNE

VIEUX GALLON, « ex. », 306-26-10. « Une table raffinée à bord d'un navire du XIX^e siècle » Réceptions • Cocktail • Séminaires • Présentations. Parking.

MELUN

LA MARE AU DIABLE, 063-17-17. Parc (17 ha). Pâtis-Picard. R.N. 6, direction Melun.

ROULEBOISE

CHATEAU DE LA CORNICHE, 093-21-24. Façades exceptionnelles. Terrains suspendus. Bar-Restaurant. Déj., dîners. Salons des Impressionnistes.

GASTRONOMIE

mands). Reprenons ici un mot des frères Minchelli (*restaurant Le Duc*, 243, bd Raspail) dans leur livre *Crustacés, poissons et coquillages* (J.-Cl. Lattès), livre qui donne d'excellentes indications sur les truquages destinés à faire passer pour fraîche une marchandise douteuse par le poissonnier : « Le vrai poisson cru à la française n'a rien à voir avec celui des Japonais, ce rostre de belle apparence, ou celui des préparations tahitiennes, assassiné qu'il est dans chaque cas par le citron dans lequel il a macéré. Autrement dit : cuit ! »

Cette peur des arêtes, cette répugnance du goûteux, s'adressent plus encore aux poissons de rivière, boudés par le consommateur.

Pourtant, ces poissons de rivière sont encore plus riches en magnésium, potassium et phosphore que ceux de mer. Ils s'altèrent aussi plus vite.

La pêche va ouvrir bientôt. C'est, disait spirituellement Albert Simonin, le « *sédatif du Gaulois* ». Et si un proverbe assure que « *La femme du pêcheur ne sait pas accommoder le poisson* », c'est peut-être bien parce que, de rivière, d'étang, de lac, le poisson d'eau douce est mésestimé, bien à tort !

Roby, encore, le confirme, célébrant l'anguille, grasse, cétée, et vite altérée, mais combien succulente; le brochet que l'on peut prendre en ce moment en étang; la carpe sauvage, farcie d'arêtes, mais dont on peut se régaler de la langue de la laitance et du ventre (= *Ventre de carpe et dos de brochet*), dit un vieux proverbe); les lamproies actuellement en pleine migration; le

sandre : la truite (la vraie *trutta fario* que malheureusement l'on ne peut servir au restaurant, ce qui fait que mieux y vaut commander un autre poisson que l'arc-en-ciel d'élevage) ; l'omble-chevalier si fin ; la perche (elle doit être écailée au sortir de l'eau), l'un des meilleurs poissons d'eau douce, mais aussi le plus rare (les fameux filets de perchettes du Léman viennent, à Genève, presque toujours d'ailleurs) ; les gonjons et les ablettes, dont la friture rivalise avec celle de mer de l'éperlan (lui aussi si rare qu'à l'étal des poissonniers on trouve plus souvent sous ce nom des crevettes qui ne le valent pas) et de l'équille.

Seulement voilà ! Rares chez les poissonniers, ces enfants de l'eau douce le sont plus encore aux cartes des restaurants.

Et il faut se réjouir de l'obstination de Christian Guillerand à proposer à la carte de sa *Sologne* (8, rue de Bellechasse) jusqu'à cinq ou six poissons de rivière, en saison. C'est dans ce domaine la meilleure maison de Paris pour ne pas dire la seule.

Et c'est dommage, répétons-le. Car, outre que le poisson est un aliment de choix et bénéfique, on peut vite s'apercevoir que « chaque a son goût, sa texture, sa tendreté, sa couleur, sa salinité, son fumet. On ne peut les confondre les uns avec les autres... Ils s'accommodent de toutes les cuissons : frías, pochés, grillés, braisés, froids, chauds ; tous les légumes les accompagnent avec bonheur... ». Ainsi parle le bon chef Fernand Chambrette dans *La Cuisine du poisson* (Flammarion), qui vient de paraître.

Seulement, en vrai chef,
l'ami Chambrette ne donne



que peu de recettes de poissons non nobles, et quasi pas de poissons de rivière.

Ce qui fait que la femme du pêcheur ne saura toujours pas accommoder le poisson !

LA REYNIÈRE.

(1) Cela est tellement vrai que Christian Constant, un des meilleurs, sinon le meilleur traiteur de Paris (26, rue du Bac, tél. 296-53-53), signale dans ses tarifs, à propos des plats de poisson : « Sans arêter » !

BEAU RIVAGE?

Dans tous les bons
restaurants.



Rive gauche

Le Sybarite

Menu gastronomique 125 F S.C.

SALON PARTICULIER 30 COUVERTS

4, rue de Sabot - PARIS 6^e - 222-21-58

Saint-Germain-des-Près

**le bar
à huîtres**
Poissons et coquillages
*L'après-midi
dégustation de fruits de mer*
VENTE À EMPORTER
112, bd du Montparnasse 14e - 320.71.01
Tous les jours on sert jusqu'à 2h du matin

Rive droite

JOUR & NUIT

ARTS WALLÉS

AU PIED DE COCHON

1, rue Coppieters, Paris 7^e - 236.82.76

CHAMPS, RUSSÉL

La MAISON D'ALSACE

33, Champ-Stanis, Paris 7^e - 355.66.24

A 100 M DE L'OPÉRA

le grand café

1, M des Coppieters, Paris 7^e - 236.82.76

24h/24

AUX ROSES DE BLIDA
spécialités pieds-noirs à emporter
29, rue de Chevilles, 75017 PARIS
622-43-86

Depuis 1760


Cher **RAMPONNEAU**

Ouvrez les yeux
à soi.

cuisine jusqu'à 22h30

720.59.51

21, av. Marceau (16^e)



GARNIER

Le Restaurant de mer
Déjeuners, Dîners, Soirées.

Banc d'Istres

111, rue Saint Lazare.
75008 PARIS 387.50.60



2 des plus belles brasseries 1900
OUVERTES APRES MINUIT

FLO

Foie gras frais 43 F.
 Andouillettes 42 F.
 Cassoulet spéciale 43 F.
 -Frais de mer
 et Isaac d'Andros.
 7, cours de Portes-Extrêmes, Paris 10^e
 Tél. : 770.13.59

Julien

Salmon en croûte 38 F.
 Huitres chamois
 et champagne 48 F.
 Cassoulet d'ile 59 F.
 Coq au vin chamois.
 15, rue du St-Denis, Paris 10^e
 Tél. : 770.12.06

**SERVICE TOUTS LES JOURS
 JUSQU'A 2 H. DU MATIN**

L'ARMORIQUE
PARMI LES MEILLEURS SPECIALISTES
DES HUÎTRES ET COQUILLAGES

MENU 120 F S.E.C.
Livraison à domicile
de plats cuisinés et
huîtres

32, av. de la République (11)
Réservation : 700.08.08

Parking gratuit : 23, rue Gambey
Fermé dimanche soir et ouvert lundi

Charlot
la fraîcheur du poisson
la finesse des cuissons

<p>CHARLOT ROI DES COQUILLAGES 12, place de Cligny 874.49.64 et 65</p>	<p>CHARLOT 1^{er} MERVEILLES DES MERS 128 bis, bd de Cligny 522.47.08</p>
---	--

**Il y a des femmes qui vous servent à dîner
jusqu'à 3 heures du matin.**

Huîtres, fruits de mer, coquillages toute l'année,
chouchoutes de la mer, chouchoutes paysannes.

LE BAYERN
La grande brasserie Bavaroise de Paris
avec orchestre bavarois tous les soirs.
Place du Châtelet.
Réservations 232.40.44.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vins de France et de Champagne,
10 bis, place Clichy, Paris 17.
Réservations 474.44.78.

CHEZ HANSI
La grande brasserie d'Alsace.
3, place du 19 Juin 1945, Paris 12.
Fait à la tour d'Appartenance.
Nouveaux menus 345-50, 42.

WAGNER Y DINERAIT !



Au vieux Berlin
Dégustez l'Allemagne
aux chandelles !

Déjeuner, dîner
aux chandelles
22, av. George-V
75008 Paris
Tél. 729.88.94
Service complet
et dimanche

Magasin
d'information
ouvert tous les jours
de 9 h à 22 h
sauf dimanche

Province

LYON SUD
HOTEL LA BOURBONNAISE **

Autouroute du soleil
sortie Solaise
CHAMBRE 115 à 195 F
GRILL 52 F
GASTRONOMIE 72 à 190 F

Tél. (7) 802.80.58

**LE
SAVOIR FAIRE
PLAISIR**

**Le Rayon Traiteur
est ouvert**

Coquelin Aîné vous propose son nouveau rayon traiteur, composé des spécialités les plus fines et de plats prêts à emporter.

Coquelin
AÎNÉ

1 PL. DE FASSY 75016 PARIS
TEL. : 280.11.74

Isolé dans un
vaste parc
de 6 hectares,
en bord de mer
entre Nice
et Monaco

VIE LUXUEUSE
devant
LE LARGE.

67 chambres climatisées
et nouvellement décorées
Restaurants
Terrasses - Bars.
Piscine d'eau de mer,
2 tennis, funiculaire privé.

**LE GRAND-HOTEL
DU CAP-FERRAT**

06250 ST-JEAN - Tél. (93) 01 04 54
Télex 470184 F

le vin des meilleurs "bistrotés"
CHABERLAY
un vin rouge à boire bien frais

***Pour vous ouvrir
les grandes carrières
de l'hôtellerie et de la restauration
de haut niveau
à l'échelon international***

**INSTITUT INTERNATIONAL
MAXIM'S DE PARIS**

**formation supérieure aux
techniques de management,
de gestion et d'accueil
dans l'hôtellerie, le tourisme
et la restauration de prestige**

**Stages en entreprises dès la première année
et séminaires spécialisés selon option
Pratique intensive des langues.
Bac ou sans bac**

MAXIM'S
célèbre dans le monde entier

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE

votre nom _____
 votre adresse _____

 code postal _____ téléphone _____

INSTITUT INTERNATIONAL MAXIM'S DE PARIS
 école privée du groupe IPSA
 71, Fg St-Honoré, 75008 PARIS/tél. : 266.40.70

échecs

N° 1071

Avec une tour
en moins

(Tournoi international
de Sarajevo, 1984)
Blancs : D. VELIMIROVIC
(Yougoslavie)
Noirs : J. Timman (Hollande)
Partie française.

1. d4 d5 2. c4 e5 3. f3 c6 4. e4 c5 5. d5 c4 6. f4 c3 7. f5 c2 8. f6 c1 9. f7 c0 10. f8 c-1 11. f9 c-2 12. f10 c-3 13. f11 c-4 14. f12 c-5 15. f13 c-6 16. f14 c-7 17. f15 c-8 18. f16 c-9 19. f17 c-10 20. f18 c-11 21. f19 c-12 22. f20 c-13 23. f21 c-14 24. f22 c-15 25. f23 c-16 26. f24 c-17 27. f25 c-18 28. f26 c-19 29. f27 c-20 30. f28 c-21 31. f29 c-22 32. f30 c-23 33. f31 c-24 34. f32 c-25 35. f33 c-26 36. f34 c-27 37. f35 c-28 38. f36 c-29 39. f37 c-30 40. f38 c-31 41. f39 c-32 42. f40 c-33 43. f41 c-34 44. f42 c-35 45. f43 c-36 46. f44 c-37 47. f45 c-38 48. f46 c-39 49. f47 c-40 50. f48 c-41 51. f49 c-42 52. f50 c-43 53. f51 c-44 54. f52 c-45 55. f53 c-46 56. f54 c-47 57. f55 c-48 58. f56 c-49 59. f57 c-50 60. f58 c-51 61. f59 c-52 62. f60 c-53 63. f61 c-54 64. f62 c-55 65. f63 c-56 66. f64 c-57 67. f65 c-58 68. f66 c-59 69. f67 c-60 70. f68 c-61 71. f69 c-62 72. f70 c-63 73. f71 c-64 74. f72 c-65 75. f73 c-66 76. f74 c-67 77. f75 c-68 78. f76 c-69 79. f77 c-70 80. f78 c-71 81. f79 c-72 82. f80 c-73 83. f81 c-74 84. f82 c-75 85. f83 c-76 86. f84 c-77 87. f85 c-78 88. f86 c-79 89. f87 c-80 90. f88 c-81 91. f89 c-82 92. f90 c-83 93. f91 c-84 94. f92 c-85 95. f93 c-86 96. f94 c-87 97. f95 c-88 98. f96 c-89 99. f97 c-90 100. f98 c-91 101. f99 c-92 102. f100 c-93 103. f101 c-94 104. f102 c-95 105. f103 c-96 106. f104 c-97 107. f105 c-98 108. f106 c-99 109. f107 c-100 110. f108 c-101 111. f109 c-102 112. f110 c-103 113. f111 c-104 114. f112 c-105 115. f113 c-106 116. f114 c-107 117. f115 c-108 118. f116 c-109 119. f117 c-110 120. f118 c-111 121. f119 c-112 122. f120 c-113 123. f121 c-114 124. f122 c-115 125. f123 c-116 126. f124 c-117 127. f125 c-118 128. f126 c-119 129. f127 c-120 130. f128 c-121 131. f129 c-122 132. f130 c-123 133. f131 c-124 134. f132 c-125 135. f133 c-126 136. f134 c-127 137. f135 c-128 138. f136 c-129 139. f137 c-130 140. f138 c-131 141. f139 c-132 142. f140 c-133 143. f141 c-134 144. f142 c-135 145. f143 c-136 146. f144 c-137 147. f145 c-138 148. f146 c-139 149. f147 c-140 150. f148 c-141 151. f149 c-142 152. f150 c-143 153. f151 c-144 154. f152 c-145 155. f153 c-146 156. f154 c-147 157. f155 c-148 158. f156 c-149 159. f157 c-150 160. f158 c-151 161. f159 c-152 162. f160 c-153 163. f161 c-154 164. f162 c-155 165. f163 c-156 166. f164 c-157 167. f165 c-158 168. f166 c-159 169. f167 c-160 170. f168 c-161 171. f169 c-162 172. f170 c-163 173. f171 c-164 174. f172 c-165 175. f173 c-166 176. f174 c-167 177. f175 c-168 178. f176 c-169 179. f177 c-170 180. f178 c-171 181. f179 c-172 182. f180 c-173 183. f181 c-174 184. f182 c-175 185. f183 c-176 186. f184 c-177 187. f185 c-178 188. f186 c-179 189. f187 c-180 190. f188 c-181 191. f189 c-182 192. f190 c-183 193. f191 c-184 194. f192 c-185 195. f193 c-186 196. f194 c-187 197. f195 c-188 198. f196 c-189 199. f197 c-190 200. f198 c-191 201. f199 c-192 202. f200 c-193 203. f201 c-194 204. f202 c-195 205. f203 c-196 206. f204 c-197 207. f205 c-198 208. f206 c-199 209. f207 c-200 210. f208 c-201 211. f209 c-202 212. f210 c-203 213. f211 c-204 214. f212 c-205 215. f213 c-206 216. f214 c-207 217. f215 c-208 218. f216 c-209 219. f217 c-210 220. f218 c-211 221. f219 c-212 222. f220 c-213 223. f221 c-214 224. f222 c-215 225. f223 c-216 226. f224 c-217 227. f225 c-218 228. f226 c-219 229. f227 c-220 230. f228 c-221 231. f229 c-222 232. f230 c-223 233. f231 c-224 234. f232 c-225 235. f233 c-226 236. f234 c-227 237. f235 c-228 238. f236 c-229 239. f237 c-230 240. f238 c-231 241. f239 c-232 242. f240 c-233 243. f241 c-234 244. f242 c-235 245. f243 c-236 246. f244 c-237 247. f245 c-238 248. f246 c-239 249. f247 c-240 250. f248 c-241 251. f249 c-242 252. f250 c-243 253. f251 c-244 254. f252 c-245 255. f253 c-246 256. f254 c-247 257. f255 c-248 258. f256 c-249 259. f257 c-250 260. f258 c-251 261. f259 c-252 262. f260 c-253 263. f261 c-254 264. f262 c-255 265. f263 c-256 266. f264 c-257 267. f265 c-258 268. f266 c-259 269. f267 c-260 270. f268 c-261 271. f269 c-262 272. f270 c-263 273. f271 c-264 274. f272 c-265 275. f273 c-266 276. f274 c-267 277. f275 c-268 278. f276 c-269 279. f277 c-270 280. f278 c-271 281. f279 c-272 282. f280 c-273 283. f281 c-274 284. f282 c-275 285. f283 c-276 286. f284 c-277 287. f285 c-278 288. f286 c-279 289. f287 c-280 290. f288 c-281 291. f289 c-282 292. f290 c-283 293. f291 c-284 294. f292 c-285 295. f293 c-286 296. f294 c-287 297. f295 c-288 298. f296 c-289 299. f297 c-290 300. f298 c-291 301. f299 c-292 302. f300 c-293 303. f301 c-294 304. f302 c-295 305. f303 c-296 306. f304 c-297 307. f305 c-298 308. f306 c-299 309. f307 c-300 310. f308 c-301 311. f309 c-302 312. f310 c-303 313. f311 c-304 314. f312 c-305 315. f313 c-306 316. f314 c-307 317. f315 c-308 318. f316 c-309 319. f317 c-310 320. f318 c-311 321. f319 c-312 322. f320 c-313 323. f321 c-314 324. f322 c-315 325. f323 c-316 326. f324 c-317 327. f325 c-318 328. f326 c-319 329. f327 c-320 330. f328 c-321 331. f329 c-322 332. f330 c-323 333. f331 c-324 334. f332 c-325 335. f333 c-326 336. f334 c-327 337. f335 c-328 338. f336 c-329 339. f337 c-330 340. f338 c-331 341. f339 c-332 342. f340 c-333 343. f341 c-334 344. f342 c-335 345. f343 c-336 346. f344 c-337 347. f345 c-338 348. f346 c-339 349. f347 c-340 350. f348 c-341 351. f349 c-342 352. f350 c-343 353. f351 c-344 354. f352 c-345 355. f353 c-346 356. f354 c-347 357. f355 c-348 358. f356 c-349 359. f357 c-350 360. f358 c-351 361. f359 c-352 362. f360 c-353 363. f361 c-354 364. f362 c-355 365. f363 c-356 366. f364 c-357 367. f365 c-358 368. f366 c-359 369. f367 c-360 370. f368 c-361 371. f369 c-362 372. f370 c-363 373. f371 c-364 374. f372 c-365 375. f373 c-366 376. f374 c-367 377. f375 c-368 378. f376 c-369 379. f377 c-370 380. f378 c-371 381. f379 c-372 382. f380 c-373 383. f381 c-374 384. f382 c-375 385. f383 c-376 386. f384 c-377 387. f385 c-378 388. f386 c-379 389. f387 c-380 390. f388 c-381 391. f389 c-382 392. f390 c-383 393. f391 c-384 394. f392 c-385 395. f393 c-386 396. f394 c-387 397. f395 c-388 398. f396 c-389 399. f397 c-390 400. f398 c-391 401. f399 c-392 402. f400 c-393 403. f401 c-394 404. f402 c-395 405. f403 c-396 406. f404 c-397 407. f405 c-398 408. f406 c-399 409. f407 c-400 410. f408 c-401 411. f409 c-402 412. f410 c-403 413. f411 c-404 414. f412 c-405 415. f413 c-406 416. f414 c-407 417. f415 c-408 418. f416 c-409 419. f417 c-410 420. f418 c-411 421. f419 c-412 422. f420 c-413 423. f421 c-414 424. f422 c-415 425. f423 c-416 426. f424 c-417 427. f425 c-418 428. f426 c-419 429. f427 c-420 430. f428 c-421 431. f429 c-422 432. f430 c-423 433. f431 c-424 434. f432 c-425 435. f433 c-426 436. f434 c-427 437. f435 c-428 438. f436 c-429 439. f437 c-430 440. f438 c-431 441. f439 c-432 442. f440 c-433 443. f441 c-434 444. f442 c-435 445. f443 c-436 446. f444 c-437 447. f445 c-438 448. f446 c-439 449. f447 c-440 450. f448 c-441 451. f449 c-442 452. f450 c-443 453. f451 c-444 454. f452 c-445 455. f453 c-446 456. f454 c-447 457. f455 c-448 458. f456 c-449 459. f457 c-450 460. f458 c-451 461. f459 c-452 462. f460 c-453 463. f461 c-454 464. f462 c-455 465. f463 c-456 466. f464 c-457 467. f465 c-458 468. f466 c-459 469. f467 c-460 470. f468 c-461 471. f469 c-462 472. f470 c-463 473. f471 c-464 474. f472 c-465 475. f473 c-466 476. f474 c-467 477. f475 c-468 478. f476 c-469 479. f477 c-470 480. f478 c-471 481. f479 c-472 482. f480 c-473 483. f481 c-474 484. f482 c-475 485. f483 c-476 486. f484 c-477 487. f485 c-478 488. f486 c-479 489. f487 c-480 490. f488 c-481 491. f489 c-482 492. f490 c-483 493. f491 c-484 494. f492 c-485 495. f493 c-486 496. f494 c-487 497. f495 c-488 498. f496 c-489 499. f497 c-490 500. f498 c-491 501. f499 c-492 502. f500 c-493 503. f501 c-494 504. f502 c-495 505. f503 c-496 506. f504 c-497 507. f505 c-498 508. f506 c-499 509. f507 c-500 510. f508 c-501 511. f509 c-502 512. f510 c-503 513. f511 c-504 514. f512 c-505 515. f513 c-506 516. f514 c-507 517. f515 c-508 518. f516 c-509 519. f517 c-510 520. f518 c-511 521. f519 c-512 522. f520 c-513 523. f521 c-514 524. f522 c-515 525. f523 c-516 526. f524 c-517 527. f525 c-518 528. f526 c-519 529. f527 c-520 530. f528 c-521 531. f529 c-522 532. f530 c-523 533. f531 c-524 534. f532 c-525 535. f533 c-526 536. f534 c-527 537. f535 c-528 538. f536 c-529 539. f537 c-530 540. f538 c-531 541. f539 c-532 542. f540 c-533 543. f541 c-534 544. f542 c-535 545. f543 c-536 546. f544 c-537 547. f545 c-538 548. f546 c-539 549. f547 c-540 550. f548 c-541 551. f549 c-542 552. f550 c-543 553. f551 c-544 554. f552 c-545 555. f553 c-546 556. f554 c-547 557. f555 c-548 558. f556 c-549 559. f557 c-550 560. f558 c-551 561. f559 c-552 562. f560 c-553 563. f561 c-554 564. f562 c-555 565. f563 c-556 566. f564 c-557 567. f565 c-558 568. f566 c-559 569. f567 c-560 570. f568 c-561 571. f569 c-562 572. f570 c-563 573. f571 c-564 574. f572 c-565 575. f573 c-566 576. f574 c-567 577. f575 c-568 578. f576 c-569 579. f577 c-570 580. f578 c-571 581. f579 c-572 582. f580 c-573 583. f581 c-574 584. f582 c-575 585. f583 c-576 586. f584 c-577 587. f585 c-578 588. f586 c-579 589. f587 c-580 590. f588 c-581 591. f589 c-582 592. f590 c-583 593. f591 c-584 594. f592 c-585 595. f593 c-586 596. f594 c-587 597. f595 c-588 598. f596 c-589 599. f597 c-590 600. f598 c-591 601. f599 c-592 602. f600 c-593 603. f601 c-594 604. f602 c-595 605. f603 c-596 606. f604 c-597 607. f605 c-598 608. f606 c-599 609. f607 c-600 610. f608 c-601 611. f609 c-602 612. f610 c-603 613. f611 c-604 614. f612 c-605 615. f613 c-606 616. f614 c-607 617. f615 c-608 618. f616 c-609 619. f617 c-610 620. f618 c-611 621. f619 c-612 622. f620 c-613 623. f621 c-614 624. f622 c-615 625. f623 c-616 626. f624 c-617 627. f625 c-618 628. f626 c-619 629. f627 c-620 630. f628 c-621 631. f629 c-622 632. f630 c-623 633. f631 c-624 634. f632 c-625 635. f633 c-626 636. f634 c-627 637. f635 c-628 638. f636 c-629 639. f637 c-630 640. f638 c-631 641. f639 c-632 642. f640 c-633 643. f641 c-634 644. f642 c-635 645. f643 c-636 646. f644 c-637 647. f645 c-638 648. f646 c-639 649. f647 c-640 650. f648 c-641 651. f649 c-642 652. f650 c-643 653. f651 c-644 654. f652 c-645 655. f653 c-646 656. f654 c-647 657. f655 c-648 658. f656 c-649 659. f657 c-650 660. f658 c-651 661. f659 c-652 662. f660 c-653 663. f661 c-654 664. f662 c-655 665. f663 c-656 666. f664 c-657 667. f665 c-658 668. f666 c-659 669. f667 c-660 670. f668 c-661 671. f669 c-662 672. f670 c-663 673. f671 c-664 674. f672 c-665 675. f673 c-666 676. f674 c-667 677. f675 c-668 678. f676 c-669 679. f677 c-670 680. f678 c-671 681. f679 c-672 682. f680 c-673 683. f681 c-674 684. f682 c-675 685. f683 c-676 686. f684 c-677 687. f685 c-678 688. f686 c-679 689. f687 c-680 690. f688 c-681 691. f689 c-682 692. f690 c-683 693. f691 c-684 694. f692 c-685 695. f693 c-686 696. f694 c-687 697. f695 c-688 698. f696 c-689 699. f697 c-690 700. f698 c-691 701. f699 c-692 702. f700 c-693 703. f701 c-694 704. f702 c-695 705. f703 c-696 706. f704 c-697 707. f705 c-698 708. f706 c-699 709. f707 c-700 710. f708 c-701 711. f709 c-702 712. f710 c-703 713. f711 c-704 714. f712 c-705 715. f713 c-706 716. f714 c-707 717. f715 c-708 718. f716 c-709 719. f717 c-710 720. f718 c-711 721. f719 c-712 722. f720 c-713 723. f721 c-714 724. f722 c-715 725. f723 c-716 726. f724 c-717 727. f725 c-718 728. f726 c-719 729. f727 c-720 730. f728 c-721 731. f729 c-722 732. f730 c-723 733. f731 c-724 734. f732 c-725 735. f733 c-726 736. f734 c-727 737. f735 c-728 738. f736 c-729 739. f737 c-730 740. f738 c-731 741. f739 c-732 742. f740 c-733 743. f741 c-734 744. f742 c-735 745. f743 c-736 746. f744 c-737 747. f745 c-738 748. f746 c-739 749. f747 c-740 750. f748 c-741 751. f749 c-742 752. f750 c-743 753. f751 c-744 754. f752 c-745 755. f753 c-746 756. f754 c-747 757. f755 c-748 758. f756 c-749 759. f757 c-750 760. f758 c-751 761. f759 c-752 762. f760 c-753 763. f761 c-754 764. f762 c-755 765. f763 c-756 766. f764 c-757 767. f765 c-758 768. f766 c-759 769. f767 c-760 770. f768 c-761 771. f769 c-762 772. f770 c-763 773. f771 c-764 774. f772 c-765 775. f773 c-766 776. f774 c-767 777. f775 c-768 778. f776 c-769 779. f777 c-770 780. f778 c-771 781. f779 c-772 782. f780 c-773 783. f781 c-774 784. f782 c-775 785. f783 c-776 786. f784 c-777 787. f785 c-778 788. f786 c-779 789. f787 c-780 790. f788 c-781 791. f789 c-782 792. f790 c-783 793. f791 c-784 794. f792 c-785 795. f793 c-786 796. f794 c-787 797. f795 c-788 798. f796 c-789 799. f797 c-790 800. f798 c-791 801. f799 c-792 802. f800 c-793 803. f801 c-794 804. f802 c-795 805. f803 c-796 806. f804 c-797 807. f805 c-798 808. f806 c-799 809. f807 c-800 810. f808 c-801 811. f809 c-802 812. f810 c-803 813. f811 c-804 814. f812 c-805 815. f813 c-806 816. f814 c-807 817. f815 c-808 818. f816 c-809 819. f817 c-810 820. f818 c-811 821. f819 c-812 822. f820 c-813 823. f821 c-814 824. f822 c-815 825. f823 c-816 826. f824 c-817 827. f825 c-818 828. f826 c-819 829. f827 c-820 830. f828 c-821 831. f829 c-822 832. f830 c-823 833. f831 c-824 834. f832 c-825 835. f833 c-826 836. f834 c-827 837. f835 c-828 838. f836 c-829 839. f837 c-830 840. f838 c-831 841. f839 c-832 842. f840 c-833 843. f841 c-834 844. f842 c-835 845. f843 c-836 846. f844 c-837 847. f845 c-838 848. f846 c-839 849. f847 c-840 850. f848 c-841 851. f849 c-842 852. f850 c-843 853. f851 c-844 854. f852 c-845 855. f853 c-846 856. f854 c-847 857. f855 c-848 858. f856 c-849 859. f857 c-850 860. f858 c-851 861. f859 c-852 862. f860 c-853 863. f861 c-854 864. f862 c-855 865. f863 c-856 866. f864 c-857 867. f865 c-858 868. f866 c-859 869. f867 c-860 870. f868 c-861 871. f869 c-862 872. f870 c-863 873. f871 c-864 874. f872 c-865 875. f873 c-866 876. f874 c-867 877. f875 c-868 878. f876 c-869 879. f877 c-870 880. f878 c-871 881. f879 c-872 882. f880 c-

DISQUES

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 5 MAI 1984 XV

Classique

« Iphigénie en Tauride », par Giulini

C'est au souvenir de cette Iphigénie que Giulini dirige en 1982 à Aix, avec dans le rôle-titre, un soprano qui n'a guère fait carrière ailleurs, sinon dans le Concert de Menotti ? Et bien, il faut en retenir le mérite. De cet opéra injustement mal représenté au catalogue, cette version est intéressante à deux titres. D'abord pour la direction vibrante, tendue, démentant l'accusation de froideur et de rigidité souvent portée contre Giulini, rappelle que son univers est la tragédie antique, violente et cruelle. Ensuite pour Patricia Neway, grande voix aux accents dramatiques innés, à la ligne large et charpentée, telle que l'exige ce style, et dominant la tessiture meurtrière même si le manque d'école, les

2 disques mono EMI, 1731.713.

« Erzsébet », de Charles Chaynes

Créé en 1983 à l'Opéra de Paris, Erzsébet a connu alors un certain retentissement. Il est vrai que la figure historique et plus encore légendaire de la sanginaire comtesse Bathory, équivalent féminin de Gilles de Rais, excite généralement les imaginations et les phantasmes.

La curiosité des « premières » et l'atmosphère du siècle des ténés, on perçoit au disque certaines limites. Tout d'abord le texte de Ludovic Janvier, point faible de l'œuvre, laisse profondément déçu : son hermétisme facile et ses obscurités gratuites restent nettement en deçà du mythe et de sa symbolique. N'est pas Bataille qui veut !

La musique de Charles Chaynes, par contre, confirme une superbe réussite de liberté et de cohésion : des cellules de base antiques, la partition, traitée comme des leitmotivs marqués chaque fois de l'évolution psychologique du personnage, chaque aspect de sa « folie ». Elle s'inscrit dans une texture très souple et très élastique, utilisant sans à priori tous les outils de la modernité, le réalisme, l'apport d'instruments nouveaux, les recherches sur les timbres, mais n'hésitant pas à emprunter à l'histoire des formules ou des thèmes quasi ancestraux (hindous, girans...).

Six grandes séquences se succèdent, alternant des moments

d'intense paroxysme et d'autres de méditation intérieure hallucinée.

L'écriture vocale est extrêmement tendue, sollicitant fréquemment le haut médium et l'aigu de soprano. Peut-être faut-il regretter d'ailleurs que Charles Chaynes n'ait pas voulu utiliser toutes les possibilités offertes par la voix humaine chantée, se limitant à ses effets de puissance et d'acuité (de nombreux sauts d'intervalle, de longue sursauts) et n'usant presque pas de ses ressources d'agilité (c'est au violon que sont confiées les arabesques), ni de tout le spectre de ses couleurs en mezzo voix. Dans certaines scènes d'érotisme ou de mélancolie, on peut penser qu'une écriture plus évocatrice, sollicitant plus volontiers le legato ou le mélange des registres, eût apporté des richesses supplémentaires.

Christiane Ede-Pierre, créatrice de l'œuvre, y est magnifiquement d'autorité et d'intensité. Certes, la tessiture, très tendue vers le haut, l'empêche parfois d'articuler son texte avec netteté, et les passages perdus la trouvent quelquefois un peu corvée. Mais elle parvient à créer une tension telle qu'elle ne vous lâche pas un instant. Avec Michael Lonsdale et l'Orchestre de l'Opéra de Paris, direction Elgar Holwirth.

ALAIN ARNAUD.

2 disques mono, EMI - Erzsébet, BMS 136.

Le clavecin de Carl-Philipp-Emanuel

Que Carl-Philipp-Emanuel Bach (1714-1788), le deuxième fils musicien de Jean-Sébastien, ait été au XVIII^e siècle un des plus grands maîtres du clavier, est un général connu, mais on a trop rarement l'occasion de s'en persuader par l'audition de sa musique. Pourtant, cette musique pleine de surprises et de ruptures harmoniques et rythmiques enthousiasme le jeune Haydn, et Mozart non plus ne lui ménage pas ses éloges.

Deux réalisations récentes permettent de faire mieux connaissance avec elle. Voici tout d'abord, fort bien interprétées par le claveciniste néerlandais Anneke Uittenbosch, les six Sonates prussiennes, ainsi nommées parce qu'elles paraissent en 1742 avec une dédicace au roi Frédéric II, patron du compositeur. Ce sont des œuvres en trois mouvements chacune, qui firent

alors sensation et dont l'éclat ne s'est pas terni.

Plus étonnants encore sont les six Concertos pour clavecin avec accompagnement de cordes, deux flûtes et deux cors, parus trente ans plus tard, à Hambourg, en 1772. La fantaisie de Carl-Philipp-Emanuel y reste égale à elle-même, mais on y observe en outre, en particulier dans ceux en ut mineur et en sol majeur, de superbes veilles, très « 18^e siècle », de réduire à un seul les trois ou quatre mouvements de la symphonie ou du concerto traditionnels. Les rapports soliste-orchestre sont aussi de la plus haute originalité. Bob Van Asperen, soliste, dirige l'ensemble Melante 81.

MARC VIGNAL.

2 disques prussiens : Erzsébet, distrib. ADDA, ETC 1011.
2 disques : 2 disques EMI, 1C 2LP 157.

« Alexandre Newski », de Prokofiev



En des temps où l'on parle sans cesse des rapports de la musique à l'image, il n'est pas inutile de se souvenir qu'en 1937 déjà, suspect dans son pays, suspect hors de son pays, Prokofiev cherchait avec un acharnement méfiant les accords de forme, de rythme, de couleurs, entre le regard et l'oreille. En Elsternstein, il rencontre plus qu'un semblable, un frère : appartenant à la même famille d'esprit, nourri des mêmes traditions, aguerri aux mêmes épreuves. De cette rencontre naît Alexandre Newski, cantate selon le titre, fresque et spectacle selon l'esprit, puissante, contrastée, empruntant sa saveur à des thèmes populaires russes et se re-

cherche aux recherches de l'école russe moderne, facile parfois, mais toujours efficace.

A la tête d'un Orchestre de Cleveland sonnant et scintillant, et de ses chœurs disciplinés, Riccardo Chailly suit fidèlement l'esprit de l'épopée, évitant l'émphase et restant à la hauteur de sa tâche. Ses valeurs intrinsèques d'évocation et de passion. Et avec une voix pourtant usée par le temps, Irina Arkhipova, dans sa ballade tragique, amène les larmes.

ALAIN ARNAUD.

Decca, 410-1641.

The Wiz

Récapitulons : on connaît The Wizard of Oz (le Magicien d'Oz), le célèbre conte musical avec Judy Garland. On connaît Michael Jackson, le célèbre chanteur-champion-toutes-catégories-des-hit-parades-internationaux. On connaît Diana Ross, la célèbre lady de la soul. On connaît Quincy Jones, le célèbre producteur (des deux susnommés), alchimiste des studios qui transforme les sons en pépites d'or. Bref, on connaît la chanson. Et Sidney Lumet, le célèbre réalisateur tout terrain, la connaît tout autant.

C'était en 1978 : un remake antérieur du Magicien d'Oz qui, en dépit de la réunion de toutes ces célébrités, fit un flop non moins célèbre aux États-Unis. Six ans plus tard, le succès phénoménal de Michael Jackson (qui tient le rôle de l'Épouvantail au côté de Diana Ross-Dorothy) incite les distributeurs à sortir le film, inédit sur les écrans français. Le temps, semble-t-il, n'a rien changé à l'affaire.

Reste la bande sonore sur double album (également inédit chez nous) qui, sans être inoubliable, donne une mesure différente de l'originale et offre surtout au genre (la comédie musicale) une forme remuante et un brin plus moderne. Pour Quincy Jones, c'était, on l'imagine, le rêve de tout producteur : s'essayer sur une longue distance et faire œuvre de chef d'orchestre

avec une grande formation en travaillant à partir d'une œuvre conceptuelle des morceaux qui s'imbriquent les uns aux autres.

Rien de mieux que de jouer au Gershwin du funk pour flatter et exciter la mégalomanie d'un musicien tel que lui. Alors si ce reste du Gershwin chewing-gum (élastique, défilant à souhait mais pas très solide), le producteur s'en donne à cœur-joie en saupoudrant chaque pièce musicale d'arrangements volumineux et luxuriants (cordes pompées, claviers pimpants, cuivres pompier).

On retrouve le Michael Jackson d'avant la carrière solo lorsqu'il chante exclusivement avec ses Jackson de frères et que sa voix n'avait pas encore atteint cette tonalité si haute perchée ni le timbre chevrotant. Diana Ross nous offre quelques romances soyeuses de sa voix la plus pure. On retiendra en priorité la seconde face (la mieux construite et la plus dynamique) avec You Can't Win (chanté par Michael Jackson) et le Ease on Down the Road (en duo avec Diana Ross) qui fut un mini-tube en son temps. Si, les premières écoutes passées, le disque perd vite de sa teneur, il reste un fond sonore, tout à fait honorable.

ALAIN WAIS.

WEA, 25095-1.

Jazz

Johnny Copeland

Johnny Copeland, Grand Prix du disque à Montreux, et dont nous découvrons le second album publié en France, ne laisse pas sur les invitations : le trombone George Lewis est présent dans l'orchestre et le ténor Archie Shepp honore d'un solo North Carolina. Il s'agit, chez Copeland, d'une excellente habitude. On se souvient peut-être qu'il avait également agité à son groupe de studio, pour l'album Spécial, trois grands noms du jazz de pointe.

Tous les thèmes de ce deuxième disque — à l'exception du Early in the Morning, de Louis Jordan — sont signés Copeland et arrangés par le pianiste Ken Vangel, qui retouche et réactualise les formules

efficaces du rhythm and blues. Cette musique n'a d'autre ambition que de pousser à la danse, de porter ivresse et fesse au plus haut degré d'intensité sans qu'il soit nécessaire pour l'auditeur de forcer sur les décibels. Tâche limitée, sans doute, mais première, ou fondamentale, dans le canton jazziste. Il faut que cette frénésie organisée se maintienne, qu'elle demeure comme système de référence, comme lieu d'éblouissantes évidences vers lequel il est toujours possible de revenir.

LUCIEN MALSON.

Black and Blue 33 587. Distribution WEA.

Vidéocassettes

Michael Jackson's Thriller

● Reportage américain édité par Vestron Vidéo et distribué par RCV.

Produit dérivé de l'industrie du disque, chargé d'en assurer la promotion télévisée, le vidéoclip engendre à son tour des sous-produits vidéo. C'est du moins ce que tente RCV en distribuant une cassette d'une heure consacrée au plus célèbre des clips : Thriller, de Michael Jackson. Pour les fans de la jeune idole, le quart d'heure du clip est prolongé par des interviews, des scènes de maquillage. Mais attention : emboitant le pas à la stratégie des éditeurs américains sur la vidéo musicale, RCV réserve exclusivement ce titre à la vente. Il coûte donc 300 F aux amateurs.

The Rose

● Film américain de Mark Rydell avec Bette Midler et Alan Bates. Édité par CBS/FOX et distribué par UGC Vidéo.

Une grande chanteuse de rock, au sommet d'une carrière fulgurante, décide de donner son dernier concert dans sa ville natale. Inspiré du destin tragique de Janis Joplin, le film est une réflexion sur les rapports des stars avec leur public et le milieu du show-business. L'identification évidente de Bette Midler avec son personnage donne à ce mélodrame musical une force peu commune.

Pierrot le Fou

● Film français de Jean-Luc Godard avec Jean-Paul Bel-

mondo, Anna Karina et Raymond Devos. Édité et distribué par UGC Vidéo.

En voyage vers le sud, Ferdinand et Marianne se retrouvent mêlés à une intrigue policière dont ils seront les victimes. Sans retrouver la spontanéité de A bout de souffle, Jean-Luc Godard réussit à un de ses films les plus accomplis, facile moderne sur la fin des aventures personnelles dans un monde absurde.

Les Guichets du Louvre

● Film français de Michel Mitrani avec Christine Pascal et Christian Riste. Édité et distribué par Cinéthèque.

Michel tente de faire échapper une jeune fille juive à la grande rafle de juillet 1942. Un réquisitoire contre la collaboration et l'antisémitisme par un des meilleurs réalisateurs de télévision, passé au cinéma.

La Lune dans le caniveau

● Film français de Jean-Jacques Bénéix avec Gérard Philipe et Nastassja Kinski. Édité et distribué par GCR.

Après le succès inattendu de « Diva », le second film de Jean-Jacques Bénéix a connu un échec commercial retentissant. Malgré sa surcharge esthétique, le lyrisme de cette véritable partition visuelle mérite sans doute une deuxième lecture plus attentive.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUES

Nous publions, chaque semaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous proposons en outre une sélection de compact-discs.

	CLASSIQUE	JAZZ ou FOLKLORE	VARIÉTÉS	POP-ROCK
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	G. BIZET Carmen J. Mijang/L. Méné (BRATO)	ROSSINI Saverio Mene (Decca)	ANGELIQUE IONATO Marie des braves (Amidon)	FRANCE GALL Démocratie (WEA)
2	H. PURCELL King Arthur Deller Consort (H. Méné)	MOUSSORGSKY Boris Godounov (EMI)	SHAWN DAVEY The Pilgrin (Kala)	LALANNE Avec d'un France (Phonogram)
3	CASTILLON Quatuor Trio Le quatuor d'Alain (A&M)	HAENDEL Cantates H. Lohmeyer (RCA)	KALAM Garis (Columbia)	ALAIN KREMSKI Vibration (Amidon)
4	STRAUSS Sonates G. Gould (CBS)	CASTILLON Quatuor Trio Le quatuor d'Alain (A&M)	JIMMY CLIFF Power and Glory (CBS)	FRANKIE GAVIN Up and Away (Kala)
5	SCHUBERT Impromptus R. Lipp (Decca)	DERUSSY Noces B. Holmberg (Philips)	STEEL PULSE Earth Crisis (WEA)	MUSIQUE DU RAJASTHAN Avec les Maharajas (A&M)
6	SCHUMANN Sonates d'opéra Argenta (DGG)	PROKOFIEV Deux concertos pour piano S. Mitz (DGG)	SHAWN DAVEY The Pilgrin (Kala)	MARIA CARTA Bella (Chant du monde)

UNE SÉLECTION DE COMPACT-DISCS

	CLASSIQUE	VARIÉTÉS
	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	H. PURCELL King Arthur Deller Consort (H. Méné)	SCHUBERT Impromptus R. Lipp (Decca)
2	GRIEG Pour Gytis N. Mitz (Pathé-Musoni)	SCHUMANN Lieder M. Price (Orfeo)

مكتبة الامم المتحدة

Flots publics

Les fontaines comme œuvres d'art et lieux de rendez-vous.

A l'ombre de la tour millénaire de Saint-Germain-des-Prés, au carrefour des rues de Rennes, Bonaparte et Gozlin, dédié depuis deux ans au Québec, on a dressé une palissade. Elle est surmontée depuis quelques jours d'un vaste « parapluie » de bois et de plastique.

Tout cela dissimule un chantier où se construit petit à petit une fontaine monumentale, offerte par le Québec à la Ville de Paris, à charge pour celle-ci d'en assurer l'exécution.

D'après la maquette, il s'agit d'un bassin à margelle plate comportant en son centre une fontaine jaillissante formée de blocs de bronze et de granit en désordre, dont on pourrait penser qu'ils ont été précipités sur la place par les habitants des immeubles voisins.

Autour du bassin, quelques bancs et des arbres seront installés, l'ensemble formant « un lieu de repos et de méditation », ce qui, bien sûr, est préférable aux voitures qui avaient fait de l'endroit un parc de stationnement sauvage, si bien que le bassin et son environnement représentaient pour l'avenir une entreprise réussie de dissuasion.

L'eau de Paris a toujours été le souci permanent de ceux qui eurent mission de gérer la capitale. Les puits étaient rares, les sources d'Arcueil et de Belleville peu abondantes, la Seine difficilement accessible pour beaucoup de Parisiens, et les pompes à eau insignifiantes.

L'alimentation en eau posait donc de nombreux problèmes. Il n'y a pas si longtemps que l'usage de l'eau courante a été généralisé, et il n'est heureusement plus besoin, comme le disaient les frères Goncourt dans leur *Journal*, de « se faire monter un bain » par des porteurs d'eau auvergnats.

On a toujours construit des fontaines dans Paris. Certaines sont d'une si grande beauté qu'on peut penser qu'elles furent le prétexte de monuments prestigieux : la fontaine des Innocents, de Jean Goujon et Pierre Lescot, chef-d'œuvre qui rend aujourd'hui encore plus dérisoire son nouvel environnement ; la fontaine des Quatre-Saisons, rue de Gre-

nelle, extraordinaire édifice orné de nymphes élevé en 1745 par Bouchardon. Les minces filets d'eau qui fusent de quatre gueules de lion placées près du sol prouvent amplement que son créateur s'est davantage soucie de la beauté de l'œuvre que du rendement d'une fontaine qui faisait l'admiration de Voltaire.

C'est Napoléon et, plus tard, Haussmann qui améliorèrent l'alimentation en eau de la capitale : l'accroissement constant de la population (546 000 habitants en 1801, 622 636 habitants en 1811) l'exigeait d'urgence.

L'Empereur demanda en 1806 à ses ingénieurs de construire le canal de l'Ourcq et d'aménager le bassin de La Villette, et à ses architectes de faire élever quinze nouvelles fontaines qu'on ajouterait aux cinquante-six déjà existantes.

Cela fut fait très rapidement, à commencer par celle du « Fellah », rue de Sèvres, et par la monumentale fontaine du Palmier, place du Châtelet. Toutes deux de style « retour d'Egypte » pour complaire à Napoléon.

En 1817, la population s'élevait à 713 966 habitants malgré l'hécatombe des guerres impériales. Elle ne cessa de s'accroître durant le règne de Louis-Philippe, qui fit élever une série de bassins et de fontaines à la Concorde par Hitotsubashi, puis square Louvois par Visconti, face à la Bibliothèque royale, au lieu et place de l'Opéra, démoli après que le duc de Berry, victime d'un attentat, y eut rendu le dernier soupir.

A quelques pas de là, au coin de la rue de Richelieu et de la rue Molière, on fit ériger par le même Visconti, en hommage à l'auteur du *Misanthrope*, une fontaine monumentale grâce à une souscription couverte à une vitesse foudroyante dans le monde des arts et des lettres.

Il semble que la rue de Richelieu ait bien inspiré les architectes fontainiers. Témoin le nouveau bassin aménagé devant l'immeuble moderne des Assurances générales, où la grâce le dispute à l'ingéniosité, mais qui est un modèle que l'on

trouve sur la 6^e Avenue, à New-York, au Rockefeller Center.

La fontaine des Orateurs-Sacrés, dite plaisamment des « Quatre-Points-Cardinaux », fut inaugurée place Saint-Sulpice en 1844. Due à Visconti (encore lui !), elle fit l'admiration des Parisiens de la rive gauche, à commencer par un petit garçon qui s'appelait Anatole Thibault, fils du père France, le libraire du quai Malaquais.

C'est naturellement à Haussmann qu'il appartient de donner aux habitants de la capitale moderne voulue par Napoléon III, dont la population s'élevait en 1861 à 2 120 000 habitants, une plus importante alimentation en eau. Pour cela, il fit construire par l'ingénieur Belgrand deux aqueducs, dont l'un, terminé en 1863, amena l'eau de la Dhuy au réservoir de Ménilmontant. L'autre, achevé en 1865, alimenta, grâce à la Vanne, le réservoir de Montsouris, espèce de colline herbeuse qui domine le quatorzième arrondissement.

Ces travaux gigantesques, menés tambour battant, donnèrent naissance à une vingtaine de fontaines, dont deux au moins sont restées célèbres et le sont toujours : la fontaine Saint-Michel (de Davoud), qui fait faiblement penser à un buffet Henri II, mais qui a trouvé une gloire nouvelle auprès d'une jeunesse turbulente ; la fontaine Médicis, restaurée définitivement sous le Second Empire par Gisors et Otin, dont le miroir d'eau a vu se nouer sur ses bords bien des idylles juvéniles.

Mais la plus belle de toutes les fontaines parisiennes de la seconde moitié du dix-neuvième siècle reste sans conteste celle que dédia, au carrefour de l'Observatoire, le grand Carpeaux aux *Quatre parties du monde*, en oubliant délibérément l'Océanie, qui aurait dû à l'équilibre rythmique de l'ensemble. De ce chef-d'œuvre de grâce majestueuse, on est redevable à la fois au Second Empire, qui le commanda, et à la III^e République, qui le fit exécuter.

La III^e République, ce fut aussi, grâce à une abondante

alimentation en eau, un nombre considérable de bassins, de jets et de miroirs d'eau, sans oublier les fontaines Wallace, dont il ne reste aujourd'hui que quelques exemplaires, témoins d'une époque révolue.

Parmi toutes ces réalisations, dont certaines n'ajoutent rien au rayonnement artistique de la capitale, il en est une qui mérite attention. C'est le *Miroir d'eau*, dit de la Seine, qui se trouve devant le Grand Palais et dont l'auteur est le sculpteur Larche.

Les visiteurs des expositions présentées au Grand Palais lui jettent en passant un regard distrait, et pourtant elle vaut qu'on s'y arrête pour la grâce de ses nymphes, et pour son style qui l'apparente à un grand surtout de table 1900, époque à laquelle elle fut conçue.

Depuis une dizaine d'années, la Ville de Paris a entrepris la réalisation d'un programme de restauration d'anciennes fontaines et la création d'œuvres nouvelles.

C'est ainsi que toutes les fontaines existantes ont été petit à petit remises en état et « en eau », avec beaucoup de soin et de goût. La dernière remise en eau étant celle de la très jolie fontaine des Haudriettes qui fait face aux Archives nationales.

Mais également la fontaine du Palais de Chaillot, qui est la plus importante, sinon la plus esthétique, des fontaines parisiennes. Elle fut dessinée par les trois architectes à qui l'on doit le palais, lui-même élevé pour l'Exposition de 1937. La fontaine, dont les jeux d'eau et les bassins s'étagent tout le long des pentes du jardin du Trocadéro, semble un grand vaisseau dont les canons donneraient naissance à d'étonnantes jeux d'eau qui, malheureusement, ne sont pas quotidiens.

Le nouvel aménagement de la place de l'Hôtel-de-Ville comporte deux buffets d'eau placés à chacune de ses extrémités. L'eau est d'ailleurs le seul élément vivant du désert minéral qu'est devenue l'ancienne place de Grève, qui vit se dérouler toute l'histoire de Paris.



Al Trocadéro

Elle s'échappe et retombe en hautes volutes de deux sous-bassements massifs dont l'architecture rappelle curieusement celle du palais de Chaillot.

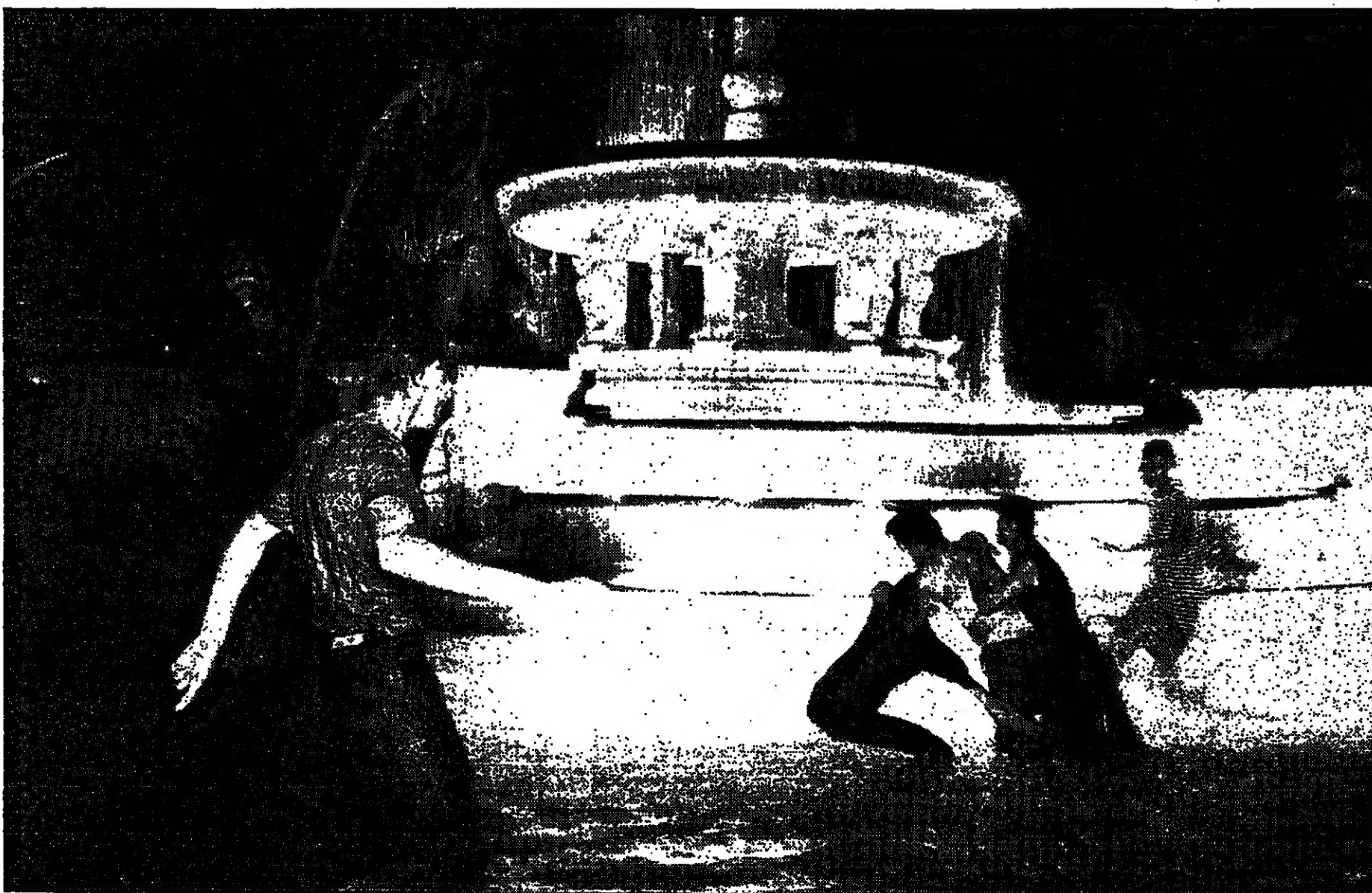
Non loin de là, à côté du Centre Pompidou, exactement au chevet de l'admirable vaisseau de l'église Saint-Merri, on découvre l'insolite et amusante fontaine Igor-Stravinsky (ainsi nommée sans doute parce que son bassin recouvre l'IRCAM, cher à Pierre Boulez), conçue par Niki de Saint-Phalle et Tinguely. Pour la joie des promeneurs petits et grands, grâce à une « animation » et à de vives couleurs qui rappellent les anciens stands de tir de la défunte Fête à Neu-Neu.

Dans un tout autre quartier, puisqu'il s'agit du douzième arrondissement, une baignoire de céramique bleue s'est échouée au milieu du jardin de l'Îlot Saint-Eloi, au cœur de Reuilly,

tandis que, dans l'arrondissement voisin, la place Léon-Blum, ci-devant place Voltaire, est ornée depuis 1978 d'un énorme bas-relief de bronze dont l'auteur est un sculpteur italien. Ce très banal morceau de sculpture d'inspiration mythologique surmonte un bassin à degrés d'où s'échappe un ruissellement fort discret.

Enfin, un « objet sphérique » générateur de quelques gouttelettes, installé il y a quelques années au coin des rues de l'Ecluse et de Jacob, a suscité, en son temps, une controverse au cours d'une réunion de la commission du Vieux-Paris. Était-ce là une œuvre d'art ou une bouche d'aération ? M. Michel Fleury, qui présidait cette séance, mit tout le monde d'accord en concluant que la « chose » procédait de l'une et de l'autre.

ANDRÉE JACOB.



Fontaine de la place Daumesnil

Belleville cascade

BELLEVILLE, la plus haute colline de Paris, aura sa fontaine comme les quartiers huppés de la capitale. Et même une cascade dont l'eau en brûlant descendra la pente sur plusieurs centaines de mètres. C'est un projet déjà fort ancien dont le conseil de Paris a enfin voté la réalisation le 26 avril. Au flanc du coteau, à l'emplacement de masures que l'on a jetées à terre, s'étendra un parc de 4 hectares dont l'escalier liquide sera l'axe principal. Depuis la source, située au pied d'un jardin d'hiver, le flot dégringolera sur un dénivellement total de 21 mètres. De vasques en mini-bassins, de réceptacles en aléas liquides, l'eau mussera au milieu des talus fleuris, des pelouses, des aires de jeux, des bosquets et des jardins agrémentés de plantes de nos terroirs. Pas d'exotisme. Un peu de majesté, car le site s'y prête, et beaucoup de bon enfant car le quartier en a besoin. Tout en bas, le cours d'eau retrouvera son calme dans un jardin de plantes aquatiques, qui éroquera tout de même l'Extrême-Orient. Les Indochinois, nombreux aux alentours, apprécieront. Mais l'élément le plus attractif sera certainement cette paire d'éléphants de pierre qui pontifient de leur force tranquille la mi-parcours du torrent. Un chemin permettra de passer entre les colonnes de leurs pattes.

Il faudra cinq ans et au moins 30 millions de francs pour aménager l'ensemble de ce nouveau parc.

M. A.-R.

